

Bilan

— **2018** —

des investissements internationaux en France



2018

sommaire

6-7
AVANT-PROPOS

8-9
ÉDITO

10-11
SYNTHÈSE 2018

1

Introduction

14
CONTEXTE
INTERNATIONAL

2

Caractéristiques des investissements internationaux en 2018

28
PROJETS
ET EMPLOIS

32
PAYS D'ORIGINE
DES INVESTISSEMENTS

37
FONCTIONS SERVIES
PAR LES INVESTISSEMENTS

47
SECTEURS
D'ACTIVITÉ DES
INVESTISSEMENTS

53
TYPES
D'INVESTISSEMENT

56
INVESTISSEMENTS
FINANCIERS

3

Attractivité territoriale en 2018

64

ANALYSE RÉGIONALE

76

LA CONTRIBUTION DES FILIALES
D'ENTREPRISES ÉTRANGÈRES
À L'ÉCONOMIE
DES TERRITOIRES FRANÇAIS

4

Fiches pays

86

REGARD SUR
INVESTISSEMENTS

5

Annexes

156

CRITÈRES DE PRISE EN COMPTE
DES INVESTISSEMENTS PHYSIQUES
CRÉATEURS D'EMPLOI

160

BUSINESS FRANCE

*En France, on compte
pas moins de 28 000 entreprises
étrangères, qui emploient
2 millions de personnes*



Pascal Cagni

Président du Conseil
d'administration de Business France
et Ambassadeur délégué
aux investissements internationaux

L'attractivité de la France s'est encore améliorée en 2018, et cela en dépit du tassement de la croissance mondiale, des tensions économiques et de la montée du protectionnisme. Un nouveau record a été établi, avec 1 323 projets d'investissements étrangers, un chiffre qui surpasse celui de 2017 - 1 298 -, qui déjà constituait un record.

Les entreprises qui investissent sur notre sol proviennent de près de 60 pays différents. Parmi eux, et c'est naturel, les pays de l'Union européenne figurent en très bonne place puisqu'ils représentent 61 % de l'ensemble des décisions d'investissement. C'est le signe que le marché européen continue de se structurer et de s'unifier. L'Amérique du Nord positionne toujours la France comme une porte d'entrée idéale sur le continent européen - les États-Unis conservent leur place de premier investisseur. Bien que le score de l'Asie soit encourageant - 11 % des projets -, il faut poursuivre nos efforts car l'économie de ce continent représente aujourd'hui près de 36 % du PIB mondial. Si cet écart est légitime, compte tenu de la distance géographique et des cultures d'entreprise distinctes, il doit cependant nous inciter à accroître le poids de ces échanges et tendre vers une relation de donnant-donnant et d'ouverture lucide aux investissements chinois.

L'image de notre pays fait, quant à elle, un bond en avant : 61 % des cadres dirigeants étrangers estiment que l'attractivité de la France a progressé au cours des deux dernières années. C'est une augmentation de 7 points par rapport à 2017, après une hausse de 16 points l'année précédente. Le sondage Kantar-Business France réalisé en décembre 2018 souligne par ailleurs que le mouvement social d'ampleur n'a pas affecté la perception de notre pays auprès des investisseurs étrangers; qui se déclarent plutôt satisfaits de la réponse politique et économique apportée.

Au cours des 18 derniers mois, j'ai pu constater cette évolution lors de mes échanges avec plusieurs centaines

de dirigeants issus des 5 continents ainsi qu'avec la presse étrangère et les Français vivant à l'étranger, que ce soit en Chine continentale, à Hong Kong, Singapour, Rome, Berlin, New York, San Francisco, Mexico ou dans les pays de la Péninsule Arabe.

De ce long périple au cœur de l'attractivité, je retiens que notre pays suscite une curiosité grandissante de la part des décideurs et influenceurs. La France apparaît comme un pays leader, capable de relever les défis à venir et qui offre d'excellentes conditions de développement.

Les raisons de cet intérêt renouvelé ? Elles tiennent à ce que nous pouvons appeler **le carré magique de l'attractivité** offert aux investisseurs.

La France est d'abord un **pays ouvert et accueillant** puisqu'on n'y compte pas moins de 28 000 entreprises étrangères, qui emploient 2 millions de personnes et représentent 21 % des dépenses en R&D et 31 % des exportations. Par ailleurs, 343 400 étudiants étrangers ont choisi l'Hexagone pour étudier en 2017-2018, un chiffre en hausse de 4,5 % par rapport à l'année précédente.

La France est également un **pays innovant et riche de talents**. On recense un million d'ingénieurs, le plus grand nombre en Europe avec l'Allemagne, et nous sommes parmi les pays leaders en Europe pour le nombre d'étudiants en recherche avancée. La **French Tech** illustre notre dynamisme en matière d'innovations. Elle a brillé une fois encore au CES de Las Vegas en janvier 2019. Ses 9 400 startups ont levé pas moins de 3,6 milliards d'euros en 2018, un nouveau record. Par conséquent, il n'est pas étonnant que plus de 130 projets d'investissement étrangers en 2018 concernent des activités de R&D, tels ceux de SAP, Allergan ou Collins Aerospace : qui se priverait d'un vivier pareil ?

La France est de surcroît un **pays pleinement engagé dans la révolution numérique et d'une grande vitalité**

entrepreneuriale. 60 % des jeunes veulent créer leur entreprise, une petite révolution puisqu'ils n'étaient que 13 % il y a 10 ans. Notre pays dispose de 300 incubateurs et de 50 accélérateurs répartis sur tout le territoire. Le plus grand incubateur au monde est français : **Station F**, qui accueille 1 000 startups. Quel est le plus grand événement tech d'Europe ? **VivaTech**. Où se tient-il ? À Paris.

Enfin, notre pays a une **longue tradition industrielle**, que le gouvernement s'est engagé à revitaliser pour **tirer parti de la Révolution Industrielle 4.0**. Avec 260 000 entreprises et plus de 1 000 milliards d'euros de chiffre d'affaires, dont 38 % à l'export, notre savoir-faire manufacturier est mondialement réputé. Voilà pourquoi la France occupe depuis plus de 15 ans la 1^{ère} place en Europe pour l'accueil des implantations industrielles. En 2018, un quart des projets d'investissement étrangers concernent des activités de production, comme en témoignent les choix de Bosch, Merck, ou ThyssenKrupp. La **French Fab** qui structure cette renaissance industrielle doit permettre d'attirer plus de talents et de capitaux vers un tissu de PME et d'ETI génératrices d'emplois dans l'ensemble des régions françaises.

Tous ces atouts sortent renforcés de près de deux ans de réformes menées tambour battant. La loi sur le **plan d'action pour la croissance et la transformation des entreprises**, qui va entrer en vigueur ce printemps, illustre la capacité d'adaptation de notre pays et sa volonté de simplifier la vie des entrepreneurs et des investisseurs, nationaux comme étrangers. Nul doute que la poursuite des réformes engagées par le gouvernement consolidera davantage encore notre attractivité dans les mois à venir. Le monde change, « Choose France »*.

*Choisissez la France

*La France a bénéficié
de 1 323 nouvelles décisions
d'investissements étrangers
permettant la création ou
le maintien de 30 300 emplois*



Christophe Lecourtier

Directeur Général
de Business France

La France n'a jamais eu de goût pour le fatalisme et ne résiste pas à la satisfaction de faire mentir les augures. En 2018, alors que le contexte mondial bruissait de la remise en question de la libéralisation économique, que l'environnement européen semblait porteur de davantage de risques que de promesses, l'attractivité de notre pays s'est encore renforcée, après une année 2017 exceptionnelle.

L'an dernier, ce sont 25 nouvelles décisions d'investissement par semaine (contre 19 et 21 en 2015 et 2017) qui ont été recensées. La France a ainsi bénéficié de 1 323 nouvelles décisions d'investissements étrangers, qui ont permis la création ou le maintien de 30 300 emplois.

Ce n'est évidemment pas le fruit du hasard : l'élection présidentielle de 2017 a profondément modifié l'image de la France auprès des responsables d'entreprises étrangères, et cette dynamique positive s'est poursuivie et amplifiée au cours de l'année écoulée. Ainsi, selon le Baromètre réalisé par Kantar Public, 87 % des chefs d'entreprise étrangers estimaient en décembre 2018 que la France constituait une destination attractive pour les entreprises.

Cette « révolution de l'attractivité » s'est accélérée ces derniers mois, dans les esprits comme dans la réalité économique. Culturellement, cela se traduit par des Français réconciliés avec l'entrepreneuriat. Monter sa startup et devenir chef d'entreprise est plus que jamais « tendance », et pourrait bien devenir la norme. Selon un sondage d'OpinionWay, près de 60 % des jeunes rêvent aujourd'hui de monter une affaire.

Plus important encore, l'amélioration de l'image de la France se traduit dans les faits de manière impressionnante : les décisions de nouvelles implantations en France ont ainsi progressé de 14 %

en 2018 et s'établissent à 741 projets, représentant plus de la moitié des investissements (56 %). Autre bonne nouvelle, qui conforte les ambitions du gouvernement dans ce domaine, la France reste une terre d'accueil privilégié des activités industrielles : celles-ci recouvrent 24 % de l'ensemble des investissements et 38 % des emplois. Cette dynamique confirme **la présence des firmes multinationales étrangères dans l'industrie**, où se concentre une part conséquente (36 %) de leurs emplois en France.

Quelques exemples : **Collins Aerospace, leader mondial américain des systèmes et solutions technologiques pour le secteur de l'aéronautique, a investi plus de 18 millions d'euros et créé 55 emplois en Occitanie** ; l'entreprise canadienne Robotiq, qui conçoit et fabrique des composants pour robots collaboratifs (mains robotiques), s'implante à Lyon pour rayonner en Europe ; **le groupe agroalimentaire japonais Takara Foods**, a annoncé l'implantation d'une usine de fabrication de ramen de 3000 m², dont 500 m² d'atelier, moyennant un investissement de 1,6 millions d'euros.

Enfin, à l'échelle mondiale, la France confirme qu'elle joue dans la cour des grands en matière d'innovation.

Les activités de R&D ont progressé de +9 % depuis 5 ans en taux de croissance annuelle moyenne, et représentent désormais **10%** de l'ensemble des investissements. Chaque année, **les géants mondiaux de la Tech** (Cisco, Google, Facebook...) renforcent leur présence dans l'hexagone.

Beaucoup a été fait depuis 2017. Les investisseurs ont plébiscité les réformes engagées au lendemain de l'élection présidentielle. En conséquence de quoi notre part de marché en termes d'IDE a crû significativement : elle permet à la France de devancer la Grande-Bretagne – enlisée dans le Brexit – si l'on considère les flux des deux dernières

années. Mais pour transformer l'essai, et pouvoir durablement tirer les bénéfices en termes d'emploi et de consolidation de notre tissu productif, il est essentiel de maintenir la dynamique des réformes. Le monde nous regarde. Et chacun mesure l'importance de l'enjeu, dans un contexte social qui révèle que la France n'est pas épargnée par le clivage entre ceux qui se considèrent comme « gagnants » et ceux qui se ressentent comme « perdants » dans la mondialisation.

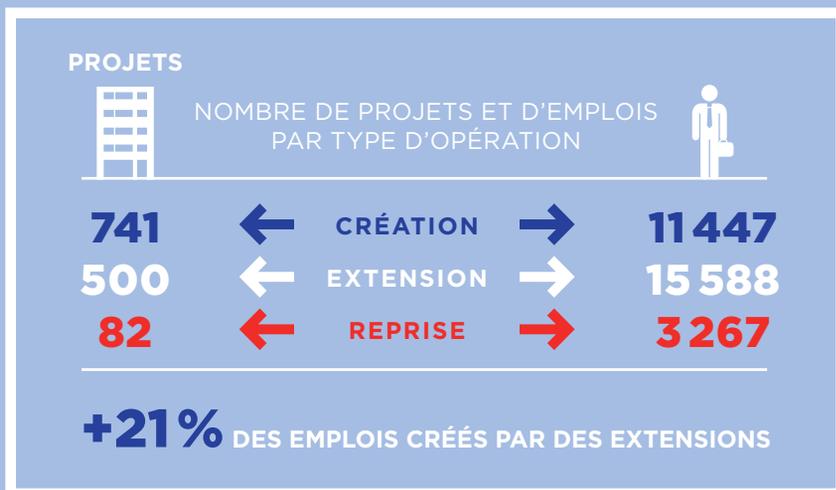
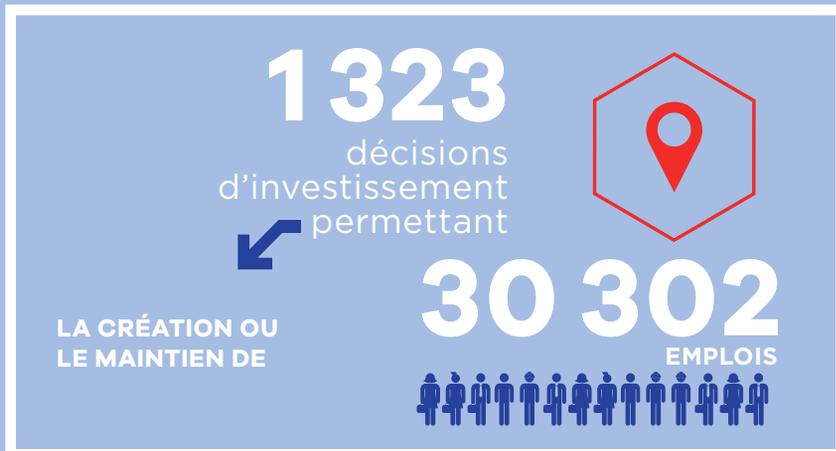
Dès ce printemps, la loi PACTE témoignera d'une volonté intacte de favoriser le développement des entreprises – qu'il s'agisse des PME, des très petites entreprises, des commerçants ou des artisans – en leur simplifiant la vie pour leur permettre d'affronter la compétition nationale et internationale. D'autres mesures comme le « passeport talents », un dispositif d'accueil renforcé qui s'adresse aux créateurs d'entreprise, investisseurs, artistes, chercheurs, salariés de grands groupes, étudiants étrangers, répondent à la même ambition d'améliorer l'environnement des affaires de notre pays.

Nul doute que d'autres décisions, d'autres réformes, viendront nourrir la chronique initiée il y a deux ans d'une France « de retour » sur l'avant-scène du dynamisme économique.

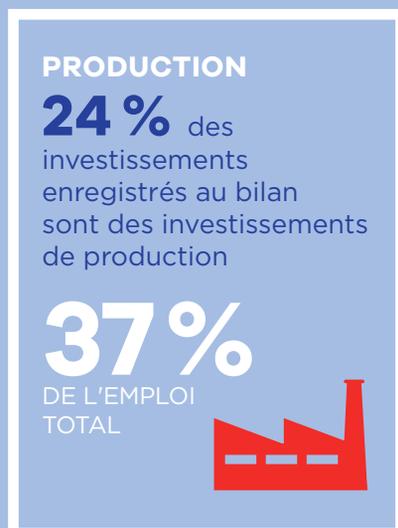
Au-delà des réformes, l'enjeu est aussi d'accompagner par davantage d'écoute et de service le développement des projets d'investisseurs étrangers dans nos territoires. C'est l'occasion de confirmer aux investisseurs que Business France, aux côtés des agences régionales de développement et des services de l'Etat en région, met tout en œuvre pour faciliter leur implantation en France.

SYNTHÈSE 2018

Investissements internationaux en France



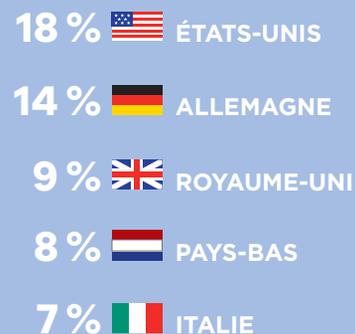
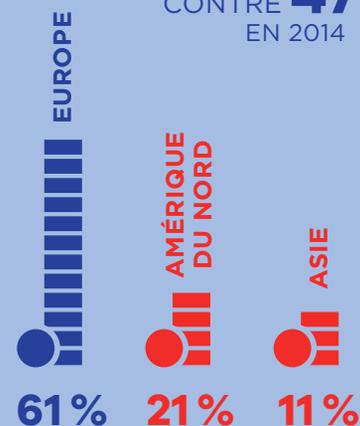
FONCTIONS STRATÉGIQUES



ORIGINE DES PROJETS D'INVESTISSEMENT

EN 2018
58 pays

CONTRE **47**
EN 2014



FORTE PROGRESSION
DES DÉCISIONS
D'INVESTISSEMENT
EN PROVENANCE
DU ROYAUME-UNI **+33%**
ET DE LA SUISSE **+22%**

1

Introduction

10 CONTEXTE INTERNATIONAL

CONTEXTE INTERNATIONAL

LA CROISSANCE MONDIALE SE STABILISE

La croissance économique mondiale a atteint 3,7% en 2018. En 2019 et 2020, les estimations de l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE) prévoient une croissance mondiale du produit intérieur brut (PIB) de l'ordre de 3,5%. **Parmi les pays développés, la croissance de la zone euro a été de 1,9% en 2018** contre +2,9% pour les États-Unis. La forte croissance observée dans les pays émergents a été en partie portée par l'Inde (7,5%) et la Chine (6,9%).

Le ralentissement de la progression des échanges, le durcissement de la situation financière dans le monde et la hausse des prix du pétrole sont autant de facteurs qui contribuent à cette légère baisse de croissance. Le contexte international est marqué par de fortes incertitudes. À court terme, l'aggravation de la situation dans certaines économies émergentes et les risques protectionnistes pourraient peser sur l'activité mondiale. En Europe, l'issue des négociations sur le Brexit ainsi que l'orientation de la politique budgétaire en Italie pèsent sur les perspectives économiques ainsi que sur les échanges.

Dans un contexte international moins dynamique et plus incertain, la croissance du PIB en France devrait être **de 1,5% en 2018**. La croissance économique française restera dynamique en 2018-2019, avec un rythme annuel moyen d'environ 1,3%. Les réformes budgétaires et du marché du travail en cours soutiendront les exportations et l'investissement des entreprises. Les réformes telles que l'allègement de la fiscalité des entreprises et la réforme du marché du travail, doublées d'un retour de la confiance des entreprises, devraient conforter un peu plus l'investissement et l'emploi. Bien que le climat des affaires en France fléchisse depuis août 2018, son niveau reste nettement supérieur à la période antérieure.

Dans ce contexte de restrictions commerciales, la dynamique des échanges ralentit : au niveau mondial, la progression des échanges est de 3,9% en 2018 et devrait se stabiliser autour de 3,7% sur la période 2019-2020. Leur montant devrait rester conforme aux

Fig. 1 INDICE DE CONFIANCE DES ENTREPRISES (2018)
Moyenne de long terme = 100



Source : OCDE, 2018

performances moyennes observées sur la période 2012-2017. Si les tensions commerciales entre les États-Unis et la Chine perdurent, les échanges pourraient cependant nettement ralentir en Chine à moyen terme.

En France, le commerce extérieur contribue positivement à la croissance du PIB. En 2018, selon les données de l'Institut national de la statistique et des études économiques (INSEE), les exportations de biens et services ont ralenti (+3,1% après +4,7%), mais de façon moins marquée que les importations (+1,1% après +4,1%). Par conséquent, les échanges extérieurs contribuent davantage à l'activité en 2018 qu'en 2017 (+0,6 point après +0,1 point). Les exportations de biens ont été dynamiques en 2018 avec une croissance de 3,8%, après une augmentation de 4,5% en 2017. La hausse est essentiellement portée par les véhicules automobiles et le textile/habillement/cuir, qui connaissent de fortes progressions (respectivement + 7,9% et + 8,2%).

La période récente a été marquée par une forte remise en question de la libéralisation commerciale dans l'opinion publique et parmi les décideurs politiques. Le Brexit et l'engagement des États-Unis dans la voie du protectionnisme, de même que le repli identitaire et la montée du populisme en Europe, mettent en exergue les défis imposés par la mondialisation. En France, la crise des gilets jaunes révèle que si la mondialisation et le progrès technologique font des gagnants qui bénéficient de nouvelles opportunités d'emplois et de biens, ils font aussi des perdants avec la hausse des écarts de revenus entre les emplois qualifiés et les emplois peu qualifiés. Ce contexte trouble qui nécessite des réponses politiques ne remet pas en cause le rebond de l'attractivité de l'économie française observée en 2017.

L'ATTRACTIVITÉ DE LA FRANCE CONFORTÉE

L'année 2018 confirme l'attractivité du site France : 61%¹ des cadres dirigeants étrangers interrogés par Kantar Public estiment que l'attractivité de la France s'est améliorée au cours des deux dernières années (cf. Encadré). C'est une augmentation de 7 points par rapport à 2017 après une hausse de 16 points l'année précédente.

L'image de la France auprès des responsables d'entreprises étrangères a connu un véritable tournant à la suite de l'élection d'Emmanuel Macron, et cette dynamique positive s'est poursuivie et amplifiée au cours de l'année écoulée. D'autres observateurs économiques font le même constat. Ainsi, selon un sondage réalisé en décembre 2018 par l'institut Ipsos, 74% des chefs d'entreprise étrangers avaient le sentiment que la France était un pays attractif pour les entreprises. Il s'agit d'un quasi-doublement par rapport à 2016.

L'attractivité comparée de la France progresse elle aussi fortement. La France est le 2^e pays européen jugé le plus attractif, citée par 35% des cadres dirigeants interrogés, derrière l'Allemagne (45%) et devant le Royaume-Uni (29%). Pour plus d'un tiers des décideurs économiques, elle fait partie des deux pays les plus attractifs d'Europe pour les investissements étrangers. Elle gagne 18 points par rapport à 2016.

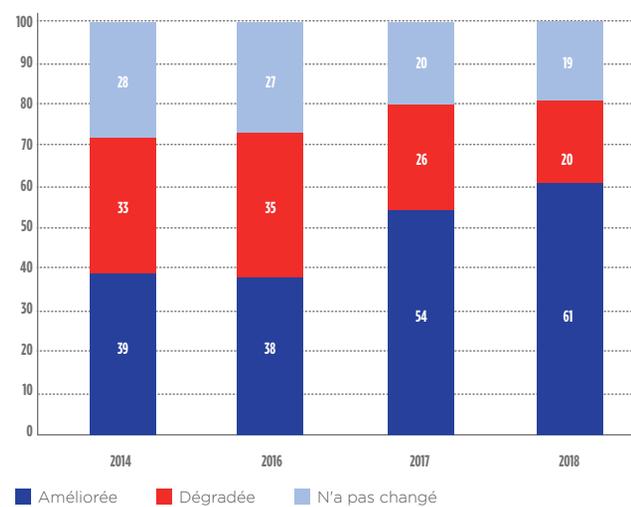
MÉTHODOLOGIE

SONDAGE KANTAR PUBLIC SUR L'ATTRACTIVITÉ ÉCONOMIQUE DE LA FRANCE

Kantar Public a interrogé en novembre-décembre 2018, pour le compte de Business France, des dirigeants d'entreprises étrangères ayant fait le choix de s'implanter en France. L'objectif était d'identifier les perceptions sur l'attractivité française et de mieux comprendre les processus de décision en matière de choix de localisation des investissements.

Cette enquête a été réalisée par téléphone auprès de **753 entreprises étrangères : 602** leaders d'opinion à l'étranger répartis aux États-Unis, Chine, Inde, Royaume-Uni, Allemagne, Émirats arabes unis, et **151** cadres dirigeants d'entreprises étrangères installées en France.

Fig. 2 COMMENT JUGEZ-VOUS L'ATTRACTIVITÉ DE LA FRANCE AU COURS DES DEUX DERNIÈRES ANNÉES ?



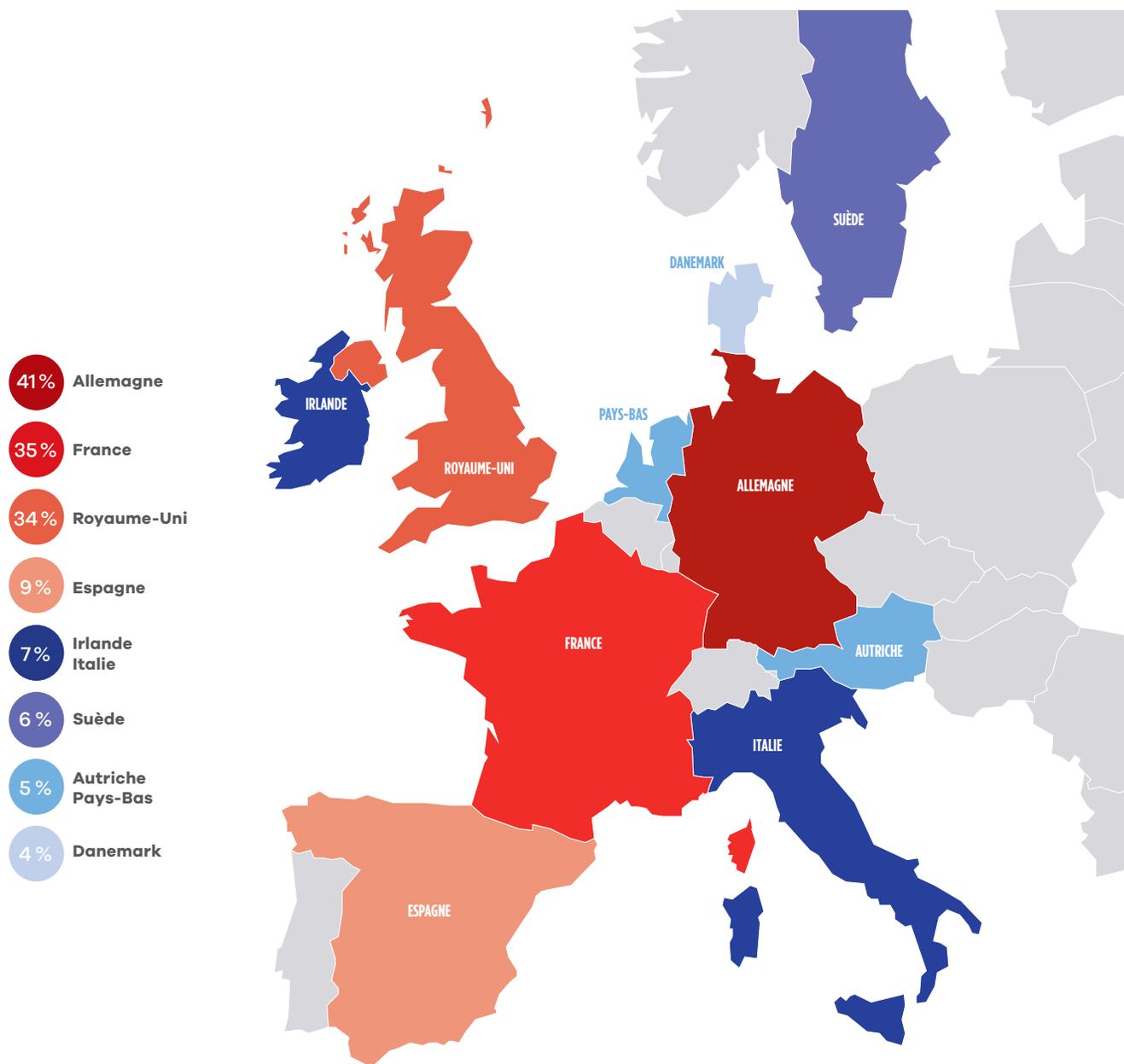
Source : Baromètre Kantar Public, Business France, 2018

¹ L'attractivité de la France se maintient à un niveau élevé et comparable à celui mesuré avant le mouvement des gilets jaunes.

Fig. 3 PAYS EUROPÉENS JUGÉS LES PLUS ATTRACTIFS

QUESTION :

Si l'on évoque un pays européen où il est intéressant pour les entreprises étrangères d'investir, à quel(s) pays pensez-vous en premier (deux réponses possibles) ?



Source : Baromètre Kantar Public, Business France

LE BREXIT POURRAIT AFFECTER LES STRATÉGIES D'IMPLANTATION

Le Brexit se traduit par un attentisme des investisseurs étrangers, en particulier ceux des pays émergents, qui avaient massivement choisi le Royaume-Uni comme plateforme pour s'implanter en Europe. Depuis 2016, l'attractivité perçue du Royaume-Uni est en recul.

La sortie du Royaume-Uni de l'Union européenne (UE) devrait cependant avoir un impact sur les stratégies d'implantation des firmes en Europe. Outre la disparition

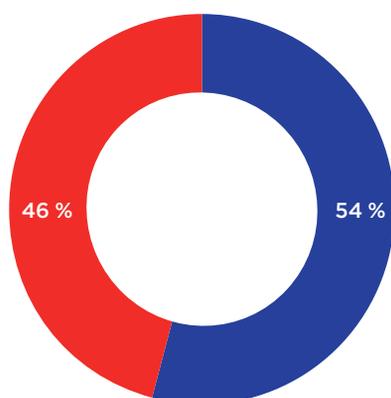
possible du passeport financier européen, qui affecterait directement les établissements financiers et bancaires, les entreprises industrielles implantées au Royaume-Uni devraient également revoir leur insertion dans les chaînes de valeur afin d'éviter de restreindre leur accès au marché européen et d'augmenter leurs coûts de transport.

Interrogés par Kantar Public, 58% des groupes à l'étranger et 54% des entreprises étrangères implantées en France prévoient de revoir leur stratégie d'implantation au Royaume-Uni au profit d'un autre pays européen.

Fig. 4 IMPACT DU BREXIT SUR LES STRATÉGIES D'IMPLANTATION DES ENTREPRISES EN EUROPE

Miroir

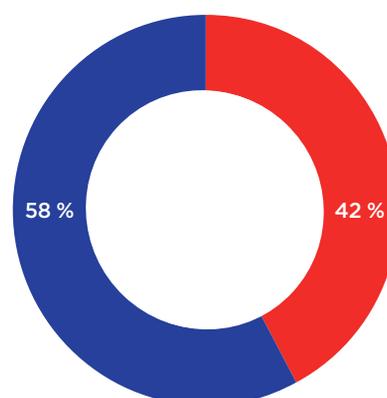
Dirigeants d'entreprises étrangères installées en France



■ Le Brexit ne changera rien à la stratégie d'implantation des entreprises de votre pays au Royaume-Uni : elles continueront à être présentes autant qu'avant.

Caisse de résonance

Leaders d'opinion à l'étranger



■ Avec le Brexit, les entreprises de votre pays vont revoir leur stratégie d'implantation au Royaume-Uni au profit d'un autre pays européen.

Source : Baromètre Kantar Public, Business France

Bien que l'Allemagne soit considérée comme le principal bénéficiaire européen du Brexit (46%), la France (37%) reste la 2^e destination privilégiée en Europe des investissements étrangers.

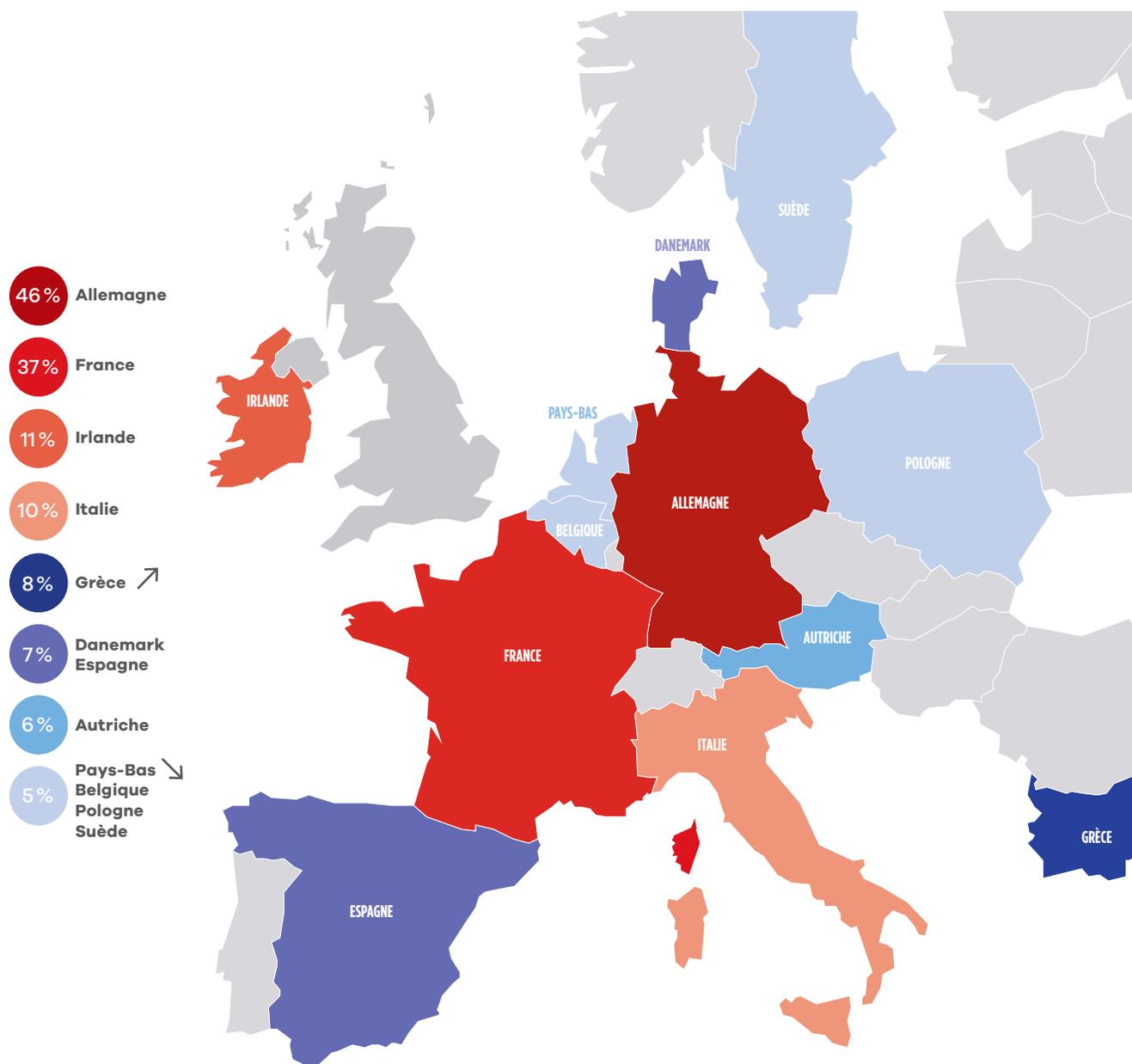
D'un point de vue économique, une éventuelle sortie du Royaume-Uni de l'UE sans accord signifierait que les relations commerciales avec le Royaume-Uni seraient régulées par les règles de l'Organisation mondiale du commerce (OMC). Cela impliquerait, comme le rappelle l'économiste Vincent Vicard du CEPII, l'instauration de droits de douane sur les importations en provenance

du Royaume-Uni ; généralement faibles (de l'ordre de 3%), ces taxes à l'importation peuvent être très élevées dans certains secteurs (13% en moyenne dans l'agriculture par exemple, et près de 40% pour les produits laitiers). Plus important, la sortie de l'UE sans accord signifierait la fin de la reconnaissance mutuelle des normes et des standards, qui permet à tout producteur britannique vendant sur son marché domestique de vendre librement aux autres consommateurs européens. Ces normes et standards représentent des barrières non tarifaires au commerce, qui sont aujourd'hui les principaux obstacles au commerce international.

Fig. 5 PAYS VERS LESQUELS LES ENTREPRISES SE RETOURNERONT LE PLUS

QUESTION :

Vers quels autres pays européens les entreprises se retourneront-elles en priorité selon vous ?



Source : Baromètre Kantar Public, Business France

La France change de visage et s'affirme à l'international

EN TERMES DE *SOFT POWER*, LA FRANCE EST UN DES DEUX PREMIERS PAYS AU MONDE : LE CLASSEMENT ANNUEL DE RÉFÉRENCE DU CABINET PORTLAND L'A PLACÉE 1^{RE} EN 2017 ET 2^E EN 2018

Ce classement estime l'influence des États en examinant six catégories de facteurs : gouvernance, culture, éducation, engagement global, entreprises et numérique. Les forces de la France mises en avant sont notamment l'étendue de son réseau diplomatique et le fait qu'elle soit le pays membre du plus grand nombre d'organisations multilatérales et internationales au monde.

LA PUISSANCE INTERNATIONALE DE LA FRANCE PASSE AUSSI PAR CELLE DE SES ENTREPRISES

La France compte 28 entreprises parmi les 500 premières au monde (Fortune Global 500, 2018). En 2017, pour la 8^e année consécutive, la France est ressortie 1^{re} du classement Deloitte Technology Fast 500 EMEA, avec 97 entreprises parmi les 500 leaders du secteur technologique en zone EMEA. Ubitransports, Adikteev, Adomik, Activity, Interactiv Group, Delair, Quantmetry, BeAM, Voip Télécom et Biosynex forment le top 10 des entreprises françaises de ce classement.

LE CAPITAL-RISQUE FRANÇAIS EST EN FORTE CROISSANCE

La France se positionne à la 2^e place européenne en nombre et valeur des opérations réalisées en capital-risque. Selon le baromètre EY, en 2018, le montant investi dans le capital-risque en France a atteint le sommet historique de 3,62 Md€, en hausse de 40 % par rapport à 2017.

PARIS ACCUEILLERA À PARTIR DE 2019 LE SIÈGE DE L'AUTORITÉ BANCAIRE EUROPÉENNE, QUI QUITTE LONDRES SUITE AU BREXIT

L'accueil de l'agence bancaire avait suscité huit candidatures, dont celles de Luxembourg, Bruxelles, Varsovie ou Vienne. Paris abrite déjà l'Autorité Européenne des Marchés Financiers (AEMF), un des deux autres organismes de supervision financière européens.

PARIS, UNE MÉTROPOLÉ MONDIALE

Paris compte plus de 12 millions d'habitants, ce qui en fait la plus grande agglomération d'Europe. On y recense également plus de 940 000 entreprises et 650 000 étudiants. C'est une des 1^{res} villes d'accueil des salons professionnels, la 1^{re} place financière de la zone euro, le 1^{er} pôle de R&D d'Europe. Paris compte des éta-

blissements d'enseignement supérieur de renommée internationale : HEC et ESSEC sont dans le top 5 du classement des écoles de management du *Financial Times*.

CHAQUE ANNÉE, DES ÉVÉNEMENTS SPORTIFS MAJEURS SONT ORGANISÉS DANS L'HEXAGONE

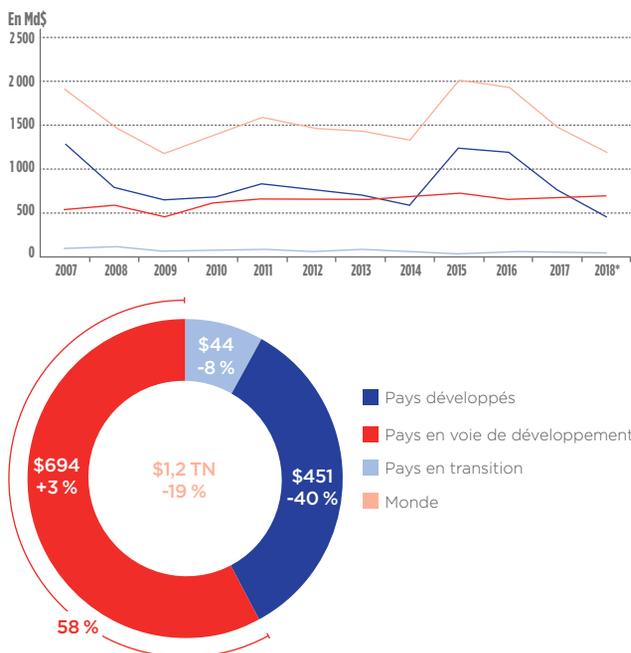
En 2019, la France se prépare à accueillir la Coupe du monde de football féminin, puis la Coupe du monde de rugby en 2023 et les Jeux olympiques et paralympiques d'été en 2024. C'est la 3^e fois que la capitale accueillera les Jeux après 1900 et 1924. 15 000 athlètes et 20 000 journalistes sont attendus à cette occasion*.

*Centre de droit et d'économie du sport de Limoges - CDES, 2017.

DÉCLIN MONDIAL DES FLUX D'INVESTISSEMENTS DIRECTS ÉTRANGERS

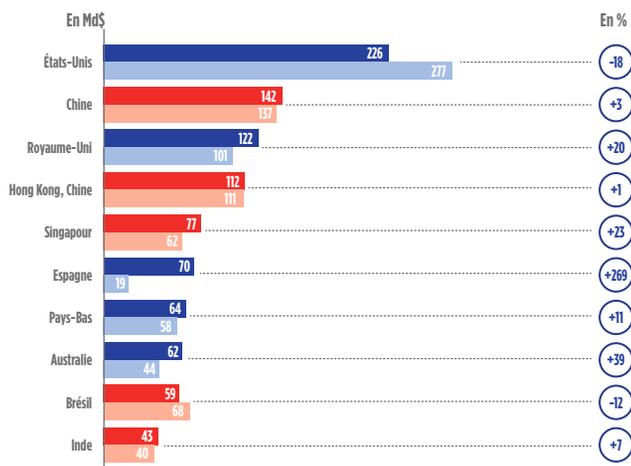
Selon les estimations provisoires de la Conférence des Nations unies sur le commerce et le développement (CNUCED) (cf. Diversité statistique p.24), les flux mondiaux d'investissements directs étrangers (IDE) ont connu en 2018² un repli pour la troisième année consécutive. La baisse a atteint 19 %, à 1 188 Md\$. Les pays développés, dont les flux d'IDE entrants ont chuté de 40 % pour atteindre 451 Md\$, ont été les plus impactés. **Ce recul s'explique principalement par les rapatriements réalisés par les firmes multinationales américaines suite à la réforme fiscale du gouvernement, entrée en vigueur en janvier 2018.**

Fig. 6 ÉVOLUTION RÉGIONALE DES FLUX D'IDE (2007-2018)



Source : CNUCED, premières estimations basées sur les données trimestrielles, janvier 2019

Fig. 7 FLUX D'IDE ENTRANTS : TOP 10 DES PAYS D'ACCUEIL (2018)



Pays développés : ■ 2018 ■ 2017

Pays en voie de développement : ■ 2018 ■ 2017

Source : CNUCED, premières estimations basées sur les données trimestrielles

Les pays en développement deviennent les premiers pays récipiendaires en accueillant 58 % des flux d'IDE mondiaux (694 Md\$). Les flux d'IDE à destination de l'Asie et de l'Afrique ont progressé respectivement de 5 et 6 %.

L'Europe enregistre une chute des flux d'IDE entrants de 70 %. Dans ce contexte, les ventes d'actifs français ont diminué de moitié, réduisant de manière significative les flux d'IDE entrants, qui devraient atteindre 28,9 Md\$.

² Données provisoires estimées par la CNUCED, cf. *Global Investment Trends Monitor*, n°31, janvier 2019.

LES INVESTISSEMENTS ÉTRANGERS CRÉATEURS D'EMPLOI EN EUROPE RECULENT

Selon les données de fDi Markets, les investissements physiques créateurs d'emploi ont connu une hausse de 4,5% des décisions d'investissements étrangers dans le monde.

Avec 23% des investissements créateurs d'emploi dans le monde, l'Europe de l'Ouest est la 3^e région d'accueil derrière l'Asie-Pacifique (25%) et l'Amérique du Nord (24%). Viennent ensuite l'Europe émergente (11%), l'Amérique latine (9%), l'Afrique (4%) et le Moyen-Orient (4%)³.

Selon les données de l'Observatoire Europe de Business France, les investissements étrangers créateurs d'emploi à destination des pays européens ont connu un recul de 20% en 2018. En Europe, les trois principaux pays d'accueil sont la France, le Royaume-Uni et l'Allemagne, qui accueillent près de la moitié des investissements étrangers créateurs d'emploi en Europe. La France a accueilli 20% des projets d'investissement destinés au marché européen.

Plus de la moitié des investissements en Europe sont des flux intra-européens (51%). Les entreprises américaines, les premiers investisseurs étrangers de la zone, réalisent 28% du total des investissements. Cependant, les investissements réalisés par les entreprises américaines sont en recul de 13% par rapport à 2017.

La présence étrangère en Europe se porte principalement sur les activités de services aux entreprises (44%) et industrielles (22%).

Les entreprises étrangères les plus dynamiques relèvent des secteurs des logiciels et prestations informatiques (20%), du conseil-ingénierie (10%), des services financiers (9%), ainsi que des constructeurs automobiles et équipementiers (6%) et du transport-stockage (6%).

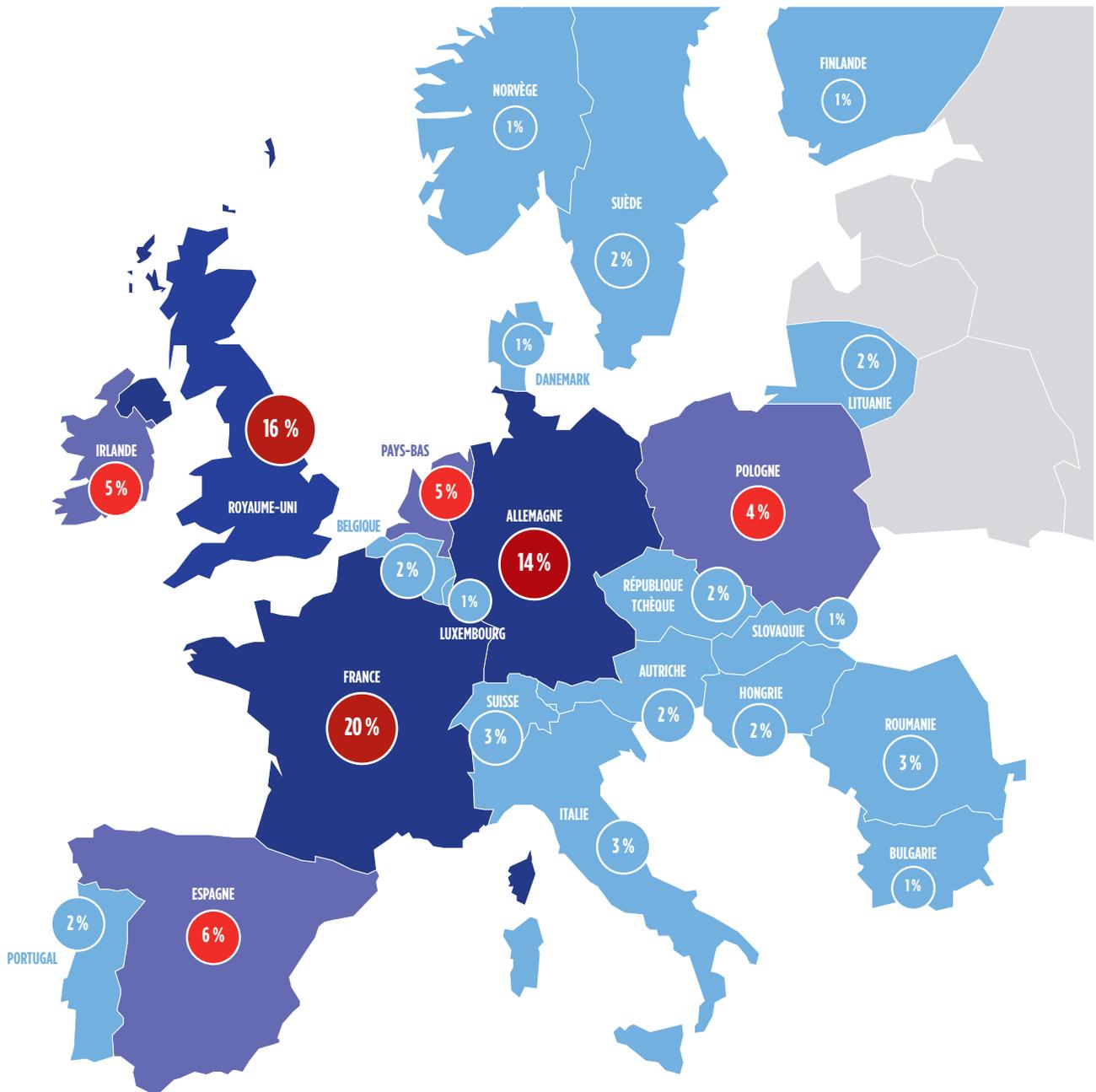
Plus de 2 000 entreprises étrangères ont investi en Europe en 2018. La présence des entreprises étrangères se caractérise également par une forte diversité : les 10 premières entreprises représentent 4% de l'ensemble des projets d'investissement.

Avec plus de 20 projets recensés en 2018, le géant américain de l'e-commerce **Amazon.com** poursuit son développement en Europe où il emploie désormais plus de 40 000 personnes. La société a créé plus de 10 000 emplois en 2018, notamment au Royaume-Uni, en France, en Allemagne et en Pologne, ses principaux marchés en Europe. Depuis 2010, Amazon a investi plus de 2 Md€ dans l'économie française pour soutenir son développement, et l'entreprise compte désormais 7 500 collaborateurs en CDI.

Le groupe allemand **Deutsche Post DHL** poursuit sa croissance et la modernisation de ses infrastructures en Europe. En 2018, le logisticien a ouvert de nouvelles installations aéroportuaires à Séville après y avoir investi 4,1 M€. En France, le groupe a récemment investi 560 000 € dans un nouveau site logistique à Compiègne, inauguré un nouveau site à Cannes, et DHL Express s'est implanté à Vannes suite à un investissement d'1 M€.

³ Ces estimations sont réalisées à partir des données de fDi Markets pour l'année 2018. Données extraites le 6 février 2019.

Fig. 8 RÉPARTITION DES PROJETS D'INVESTISSEMENT ÉTRANGERS CRÉATEURS D'EMPLOI EN EUROPE (2018)



Source : Observatoire Europe, Business France

TOP 10 DES PRINCIPAUX INVESTISSEURS EN EUROPE

ENTREPRISE MÈRE	PAYS D'ORIGINE	SECTEUR PRINCIPAL	NOMBRE DE PROJETS	PRINCIPAUX PAYS D'ACCUEIL	CA MONDE (B/€)	EFFECTIF MONDE
AMAZON.COM INC	États-Unis	Commerce et distribution	29	France, Allemagne	177,8	566 000
DEUTSCHE POST DHL GROUP	Allemagne	Transport, stockage	17	France, Pays-Bas	73,9	519 544
LIDL	Allemagne	Commerce et distribution	14	France, Portugal	76,4	
ALPHABET GOOGLE	États-Unis	Logiciels et prestations informatiques	13	France, Pays-Bas	110,9	80 110
MICROSOFT CORPORATION	États-Unis	Logiciels et prestations informatiques	10	Norvège, Suisse	110,4	131 000
SIEMENS AG	Allemagne	Équipements électriques, électroniques	10	France, Royaume-Uni	96,6	379 000
ENEL S.P.A.	Italie	Constructeurs automobiles et équipementiers	8	Allemagne, France	89,3	62 900
THE COCA-COLA COMPANY	États-Unis	Industrie agroalimentaire	8	Allemagne, France	35,4	61 800
CONTINENTAL AG	Allemagne	Constructeurs automobiles et équipementiers	7	Hongrie, République tchèque	53,2	235 473
FACEBOOK	États-Unis	Logiciels et prestations informatiques	7	France	40,7	25 105

Source : Observatoire Europe, Business France

Diversité statistique sur l'investissement étranger en France

Depuis la seconde moitié des années 1980 et l'accélération du processus de mondialisation de l'économie, l'investissement direct étranger (IDE) est au cœur de la restructuration industrielle mondiale et un des éléments les plus dynamiques des transactions internationales.

INVESTISSEMENTS DIRECTS ÉTRANGERS

Selon la définition de référence des investissements directs internationaux de l'OCDE, compatible avec le *Manuel de la balance des paiements du FMI* :

« L'investissement direct est un type d'investissement transnational effectué par le résident d'une économie (" l'investisseur direct ") afin d'établir un intérêt durable dans une entreprise (" l'entreprise d'investissement direct ") qui est résidente d'une autre économie que celle de l'investisseur direct. L'investisseur est motivé par la volonté d'établir, avec l'entreprise, une relation stratégique durable afin d'exercer une influence significative sur sa gestion. L'existence d'un " intérêt durable " est établie dès lors que l'investisseur direct détient au moins 10 % des droits de vote de l'entreprise d'investissement direct... »

Les flux d'IDE regroupent des opérations de nature très diverse. Les investissements directs comprennent, outre les opérations en capital et les bénéfices réinvestis, l'ensemble des prêts, avances, dépôts, à court et long termes, entre sociétés affiliées. Une partie de ces flux financiers a des finalités identiques à celles des opérations en capital social : c'est le cas par exemple lorsqu'une maison mère effectue un prêt à une filiale non résidente en vue de l'extension de ses capacités de production. Cependant, une partie de ces flux financiers répond à des considérations fiscales avec l'implantation de sociétés holdings et autres centres de trésorerie dans certains pays européens à fiscalité aménagée pour les entreprises multinationales.

La mondialisation et l'internationalisation des firmes ont ainsi contribué à une multiplication des opérations à court terme et à un accroissement de la volatilité des flux d'IDE.

La CNUCED collecte et agrège les données des flux d'IDE fournies par les banques centrales sans distinguer les composantes de ces flux. La CNUCED ne distingue pas l'optimisation fiscale des entreprises (prêts intra-groupes) des implantations de nouveaux sites (capital social stricto sensu). Les flux financiers de prêts internes aux entreprises multinationales (« prêts intra-groupe ») comprennent souvent plusieurs opérations de sens opposé, entrant et sortant, qui se compensent au cours d'une année. Les fortes variations de prêts intra-groupes rendent les flux d'IDE fortement volatils.

Le Fonds monétaire international (FMI) et l'OCDE recommandent désormais d'estimer les flux d'IDE en utilisant la méthode dite du « principe directionnel étendu », qui reflète mieux la réalité économique des opérations. Elle consiste à retraiter les prêts intra-groupes pour ne retenir qu'un flux net par groupe multinational et par an, au lieu de comptabiliser chacune des opérations, intervenant généralement dans des sens opposés, réalisées au cours de l'année. La Banque de France est l'une des rares institutions à appliquer ce principe, qui permet de limiter l'impact des prêts intra-groupes entre filiales sœurs sur les flux d'IDE. C'est la raison pour laquelle toute comparaison internationale est à ce stade inappropriée.



DONNÉES SUR LES FUSIONS-ACQUISITIONS INTERNATIONALES

Produites essentiellement par des consultants privés (ex. Thomson Reuters, Zéphyr), elles permettent de retracer les prises de contrôle d'entreprises par des firmes étrangères et les montants financiers correspondants.

DONNÉES SUR LA PRÉSENCE ÉTRANGÈRE EN FRANCE

L'Insee établit des statistiques sur l'activité des filiales françaises d'entreprises étrangères à partir d'une enquête sur les liaisons financières entre sociétés (Lifi) réalisée auprès des entreprises. Le taux de 50 % des droits de vote ou du capital social est retenu pour établir le contrôle d'une entreprise par une société étrangère. Le dispositif É sane combine des données administratives (obtenues à partir des déclarations annuelles de bénéficiaires que font les entreprises à l'administration fiscale et à partir des données annuelles de données sociales qui fournissent des informations sur les salariés) et des données obtenues à partir d'un échantillon d'entreprises enquêtées par un questionnaire spécifique pour produire les statistiques structurelles d'entreprises. Ces bases contiennent des données relatives à l'emploi, au chiffre d'affaires, à l'investissement corporel, au commerce extérieur des entreprises résidentes sous contrôle étranger.

LES INVESTISSEMENTS PHYSIQUES CRÉATEURS D'EMPLOI

Le besoin d'évaluer le rôle et l'impact des investissements directs, non seulement sur le plan financier mais aussi sur l'emploi, a mis en évidence la nécessité de disposer également de données qui caractérisent l'activité des firmes multinationales au niveau microéconomique. Ces données individuelles permettent de rendre compte de la diversité des entreprises qui constituent notre tissu productif.

Le bilan des investissements étrangers en France est un outil d'analyse des projets d'investissements étrangers et de leur contribution à l'économie française. Élaboré depuis 1993, il recense les projets d'investissement d'origine étrangère créateurs d'emploi durable. Le « Bilan France » repose sur des annonces de projets validés et comptabilise le nombre d'emplois associés. Il fournit des statistiques détaillées par secteur d'activité, type d'opération et de fonction, pays d'origine et région d'accueil. Les montants des investissements n'étant pas divulgués par toutes les entreprises, ces données ne sont pas prises en compte dans l'analyse.

Au niveau européen, Business France réalise un observatoire des investissements étrangers créateurs d'emploi en Europe au même titre que des organismes privés tels que fDi Markets et EY. Il s'agit de recenser toutes les décisions fermes d'investissement qui ont fait l'objet d'une communication dans la presse. Ces bases fournissent des statistiques détaillées par secteur d'activité, fonction, type d'opération, pays d'origine et région de destination.

2

Caractéristiques des investissements internationaux en 2018

28 PROJETS ET EMPLOIS

32 PAYS D'ORIGINE DES INVESTISSEMENTS

37 FONCTIONS SERVIES PAR LES INVESTISSEMENTS

47 SECTEURS D'ACTIVITÉ DES INVESTISSEMENTS

53 TYPES D'INVESTISSEMENT

56 INVESTISSEMENTS FINANCIERS

— PROJETS ET EMPLOIS —

Meilleure année depuis 5 ans en nombre de projets d'investissement

Dans un contexte de tensions commerciales et de repli protectionniste de certains États, la France confirme son attractivité et son ouverture au monde : elle a attiré, en 2018, 1 323 nouvelles décisions d'investissements étrangers qui ont permis la création ou le maintien de 30 302 emplois. Les décisions d'investissement ont continué à progresser de +2 % par rapport à 2017.

Cette dynamique des investissements s'inscrit dans un contexte de confiance réaffirmée par les décideurs économiques. La perception de l'attractivité économique de la France s'améliore nettement et elle apparaît de plus en plus comme une destination de choix pour les investisseurs. Près de neuf cadres dirigeants sur dix (88 %) estiment que la France est une destination attractive pour les investissements étrangers, soit une hausse de 4 points par rapport 2017, et de 14 points par rapport à 2016.

Les résultats révèlent également que les investisseurs étrangers déjà présents sur notre territoire font preuve d'attentisme. Seuls 66 % (en progression de 10 points par rapport à 2017) des décideurs économiques d'entreprises étrangères implantées sur notre territoire reconnaissent l'attractivité de la France.

On peut supposer que ces décideurs économiques attendent la confirmation des réformes engagées par le gouvernement.

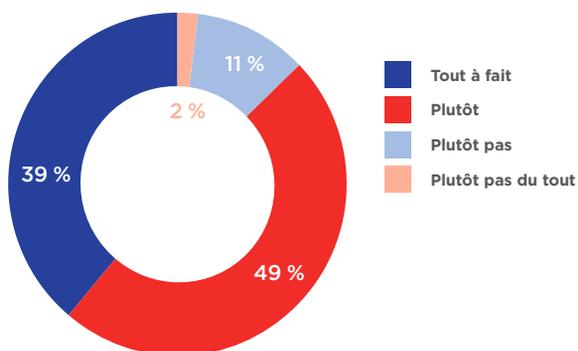
LA TAILLE MOYENNE DES PROJETS VARIE EN FONCTION DE LA NATURE DES ACTIVITÉS

Le nombre moyen d'emplois créés ou maintenus par projet d'investissement est de 23 au niveau national, similaire au niveau de ces dernières années.

Les activités de logistique sont fortement créatrices d'emplois : les investissements y créent 67 emplois en moyenne, contre 50 en 2017. La taille moyenne de ces activités est de 190 emplois dans le secteur du commerce et de la distribution et de 60 emplois dans le secteur du transport-stockage, taille nettement supérieure à la moyenne nationale (23).

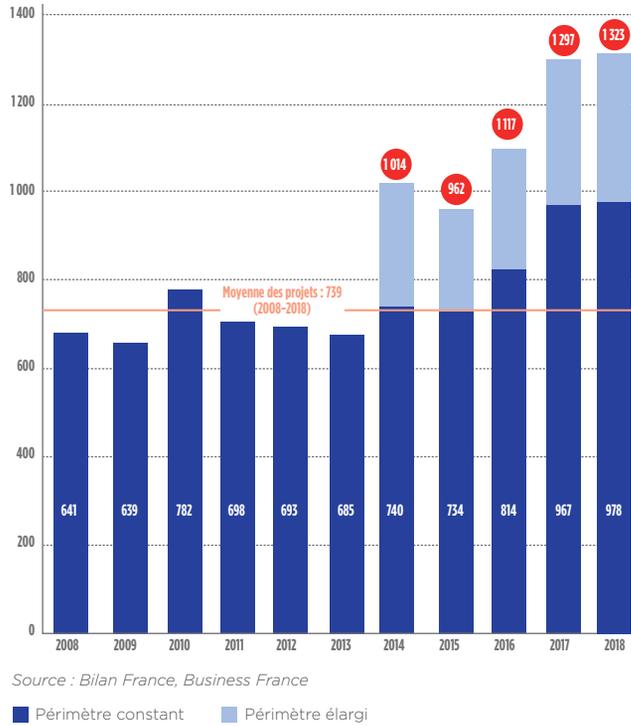
Les activités de production sont à l'origine de 37 % de l'emploi total, avec une moyenne de 35 emplois par projet. Ce nombre est néanmoins très variable selon les secteurs. Les emplois induits sont plus nombreux dans les secteurs aéronautique, naval et ferroviaire (75 emplois en moyenne), les constructeurs automobiles et équipementiers (54) ainsi que les métaux et travail des métaux (54).

Fig. 9 AU GLOBAL, DIRIEZ-VOUS QUE LA FRANCE EST UNE DESTINATION ATTRACTIVE POUR LES INVESTISSEMENTS ÉTRANGERS ?



Source : Kantar Public, Business France

Fig. 10 ÉVOLUTION DU NOMBRE DE PROJETS (2008-2018)



RECENSEMENT DES INVESTISSEMENTS PHYSIQUES DÈS LE PREMIER EMPLOI

Le Bilan France de Business France recense l'ensemble des projets d'investissements étrangers qui créent ou maintiennent des emplois en France, et comptabilise les emplois associés. Il fournit des statistiques détaillées par secteur d'activité, fonction, type d'opération, pays d'origine et région de destination. Jusqu'en 2014, contrairement à d'autres agences de promotion européennes et de consultants privés, n'étaient comptabilisés que les projets créateurs d'au moins 10 emplois, à l'exception :

- / des primo-implantations européennes réalisées par des investisseurs étrangers non européens ;
- / des projets qui relèvent d'une activité à forte valeur ajoutée (R&D, design, ingénierie, quartiers généraux, conseil aux entreprises).

C'est ce qu'on appelle le « périmètre constant ».

Pour mieux comprendre notre environnement concurrentiel et apprécier la réalité des investissements étrangers créateurs d'emploi, Business France a décidé depuis 2014 de comptabiliser les décisions d'investissement dès le 1^{er} emploi (le « périmètre élargi »).

Fig. 11 ÉVOLUTION DES EMPLOIS (2008-2018)

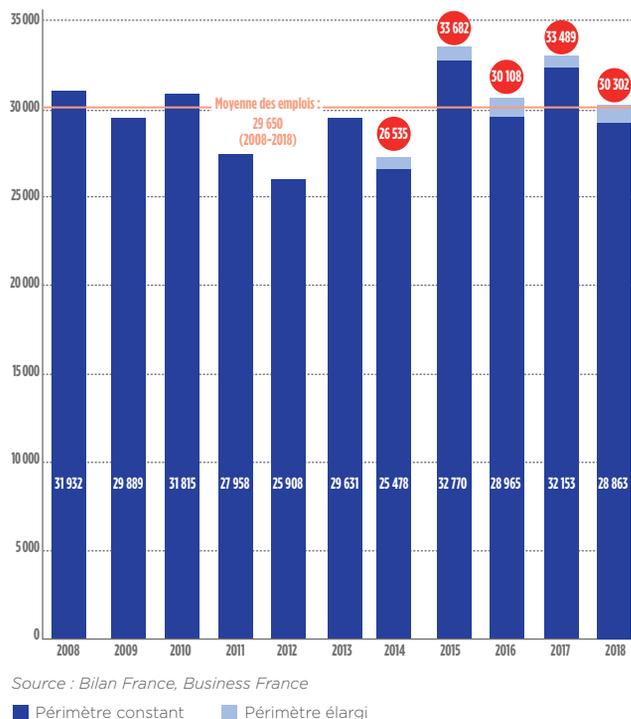
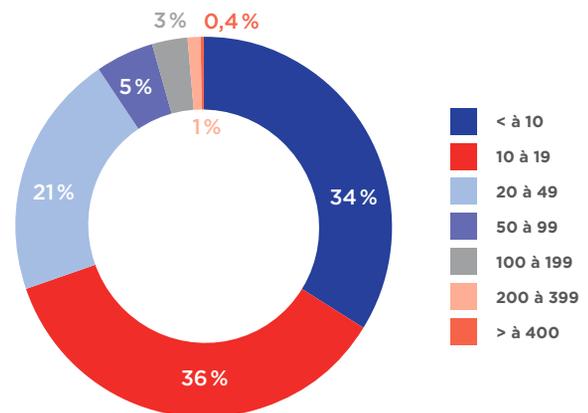


Fig. 12 RÉPARTITION DES PROJETS SELON LES EMPLOIS CRÉÉS OU MAINTENUS EN 2018



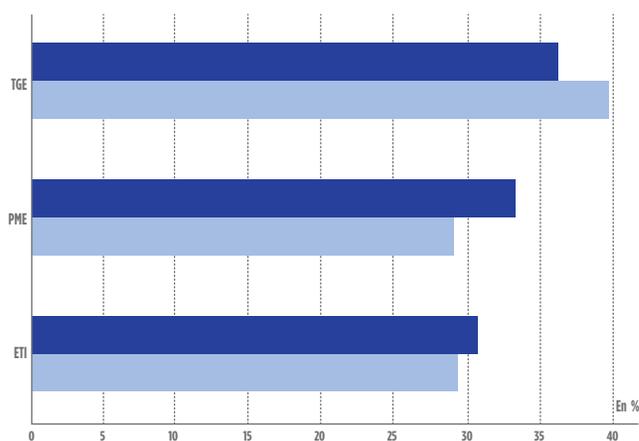
Source : Bilan France, Business France

CONTRIBUTION CROISSANTE DES GRANDES ENTREPRISES À L'EMPLOI

En 2018, 36 % des projets sont portés par de très grandes entreprises (TGE, plus de 5 000 salariés), 33 % par des entreprises de taille intermédiaire (ETI, 250 à 5 000 salariés), et 31 % par des petites et moyennes entreprises (PME, moins de 250 salariés). Les projets d'investissement portés par des ETI et des PME ont été particulièrement dynamiques en 2018, en hausse respective de 17 % et de 7 %.

Cette année encore, la contribution des TGE à l'emploi est nettement majoritaire : elles sont à l'origine de 60 % des emplois annoncés en France par les investisseurs étrangers.

Fig. 13 RÉPARTITION DES PROJETS EN FONCTION DE LA TAILLE DE LA SOCIÉTÉ MÈRE

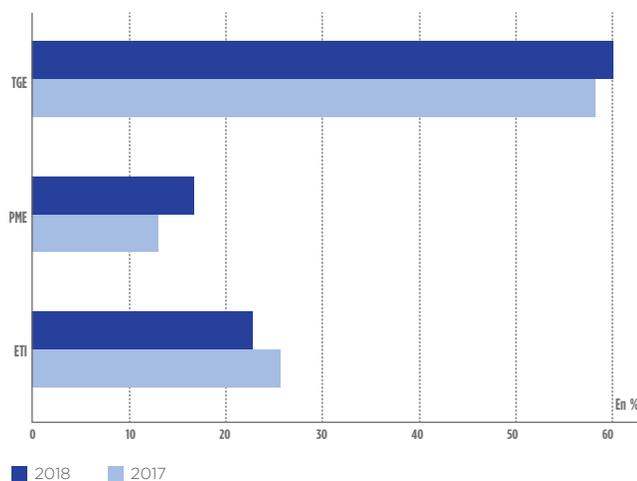


PME : de 0 à 249 salariés
 ETI : de 250 à 5 000 salariés
 TGE : au-delà de 5 000 salariés

■ 2018 ■ 2017

Source : Bilan France, Business France

Fig. 14 RÉPARTITION DES EMPLOIS CRÉÉS EN FONCTION DE LA TAILLE DE LA SOCIÉTÉ MÈRE



Source : Bilan France, Business France

Ils investissent en France



TEXTILE INDUSTRIEL

LE GROUPE INDIEN RAHMAN GROUP CRÉE SA 1^{RE} USINE 4.0 DANS LA RÉGION GRAND EST

En 2019, le groupe indien a décidé de poursuivre ses investissements en France via la construction de sa première usine 4.0 sur le territoire du Grand Est. En 2007, déjà, l'entreprise avait investi au capital d'un acteur français majeur de la chaussure de sécurité (Lemaître Sécurité SAS) en devenant l'actionnaire majoritaire. En 2015, le groupe avait annoncé l'extension de ses activités en France par la création d'un entrepôt (à Val-de-Moder dans le Bas-Rhin). Ce nouvel investissement a permis la création d'une dizaine d'emplois sur le territoire.



LOGICIELS ET PRESTATIONS INFORMATIQUES

UBER IMPLANTE SON 1^{ER} CENTRE DE R&D EN DEHORS DE L'AMÉRIQUE DU NORD À PARIS

Uber crée le centre de technologies avancées de Paris (ATCP), le 1^{er} centre de R&D d'Uber en dehors de l'Amérique du Nord. Initialement, l'ATCP se concentrera sur l'intelligence artificielle et les systèmes de gestion de l'espace aérien pour soutenir l'aviation urbaine à grande échelle. La recherche mettra l'accent sur la gestion de l'espace aérien, l'autonomie, les réseaux de communication en temps réel, le stockage d'énergie, les systèmes de recharge et l'amélioration de la sûreté des logiciels. Pour répondre aux futurs besoins énergétiques, l'ATCP travaillera également avec les urbanistes et régulateurs européens pour modéliser les besoins d'infrastructure du transport électrique.

Uber investira 20 M€ au cours des 5 prochaines années afin de développer de nouvelles technologies pour poursuivre sa vision de la mobilité urbaine.



TRANSPORT

LA COMPAGNIE AÉRIENNE BRITANNIQUE EASYJET CONFIRME SA PRÉSENCE EN FRANCE

La compagnie aérienne EasyJet a investi en France de manière conséquente en 2018, avec l'ouverture de sa 6^e base en France, à Bordeaux, dotée de trois avions, et l'arrivée d'un 5^e avion à l'aéroport de Nice.

Ces projets ont permis la création de 60 emplois supplémentaires (personnels navigants et gestion au sol), marquant ainsi l'engagement dans la durée de l'entreprise dans l'Hexagone. Implanté en France depuis le début des années 2000, Easyjet, qui compte plus de 1500 salariés sous contrat de droit français et six bases en France (Bordeaux, Lyon, Nice, Toulouse, Paris-CDG et Paris-Orly), prévoit d'accélérer sa croissance en 2019.



CONSEIL ET INGÉNIERIE

LE GROUPE ALLEMAND SAP IMPLANTE À PARIS SON 1^{ER} INCUBATEUR EN DEHORS DE L'ALLEMAGNE

SAP, géant emblématique du logiciel, a annoncé lors du sommet de Versailles co-organisé par Business France un projet d'investissement de plus de 2 Md€ sur 5 ans en faveur de l'innovation en France.

Un incubateur – le deuxième en Europe après Berlin – a ainsi ouvert ses portes en octobre 2018 dans le 9^e arrondissement de Paris pour accompagner de très nombreuses startups en croissance. Sur les 5 prochaines années, 150 M€ par an sont prévus et seront dédiés à la R&D, soit 750 M€ au total dont bénéficient les trois sites de recherche de SAP en France. Dans son déploiement en France, SAP a également acquis la société française Recast.AI.



MÉTAUX, TRAVAIL DES MÉTAUX

LE GROUPE ITALIEN AFV ACCIAIERIE BELTRAME INVESTIT 8 M€ DANS SON SITE DE PRODUCTION SITUÉ DANS LES HAUTS-DE-FRANCE

AFV Acciaierie Beltrame, groupe italien originaire de Vénétie, est spécialisé dans les laminés marchands et la production de profils spéciaux pour les secteurs du BTP, des chantiers navals et des engins de terrassement. Le groupe, internationalisé, comprend trois aciéries à four électrique et dix laminoirs, installés dans sept établissements situés dans plusieurs pays d'Europe, dont la France.

Sa présence en France remonte aux années 1990 avec l'acquisition de la société Laminés Marchands Européens à Trith-Saint-léger (Hauts-de-France), spécialisée dans la fabrication de billettes et de poutrelles et alors son principal concurrent. En 2018, le groupe a décidé d'investir 8 M€ afin de moderniser et d'améliorer l'efficacité du site de production. Cet investissement permettra la création de 17 emplois supplémentaires.

PAYS D'ORIGINE DES INVESTISSEMENTS

61% des investissements sont européens

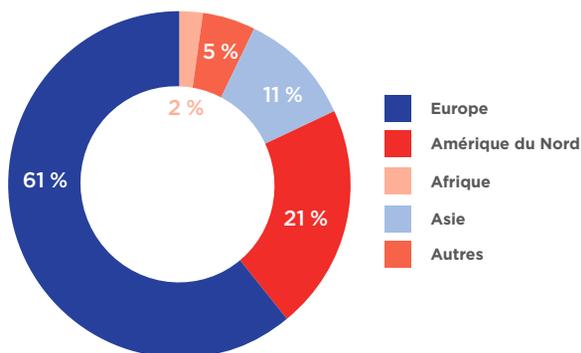
Les investissements étrangers proviennent de 58 pays différents en 2018.

Les investissements européens restent prédominants : 61 % des investissements étrangers créateurs d'emploi en France ont une origine européenne. Viennent ensuite l'Amérique du Nord (21 %) et l'Asie (11 %).

LES ÉTATS-UNIS, 1^{ER} INVESTISSEUR ÉTRANGER EN FRANCE

Les principaux investisseurs en France sont les entreprises américaines (18 %), suivies des entreprises allemandes (14 %), britanniques (9 %), néerlandaises (8 %), italiennes (7 %), suisses (5 %), belges (5 %) et chinoises (4 %).

Fig. 15 RÉPARTITION DES PROJETS PAR RÉGION D'ORIGINE EN 2018



Source : Bilan France, Business France

Les investissements américains en France restent dynamiques en 2018. Après une forte progression de +26 % en 2017, ces derniers se stabilisent en 2018, les États-Unis restant le principal pays investisseur et pourvoyeur d'emplois en France. Avec 232 projets recensés, ils sont à l'origine de 18 % de l'ensemble des investissements étrangers créateurs d'emploi recensés en France et de 21 % des emplois associés. Les entreprises américaines se distinguent par leur implication dans la R&D : elles sont à l'origine de plus du quart des décisions recensées dans cette fonction et de 21 % de l'emploi associé. Les investissements américains sont également à l'origine du quart des investissements étrangers dans la logistique, et sont à l'origine de plus de la moitié des emplois liés (58 %).

Les entreprises allemandes restent au 2^e rang des investisseurs étrangers en France. Avec 180 projets recensés, l'Allemagne réalise 14 % des investissements étrangers et 12 % des emplois associés. Les entreprises allemandes sont parmi les principales contributrices aux activités de logistique, étant à l'origine de 29 % des décisions d'investissement dans cette fonction. Elles sont également les premières contributrices à l'implantation de points de vente et représentent 19 % des investissements et des emplois associés.

Les investissements britanniques ont connu une forte progression : les projets recensés ont augmenté de +33 % en 2018. Avec 118 projets, les investisseurs britanniques sont à l'origine de 7 % des projets et de 8 % des emplois induits. L'année 2018 se caractérise par une forte dynamique des primo-implantations nationales en France, qui concernent en particulier les secteurs du conseil et ingénierie, des logiciels et prestations informatiques, ainsi que des services financiers. Les entreprises britanniques sont également particulièrement présentes dans les points de vente et sont à l'origine de 17 % des investissements et de 41 % des emplois induits dans cette fonction. Les principales implantations concernent des enseignes telles qu'Action, Lush, Primark et Pittarosso, attirées par la demande domestique.

PRINCIPAUX PAYS D'ORIGINE DES INVESTISSEMENTS ÉTRANGERS EN FRANCE EN 2018

PAYS	PROJETS		EMPLOIS		PROJETS		EMPLOIS	
	2017	2018	2017	2018	PART	ÉVOLUTION	PART	ÉVOLUTION
États-Unis	230	232	7047	6274	18 %	1 %	21 %	-11 %
Allemagne	208	180	5789	3618	14 %	-13 %	12 %	-38 %
Royaume-Uni	89	118	2527	2448	9 %	33 %	8 %	-3 %
Pays-Bas	53	104	1497	1431	8 %	96 %	5 %	-4 %
Italie	96	94	1504	1502	7 %	-2 %	5 %	0 %
Suisse	59	72	1503	3359	5 %	22 %	11 %	123 %
Belgique	62	65	1827	1090	5 %	5 %	4 %	-40 %
Chine	65	57	2234	1078	4 %	-12 %	4 %	-52 %
<i>dont Hong Kong</i>	<i>11</i>	<i>4</i>	<i>299</i>	<i>40</i>	<i>0 %</i>	<i>-64 %</i>	<i>0 %</i>	<i>-87 %</i>
Japon	65	53	1926	1195	4 %	-18 %	4 %	-38 %
Canada	56	48	1616	1544	4 %	-14 %	5 %	-4 %
Espagne	45	45	811	1052	3 %	0 %	3 %	30 %
Suède	44	31	825	678	2 %	-30 %	2 %	-18 %
Inde	19	17	284	141	1 %	-11 %	0 %	-50 %
Autriche	20	16	508	295	1 %	-20 %	1 %	-42 %
Danemark	15	16	224	214	1 %	7 %	1 %	-4 %
Luxembourg	17	15	510	354	1 %	-12 %	1 %	-31 %
Irlande	17	13	279	188	1 %	-24 %	1 %	-33 %
Corée du Sud	4	13	63	163	1 %	225 %	1 %	159 %
Israël	4	11	26	174	1 %	175 %	1 %	569 %
Brésil	14	8	79	63	1 %	-43 %	0 %	-20 %
Portugal	8	8	118	266	1 %	0 %	1 %	125 %
Maroc	6	8	44	145	1 %	33 %	0 %	230 %
Tunisie	5	8	98	113	1 %	60 %	0 %	15 %
Australie	7	7	62	85	1 %	0 %	0 %	37 %
Taiwan	3	7	11	64	1 %	133 %	0 %	482 %
Finlande	10	6	284	560	0%	-40 %	2 %	97 %
Turquie	7	6	78	47	0%	-14 %	0 %	-40 %
Norvège	5	6	93	180	0 %	20 %	1 %	94 %
Côte d'Ivoire	4	5	50	45	0 %	25 %	0 %	-10 %
Singapour	8	4	122	55	0 %	-50 %	0 %	-55 %
<i>Autres</i>	<i>34</i>	<i>40</i>	<i>1 073</i>	<i>1 794</i>	<i>3 %</i>	<i>18 %</i>	<i>6 %</i>	<i>67 %</i>
Total général	1 297	1 323	33 489	30 302	100 %	2 %	100 %	-10 %

Source : Bilan France, Business France

Les investissements italiens en France se sont stabilisés en 2018. À l'origine de 94 décisions d'investissement, l'Italie représente 7 % des projets et 5 % des emplois associés. Les entreprises italiennes sont à l'origine de 8 % des investissements dans la R&D et de 12 % des investissements dans les points de vente. À noter une forte progression des opérations de reprise pour les entreprises italiennes : on peut citer la reprise par la société italienne Cigierre de El Rancho France, ainsi que celle de la maroquinerie Lancel par Piquadro.

Les entreprises suisses développent leur présence en France. En 2018, leurs investissements ont progressé de 22 %. Cette dynamique résulte d'une hausse de 57 % des décisions d'investissement dans les activités de production.

En 2018, la Chine est le 1^{er} investisseur asiatique en France, avec 57 décisions d'investissement. Les investissements chinois dans les activités de R&D ont doublé cette année.

Enfin, la progression des projets d'investissement en provenance de la Corée du Sud et d'Israël est à souligner.

Us investissent en France



LOGICIELS ET PRESTATIONS INFORMATIQUES
MICROSOFT S'ENGAGE DANS L'ÉCOSYSTÈME FRANÇAIS DE L'INTELLIGENCE ARTIFICIELLE

Présent en France depuis 1983, Microsoft a mis en place plusieurs initiatives pour contribuer activement au développement de l'intelligence artificielle en France. À l'issue de la première édition de Choose France, la filiale française a fondé l'École IA sur deux sites (Île-de-France et Occitanie), qui forme, en collaboration avec des partenaires français, des experts de l'intelligence artificielle. Elle s'est par ailleurs associée à Schneider Electric pour cofonder l'AI Factory à Station F pour le développement de solutions d'intelligence artificielle dans le secteur de l'énergie.

Enfin, ses équipes de recherche se sont renforcées, avec une vingtaine de nouveaux ingénieurs.



MÉDICAMENTS ET BIOTECHNOLOGIES APPLIQUÉES
LE GROUPE PHARMACEUTIQUE AMÉRICAIN ALLERGAN A ANNONCÉ EN JANVIER 2018 UN INVESTISSEMENT DE 48 M€ SUR SON SITE DE PRINGY-ANNECY, EN HAUTE-SAVOIE

Le groupe pharmaceutique américain Allergan, spécialiste des produits de comblement des rides employant plus de 500 personnes en France, a annoncé en janvier 2018 un investissement de 48 M€ sur son site de Pringy-Annecy, en Haute-Savoie. Cet investissement doit permettre d'augmenter de 40 % la capacité de production du site, qui produit à l'heure actuelle 12 millions de seringues de gel hyaluronique par an. La première pierre d'un nouveau bâtiment dans lequel seront installées de nouvelles lignes de production a été posée en octobre en présence de Brent Saunders, le PDG du groupe.

Allergan s'est implanté à Pringy en 2006, à la suite du rachat du laboratoire français Cornéal, spécialisé en acide hyaluronique. Depuis, 100 M€ ont été investis sur ce site, qui emploie aujourd'hui plus de 300 salariés, dont une quarantaine de chercheurs, et réalise environ 400 M€ de chiffre d'affaires.

En 2018, 25 emplois ont été créés, et le groupe envisage une centaine d'emplois supplémentaires d'ici à 2024.



COMPOSANTS ÉLECTRONIQUES
L'ENTREPRISE AMÉRICAINNE PLASMA-THERM CRÉE UN CENTRE DE R&D ET D'INGÉNIERIE DANS LA RÉGION AUVERGNE-RHÔNE-ALPES

Plasma-Therm, entreprise floridienne spécialisée dans la fabrication de systèmes de gravure et de déposition par plasma et d'encapsulation à destination du semi-conducteur, renforce sa présence en France.

Elle implante son centre européen de R&D à Bernin-en-Isère et y crée 30 emplois. Plasma-Therm accélère ainsi son développement au sein de l'écosystème grenoblois du semi-conducteur, l'un des plus avancés en Europe.



AUTOMOBILES ET ÉQUIPEMENTIERS

CONTINENTAL AG VA CRÉER 161 NOUVEAUX POSTES EN R&D ET EN PRODUCTION SUR SON SITE DE TOULOUSE

Avec 244 000 salariés et un chiffre d'affaires annuel de 44 Md€, Continental AG est l'un des premiers équipementiers automobiles mondiaux. Basé à Hanovre, la capitale du Land de Basse-Saxe (Allemagne du Nord), le groupe compte aujourd'hui plus de 550 sites dans 62 pays.

Afin de renforcer ses compétences dans l'architecture système, le logiciel et le développement électronique, le groupe a procédé en 2018 à une série d'embauches sur ses sites stratégiques, dont son siège France à Toulouse. Au total, 161 postes nouveaux ont été créés sur ce site, la majorité dans les départements production et R&D. À travers cet investissement, Continental a pour ambition de transformer le groupe en fournisseur de premier plan de technologies pour le véhicule de demain.



MATÉRIELS AÉRONAUTIQUES

OPEN COSMOS, STARTUP BRITANNIQUE A DÉCIDÉ DE CRÉER UN CENTRE DE R&D EN 2018

Open Cosmos, startup britannique est spécialisée dans la production de missions spatiales pour les marchés de l'observation de la Terre, des télécommunications et de la surveillance civile et militaire. Après avoir établi une première présence commerciale en France en 2017, Open Cosmos a décidé de créer en 2018 un centre de R&D spécialisé en algorithmie. La startup a choisi l'incubateur de Centrale Supélec, à Paris, pour mettre en place son programme de recherche, auquel seront associés des acteurs comme Thales Alenia Space ou le Centre national d'études spatiales. Le projet créera une dizaine d'emplois.



MATÉRIAUX DE CONSTRUCTION

LE GROUPE ALLEMAND KNAUF INSULATION IMPLANTE SON NOUVEAU SITE DE PRODUCTION DE LAINE DE ROCHE DANS LA RÉGION GRAND EST

Ce groupe allemand a choisi d'implanter en Grand Est, sur la mégazone d'Illange (Moselle) son nouveau site de production de laine de roche.

Knauf Insulation investira donc 110 M€ dans cette installation qui occupera 13 hectares. Elle permettra la création de 120 emplois en CDI auxquels s'ajouteront trois à quatre fois plus d'emplois indirects et induits. La nouvelle usine devrait atteindre une capacité de 110 000 tonnes de matériaux, principalement destinés aux marchés français et allemand.

En France, le secteur du bâtiment est le plus gros consommateur d'énergie de tous les secteurs économiques : il représente 43 % des consommations énergétiques françaises, soit 1,1 tonnes équivalent pétrole par an et par habitant. La France s'est dotée d'un ambitieux Plan de rénovation énergétique des bâtiments et se positionne, à ce titre, comme le leader européen dans ce domaine. Le site d'Illange participe ainsi activement aux objectifs du Plan de rénovation qui vise à réduire de 28 % la consommation d'énergie finale dans le secteur du bâtiment en 2030 et ramener l'ensemble du parc immobilier au niveau du BBC (bâtiment basse consommation) d'ici à 2050.

Le groupe Knauf Insulation compte déjà 12 usines dans l'Hexagone, y compris une usine de laine de verre à Lannemezan. Avec cette nouvelle implantation, il dépassera le seuil de 2 000 employés en France.



AGRICULTURE

PREMIER TECH DÉVELOPPE LA PRODUCTION DE SON SITE BRETON ET FAIT L'ACQUISITION DE LA SOCIÉTÉ ROCHELaise TERREAUXSTAR

Premier Tech est le leader canadien du traitement de l'eau par biofiltration (assainissement non collectif), de produits pour l'horticulture et de la fabrication de machines industrielles pour l'emballage de produits alimentaires.

Le groupe emploie 450 personnes dans trois régions françaises. La division traitement de l'eau du groupe, implantée en France près de Saint-Malo, emploie plus de 200 personnes en France et a créé près de 30 emplois sur le site de Saint-Malo depuis 2 ans. Un nouveau pôle de R&D est en cours de lancement.

En 2018, la division horticulture (PTHF) a fait l'acquisition de la société TerreauxStar située à Forges, près de La Rochelle. L'acquisition du site rochelais viendra renforcer l'offre et les services de PTHF sur le marché des substrats de culture, notamment auprès des horticulteurs et pépiniéristes.



AUTOMOBILES ET ÉQUIPEMENTIERS

LE SITE DE PRODUCTION DE FLEX-N-GATE, SITUÉ À AUDINCOURT DANS LA RÉGION BOURGOGNE-FRANCHE-COMTÉ, SE DÉVELOPPE

L'équipementier automobile a racheté les quatre sites français de Plastic Omnium en 2016. Le principal site de production est situé à Audincourt, dans le Doubs, avec plus de 800 personnes. À la suite de cette acquisition, Flex-N-Gate a insisté sur la sécurisation et la pérennisation des emplois.

En 2018, une centaine de contrats intérimaires ouvriers ont été transformés en CDI, des techniciens et des ingénieurs ont également été recrutés. Le PDG Shahid Khan, qui vient de participer au sommet Choose France, souhaite continuer dans cette dynamique en 2019.

FONCTIONS SERVIES PAR LES INVESTISSEMENTS

L'attractivité de la France se conforte dans les fonctions stratégiques (R&D et Production)

Dans l'exercice de leurs activités, les entreprises déploient plusieurs types de fonctions : production/réalisation, R&D, services aux entreprises, services aux particuliers, logistique et distribution, points de vente, centres de décision, quartiers généraux.

L'IMPLANTATION DE NOUVEAUX CENTRES DE DÉCISION PROGRESSE EN 2018

Au sein des groupes multinationaux, différentes structures participent aux processus décisionnels : le siège social, les directions stratégiques et opérationnelles, tout comme les centres de R&D. Les processus de décision se fragmentent, entraînant la disparition des structures pyramidales de décision sur un même site. La taille mondiale des entreprises les oblige donc à créer des centres de décision géographiques régionaux, se traduisant par une dispersion de la localisation des centres de décision.

En 2018, les projets de centres de décision sont en légère progression (+4 %). Plus particulièrement, **les primo-implantations nationales, qui regroupent l'ensemble des activités de services** ou commerciales visant à assurer l'implantation et le déploiement de l'entreprise en France, augmentent de +13 %. Ces primo-implantations nationales relèvent principalement des entreprises des secteurs logiciels et prestations informatiques (26 %) et du conseil et ingénierie (14 %).

L'attractivité du site France s'est renforcée pour les entreprises britanniques, dont les primo-implantations ont connu une croissance de 88 %.

Les décisions d'investissement dans des quartiers généraux Monde et Europe, au nombre de 23, ont légèrement diminué en 2018. Les entreprises américaines sont à l'origine de plus de la moitié des implantations des quartiers généraux Monde en France.

Us investissent en France



AMEUBLEMENT, ÉQUIPEMENT DU FOYER

**LA SOCIÉTÉ CORÉENNE BODYFRIEND
A IMPLANTÉ SON SIÈGE EUROPÉEN À PARIS**

La société Bodyfriend, spécialisée dans le secteur du bien-être, est leader mondial dans la vente et la location de fauteuils massants. Le groupe a choisi la France pour y établir son siège européen.

Le bureau parisien pilotera toute l'activité commerciale des marchés européens et l'adaptation marketing et technique de leur gamme (R&D, design, santé). Bodyfriend prévoit l'ouverture d'un *flagship* de 600 m² dans le centre de Paris et la création de cinq emplois dès 2019.



ÉQUIPEMENTS MÉDICAUX

LA STARTUP TAIWANAISE DIABNEXT S'IMPLANTE EN ÎLE-DE-FRANCE POUR PROSPECTER LE MARCHÉ EUROPÉEN

La startup taiwanaise Diabnext propose des outils connectés (stylos à insuline et glucomètre) ainsi qu'une plateforme d'intelligence artificielle qui facilite la gestion des données des patients diabétiques au quotidien.

Après avoir remporté le concours de la meilleure innovation « Mieux vivre avec son diabète » organisé par l'Assurance maladie et la FDD en mai 2016, elle a décidé de s'implanter dans les Hauts-de-Seine pour mieux prospecter le marché européen, et plus particulièrement le marché français. L'entreprise a ainsi ouvert un bureau de vente et un centre de R&D, entraînant la création de cinq emplois.



AGROALIMENTAIRE

LE GROUPE AGROALIMENTAIRE JAPONAIS TAKARA FOODS A CHOISI AMBLAINVILLE (OISE) POUR SA 1^{RE} IMPLANTATION EUROPÉENNE

Moyennant un investissement de 1,6 M€, la firme nipponne a annoncé l'implantation d'une usine de fabrication de ramen de 3 000 m², dont 500 m² d'atelier. Takara Foods, basé à Kyoto, est spécialisé dans la production de bouillons, nouilles et autres ingrédients entrant dans la composition des soupes de nouilles japonaises ramen. L'usine produira des kits de ramen prêts à l'emploi pour les restaurateurs. Cet investissement dans la région Hauts-de-France s'accompagne de la création de 30 emplois en CDI.

RÉPARTITION DES PROJETS PAR FONCTION EN 2018

NATURE DES ACTIVITÉS	PROJETS		EMPLOIS		PROJETS		EMPLOIS	
	2017	2018	2017	2018	PART	ÉVOLUTION	PART	ÉVOLUTION
Centre de décision	360	373	4 165	4 183	28 %	4 %	14 %	0 %
Primo-implantation Europe	92	88	735	802	7 %	-4 %	3 %	9 %
Primo-implantation nationale	202	228	2374	2 519	17 %	13 %	8 %	6 %
QG Monde / Europe	29	23	345	271	2 %	-21 %	1 %	-21 %
QG national	37	34	711	591	3 %	-8 %	2 %	-17 %
Logistique	61	41	3 067	2 596	3 %	-33 %	9 %	-15 %
Point de vente	126	118	1 839	1 645	9 %	-6 %	5 %	-11 %
Production / Réalisation	343	320	16 213	11 295	24 %	-7 %	37 %	-30 %
R&D, ingénierie, design	125	129	2 282	2 793	10 %	3 %	9 %	22 %
R&D	83	100	1 461	2 231	8 %	20 %	7 %	53 %
Ingénierie	42	29	821	562	2 %	-31 %	2 %	-32 %
Services aux entreprises	251	220	4 893	5 001	17 %	-12 %	17 %	2 %
Services aux particuliers	31	122	1 015	2 789	9 %	294 %	9 %	175 %
Total général	1 297	1 323	33 474	30 302	100 %	2 %	100 %	-9 %

Source : Bilan France, Business France



MACHINES ET ÉQUIPEMENTS MÉCANIQUES

L'ENTREPRISE AMÉRICAINE POSTPROCESS TECHNOLOGIES A CHOISI SOPHIA ANTIPOLIS POUR SA PRIMO-IMPLANTATION EUROPÉENNE

PostProcess Technologies est une entreprise américaine spécialisée dans le post-traitement des pièces industrielles et la fabrication additive, qui permet une production automatisée de pièces 3D prêtes à l'emploi. Sophia Antipolis a été choisie pour être la première implantation de l'entreprise sur le continent européen.

Près de 15 nouvelles embauches sont prévues. Cet investissement démontre la capacité de la région à attirer et à accompagner des industries dans leur développement international, et la disponibilité d'un important vivier de talents.



MACHINES ET ÉQUIPEMENTS MÉCANIQUES

LE CANADIEN ROBOTIQ TRAVERSE L'ATLANTIQUE POUR SOUTENIR SES PARTENAIRES EUROPÉENS

L'entreprise canadienne Robotiq conçoit et fabrique des composants pour robots collaboratifs (mains robotiques). Ses pinces adaptatives, ses capteurs d'effort et sa caméra sont utilisés par des manufacturiers dans le monde entier.

Robotiq s'implante à Lyon pour rayonner en Europe. Le continent représente l'un de ses marchés prioritaires et un symbole fort concernant l'engagement de l'entreprise dans le secteur des « cobots » (robots collaboratifs), un marché international en pleine croissance. Le site de Lyon s'occupera de la distribution, de l'assistance auprès des partenaires et fera office de centre de formation technique pour l'équipe et les clients européens. L'entreprise a déjà commencé le recrutement, avec pour objectif l'embauche de 15 personnes.

MÉTHODOLOGIE

Au sein des grandes entreprises multinationales possédant de nombreux sites en Europe, les fonctions liées aux centres de décision comprennent :

- / **un quartier général mondial ou européen** dont le champ géographique peut dépasser la France pour englober l'Europe, mais également l'Afrique du Nord ou le Moyen-Orient ;
- / **un quartier général national** dont la compétence est la coordination de l'ensemble des activités d'une firme étrangère sur le territoire français.

Nous entendons donc par « quartier général » d'une entreprise, **les structures internes dont le dirigeant et les équipes participent aux prises de décisions stratégiques**, engageant l'avenir de tout ou partie de l'entreprise, notamment **en matière d'investissement et d'emploi**.

Business France intègre également dans les centres de décision les **primo-implantations nationales ou européennes**, regroupant l'ensemble des activités de services ou commerciales visant à assurer l'implantation et le déploiement de l'entreprise en France et en Europe. Ces structures sont de taille plus réduite et visent à organiser et structurer l'implantation des entreprises en France.

Ces activités sont directement ou indirectement créatrices de valeur et essentielles pour les territoires sur lesquels elles sont implantées.

En premier lieu, les quartiers généraux, qui selon le secteur d'activité et le périmètre du réseau décisionnel peuvent employer à l'échelle d'un grand groupe quelques centaines de personnes comme quelques milliers, emploient une main-d'œuvre qualifiée. En second lieu, l'implantation des quartiers généraux d'un groupe va favoriser l'implantation de nouvelles activités telles que les laboratoires de R&D sur le même territoire. Il est donc important d'être un territoire compétitif pour les attirer et les retenir.

APRÈS UNE FORTE CROISSANCE EN 2017, LES INVESTISSEMENTS ÉTRANGERS DANS LES ACTIVITÉS DE PRODUCTION SE STABILISENT À UN NIVEAU ÉLEVÉ

Les investissements internationaux dans l'industrie française sont restés dynamiques, avec un taux de croissance annuel moyen de près de 14 % ces 5 dernières années. L'évolution des coûts salariaux a été fortement maîtrisée en France depuis 2013, notamment dans l'industrie, grâce à l'instauration du crédit d'impôt pour la compétitivité et l'emploi (CICE) et du pacte de responsabilité. Dans l'ensemble de l'économie, le coût horaire de la main d'œuvre a progressé en moyenne de 1,1 % par an en France depuis 2013, contre +1,6 % au Royaume-Uni, +2,5 % en Allemagne et +2 % dans l'ensemble de l'UE 28. Conséquence des réformes fiscales et des allègements de charges décidés ces dernières années par le gouvernement, le coût horaire de la main-d'œuvre dans l'industrie française (39,6 €) était plus faible qu'en Allemagne (41,2 €) en 2018.

Les investissements dans les activités de production et de réalisation connaissent un léger repli de 7 % en 2018, pour atteindre 320 projets. Ces activités recouvrent 24 % de l'ensemble des investissements. Elles représentent un enjeu important dans la mesure où la fonction production est la première contributrice en termes d'emplois, avec 11 295 créations ou maintiens en 2018, soit 37 % de l'emploi total. La forte baisse (-30 %) des emplois liés aux activités de production s'explique par la diminution en 2018 du nombre de projets de reprise de sites en difficulté, dont la taille est par nature plus importante.

Les investissements dans les activités de production correspondent pour 78 % à des extensions de sites déjà

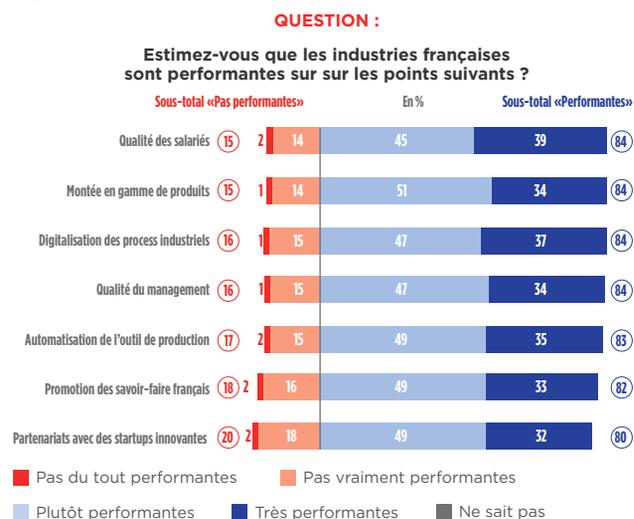
existants et pour 12 % à de nouvelles implantations. Ainsi, on recense en 2018 249 extensions de sites industriels et 37 créations de nouvelles usines.

Pour 80 % des cadres dirigeants étrangers, l'industrie française est attractive. Les principaux critères d'attractivité, plébiscités par plus de 84 % des répondants, sont la qualité des salariés, la montée en gamme des produits, la digitalisation des processus industriels et la qualité du management (cf. Fig. 16).

Près des deux tiers des investissements étrangers dans la fonction de production sont originaires des États-Unis, d'Allemagne, de Suisse, de Belgique, d'Italie et du Japon. Les États-Unis sont les 1^{ers} investisseurs étrangers en France dans cette fonction : avec 51 projets, ils sont à l'origine de 16 % des investissements et de 12 % des emplois induits. Viennent ensuite les entreprises allemandes, qui sont à l'origine de 15 % des décisions d'investissement et des emplois. On notera la forte progression des investissements suisses (+63 %) : le développement des sites de production des entreprises suisses déjà implantées, telles que STMicroelectronics, Sophia Genetics Headquarters ou Novartis, reflètent la confiance que celles-ci accordent au tissu industriel français.

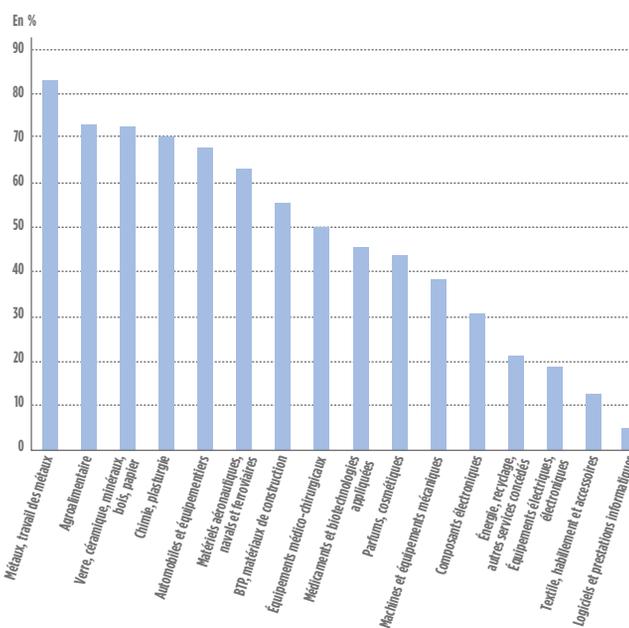
Les investissements de production sont prédominants dans le secteur des métaux (83 %), de l'agroalimentaire (73 %), du verre et de la céramique (72 %), de la chimie, plasturgie (70 %), de l'automobile et des équipementiers (67 %), des matériels aéronautiques, navals et ferroviaires (63 %), du BTP, et des matériaux de construction (55 %) (cf. Fig. 17).

Fig. 16 ATOUTS DES INDUSTRIES FRANÇAISES



Source : Bilan France, Business France

Fig. 17 POIDS DES INVESTISSEMENTS DANS LES ACTIVITÉS DE PRODUCTION PAR SECTEUR



Source : Bilan France, Business France

La moitié des investissements de production se concentre dans les secteurs de l'agroalimentaire (13 %), de la chimie, plasturgie (10 %), de l'industrie automobile (9 %), des machines et équipements mécaniques (8 %), ainsi que des métaux et du travail des métaux (10 %). En termes d'emplois, les secteurs de l'industrie automobile, des machines et équipements mécaniques, ainsi que des métaux et du travail des métaux représentent 52 % du total (cf. Fig. 18).

Les secteurs qui ont contribué positivement à l'évolution des investissements étrangers dans les activités de production sont les secteurs médicaments et biotechnologies appliquées (4,5 points), Equipements médico-chirurgicaux (2,4 points), logiciels et prestations informatiques (2,1 points), matériels aéronautiques, navals et ferroviaires (1,8 point), textile, habillement (1,2 point), BTP matériaux de construction (1,2 point), parfums cosmétiques (0,9 point), et composants électroniques (0,6 point) (cf. Fig. 18).

Us investissent en France



MATÉRIELS AÉRONAUTIQUES

COLLINS AEROSPACE, LEADER MONDIAL AMÉRICAIN DES SYSTÈMES ET SOLUTIONS TECHNOLOGIQUES POUR LE SECTEUR DE L'AÉRONAUTIQUE, A INVESTI PLUS DE 18 M€ ET CRÉÉ 55 EMPLOIS EN OCCITANIE

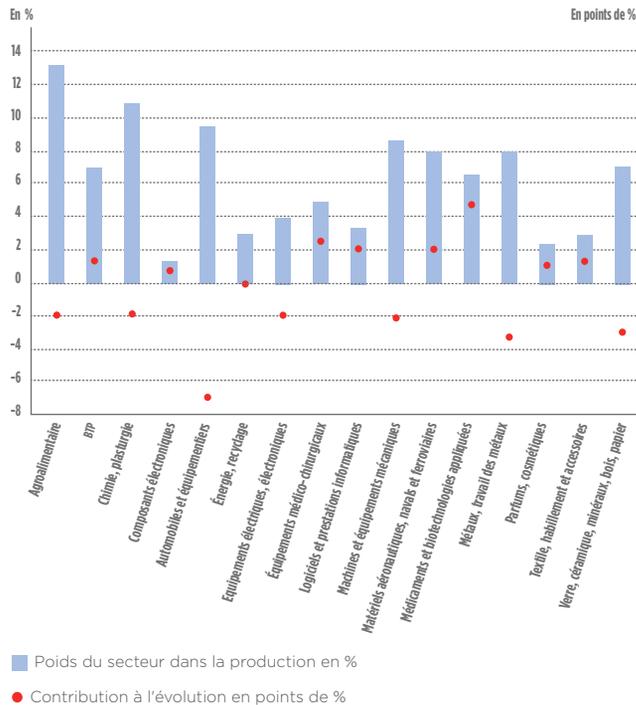
Collins Aerospace, créé en 2018 par la fusion d'UTC Aerospace Systems et de Rockwell Collins, est un leader mondial des systèmes et solutions technologiques pour le secteur de l'aéronautique, l'espace et la défense. Il est présent dans 15 pays en Europe avec plus de 15 000 employés sur 88 sites.

En France, 4 000 salariés sont répartis sur 18 sites, dont la majorité en région Occitanie, notamment dans les villes de Toulouse, Blagnac, Colomiers et Figeac. Ses ingénieurs et ses techniciens hautement qualifiés créent et fournissent des solutions avioniques pour l'aviation commerciale et militaire, les hélicoptères et les UAV (*Unmanned Aerial vehicle*), mais aussi des systèmes de radio-communication et de connectivité, des nacelles, des pales d'hélice et des systèmes de capteurs multifonctions.

Sur ses sites de Saint-Martin-du-Touch et de Colomiers, Collins Aerospace réalise l'assemblage d'inverseurs de poussée, des trains d'atterrissage pour les Airbus A380 et A350 ainsi que des intérieurs de cabine. L'entreprise assure également le support pour la maintenance et la réparation. Dans le domaine de la défense, Collins Aerospace est un partenaire et fournisseur de la Direction générale de l'armement, pour laquelle ses ingénieurs réalisent sur le site de Blagnac la modernisation avionique de la flotte C-130H.

En 2018, Collins Aerospace a investi plus de 18 M€ et a créé 55 emplois en Occitanie.

Fig. 18 COMPOSITION SECTORIELLE DES PROJETS DE PRODUCTION ET POIDS DES SECTEURS INDUSTRIELS DANS L'ÉVOLUTION DES PROJETS



Source : Bilan France, Business France/ARD



ÉQUIPEMENTS MÉDICAUX

LE NÉERLANDAIS THE SURGICAL COMPANY DÉVELOPPE SES ACTIVITÉS EN CENTRE-VAL DE LOIRE

Axess Vision Technnology est spécialisée dans la conception et la production d'endoscopes à usage unique, qu'elle commercialise depuis 2013. La croissance de l'entreprise a été vivement stimulée suite une prise de participation majoritaire du groupe familial hollandais The Surgical Company en septembre 2017.

Cette croissance s'illustre à travers l'acquisition d'un nouveau bâtiment de 2 400 m² sur la ZAC de la Liodière à Joué-lès-Tours (Indre-et-Loire), permettant à l'entreprise d'anticiper la croissance de son activité. Sa production est passée de 5 500 endoscopes en 2017 à 20 000 en 2018, une augmentation qui s'accompagne d'un accroissement de ses effectifs. Entre son rachat et fin 2018, l'effectif d'Axess Vision est en effet passé de 13 à 31 personnes, soit 18 emplois créés en 16 mois.



ÉNERGIES RENOUVELABLES

LE GROUPE AUTRICHIEN WINDKRAFT SIMONSFLED S'IMPLANTE EN FRANCE

Windkraft Simonsfled, entreprise spécialisée dans la conception et la fabrication d'éoliennes et de parcs photovoltaïques en Europe, souhaitait ouvrir une filiale en propre en France, afin de pouvoir satisfaire au mieux les demandes de ses clients et de répondre aux appels d'offres.

La filiale française, Énési SARL, est installée à Châlons-en-Champagne, en région Grand Est, et sera en charge de développer et d'exploiter des parcs éoliens de petite et de moyenne taille. Elle permet la création de cinq emplois.



MÉDICAMENTS ET BIOTECHNOLOGIES APPLIQUÉES

LE GROUPE PHARMACEUTIQUE SUD-AFRICAIN ASPEN DÉVELOPPE SON SITE DE PRODUCTION EN NORMANDIE

Le groupe pharmaceutique sud-africain Aspen a investi 100 M€ dans son entreprise de Seine-Maritime. Le site de Notre-Dame-de-Bondeville, spécialisé dans la production de médicaments injectables stériles, possède désormais une nouvelle ligne de produits injectables, de nouveaux bâtiments et une troisième ligne de remplissage pour les médicaments antithrombotiques.

Ces investissements vont générer une centaine d'embauches.

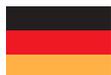


AGROALIMENTAIRE ET AGRICULTURE

LE GROUPE JAPONAIS SAKATA SEED, SPÉCIALISÉ DANS LA PRODUCTION DE SEMENCES DE LÉGUMES ET DE FRUITS, CONFORTE SA PRÉSENCE EN FRANCE

Sakata Seed, le 1^{er} producteur japonais de semences de légumes et de fleurs, investit dans la région Pays de la Loire. Depuis sa 1^{re} implantation en France en 1996 dans la région Occitanie, l'entreprise considère la France comme un pays prioritaire ; elle apprécie les mesures favorables à la R&D, en particulier le Crédit d'impôt recherche, ainsi que ses partenariats avec des centres d'excellence français tels que l'Institut national de la recherche agronomique.

Ayant repris un ancien site de la société Syngenta en 2018 dans la périphérie d'Angers, l'entreprise prévoit une extension avec 20 personnes d'ici 3 ans, en y investissant un montant de 4,5 M€. Cette nouvelle implantation permet à l'entreprise d'élargir sa variété de légumes et de créer de nouvelles semences de fruits et de fleurs, en complément de ses activités réalisées à son quartier général Europe dans le Sud de la France.



AGROALIMENTAIRE ET AGRICULTURE
LE GROUPE ALLEMAND SAUELS FRISCHE WURST GMBH CRÉE UNE JOINT-VENTURE EN NOUVELLE-AQUITAINE

L'entreprise familiale allemande Sauels Frische Wurst GmbH, spécialisée dans l'élevage de porcs sans antibiotiques et la production de jambon cuit et de saucisses, a été créée en 1901. Elle possède cinq sites de production, compte 730 employés et a atteint un chiffre d'affaires de 189 M€ en 2017.

Sauels est présent en France depuis 2006 par le biais d'un bureau commercial. Elle a créé en 2018 une joint-venture avec le Béarnais Fipso Industrie, spécialiste de la transformation de la viande de porc. L'objectif est de garantir une chaîne d'approvisionnement durable pour les jambons cuits 100 % français, élaborés dans le cadre de la filière porcine française depuis l'élevage jusqu'à l'élaboration des produits. Les deux entreprises vont construire une usine de production de 5 à 6 000 m² à Brive-la-Gaillarde, en Corrèze, et créer 120 emplois.

LES PROJETS RELEVANT DE LA FONCTION R&D RESTENT DYNAMIQUES EN 2018

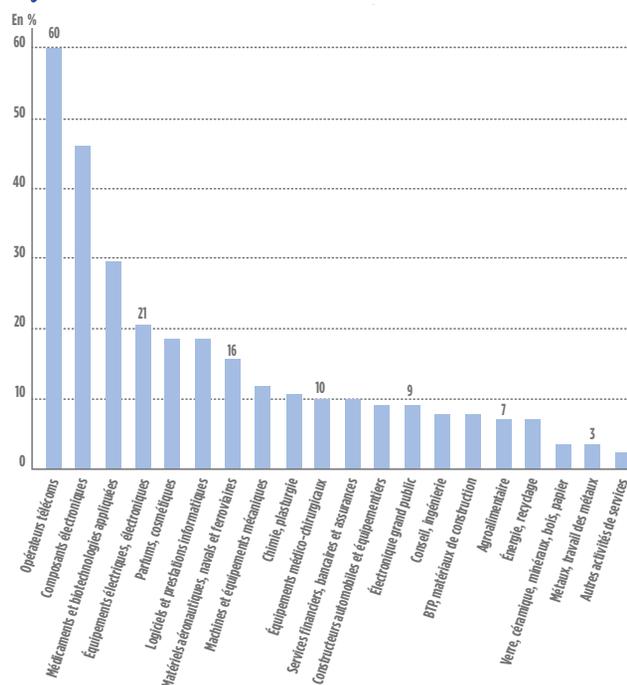
L'innovation est un véritable levier pour l'attractivité du site France. Les décideurs économiques reconnaissent la qualité de l'innovation française et de l'écosystème de La French Tech, et 85 % des cadres dirigeants à l'étranger considèrent que l'écosystème français encourage l'innovation.

En 2018, 129 décisions d'investissement ont été recensées dans les fonctions de R&D, d'ingénierie et de design (+3 % par rapport à 2017), dont 100 concernant uniquement des activités de R&D (en progression

de +20 %). Les emplois induits par les créations et les extensions de centres de R&D ont connu une hausse de 53 % en 2018. Ces investissements nourrissent la dynamique des entreprises : au-delà de leur impact sur la croissance, les activités de R&D génèrent des emplois hautement qualifiés, porteurs de forte valeur ajoutée, et généralement plus stables que les emplois productifs.

Les activités de R&D ainsi que d'ingénierie représentent 10 % de l'ensemble des décisions d'investissement en 2018 et sont à l'origine de 7 % des emplois créés en France. Les investissements dans les activités de R&D correspondent à 58 % à l'implantation de nouveaux centres et à 38 % à l'expansion d'activités existantes.

Fig. 19 POIDS DES ACTIVITÉS DE R&D PAR SECTEUR



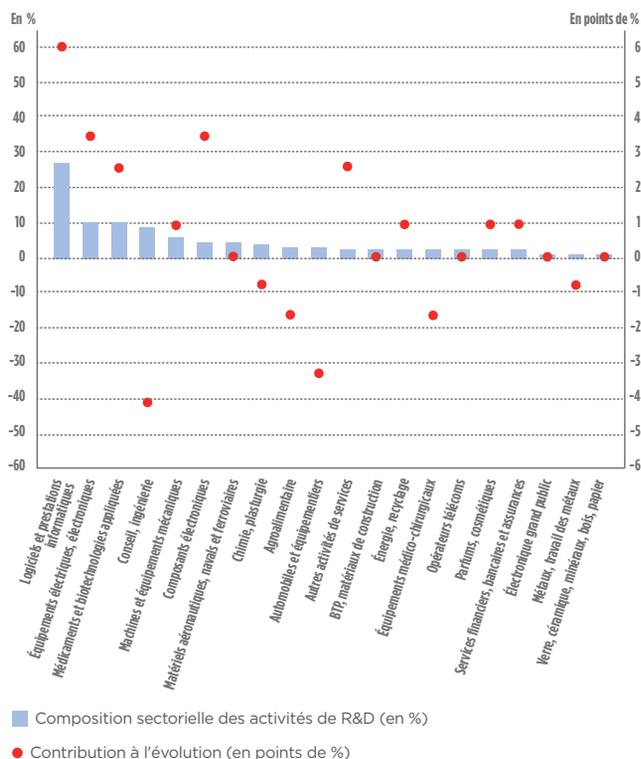
Source : Bilan France, Business France

Les principaux pays qui investissent dans les activités de R&D en France en 2018 sont les États-Unis (26 %), l'Italie (8 %), l'Allemagne (8 %) et le Canada (7 %).

Les secteurs des opérateurs de télécommunication, des composants électroniques et des médicaments et biotechnologies appliquées se caractérisent par une proportion importante de projets de R&D. Ceux-ci représentent plus du quart des investissements dans ces secteurs.

Plus du tiers des investissements étrangers dans la R&D et l'ingénierie se concentrent dans trois secteurs : les logiciels et prestations informatiques (22 %), équipements électriques et électroniques (10 %), ainsi que les médicaments et biotechnologie appliquées (10 %).

Fig. 20 COMPOSITION SECTORIELLE DES PROJETS DE R&D ET POIDS DES SECTEURS DANS L'ÉVOLUTION DES PROJETS



Source : Bilan France, Business France

LA FRANCE, UNE ÉCONOMIE INNOVANTE

L'innovation et la R&D sont plébiscitées par les dirigeants d'entreprises étrangères. L'innovation est perçue par 84 % des décideurs économiques (+5 points en 1 an) comme un avantage compétitif de la France.

En matière de R&D, l'attractivité de la France repose sur son réseau de *clusters* (pour 87 % des cadres dirigeants à l'étranger), la proximité des marchés et des autres activités de l'entreprise (85 %), les possibilités de collaboration avec des équipes de recherche universitaires (84 %), la qualité du personnel de R&D (82 %) et l'accès au financement (81 %).

La France est une « startup nation » pour 73 % des cadres à l'étranger et 49 % des cadres étrangers en France. La connaissance de la French Tech contribue à cette perception, car 90 % des cadres étrangers connaissant le French Tech adhèrent à ce point de vue.

La French Tech contribue largement à imposer la France comme une « startup nation ». La French Tech est reconnue comme un levier à l'international. Son niveau de notoriété est stable : elle est connue par un dirigeant sur deux à l'étranger. C'est en Inde (81 %) et en Chine (69 %) que cette proportion est la plus élevée.

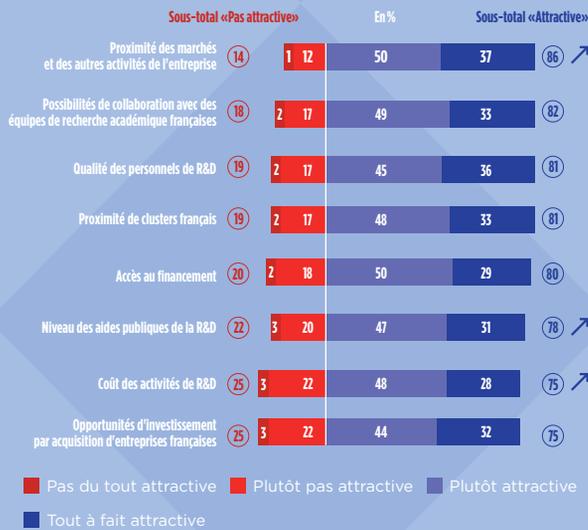
La French Tech est jugée comme une initiative pertinente pour promouvoir le savoir-faire français à l'international par 97 % des cadres dirigeants à l'étranger et 88 % des cadres étrangers en France. L'ensemble des répondants considère que l'écosystème French Tech est un facteur d'attractivité pour les cadres de leur pays à 81 %.

L'écosystème français est reconnu comme encourageant l'innovation (85 %). **Toutes les mesures de soutien à l'innovation visant à attirer les talents en France sont connues par au moins sept cadres sur dix à l'étranger.** Welcome to France (78 %), les dispositifs de soutien à l'innovation (78 %) et la carte compétences et talents (76 %) sont les mesures les plus connues. C'est en Inde et en Chine que les mesures sont les plus connues (à plus de 90 % dans certains cas). Les cadres étrangers présents en France connaissent surtout les dispositifs de soutien à l'innovation (à 70 %).

Fig. 21 ATTRACTIVITÉ DE LA FRANCE POUR LES INVESTISSEMENTS EN R&D EN 2018

QUESTION :

Sur chacun des critères suivants, la France est-elle selon vous tout à fait, plutôt pas ou pas du tout attractive pour des investissements en R&D?



Source : Baromètre Kantar Public, Business France

Ils investissent en France



ÉLECTRONIQUE

HUAWEI TECHNOLOGIES IMPLANTE UN CENTRE DE R&D DÉDIÉ AUX CAPTEURS ET LOGICIELS DE TRAITEMENT PARALLÈLE À GRENOBLE

L'entreprise chinoise de télécommunications Huawei a annoncé en novembre avoir choisi Grenoble pour y implanter un centre de R&D dédié aux capteurs et logiciels de traitement parallèle. Le groupe se rapproche ainsi du fabricant de semi-conducteurs STMicroelectronics, son principal fournisseur technologique en France.

Huawei disposait déjà de plusieurs centres de R&D en France : trois en Île-de-France et un quatrième en région PACA, rassemblant au total 170 chercheurs. Le site grenoblois, pour sa part, comptera 30 chercheurs en 2020.



MÉDICAMENTS ET BIOTECHNOLOGIES APPLIQUÉES

CURA GLOBAL HEALTH, STARTUP AMÉRICAINE, RELOCALISE SON SIÈGE ET SA R&D EN FRANCE

Cura Global Health est une startup américaine du secteur des BioTech, qui a développé une procédure de fermentation qui permet l'incorporation élevée de substances nutritives essentielles dans les compléments alimentaires.

L'entreprise a souhaité relocaliser son siège, actuellement dans l'Iowa, en France afin de renforcer son partenariat avec l'entreprise Naturex, leader mondial des ingrédients naturels, située dans le Vaucluse. Il s'agit d'une 1^{re} implantation européenne pour l'entreprise, qui servira comme centre de décision global et centre de R&D. L'investissement se traduira par la création de 12 emplois.



MATÉRIELS AÉRONAUTIQUES

**L'ALLEMAND FERCHAU ENGINEERING GMBH
A DÉCIDÉ D'OUVRIR UN CENTRE R&D
À SOPHIA ANTIPOLIS**

Ferchau Aviation est le premier prestataire de services d'ingénierie en Allemagne, et l'un des principaux fournisseurs d'Airbus. L'entreprise est déjà présente en France (Paris, Toulouse et Marseille).

Dans le cadre du renforcement de ses activités en France, Ferchau a décidé d'ouvrir un centre de R&D à Sophia Antipolis, permettant la création de 20 emplois, notamment des ingénieurs spécialisés dans les systèmes embarqués et dans l'électronique. L'investissement renforce la position de Sophia Antipolis comme la 1^{re} technopole européenne. Pour Ferchau, l'accent sera mis sur le développement de logiciels et de systèmes intégrés, sur l'électronique et sur les solutions de sécurité opérationnelle.



MÉDICAMENTS ET BIOTECHNOLOGIES APPLIQUÉES

**NOVARTIS A ANNONCÉ LORS
DU PREMIER CHOOSE FRANCE SUMMIT
DES PROJETS D'INVESTISSEMENT
POUR UNE VALEUR TOTALE DE 800 M€**

Novartis a décidé de concentrer ses activités sur la production de médicaments innovants.

Courant 2018, plusieurs décisions d'investissement ont renforcé la présence de Novartis en France. On peut ainsi citer l'acquisition du laboratoire français Advanced Accelerator Applications (AAA) en début d'année pour près de 3,9 Md\$. Le groupe suisse s'est ainsi doté d'un nouveau traitement « Lutathera », un médicament phare du laboratoire français. Les cinq sites de production présents en France, situés à Saint-Genis-Pouilly (le centre de décision dans l'Ain), Saint-Cloud (Île-de-France), Béthune (Pas-de-Calais), Troyes (Aube) et Marseille (Bouches-du-Rhône), bénéficient de ce nouvel investissement et verront leurs activités de production se développer.



MATÉRIAUX DE CONSTRUCTION

**GARNICA IMPLANTE UNE NOUVELLE USINE
DE PRODUCTION DANS L'AUBE**

L'entreprise espagnole Garnica, spécialisée dans la fabrication de panneaux de contreplaqué, a décidé de s'implanter dans l'Aube, près de Troyes, pour installer une nouvelle usine de 40 000 m². Sur 3 ans, la construction de l'usine devrait créer 100 emplois dans la popiculture et l'industrie du bois et de la forêt. Le programme d'investissement commencera avec un investissement de 40 M€, et se poursuivra par de possibles projets d'extension dans les années à venir.



SERVICES AUX ENTREPRISES

**CGI, GROUPE CANADIEN, DÉVELOPPE SON SITE
À TOULOUSE ET CRÉE 185 EMPLOIS**

Fondée en 1976, CGI figure parmi les plus importantes entreprises indépendantes de services-conseils en technologie de l'information (TI) et en management au monde. C'est aujourd'hui le 1^{er} investisseur canadien en France, avec plus de 11 000 employés.

CGI France a décidé de centraliser sur l'Occitanie un centre d'innovation digitale, qui se traduit par des investissements humains et matériels : construction de labs innovation et de solutions IT, rénovation des locaux...

Les investissements technologiques portent sur l'intelligence artificielle, le big data, la réalité virtuelle/augmentée, la cybersécurité, l'UX/UI, et permettent d'accompagner les entreprises dans leur transformation digitale autour de trois thèmes : améliorer l'expérience client, optimiser les opérations, et donner de la valeur aux données.

Le centre dessert depuis les sites de Montpellier et Toulouse, des entreprises en France et dans le monde. Les deux sites comptent actuellement 500 collaborateurs, et 185 nouveaux emplois ont été créés.

SECTEURS D'ACTIVITÉ DES INVESTISSEMENTS

La présence étrangère en France est sectoriellement diversifiée, reflétant la richesse des savoir-faire dans tous les domaines de l'économie

Nous recensons 670 décisions d'investissement dans les secteurs manufacturiers, soit 51 % de l'ensemble des investissements. Les entreprises étrangères du secteur des services sont, elles, à l'origine de 49 % des projets, avec 653 décisions d'investissement.

Les principaux secteurs d'investissement en 2018 sont les logiciels et prestations informatiques (14 %), le conseil-ingénierie (11 %), le commerce et la distribution (7 %), le secteur du textile, de l'habillement et des accessoires (5 %), ainsi que les machines et équipements mécaniques (5 %).

L'origine des investissements en France diffère selon le secteur d'activité. Ainsi, les entreprises américaines sont à l'origine de près du tiers des investissements dans le secteur des logiciels et des prestations informatiques, et de 26 % de ceux dans le secteur des machines et équipements mécaniques. De leur côté, les entreprises allemandes réalisent un quart des investissements dans le secteur de l'industrie automobile et 40 % dans le secteur de l'énergie. Les entreprises italiennes se distinguent dans le secteur du textile et de l'habillement, avec 20 % des investissements, et dans celui des machines et équipements mécaniques (26 %). Les entreprises américaines (17 %) et britanniques (14 %) sont les principaux investisseurs dans le secteur du conseil et de l'ingénierie.

Les activités et secteurs dans lesquels investissent les entreprises, notamment les entreprises et l'Allemagne, reflètent leur spécialisation et leurs avantages comparatifs. Cette stratégie révèle également l'attractivité, le savoir-faire de l'économie française et les multiples atouts dont elles bénéficient avec la présence sur son marché de leaders mondiaux (aéronautiques, santé, automobiles...), de mécanismes fiscaux incitatifs, de la qualité des ingénieurs plébiscitée, de l'image et des biens et services réalisés...

Ils investissent en France



SERVICES AUX ENTREPRISES

**LA SOCIÉTÉ BRITANNIQUE LOCOGEN S'EST
IMPLANTÉE À RENNES, DANS LA RÉGION BRETAGNE**

La société britannique Locogen a ouvert un établissement à Rennes en 2018. L'activité de Locogen se répartie entre le développement de ses propres projets d'installation d'énergie renouvelable et des prestations de conseil, d'installation et d'exploitation d'installations d'énergie renouvelable pour le compte de clients et partenaires.



LOGICIELS ET PRESTATIONS INFORMATIQUES

**LA FINTECH BRITANNIQUE GOCARDLESS
A OUVERT UN BUREAU À PARIS EN 2018**

La FinTech britannique GoCardless, créée en 2011 et spécialisée dans la simplification et la dématérialisation des paiements récurrents par prélèvement automatique, a ouvert en 2018 un bureau à Paris. Une vingtaine d'emplois sont prévus sur 3 ans. En 2017, GoCardless avait bouclé un tour de table de 22,5 M\$ pour financer son développement international.



AGROALIMENTAIRE

**L'ENTREPRISE NÉERLANDAISE REFRESKO
A ENGAGÉ 20 M€ POUR LA MISE EN PLACE
D'UNE 5^E LIGNE DE PRODUCTION SITUÉE
DANS LA RÉGION AUVERGNE-RHÔNE-ALPES**

À Margès, dans la Drôme, l'entreprise néerlandaise d'embouteillage de boissons non alcoolisées Refresco a inauguré en octobre 2018 une 5^e ligne de production afin de faire face à une demande en hausse constante et de plus en plus variée. Cette nouvelle ligne, entièrement automatisée et flexible, a demandé un investissement de 20 M€ et permis la création de 30 emplois. Plus de 800 salariés travaillent pour Refresco en France, dont près de 400 sur le site de Margès. Dans la Loire, où Refresco emploie plus de 200 salariés, l'entreprise a également investi 18 M€ pour renouveler trois lignes d'embouteillage de canettes.



COMPOSANTS ÉLECTRONIQUES

**L'ENTREPRISE CANADIENNE NANOWAVE
TECHNOLOGIES OUVRE UNE STRUCTURE
À TOULOUSE POUR DES ACTIVITÉS
D'INGÉNIERIE ET D'ASSEMBLAGE**

Nanowave Technologies, entreprise créée en 1992, conçoit et fabrique des composants et sous-systèmes dans le domaine des ondes ultra-courtes et millimétriques. Les composants fabriqués sur mesure sont destinés à des systèmes de communication et de radiodétection pour les entreprises leaders de l'aérospatiale, de la défense et des communications. Nanowave Technologies est une entreprise en croissance, qui compte aujourd'hui 250 employés répartis principalement au Canada et aux États-Unis.

L'entreprise a décidé de créer un bureau d'ingénierie à Toulouse, qui comprendra 10 employés d'ici à 2 ans et aura pour but de servir la clientèle européenne de Nanowave Technologies. L'ingénierie portera sur le développement de puces radiofréquences et comprendra des opérations d'assemblage de composants.

PROJETS PAR SECTEUR D'ACTIVITÉ DE L'ENTREPRISE EN 2018

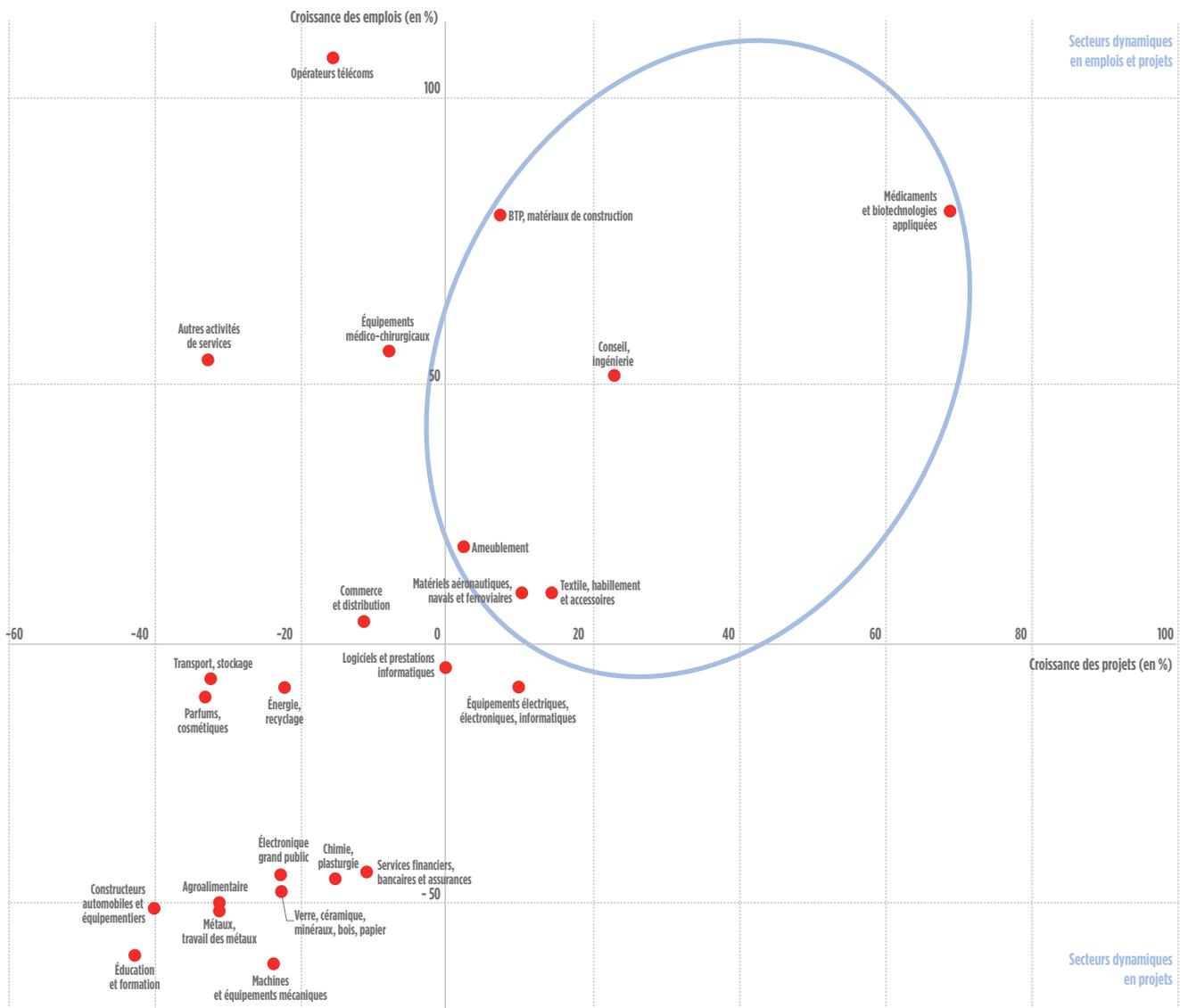
SECTEURS D'ACTIVITÉ	PROJETS		EMPLOIS		PROJETS		EMPLOIS	
	2017	2018	2017	2018	PART	ÉVOLUTION	PART	ÉVOLUTION
Textile, habillement et accessoires	60	71	1 024	1 125	5 %	18 %	4 %	10 %
Machines et équipements mécaniques	87	68	3 602	1 224	5 %	-22 %	4 %	-66 %
Équipements électriques, électroniques, informatiques	56	63	752	685	5 %	13 %	2 %	-9 %
Agroalimentaire	76	55	2 407	1 212	4 %	-28 %	4 %	-50 %
Chimie, plasturgie	55	47	1 502	824	4 %	-15 %	3 %	-45 %
Médicaments et biotechnologies appliquées	27	45	783	1 394	3 %	67 %	5 %	78 %
Constructeurs automobiles et équipementiers	72	43	3 766	1 854	3 %	-40 %	6 %	-51 %
Énergie, recyclage	53	42	733	685	3 %	-21 %	2 %	-7 %
BTP, matériaux de construction	36	38	470	845	3 %	6 %	3 %	80 %
Matériels aéronautiques, navals et ferroviaires	34	38	1 769	1 952	3 %	12 %	6 %	10 %
Ameublement	30	31	361	423	2 %	3 %	1 %	17 %
Verre, céramique, minéraux, bois, papier	38	30	995	514	2 %	-21 %	2 %	-48 %
Équipements médico-chirurgicaux	32	30	452	701	2 %	-6 %	2 %	55 %
Métaux, travail des métaux	42	29	2 729	1 363	2 %	-31 %	4 %	-50 %
Parfums, cosmétiques	25	16	273	246	1 %	-36 %	1 %	-10 %
Électronique grand public	14	11	265	155	1 %	-21 %	1 %	-42 %
Composants électroniques	5	13	55	645	1 %	160 %	2 %	1 073 %
<i>Industrie manufacturière</i>	<i>742</i>	<i>670</i>	<i>21 938</i>	<i>15 847</i>	<i>51 %</i>	<i>-10 %</i>	<i>52 %</i>	<i>-28 %</i>
Logiciels et prestations informatiques	184	184	3 275	3 026	14 %	0 %	10 %	-8 %
Conseil, ingénierie	120	147	2 516	3 795	11 %	23 %	13 %	51 %
Commerce et distribution	99	86	2 587	2 673	7 %	-13 %	9 %	3 %
Activités sportives, récréatives et de loisirs	-	67	-	865	5 %	-	3 %	-
Hôtellerie, tourisme et restaurant	18	52	821	1 594	4 %	189 %	5 %	94 %
Transport, stockage	52	35	1 182	1 028	3 %	-33 %	3 %	-13 %
Services financiers, bancaires et assurances	33	29	545	298	2 %	-12 %	1 %	-45 %
Autres activités de services	30	20	283	436	2 %	-33 %	1 %	54 %
Médias, édition	4	13	29	135	1 %	225 %	0 %	366 %
Immobilier et bureaux d'affaires	-	10	-	130	1 %	-	0 %	-
Éducation et formation	9	5	89	35	0 %	-44 %	0 %	-61 %
Opérateurs télécoms	6	5	209	440	0 %	-17 %	1 %	%
<i>Services</i>	<i>555</i>	<i>653</i>	<i>11 536</i>	<i>14 455</i>	<i>49 %</i>	<i>18 %</i>	<i>48 %</i>	<i>25 %</i>
Total général	1 297	1 323	33 474	30 302	100 %	2 %	100 %	-9 %

Source : Bilan France, Business France

Les entreprises relevant des secteurs textile-habillement, équipements électriques et électroniques, des médicaments et biotechnologies appliquées,

du conseil-ingénierie, de l'hôtellerie-tourisme, ont connu une croissance significative des décisions d'investissement et des emplois induits (cf. Graphique corrélation).

Fig. 22 DYNAMIQUE DES PROJETS ET DES EMPLOIS EN 2018



Grille de lecture : par rapport à 2018, les décisions d'investissement dans le secteur du textile-habillement ont progressé de 18 % et ont vu leurs emplois induits augmenter de 10 %.

Source : Bilan France, Business France/CCFR

37 % DE PROJETS DANS LES SEGMENTS PRIORITAIRES

Les segments prioritaires recouvrent des activités récentes à fort potentiel et considérées comme des cibles prioritaires de prospection pour Business France. La France doit faire valoir ses atouts, voire conforter et renforcer son avance pour figurer parmi les leaders dans l'attraction et l'accueil de ces nouvelles activités créatrices d'emplois qualifiés et de richesses.

Les segments prioritaires de Business France recouvrent principalement des thématiques technologiques (liées aux pôles de compétitivité), mais prennent aussi en compte des considérations d'aménagement du territoire (agroalimentaire) ou d'opportunité économique (tourisme). La liste des segments prioritaires est actualisée chaque année, en lien avec les régions et dans le cadre d'un dialogue entre Business France, ses tutelles et la Direction générale des entreprises.

Les projets dans les segments prioritaires ont atteint le nombre de 491 en 2018. Cela correspond à 37 % du total des décisions d'investissements étrangers et des emplois associés.

Les décisions d'investissement relevant du segment santé et bien-être ont connu un réel essor : +32 % en 2018. Ce segment accueille 28 % des investissements dans les segments prioritaires et réalise le quart des emplois associés.

La présence des entreprises allemandes est prédominante dans les segments logistique et e-commerce, et efficacité énergétique : elles sont à l'origine respectivement du tiers et de 39 % des investissements de ces segments. Les entreprises américaines se distinguent par leur présence dans le segment objets, équipements, industries et services intelligents et dans l'économie numérique, et sont à l'origine respectivement de 30 % et 26 % des investissements dans ces segments. Le tiers des investissements dans le segment FinTech et services financiers est réalisé par des entreprises britanniques, qui se concentrent essentiellement dans la région Île-de-France. L'Île-de-France et la région Occitanie sont attractives pour l'économie numérique : elles accueillent respectivement 35 % et 21 % de l'ensemble des investissements dans ce segment. Enfin, la région Auvergne-Rhône-Alpes réalise 17 % des investissements du segment santé et bien-être.

RÉPARTITION DES PROJETS PAR SEGMENTS PRIORITAIRES EN 2018

SEGMENTS	PROJETS	PART	EMPLOIS	PART
Santé et bien-être	95	19 %	1 989	18 %
Économie numérique	72	15 %	1 532	14 %
Agroalimentaire et nutrition	64	13 %	1 063	10 %
Objets, équipements, industries et services intelligents	56	11 %	1 051	9 %
Logistique et e-commerce	49	10 %	2 552	23 %
FinTech et services financiers	31	6 %	391	4 %
Tourisme, culture et loisirs	47	10 %	1 169	11 %
Efficacité énergétique, énergies durables	33	7 %	433	4 %
Transports et infrastructures collectives	15	3 %	435	4 %
Éducation et formation dont e-learning	9	2 %	55	0 %
Nouveaux véhicules personnels	10	2 %	210	2 %
Nouvelles ressources, matériaux et bioéconomie	10	2 %	249	2 %
Total	491	37 %	11 129	37%

Source : Bilan France, Business France

Ils investissent en France



SERVICES FINANCIERS

CAIXABANK, GROUPE FINANCIER ESPAGNOL, RENFORCE SA PRÉSENCE À PARIS

CaixaBank, groupe financier espagnol, comprend des activités bancaires et d'assurance. Le groupe, leader dans la péninsule ibérique, est présent au Maroc, en Pologne, en Allemagne, au Royaume-Uni et au Portugal à travers la Banco Portugues de Investimento (BPI), et compte un quart de la population espagnole parmi ses clients.

CaixaBank dispose aussi de 18 bureaux de représentation à travers le monde et emploie aujourd'hui presque 37 000 salariés. Déjà implanté à Paris, le groupe renforce sa présence et embauchera une vingtaine de profils à haute valeur ajoutée sur un horizon de 3 ans.



SERVICES FINANCIERS

LA STARTUP TAIWANAISE INSTO S'INSTALLE EN ÎLE-DE-FRANCE

Fondée en 2013, Insto propose des solutions de paiement de particulier à particulier sur les applications mobiles. Après avoir levé 2 M\$ dans la Silicon Valley, la jeune pousse a intégré l'Orange Fab et participé au salon VivaTech en 2018.

Persuadé de l'intérêt de la place financière de Paris, Insto vient de créer un bureau de vente et de R&D en Île-de-France afin de coordonner le déploiement commercial direct du groupe sur le territoire français. Cela devrait entraîner la création de 10 emplois.



LOGICIELS ET PRESTATIONS INFORMATIQUES

TETRAO, FINTECH LUXEMBOURGEOISE SPÉCIALISÉE DANS L'INTELLIGENCE ARTIFICIELLE, S'EST INSTALLÉE EN FRANCE

Après le Luxembourg et l'Espagne, la FinTech, créée en 2014 et spécialisée dans l'intelligence artificielle, s'est installée en France en octobre 2018 pour répondre à la demande exponentielle de ses clients. Cette implantation s'inscrit dans une logique de gestion efficace et optimale de sa croissance. Tetrao avait déjà remporté en 2017 le Hackathon International de BNP Paribas, devançant 160 autres FinTechs à l'échelle mondiale.

Cette nouvelle filiale, installée dans le Grand Est à Bras-sur-Meuse, verra une équipe de 20 collaborateurs embauchée en 2019. Leur mission sera d'analyser et de comprendre tous types de documents dans le domaine des fonds d'investissement ou des statuts d'entreprise.

TYPES D'INVESTISSEMENT

Les nouvelles implantations progressent de 14 % par rapport à 2017 et confirment l'attractivité du site France

Un projet d'investissement étranger peut prendre différentes formes : création d'un nouveau site, extension d'un site existant, rachat, reprise d'un site en difficulté, partenariat, acquisition. Business France, dans le présent rapport, comptabilise uniquement les opérations qui créent ou préservent (en cas de rachat d'une entreprise en difficulté) des emplois (cf. Annexe méthodologique - Critères de prise en compte des projets).

LES CRÉATIONS ONT PROGRESSÉ EN 2018

Les créations se traduisent par un taux de croissance annuel moyen de 9 % ces 5 dernières années. Les créations, correspondant à l'implantation de nouveaux sites, reflètent l'attractivité du site France. Les décisions de nouvelles implantations en France ont progressé de 14 % en 2018 et s'établissent à 741, représentant 56 % des investissements (contre 50 % en 2017) et 38 % des emplois induits.

Les créations sont plus fréquentes dans la fonction centres de décision (45 %). On note également une progression de 27 % pour l'implantation de nouveaux centres de R&D en France.

LES EXTENSIONS SONT MAJORITAIRES EN TERMES D'EMPLOIS

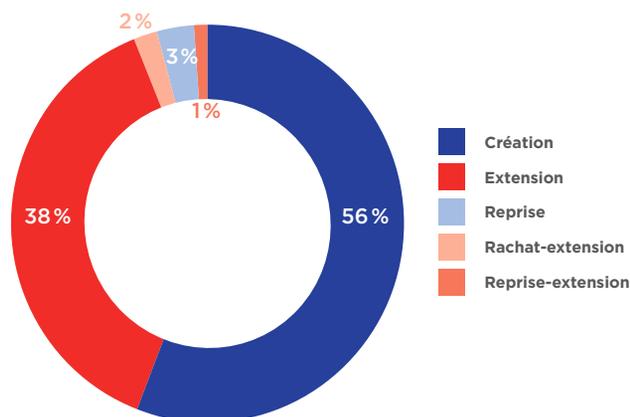
Les extensions illustrent le renouvellement de la confiance accordée au site France par des filiales

sous contrôle étranger déjà implantées sur le territoire français. Les projets d'extension sont les principaux pourvoyeurs d'emplois et représentent 51 % de l'ensemble des emplois induits par les investissements étrangers en France.

Le nombre d'extensions a connu une légère baisse de -9 % en 2018, pour atteindre 500, soit 38 % du total. Cependant, les emplois induits par les extensions ont progressé de 21 % en 2018.

La moitié des extensions de sites concernent des activités de production.

Fig. 23 RÉPARTITION DES PROJETS PAR TYPE D'INVESTISSEMENT EN 2018



Source : Bilan France, Business France

RÉPARTITION DES PROJETS PAR TYPE D'INVESTISSEMENT

NATURE DE L'INVESTISSEMENT	PROJETS		EMPLOIS		PROJETS		EMPLOIS	
	2017	2018	2017	2018	PART	ÉVOLUTION	PART	ÉVOLUTION
Création	651	741	12 639	11 447	56 %	14 %	38 %	-9 %
Extension	550	500	12 840	15 588	38 %	-9 %	51 %	21 %
Rachat-extension	33	32	844	474	2 %	-3 %	2 %	-44 %
Reprise	56	42	6 846	2 520	3 %	-25 %	8 %	-63 %
Reprise-extension	7	8	305	273	1 %	14 %	1 %	-10 %
Total général	1 297	1 323	33 474	30 302	100 %	2 %	100 %	-9 %

Source : Bilan France, Business France

Us investissent en France

ÉQUIPEMENTS ÉLECTRONIQUES

LE CANADIEN NANOLEAF OUVRE UN BUREAU À PARIS POUR ANTICIPER UNE FORTE CROISSANCE DE SON ACTIVITÉ SUR LE MARCHÉ EUROPÉEN

Nanoleaf développe depuis 2012 des panneaux LED, à la fois source lumineuse et décoration. L'entreprise compte aujourd'hui une cinquantaine de personnes à Toronto (Ontario), où se situe le siège social, et à Shenzhen en Chine. Elle réalise plus de 45 % de ses ventes en Europe et a donc décidé d'y ouvrir un bureau pour anticiper leur croissance.

Nanoleaf a choisi la région parisienne plutôt que Londres, en partie à cause des incertitudes liées au Brexit. Un bureau de ventes et de marketing a été ouvert à Issy-les-Moulineaux courant 2018, et l'entreprise annonce le recrutement de 15 personnes dans les 2 prochaines années.



LOGICIELS ET PRESTATIONS INFORMATIQUES

GOOGLE OUVRE UN NOUVEAU CENTRE DE RECHERCHE FONDAMENTALE DÉDIÉ À L'INTELLIGENCE ARTIFICIELLE À PARIS

Google ouvre un nouveau centre de recherche fondamentale dédié à l'intelligence artificielle à Paris, en partenariat avec la communauté scientifique française. Les programmes de recherche du centre concerneront principalement la santé, les sciences, l'art et l'environnement.

Le centre de recherche collabore avec plusieurs universités et instituts publics français, comme l'Institut national de recherche en informatique et automatique (INRIA), le Centre national de la recherche scientifique (CNRS) ou l'École normale supérieure (ENS). La recherche sera publiée et le code sera rendu disponible en open source, pour permettre à toute la communauté de chercheurs d'en faire usage.

Il s'agira du second centre de recherche en IA du groupe américain en Europe, après Zurich. Le groupe compte embaucher une vingtaine de chercheurs à Paris.



AUTOMOBILES ET ÉQUIPEMENTIERS

LE CONSTRUCTEUR AUTOMOBILE SUÉDOIS VOLVO DÉVELOPPE SON SITE NORMAND

Le groupe suédois continue d'investir en France, particulièrement sur le thème de l'e-mobilité. Le constructeur a décidé de localiser la production et la commercialisation des camions 100 % électriques de la marque sur son site normand de Renault Trucks de Blainville. Des investissements ont été réalisés, notamment dans un atelier tout électrique.

Les premières livraisons et commercialisations des véhicules sont attendues en 2019. Une centaine d'emplois a été créée sur l'usine normande en 2018.



AGROALIMENTAIRE

LA COMPAGNIE COCA COLA INVESTIT 19 M€ DANS UNE NOUVELLE LIGNE DE PRODUCTION

Présente depuis 30 ans en région Hauts-de-France, l'entreprise américaine réinvestit régulièrement sur son site de Socx, dans le Nord, son plus important en France avec 350 personnes employées.

En 2018, l'entreprise ouvrira sur ce site la septième ligne de production ultra-moderne de bouteilles en verre de boissons gazeuses ou plates. Coca Cola investit 19 M€ dans cette ligne de production, et cet investissement sera complété par 23 nouveaux postes en CDI.

REPRISES DE SITES EN DIFFICULTÉ

Les reprises de sites en difficulté par les investisseurs étrangers permettent de maintenir sur le territoire français des activités en péril. Ces investissements assurent une redynamisation des territoires en difficulté et la sauvegarde des emplois. Ils ont permis le maintien de plus de 2 500 salariés en 2018, soit 8 % des emplois associés aux décisions d'investissement.

À titre d'illustration, la reprise de l'entreprise industrielle Ascometal par le groupe suisse Schmolz+Bickenbach, un des principaux fournisseurs mondiaux de solutions personnalisées en aciers spéciaux, a permis de pérenniser les activités des sites présents en France.

Ils investissent en France



AUTOMOBILES ET ÉQUIPEMENTIERS

L'ENTREPRISE CHINOISE PUNCH POWERTRAIN A RACHETÉ APOJEE

Filiale du groupe chinois Yinyi, Punch Powertrain, fournisseur de systèmes de transmission complets, a racheté Apojee, devenu depuis Punch Powertrain France. Installée à Clermont-Ferrand, l'entreprise est spécialisée dans l'électronique de puissance, les calculateurs embarqués et l'allumage-combustion. Elle travaille principalement pour l'industrie automobile et a notamment participé au développement des composants de la Zoé, la voiture électrique commercialisée par Renault.

Avec cette acquisition, Punch Powertrain entend se faire une place sur le marché de la propulsion hybride et électrique. Punch Powertrain France emploie 70 salariés sur ses deux sites de Clermont et de Nice. Suite à ce rachat, la PME a créé 26 emplois sur son site puydômois, et envisage une cinquantaine d'embauches supplémentaires dans les 3 ans à venir. Afin de faire face à cette croissance, l'équipe clermontoise s'apprête à déménager de quelques centaines de mètres, pour s'installer dans des locaux plus grands.



MÉDICAMENTS ET BIOTECHNOLOGIE APPLIQUÉES

LE BRITANNIQUE GFG ALLIANCE A REPRIS LE DERNIER FABRICANT FRANÇAIS DE JANTES EN ALUMINIUM À CHÂTEAUX-ROUX, EN CENTRE-VAL DE LOIRE

GFG Alliance a repris AR Industries, le dernier fabricant français de jantes en aluminium en région Centre-Val de Loire, à Châteaurox. Le site, rebaptisé Liberty Wheels France, était en procédure de sauvegarde depuis janvier 2018. L'opération permettra de sauvegarder environ 300 emplois directs. La société a également ouvert de nouveaux bureaux et créé 20 emplois en plein cœur de Paris.

Fin 2018, GFG Alliance a également racheté au groupe Rio Tinto la plus grande usine d'électrolyse d'aluminium d'Europe, localisée dans le nord de France, pour environ 500 M\$ (Liberty Aluminium Dunkerque). L'usine, qui compte 570 employés, fournira des matériaux et des composants à l'industrie française, en particulier au secteur automobile.

INVESTISSEMENTS FINANCIERS

Partenariats technologiques ou commerciaux, investissements de modernisation ou de pérennisation

Notre procédure de recueil des données identifie de multiples formes d'implantation des entreprises sous contrôle étranger, qui illustrent la diversité des stratégies d'internationalisation des firmes multinationales. Les investissements financiers les plus nombreux recensés en 2018 sont les fusions-acquisitions, les investissements de modernisation ou de pérennisation, ainsi que les partenariats commerciaux, technologiques et industriels.

LES INVESTISSEMENTS DE MODERNISATION OU DE PÉRENNISATION

Les investissements de modernisation ou de pérennisation visent à acquérir de nouveaux moyens de production afin de remplacer un matériel obsolète, d'accroître les capacités de production ou d'améliorer la productivité des entreprises. Ces investissements permettent également de « conforter » l'implantation de filiales étrangères et de sauvegarder les emplois qui auraient pu disparaître à terme. En 2018, Business France et ses partenaires territoriaux ont recensé 82 investissements de modernisation.

Les investissements de modernisation recensés en France ont principalement été réalisés par des entreprises américaines (22 %) ainsi que des entreprises allemandes

(21%). Les trois-quarts de ces investissements concernent des activités de production.

Ils investissent en France



MÉDICAMENTS ET BIOTECHNOLOGIES APPLIQUÉES

FREENOME ET L'INSTITUT CURIE ANNONCENT UNE COLLABORATION STRATÉGIQUE ASSOCIANT ANALYSE DE L'ADN TUMORAL CIRCULANT ET TECHNOLOGIES D'INTELLIGENCE ARTIFICIELLE

Freenome est une startup californienne alliant génomique et intelligence artificielle (IA). En appliquant des techniques avancées de *machine learning* aux récentes découvertes en génomique, Freenome développe des tests sanguins non invasifs permettant la détection précoce du cancer et améliorant l'efficacité des traitements. L'Institut Curie et Freenome annoncent une collaboration stratégique pour évaluer la plateforme d'IA de Freenome appliquée aux biomarqueurs tumoraux circulants comme outil de prédiction de réponse des patients aux immunothérapies.

LES PARTENARIATS TECHNOLOGIQUES

Les partenariats technologiques ou de recherche constituent un nouveau mode d'internationalisation des entreprises. Une vingtaine de partenariats technologiques ont été accompagnés par Business France et ses partenaires territoriaux en France en 2018. Ces investissements concernent majoritairement des activités de R&D et d'ingénierie.

Ils investissent en France



ÉNERGIE, RECYCLAGE

LE GROUPE INDUSTRIEL JAPONAIS SUMITOMO CORPORATION RENFORCE SA COOPÉRATION AVEC ENGIE ET EDPR

Sumitomo Corporation renforce ses activités dans l'environnement et les infrastructures. Le groupe, qui est un acteur majeur dans les énergies renouvelables, dispose déjà d'une forte expérience dans le développement et l'exploitation de projets éoliens offshore, notamment en Europe. Il vient, à ce titre, d'officialiser sa participation, à hauteur de 29,5 %, au consortium créé avec Engie et l'opérateur portugais EDPR pour développer les projets éoliens en mer de d'Yeu-Noirmoutier dans les Pays de la Loire et Dieppe-Le Tréport en Normandie. Ces deux projets représenteront chacun une capacité de 496 megawatts (MW).

LES PARTENARIATS COMMERCIAUX

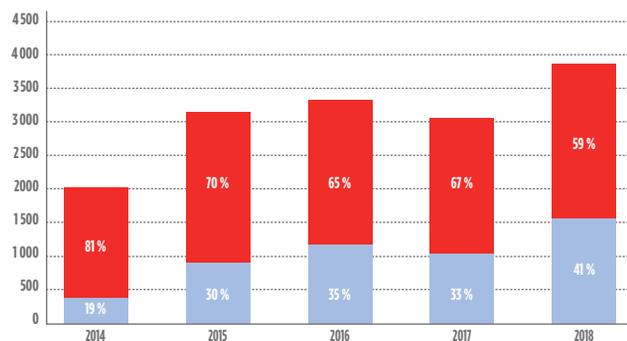
Au nombre de 10, les partenariats commerciaux consistent pour les entreprises à mettre en commun leurs forces de travail, leurs ressources ou leurs partenaires afin de développer leur activité commerciale. Ces partenariats sont sectoriellement dispersés et concernent principalement les activités de services aux entreprises.

FUSIONS-ACQUISITIONS, PRISES DE PARTICIPATIONS

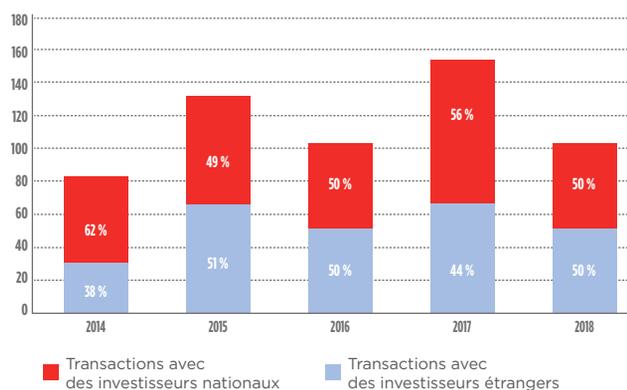
Le nombre de transactions des fusions-acquisitions (F&A) a progressé de 26 % en 2018 pour atteindre 3 800 opérations. En revanche, après un réel essor en 2017, les valeurs des transactions ont connu un recul de 25 %, pour atteindre 115 M€ selon des données de la base Zephyr du Bureau van Dijk¹.

Fig. 24 NOMBRE ET VALEUR DES TRANSACTIONS DE F&A EN FRANCE (2014-2018)

En nombre d'opérations

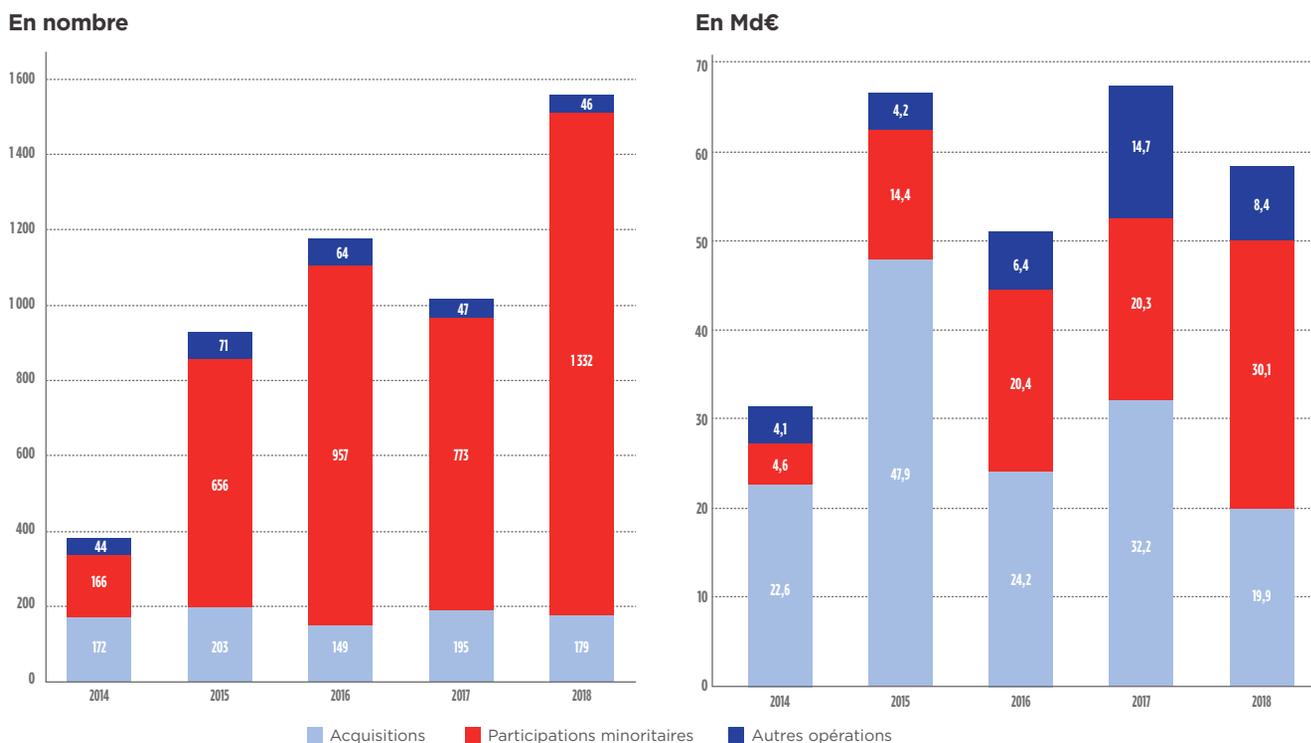


En Md€



Source : Zephyr, Bureau van Dijk ; calculs Business France

¹ Données sur les opérations de F&A transfrontalières ciblant la France, extraites le 15 février 2018 de la base Zephyr du Bureau van Dijk. Encore provisoires, les données 2018 pourront faire l'objet de révisions au cours du premier semestre 2019.

Fig. 25 TYPE D'OPÉRATION DES INVESTISSEURS ÉTRANGERS EN FRANCE (2014-2018)


Source : Zephyr, Bureau van Dijk ; calculs Business France

Les investisseurs étrangers réalisent 41 % des F&A en France en 2018

La part des transactions émanant d'entreprises étrangères progresse régulièrement depuis 2013, ce qui semble confirmer la confiance des investisseurs étrangers dans l'économie française. Selon les données de la base Zephyr, les F&A réalisées par les investisseurs étrangers représentaient 17 % du total des opérations en 2013, elles atteignent 41 % du nombre de transactions en France et la moitié en valeur en 2018.

Le nombre de transactions en France impliquant des investisseurs étrangers a connu un essor de 53 % en 2018 et atteint 1 557 opérations (1 015 en 2017). En revanche, **la valeur cumulée de ces opérations affiche une baisse de - 13 % par rapport à 2017**. Leur montant total est estimé à 58 Md€ en 2018, contre 67 Md€ en 2017.

Les participations minoritaires ont fortement progressé

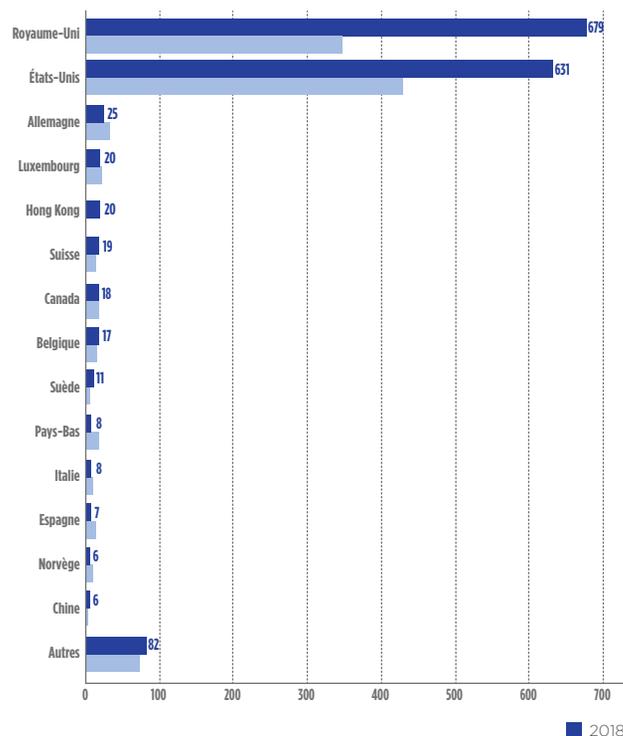
En 2018, les participations minoritaires ont connu un rebond de 72 %, représentant 86 % du total des transactions transfrontalières. Sur les 1 550 transactions étrangères de F&A répertoriées en 2018, 179 sont des acquisitions, pour un montant estimé à 19 Md€.

Les entreprises américaines et britanniques à l'origine des trois quarts des F&A ciblant le marché français

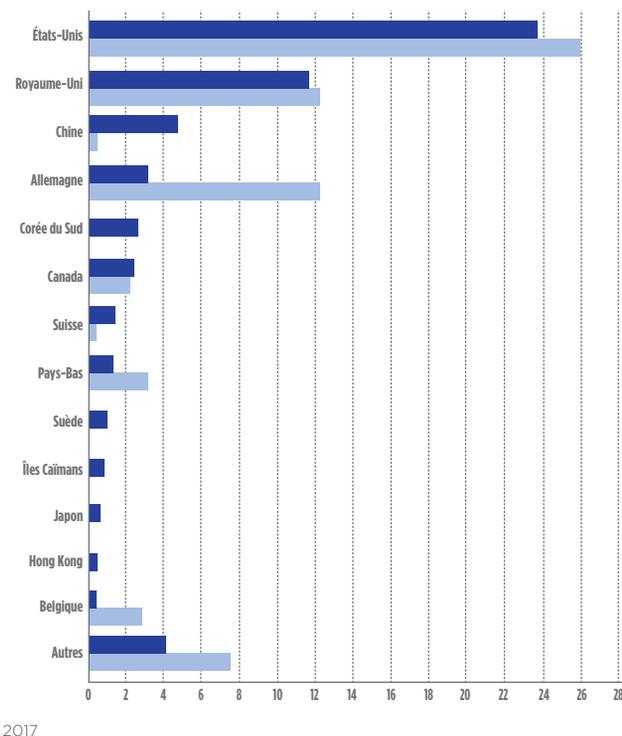
En 2018, les entreprises britanniques et américaines sont de loin les 1^{ers} acteurs étrangers, à l'origine de 85 % des F&A par des investisseurs étrangers et de 61 % des montants associés. Le comportement de ces investisseurs est semblable à la tendance : le nombre d'opérations des investisseurs britanniques a doublé tandis que celui des américains a progressé de 47 %.

Fig. 26 ORIGINE DES OPÉRATIONS DE F&A RÉALISÉES EN FRANCE (2017-2018)

En nombre



En Md€



Source : Zephyr, Bureau van Dijk ; calculs Business France

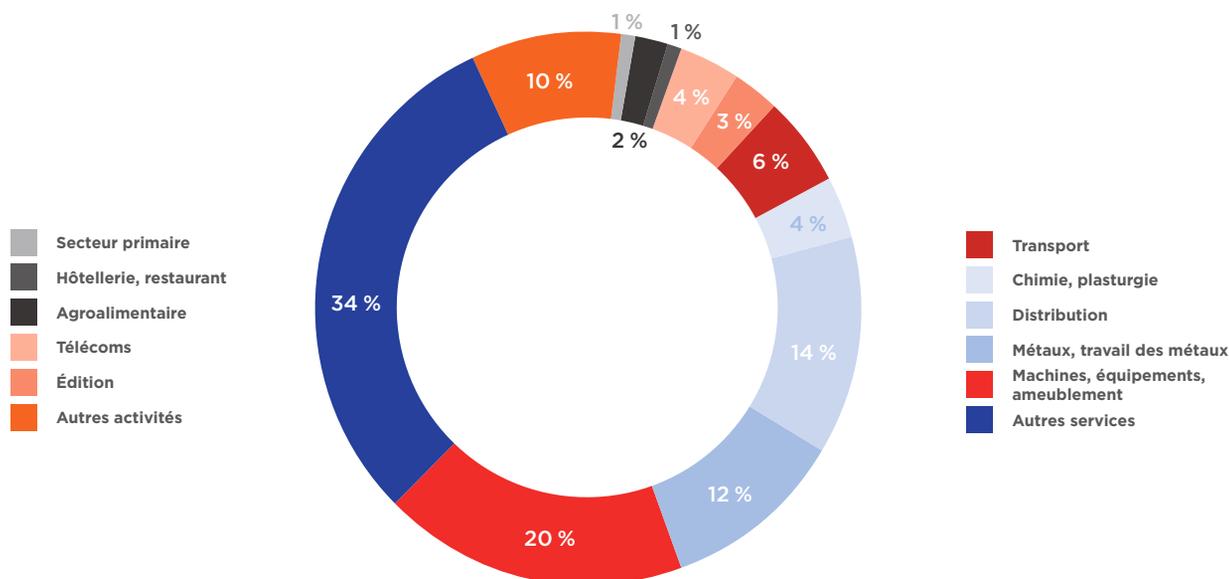
Les principales transactions financières

En février 2018, le fonds souverain **China Investment Corporation** a porté sa participation dans **Engie E&P** à 49 %, après en avoir acquis 30 % en 2011 pour 2,3 Md€. L'acquisition d'une participation de près de 80 % de la division exploration et production d'Engie se monte à **4,7 Md€**. **Neptune Energy** a été créé en 2015 par les fonds de capital-investissement Carlyle Group et CVC Capital Partners pour développer une société d'exploration et de production en mer du Nord. La vente du pôle E&P d'Engie s'inscrit dans le cadre d'un plan de cessions de 15 Md€ sur la période 2016-2018 de la part du groupe énergétique français. Elle illustre la stratégie de réduction des actifs engagée par le groupe français dans le cadre de la rotation de son portefeuille vers des énergies renouvelables.

Autre exemple, fin avril 2018, **Allianz**, le géant allemand de l'assurance, a racheté les parts des actionnaires minoritaires de l'assureur-crédit **Euler Hermes** recensées. Après avoir investi **1,85 Md€** dans cette transaction, Allianz détient désormais **94,91 % du capital** et des droits de vote théoriques d'Euler Hermes.

Dès 2002, Euler et Hermes, les filiales respectives d'AGF et d'Allianz dédiées à l'assurance-crédit avaient fusionné. Au terme de l'opération, les AGF détenaient 56 % du capital du nouveau groupe et Allianz 10 %. Le groupe Euler Hermes, noté AA- (très solide) par Standard & Poor's est aujourd'hui leader mondial sur le marché de l'assurance-crédit. Il développe son expertise grâce à un réseau d'experts du risque présents dans 98 bureaux à travers le monde.

Fig. 27 RÉPARTITION SECTORIELLE DES OPÉRATIONS DE F&A EN 2018



Source : Zephyr, Bureau van Dijk ; calculs Business France

LE MARCHÉ FRANÇAIS DES FUSIONS-ACQUISITIONS

Le marché français des fusions-acquisitions (F&A) recouvre différentes catégories d'opérations financières impliquant le transfert d'une portion, ou de l'ensemble, du capital d'une entreprise domiciliée en France à une autre entreprise, française ou étrangère. Ces opérations, dites « de croissance externe », sont souvent réalisées par les entreprises dans le but d'optimiser les perspectives de rebonds d'activité.

L'évolution de la valeur des F&A doit toutefois être interprétée avec précaution en raison, d'une part, de l'absence de données pour une proportion importante des opérations enregistrées en France (27 % en 2017 contre 20 % en 2016) ; d'autre part, des effets de change et de l'évolution de l'euro vis-à-vis de certaines devises étrangères.

En avril 2018, le consortium britannique qui réunit **Alcentra** et **Värde Partners** a acquis pour **1,8 Md€** le groupe français **Fraikin**. Cette opération a permis de recapitaliser le groupe français et de réduire sa dette d'environ 500 M€. Fraikin est le leader européen de la location de véhicules industriels, utilitaires et commerciaux auprès de 7 000 clients. Il possède une flotte de 58 000 véhicules qui circulent dans 15 pays et emploie 2 800 personnes. Les opérations couvrent des secteurs variés, des services aux secteurs industriels. Dans l'industrie, les secteurs des machines et équipements, des métaux, de la chimie et des transports sont les plus ciblés par les investisseurs étrangers.

MÉTHODOLOGIE

FUSIONS-ACQUISITIONS

La base de données Zephyr du Bureau van Dijk recense les opérations de F&A dans le monde. Alimentée quotidiennement, la base contient différents types de transactions, dont des acquisitions, des introductions en bourse, des prises de participations et des investissements en capital-risque. L'équipe de Zephyr, basée au Royaume-Uni et à Singapour, est opérationnelle dans plus de 30 langues, et répertorie ces opérations à partir de sources variées : articles de presse, communiqués de presse d'entreprise, annonce d'entrée en Bourse, sites Web, etc. Les profils financiers des entreprises impliquées dans les transactions (vendeur, cible, acquéreur), ainsi que leurs structures d'actionariat, font partie intégrante de Zephyr et sont largement issus de la base données Orbis.

Distinction entre prise de participation minoritaire et acquisition. Les statistiques sur les F&A regroupent à la fois des opérations d'acquisition, impliquant un transfert du contrôle de l'entreprise ciblée (l'investisseur détient plus de 50 % du capital de l'entreprise cible après l'opération), et des prises de participations d'actionnaires minoritaires

souhaitant investir dans le capital d'une entreprise. Ainsi, le rachat de 2 % du capital d'une entreprise par un investisseur déjà détenteur de 49 % du capital de cette entreprise sera comptabilisé comme une opération d'acquisition. À l'inverse, une opération de rachat de 2 % du capital par un investisseur détenant préalablement 10 % du capital de l'entreprise sera comptabilisée comme une prise de participation minoritaire.

La méthodologie retenue pour établir les statistiques sur les F&A transfrontalières diffère de celle suivie par les banques centrales pour évaluer le montant des investissements étrangers dans un pays. Par convention, on considère qu'il y a investissement direct (IDE) lorsqu'une entreprise détient au moins 10 % du capital ou des droits de vote d'une entreprise résidente d'un pays autre que le sien. À la différence des IDE, les statistiques sur les F&A incluent toutes les opérations de rachat de capital d'une entreprise par une entreprise non résidente, sans considérer de seuil de prise de participation minimum.

3

Attractivité territoriale en 2018

64 ANALYSE RÉGIONALE

76 LA CONTRIBUTION DES FILIALES D'ENTREPRISES ÉTRANGÈRES
À L'ÉCONOMIE DES TERRITOIRES FRANÇAIS

— ANALYSE RÉGIONALE —

Les investissements étrangers se répartissent sur l'ensemble du territoire

La diversité des territoires français constitue, avec la qualité des infrastructures et celle de la main-d'œuvre, un puissant facteur d'attractivité. Les décisions d'investissement prises en 2018 se répartissent sur l'ensemble du territoire et vont générer de l'emploi dans la quasi-totalité des régions françaises.

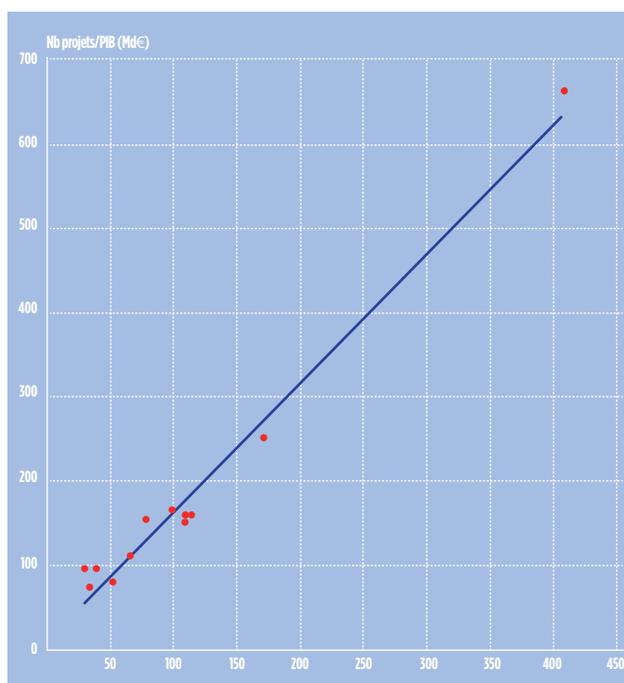
LES MÉTROPOLIS CONTRIBUENT À L'ATTRACTIVITÉ DE LA FRANCE

La répartition des projets rend compte à la fois de la force d'attraction des grandes métropoles et du fait que la présence de sociétés étrangères favorise souvent l'arrivée sur le même territoire de nouveaux investisseurs. Dans la compétition intra-européenne pour la localisation de l'investissement étranger, le dynamisme économique des régions et des métropoles constitue un facteur souvent décisif.

En termes de projets, l'Île-de-France, l'Auvergne-Rhône-Alpes, les Hauts-de-France, la Nouvelle-Aquitaine, l'Occitanie et le Grand Est accueillent les trois-quarts des décisions d'investissement. Le processus d'agglomération des activités économiques et des projets d'investissement n'est pas une spécificité française. En effet, au Royaume-Uni, la région de Londres, qui est à l'origine de près du quart du PIB britannique, recevait en 2017 plus du tiers des projets d'investissement (38 %) selon les données d'EY.

Le niveau de richesse produit par habitant est un déterminant essentiel du choix de localisation des investissements étrangers. Ainsi, le nombre de projets dans chaque région est directement corrélé au PIB régional. Une relation forte (bien que moindre) existe aussi entre le nombre de créations d'emploi et le PIB régional.

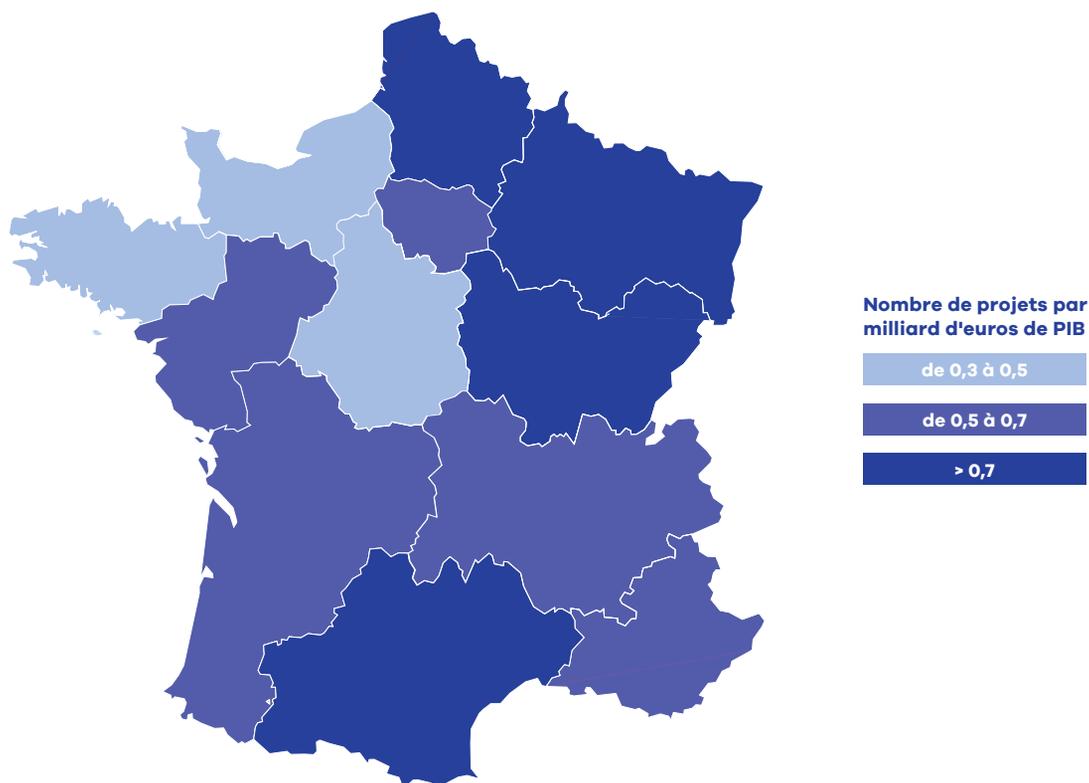
Fig. 28 CORRÉLATION ENTRE L'INVESTISSEMENT ET LA TAILLE DU MARCHÉ



Source : Business France

L'attractivité économique de l'Île-de-France et des principales métropoles ne se fait pas au détriment des autres régions françaises. Rapportées à leur PIB régional, les régions Occitanie et Grand Est accueillent un nombre de projets d'investissements étrangers beaucoup plus élevé que l'Île-de-France (Cf. Fig. 29).

Fig. 29 INTENSITÉ D'INVESTISSEMENT PAR RÉGION EN 2018



Note : représentation géographique du nombre de projets d'investissement par région, pondéré par la taille du marché (le PIB régional).

Source : Business France

RÉPARTITION RÉGIONALE DES EMPLOIS

En termes d'emplois créés ou maintenus, les principales régions d'accueil sont l'Île-de-France (23 % du total national), les Hauts-de-France (15 %), Auvergne- Rhône-Alpes (13 %), ainsi que l'Occitanie et Grand Est (10 % chacune).

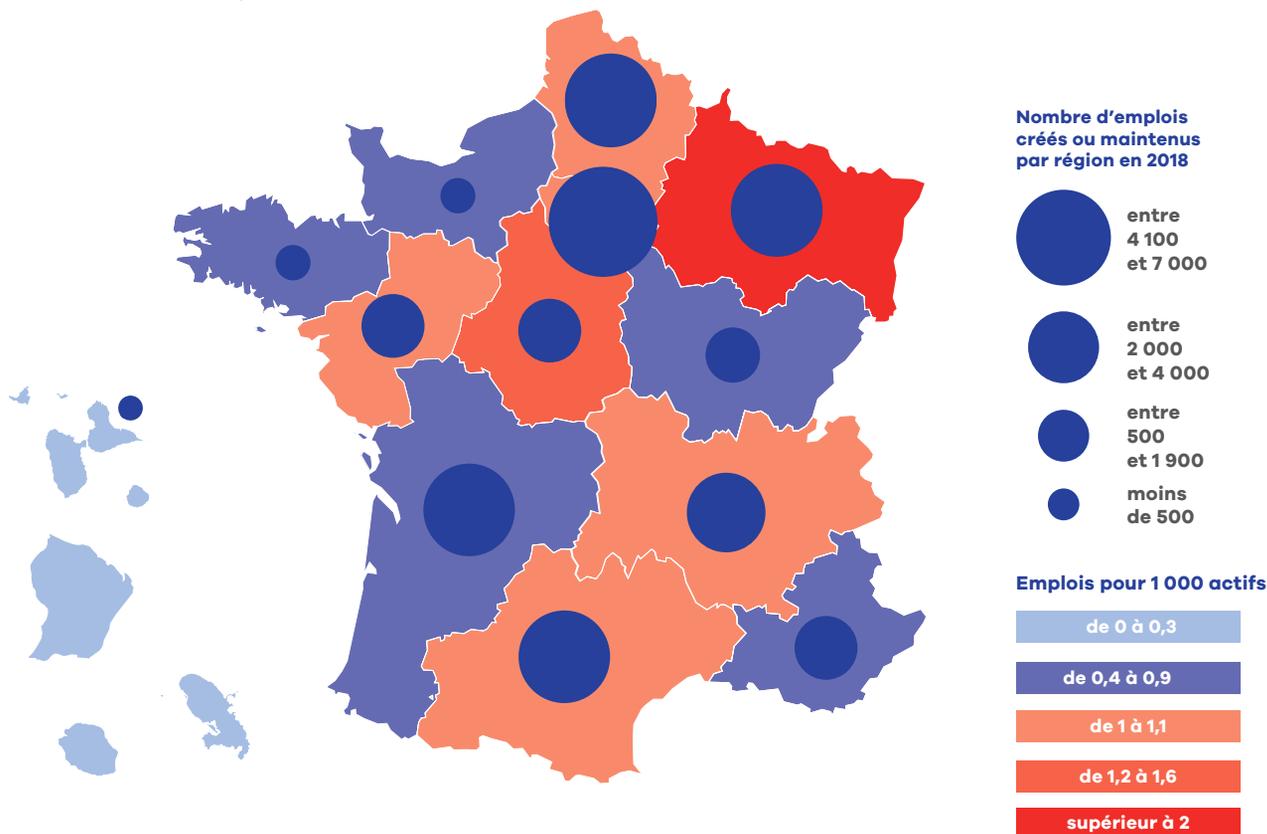
Pour estimer la contribution des filiales étrangères à l'emploi et à l'activité des régions, les créations et les maintiens d'emplois liés aux nouveaux investissements étrangers peuvent être rapportés à l'emploi salarié régional. Ainsi, dans la région Grand Est, on compte 2,5 emplois créés par des investissements étrangers en 2018 pour 1 000 emplois salariés dans la région, ce qui est supérieur à la moyenne nationale qui est de 1,1. Les régions Centre-Val de Loire (1,6), Occitanie (1,2), Pays de la Loire (1,2) et Auvergne-Rhône-Alpes (1,2) se distinguent également par un ratio d'emplois créés ou maintenus plus élevé que le ratio national.

NOMBRE D'EMPLOIS CRÉÉS OU MAINTENUS POUR 1 000 EMPLOIS PAR RÉGION EN 2018

RÉGION	EMPLOIS INDUITS PAR LES INVESTISSEMENTS ÉTRANGERS	RATIO POUR 1 000 EMPLOIS
Grand Est	5 266	2,5
Centre-Val de Loire	1 563	1,6
Occitanie	2 636	1,2
Pays de la Loire	1 776	1,2
Auvergne-Rhône-Alpes	3 796	1,2
Hauts-de-France	2 480	1,1
Île-de-France	6 794	1,1
Nouvelle-Aquitaine	2 037	0,9
Provence-Alpes-Côte d'Azur	1 646	0,8
Bourgogne Franche-Comté	858	0,8
Normandie	896	0,7
Bretagne	539	0,4
Guadeloupe	10	0,1
Corse	5	0
France métropolitaine	30 302	1,1

Source : Calculs Business France

Fig. 30 RÉPARTITION DU NOMBRE D'EMPLOIS CRÉÉS OU MAINTENUS PAR RÉGION EN 2018



Ils investissent en France



ÉQUIPEMENTS MÉDICAUX

PANAXIUM, STARTUP CANADIENNE SPÉCIALISÉE EN BIOÉLECTRONIQUE MÉDICALE, AGRANDIT SON CENTRE DE R&D À AIX-EN-PROVENCE

La filiale française de Panaxium a ouvert en août 2016 à côté d'Aix-en-Provence. Elle développe des dispositifs bioélectroniques capables de suivre, voire d'agir, sur les influx nerveux et électriques du corps humain. Les implants miniaturisés à l'échelle de la cellule ont pour but d'administrer des signaux électriques nerveux afin de traiter un certain nombre de maladies ou de conditions telles que Parkinson, Alzheimer, les traumatismes cérébraux et les lésions nerveuses périphériques.

Le centre de R&D compte aujourd'hui 21 employés et est composé d'une équipe multidisciplinaire de scientifiques, dont des experts mondiaux en bioélectronique organique et des leaders dans les domaines de la chimie, de la science des matériaux, du génie électrique, de la conception de systèmes, du génie électronique, de la science des données, de la biochimie et de la nanotechnologie.



MÉDICAMENTS ET BIOTECHNOLOGIES APPLIQUÉES

BOEHRINGER INGELHEIM CHOISIT LA FRANCE POUR IMPLANTER SON FUTUR CENTRE DE PRODUCTION STRATÉGIQUE EN SANTÉ PUBLIQUE VÉTÉRINAIRE

Un an après l'inauguration de son nouveau siège France dédié à la santé animale au cœur du biodistrict Lyon-Gerland, le groupe allemand vient d'annoncer un investissement record dans la région lyonnaise, la « vaccine valley » européenne. Le projet, d'un montant global de l'ordre de 200 M€, consiste à construire un nouveau site de production biotechnologique de vaccins contre la fièvre aphteuse et la fièvre catarrhale.

Implanté dans la zone d'activités des Gaulnes, à Jonage, ce bâtiment de haute technologie de 15 000 m² va renforcer l'ancrage de Boehringer Ingelheim dans l'écosystème lyonnais des sciences de la vie. À la clé, la création d'une centaine d'emplois qualifiés.



AMEUBLEMENT

IKEA CRÉE UN NOUVEAU CENTRE LOGISTIQUE À GENNEVILLIERS, EN ÎLE-DE-FRANCE

Leader mondial de l'ameublement avec 150 000 collaborateurs dans le monde, le groupe suédois a décidé de créer un nouveau centre logistique près de Paris pour soutenir le développement de ses activités de e-commerce.

L'entreprise a choisi Gennevilliers, dans les Hauts-de-Seine, pour implanter son nouveau centre de distribution afin d'approvisionner Paris et l'ouest de l'Île-de-France et de livrer plus rapidement les commandes en ligne de ses clients. L'ouverture envisagée en 2019 devrait permettre la création de 200 emplois.

RÉPARTITION GÉOGRAPHIQUE DES INVESTISSEMENTS

Comme le signale l'Insee, la majorité des grandes agglomérations européennes ont une croissance démographique plus forte que celle de leur pays. En France, contrairement à ce que l'on observe dans le reste de l'Europe, la croissance de la population est plus forte dans les couronnes périurbaines qu'au sein des agglomérations. Cette densification des zones périphériques tend à singulariser les métropoles françaises.

Les investissements se font principalement dans les villes de taille modeste. Bien que Paris attire une part conséquente des projets d'investissement sur la période 2014-2018 (20 % des projets), 4 % des investissements ont été réalisés dans des villes de moins de 20 000 habitants, et près de 70 % dans des villes de moins de 200 000 habitants.

RÉPARTITION DES PROJETS PAR TAILLE DE VILLE

TAILLE DES VILLES	PART DES PROJETS DE 2014 À 2018
< 20 000 habitants	40,20 %
De 20 000 à 100 000 habitants	22,40 %
De 100 000 à 200 000 habitants	6,20 %
De 200 000 à 300 000 habitants	3,50 %
De 300 000 à 400 000 habitants	1,40 %
De 400 000 à 500 000 habitants	2,20 %
> 500 000 habitants	24,10 %

Source : Business France

En ce qui concerne les agglomérations, le Grand Paris regroupe un peu moins de 30 % des projets d'investissement réalisés entre 2014 et 2018. L'attractivité entrepreneuriale s'exprime également au sein des grandes métropoles régionales : les agglomérations de Lyon, Toulouse, Marseille/Aix-en-Provence et Lille attirent près de 15 % des projets. Bordeaux progresse en termes d'attractivité, notamment avec l'ouverture de la ligne TGV qui la relie désormais à Paris en 2 heures.

Néanmoins, les décisions d'investissement ne se concentrent pas dans les très grandes agglomérations. En effet, 60 % des projets sont localisés dans des agglomérations de moins de 200 000 habitants.

REPARTITION DES PROJETS PAR TAILLE D'AGGLOMERATION

TAILLE DES AGGLOMÉRATIONS	PART DES PROJETS 2014/2018	NOMBRE D'AGGLOMÉRATIONS
< 50 000 habitants	16,60%	439
De 50 000 à 200 000 habitants	23,00%	196
De 200 000 à 500 000 habitants	14,90%	40
De 500 000 à 1 000 000 habitants	8,10%	4
> 1 000 000 habitants	37,40%	4

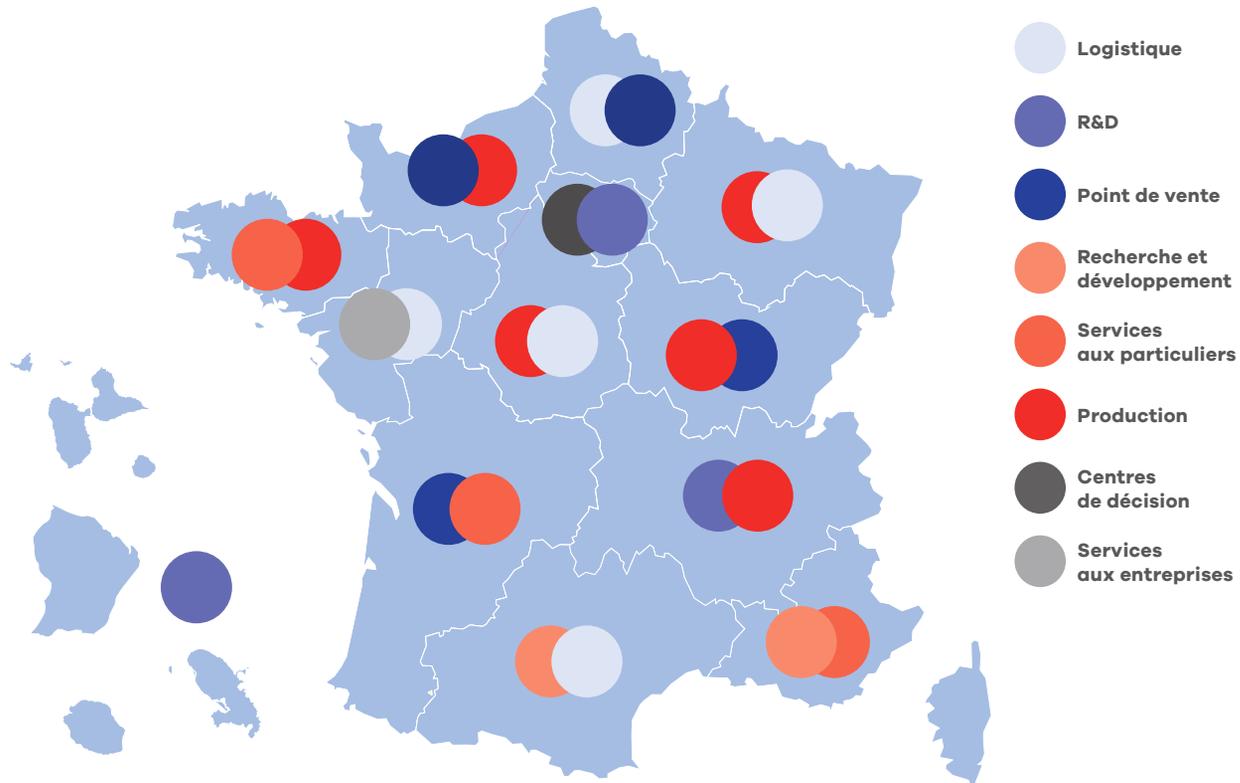
Source : Business France

L'INDICE D'ATTRACTIVITÉ FONCTIONNELLE RÉVÈLE LES SPÉCIFICITÉS RÉGIONALES

L'indice d'attractivité fonctionnelle pour 2018 souligne l'attractivité des régions Auvergne-Rhône-Alpes, Bourgogne-Franche-Comté, Bretagne, Centre-Val de Loire, Grand Est et Normandie pour les activités de production. Les caractéristiques et l'écosystème des régions Île-de-France, Auvergne-Rhône-Alpes, Occitanie, et Provence-Alpes-Côte d'Azur sont, pour leur part, particulièrement attractifs pour le développement et l'implantation de nouveaux centres de R&D. En outre, les investissements dans les activités de R&D ont été particulièrement dynamiques en région Provence-Alpes-Côte d'Azur (+42 %) et en Île-de-France (31 %).

Centre-Val de Loire, Grand Est et Hauts-de-France présentent une attractivité significative pour les activités de logistique. Grand Est accueille le quart des activités de logistique et Hauts-de-France 15 %. La spécificité de la région Île-de-France est l'accueil des centres de décision : elle reçoit 62 % de ces investissements.

Fig. 31 INDICE D'ATTRACTIVITÉ FONCTIONNELLE PAR RÉGION EN 2018



Grille de lecture : sur chaque région figurent les fonctions pour lesquelles les régions bénéficient de la plus forte attractivité.

Source : Business France

La répartition géographique des activités de production répond à une logique différente et les activités industrielles irriguent l'ensemble du territoire. Parmi les régions françaises, les Hauts-de-France, Grand Est, Auvergne-Rhône-Alpes et l'Occitanie sont en tête pour la création ou l'extension de sites industriels portés par des investisseurs étrangers en 2018. Les investissements de production ont fortement progressé dans les régions Auvergne-Rhône-Alpes (+12 %), Centre-Val de Loire (+90 %) et Normandie (+58 %).

Les implantations et les extensions de sites de production sont principalement localisées dans les agglomérations moyennes de moins de 200 000 habitants.

MÉTHODOLOGIE

L'INDICE D'ATTRACTIVITÉ FONCTIONNELLE DES RÉGIONS

Il s'agit d'identifier les fonctions pour lesquelles les régions françaises disposent d'une forte attractivité. Nous vérifions si une région bénéficie d'une attractivité plus forte pour des activités spécifiques.

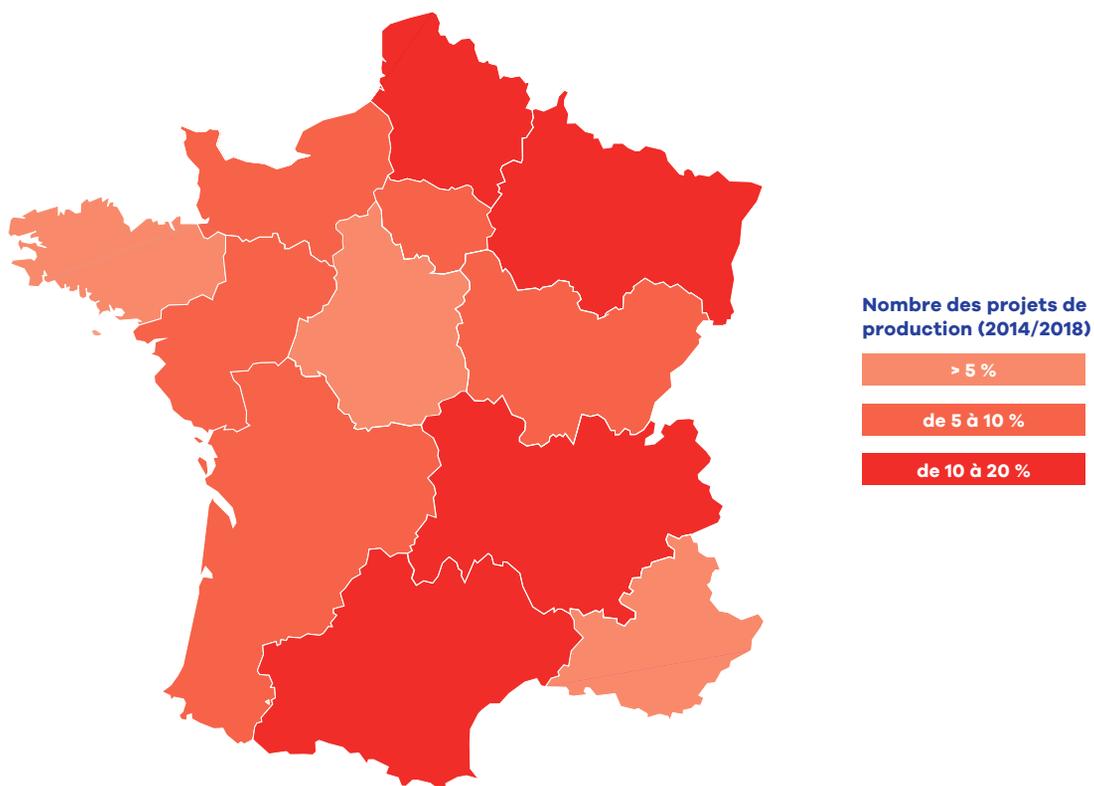
L'indice d'attractivité par fonction se définit par le poids d'une fonction donnée dans les projets du pays, pondéré par le poids de cette même fonction dans l'ensemble des projets en France.

RÉPARTITION DES PROJETS ET EMPLOIS PAR RÉGION ET PAR FONCTION DU PROJET EN 2018

RÉGION	LOGISTIQUE		PRODUCTION / RÉALISATION		R&D, INGÉNIERIE	
	PROJETS	EMPLOIS	PROJETS	EMPLOIS	PROJETS	EMPLOIS
Auvergne-Rhône-Alpes	7 %	11 %	16 %	15 %	13 %	10 %
Bourgogne-Franche-Comté	-	-	10 %	5 %	-	-
Bretagne	2 %	1 %	3 %	2 %	1 %	-
Centre	5 %	8 %	6 %	9 %	1 %	1 %
Corse	-	-	-	-	1 %	-
DOM-TOM	-	-	-	-	1 %	-
Grand Est	24 %	8 %	14 %	13 %	5 %	3 %
Hauts-de-France	15 %	42 %	12 %	17 %	6 %	4 %
Île-de-France	15 %	10 %	8 %	6 %	36 %	39 %
Normandie	2 %	1 %	6 %	5 %	1 %	-
Nouvelle-Aquitaine	5 %	4 %	6 %	5 %	5 %	7 %
Occitanie	12 %	6 %	12 %	12 %	12 %	10 %
Pays de la Loire	7 %	8 %	6 %	7 %	5 %	5 %
Provence-Alpes-Côte d'Azur	5 %	1 %	1 %	4 %	13 %	19 %
Total général	100 %	100 %	100 %	100 %	100 %	100 %

Source : Business France

Fig. 32 RÉPARTITION GÉOGRAPHIQUE DES ACTIVITÉS INDUSTRIELLES 2014-2018



Source : Business France

Ils investissent en France



MÉDICAMENTS ET BIOTECHNOLOGIES APPLIQUÉES

LE GROUPE ALLEMAND MERCK POURSUIT SON DÉVELOPPEMENT EN FRANCE

Millipore, spécialiste de la filtration, de la purification et du contrôle microbiologique à destination de l'industrie pharmaceutique, créé en 1954 à Boston, s'est installé en 1972 près de Strasbourg, attiré par le performant écosystème alsacien des sciences de la vie. En 2010, Millipore est racheté par le groupe allemand Merck. Portée par une politique d'investissement régulière, la petite unité française dépasse alors le millier d'employés et s'impose comme un acteur essentiel du secteur.

Merck poursuit depuis une ambitieuse politique de développement du site. L'entreprise a annoncé en 2018 le transfert d'une ligne de production de cassettes de milieux de culture, à l'étroit sur le site allemand d'Eppelheim. Cet investissement de 24 M€ en bâtiments et équipements générera la création de 130 emplois.



CONSEIL, INGÉNIERIE

LE GROUPE SUISSE ADECCO RECRUTE EN FRANCE

Acteur majeur de l'emploi en France, le groupe suisse Adecco prévoit de recruter 10 000 personnes en CDII (CDI intérimaire) en 2019 pour tous les métiers et dans tous les secteurs : industrie, tertiaire, logistique... Le groupe a fait du développement du CDI intérimaire une priorité. Depuis son entrée en vigueur en mars 2014, 23 500 contrats ont ainsi été signés (sur les 50 000 de la profession).

La France est le 1^{er} marché mondial de la société d'interim suisse. Elle y emploie 9 000 salariés permanents et 120 000 intérimaires.

Lors du sommet Choose France de janvier 2019, le groupe a annoncé la création d'un centre de formation d'apprentis pour les métiers du recrutement (CFA). Par ailleurs, un CFA commun a été ouvert début mars avec Accor, Korian et Sodexo pour les métiers de la cuisine et de la restauration.



AGROALIMENTAIRE

LE GROUPE AMÉRICAIN MARS CONFORTE SA PRÉSENCE EN FRANCE

Mars a réalisé un chiffre d'affaires annuel mondial de 35 Md\$ et emploie plus de 115 000 salariés dans le monde, dont 4 200 en France.

Mars va investir 120 M€ sur ses huit sites de production en France entre fin 2018 et 2019. L'entreprise a annoncé l'extension de son site de production de nourriture pour animaux de Ernolsheim-Bruche, dans le Bas-Rhin, avec un investissement de 22 M€ et la création de 30 emplois.

LES RÉGIONS ATTIRENT LES INVESTISSEURS ÉTRANGERS EN FONCTION DE LEUR SPÉCIALISATION SECTORIELLE

La répartition des projets par secteur industriel à forte intensité technologique illustre l'attractivité différenciée des régions.

Ainsi, Grand Est et Hauts-de-France accueillent chacune 15 % des investissements relevant du secteur de la chimie en France, suivies d'Auvergne-Rhône-Alpes, de l'Île-de-France, de la Normandie et de l'Occitanie (11 % chacune). Les régions Auvergne-Rhône-Alpes (21 %), Grand Est (14 %), Bourgogne-Franche-Comté (14 %), Occitanie (14 %) et Île-de-France (12 %) attirent **les constructeurs automobiles et équipementiers**. La région Île-de-France accueille plus de la moitié des projets de **logiciels et prestations informatiques** en France. Les régions Occitanie et Pays de la Loire accueillent respectivement 38 % et 24 % des projets dans **les matériels aéronautiques et ferroviaires**. Enfin, les régions Île-de-France (37 %), Grand Est (15 %) et Auvergne-Rhône-Alpes (19 %) sont particulièrement attractives pour l'industrie des **médicaments et des biotechnologies appliquées**.

RÉPARTITION DES PROJETS PAR RÉGION PAR SECTEUR À FORTE VALEUR AJOUTÉE EN 2018

RÉGION	Chimie, plasturgie	Automobiles	Équipements électriques	Équipements médico- chirurgicaux	Logiciels	Machines	Aéronautiques, navals	Médicaments et biotechnologies appliquées
Auvergne-Rhône-Alpes	11 %	21 %	24 %	30 %	8 %	28 %	8 %	16 %
Bourgogne-Franche-Comté	6 %	14 %	3 %	3 %	1 %	3 %	3 %	2 %
Bretagne	-	2 %	-	-	3 %	-	-	2 %
Centre-Val de Loire	6 %	2 %	2 %	10 %	-	3 %	8 %	5 %
Grand Est	15 %	14 %	14 %	13 %	3 %	13 %	5 %	16 %
Hauts-de-France	15 %	9 %	6 %	-	5 %	9 %	8 %	2 %
Île-de-France	11 %	12 %	25 %	20 %	59 %	16 %	11 %	16 %
Normandie	11 %	2 %	-	-	-	3 %	3 %	5 %
Nouvelle-Aquitaine	4 %	-	3 %	7 %	4 %	9 %	5 %	16 %
Occitanie	11 %	14 %	5 %	10 %	7 %	3 %	34 %	9 %
Pays de la Loire	6 %	9 %	10 %	3 %	4 %	9 %	11 %	2 %
Provence-Alpes-Côte d'Azur	4 %	-	8 %	3 %	6 %	4 %	5 %	9 %
	100 %	100 %	100 %	100 %	100 %	100 %	100 %	100 %

Source : Bilan France, Business France/CCFR

RÉPARTITION DES EMPLOIS PAR RÉGION PAR SECTEUR À FORTE VALEUR AJOUTÉE EN 2018

RÉGION	Chimie, plasturgie	Automobiles	Équipements électriques	Équipements médico- chirurgicaux	Logiciels	Machines	Aéronautiques, navals	Médicaments et biotechnologies appliquées
Auvergne-Rhône-Alpes	9 %	5 %	22 %	34 %	8 %	18 %	2 %	20 %
Bourgogne-Franche-Comté	8 %	7 %	1 %	2 %	3 %	1 %	-	1 %
Bretagne	-	1 %	-	-	1 %	-	-	3 %
Centre-Val de Loire	25 %	18 %	1 %	30 %	-	4 %	3 %	2 %
Grand Est	13 %	7 %	22 %	13 %	2 %	21 %	1 %	24 %
Hauts-de-France	7 %	25 %	9 %	-	4 %	12 %	13 %	-
Île-de-France	11 %	6 %	21 %	8 %	57 %	15 %	5 %	4 %
Normandie	9 %	6 %	-	-	-	-	2 %	11 %
Nouvelle-Aquitaine	1 %	-	2 %	8 %	3 %	11 %	2 %	23 %
Occitanie	1 %	11 %	1 %	3 %	5 %	-	56 %	4 %
Pays de la Loire	10 %	14 %	11 %	2 %	4 %	14 %	14 %	2 %
Provence-Alpes-Côte d'Azur	5 %	-	9 %	2 %	12 %	3 %	2 %	7 %
	100 %	100 %	100 %	100 %	100 %	100 %	100 %	100 %

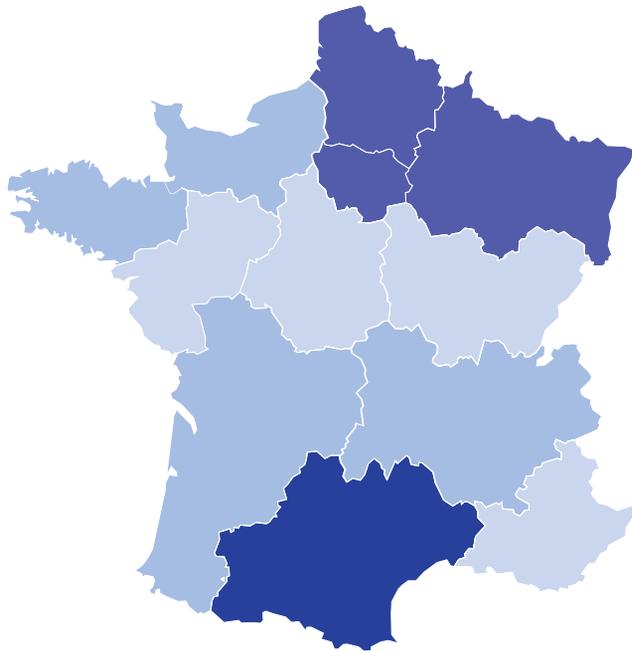
Source : Bilan France, Business France/CCFR

En prenant en compte le poids économique des régions (PIB régional), l'analyse de la répartition régionale des projets d'investissement permet de mettre également en exergue l'attractivité sectorielle des régions (Cf. Figure). Les services tels que les logiciels et prestations informatiques, les services financiers, le conseil-ingénierie se concentrent en Île-de-France. En revanche, les investissements relevant des industries de l'agroalimentaire

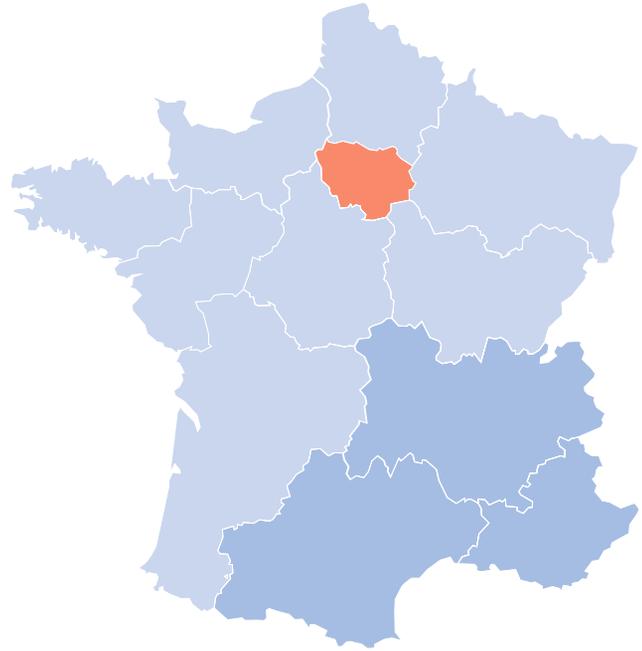
et de la chimie-plasturgie se répartissent de manière homogène sur le territoire. Enfin, certaines régions, par l'implantation historique de leaders mondiaux sur leur territoire, disposent d'une réelle expertise sectorielle : on peut ainsi citer la région Occitanie pour le secteur des matériels aéronautiques, navals et ferroviaires, ou encore les régions Grand Est et Auvergne-Rhône-Alpes pour le secteur des machines et équipements mécaniques.

Fig. 33 RÉPARTITION RÉGIONALE DES INVESTISSEMENTS PAR SECTEUR EN 2014-2018

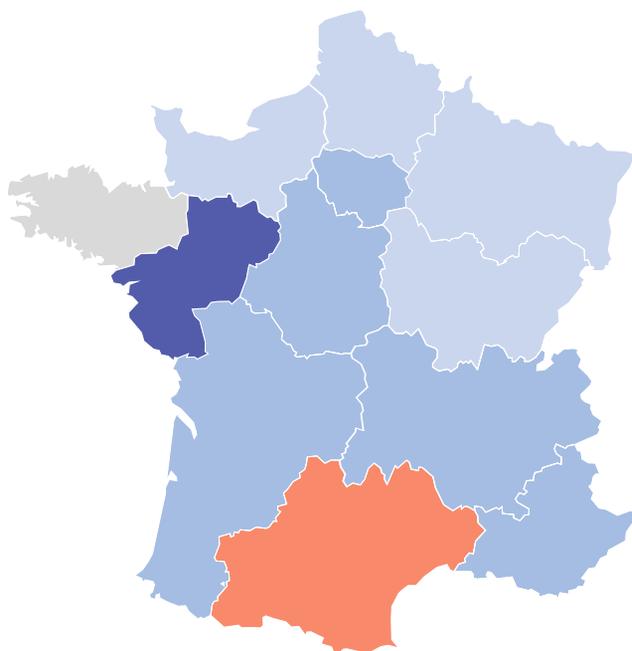
AGROALIMENTAIRE, AGRICULTURE ET PÊCHE



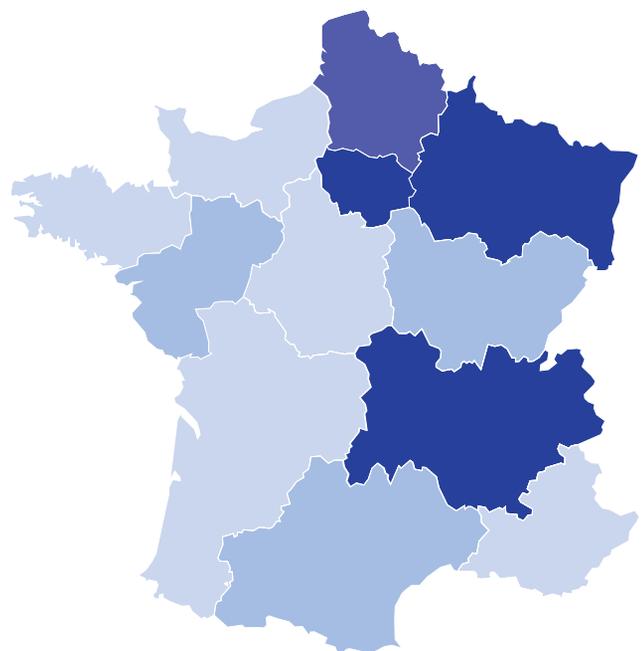
LOGICIELS ET PRESTATIONS INFORMATIQUES



MATÉRIELS AÉRONAUTIQUES, NAVALS ET FERROVIAIRES



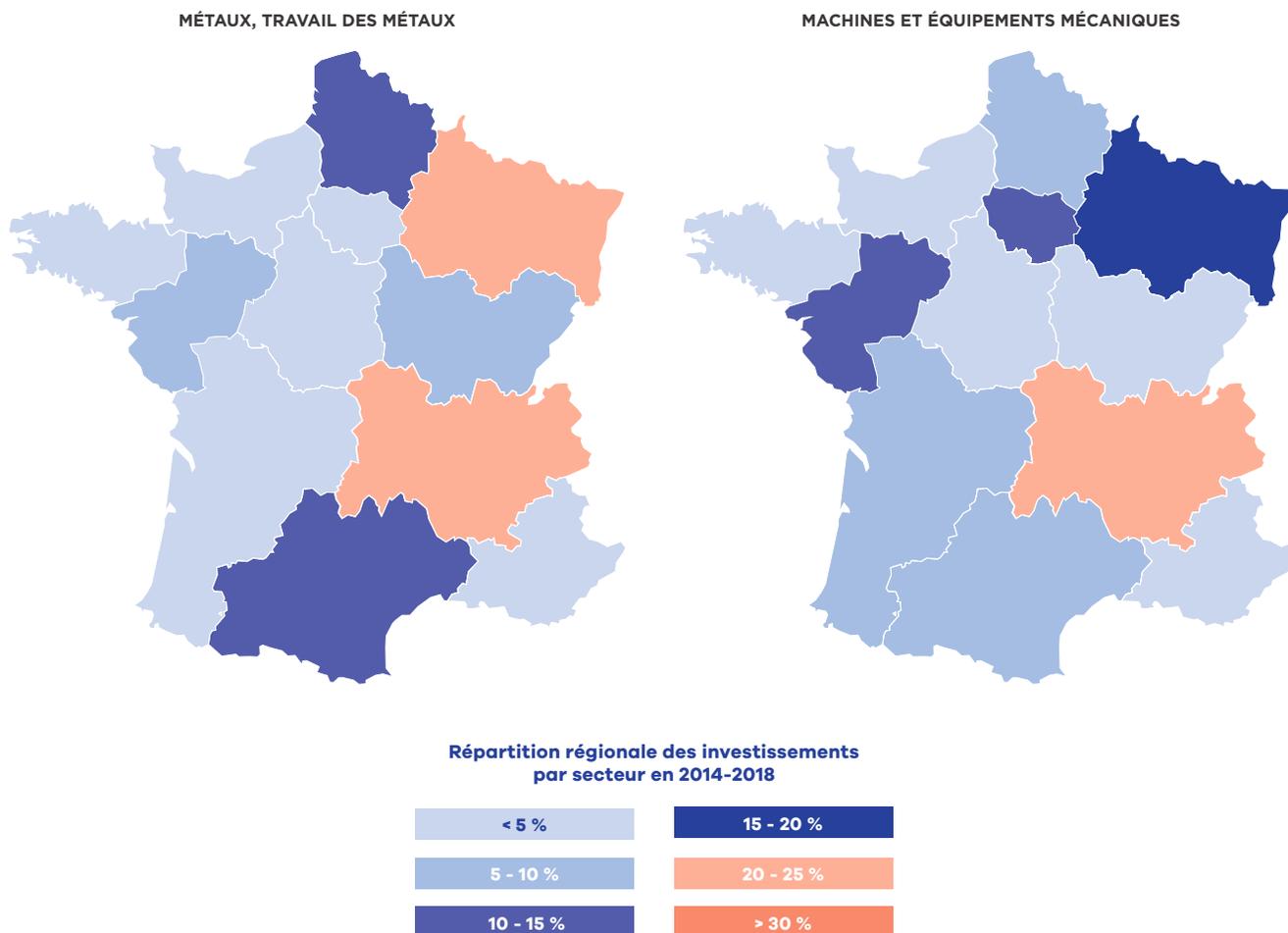
CONSTRUCTEURS AUTOMOBILES ET ÉQUIPEMENTIERS



La localisation des projets d'investissements étrangers dépend des caractéristiques régionales des bassins d'emploi et de leur spécialisation sectorielle.

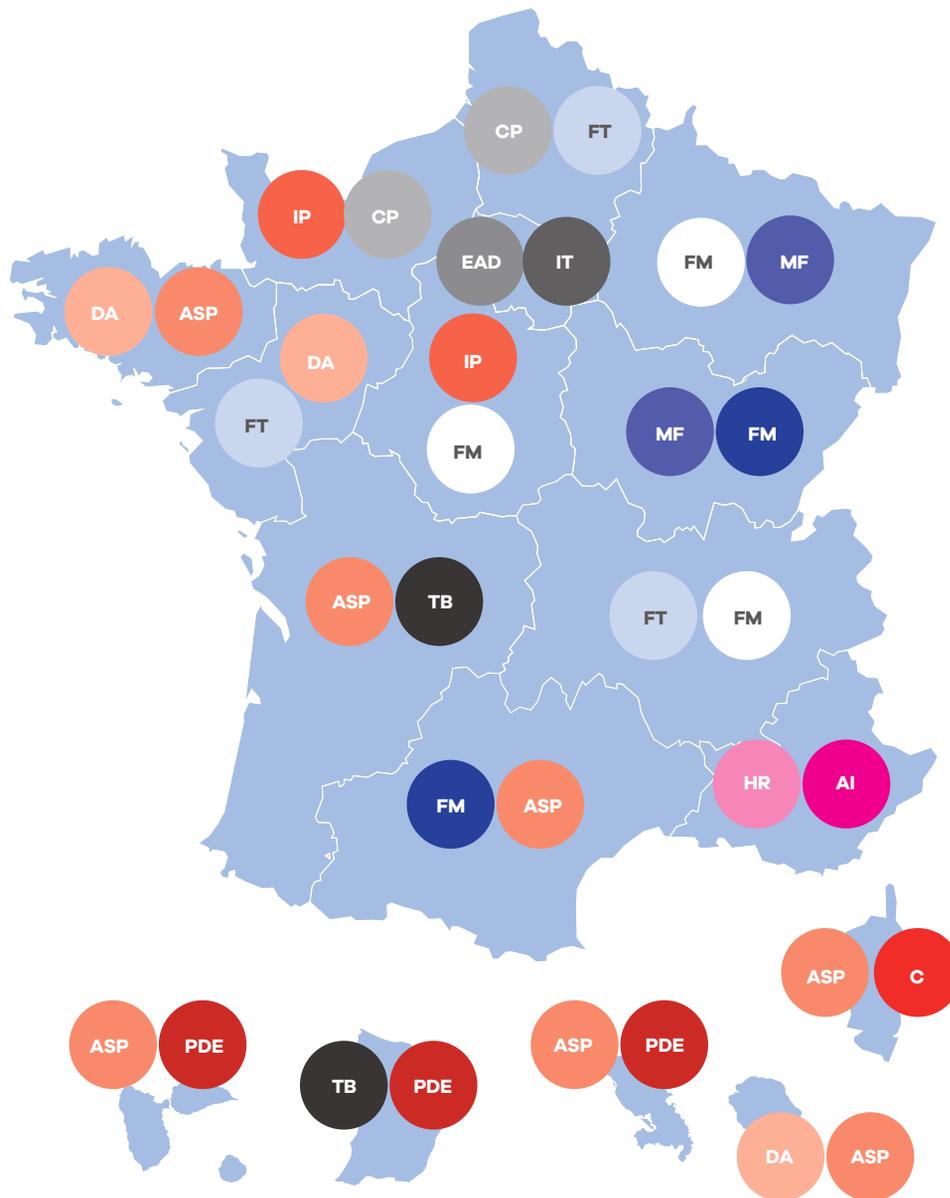
À partir des caractéristiques sectorielles des bassins d'emploi, l'indice de spécialisation permet de souligner la spécialisation des régions Auvergne-Rhône-Alpes,

Centre-Val de Loire et Normandie dans l'industrie pharmaceutique ; celle des régions Occitanie et Bourgogne-Franche-Comté dans l'industrie du matériel des transports ; celle de la Bretagne, des Pays de la Loire et de la Nouvelle-Aquitaine dans l'industrie agroalimentaire ; celle de Grand Est dans la fabrication des machines et équipements mécaniques.



Source : Business France

Fig. 34 INDICE DE SPÉCIALISATION SECTORIELLE DES RÉGIONS



Grille de lecture : l'indice de spécialisation révèle que la région Bourgogne-Franche-Comté bénéficie d'une spécialisation dans les secteurs métallurgie et fabrication de matériels de transport.

Source : Insee, calculs Business France

- | | |
|--|--|
| <ul style="list-style-type: none"> ● FT Fabrication textiles, industries habillement, cuir, chaussure ● FM Fabrication de machines et équipements ● MF Métallurgie et fabrication de produits métalliques ● FM Fabrication de matériels de transport ● DA Denrées alimentaires, boissons et produits à base de tabac ● ASP Agriculture, sylviculture et pêche ● IP Industrie pharmaceutique ● C Construction | <ul style="list-style-type: none"> ● CP Chimie et plasturgie ● EAD Édition, audiovisuel et diffusion ● IT Informatique et télécommunications ● TB Travail du bois, industries papier et imprimerie ● HR Hébergement et restauration ● AI Activités immobilières ● PDE Production et distribution énergie et eau |
|--|--|

MÉTHODOLOGIE

L'INDICE DE SPÉCIALISATION SECTORIELLE DES RÉGIONS

L'indice de spécialisation sectorielle des régions estime la spécialisation des régions françaises dans un secteur d'activité donné, en se basant sur l'emploi salarié sectoriel de chaque région tel que défini par l'Insee pour l'année 2016.

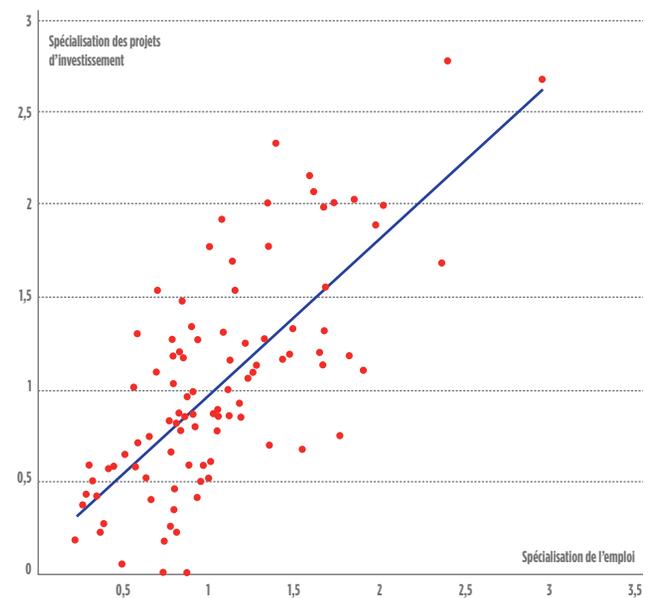
L'indice de spécialisation sectorielle est le résultat du rapport entre le poids de l'emploi sectoriel dans une région donnée et le poids de l'emploi dans ce secteur au niveau national. Si l'indice est supérieur à 1, la part de l'emploi salarié régional dans le secteur concerné est supérieur à la part de l'emploi salarié du secteur dans le total de l'emploi salarié national.

Cet indice permet de faire émerger les secteurs d'activité dans lesquels chaque région est spécialisée en termes d'emploi salarié.

Nous cherchons à vérifier l'hypothèse suivant laquelle l'attractivité sectorielle des régions reflète bien les caractéristiques et la spécialisation des régions. Le graphique 35 présente la corrélation existante entre l'attractivité sectorielle des régions, c'est-à-dire les choix de localisation des firmes multinationales, et leur spécialisation en termes de bassin d'emploi.

Les résultats démontrent une relation positive entre ces deux variables : **le choix de localisation des entreprises, l'attractivité sectorielle des régions, reflète bien la spécialisation régionale des emplois.**

Fig. 35 CORRELATION ENTRE ATTRACTIVITE SECTORIELLE ET SPECIALISATION REGIONALE



Business France, Insee

Un focus sectoriel démontre que la stratégie de localisation est fortement corrélée pour l'ensemble des secteurs considérés, à l'exception des secteurs transport-stockage, ainsi que les services financiers et l'industrie du textile. L'implantation d'établissements bancaires ou financiers notamment se traduit en effet par une forte polarisation des activités dans la région Île-de-France.

LA CONTRIBUTION DES FILIALES D'ENTREPRISES ÉTRANGÈRES À L'ÉCONOMIE DES TERRITOIRES FRANÇAIS

Les entreprises étrangères présentes en France contribuent à la création de valeur et d'emplois en France

Bénéficiant du savoir-faire des maisons mères, des échanges entre filiales, des économies d'échelle au niveau mondial, et des différences de prix des facteurs de production, les multinationales sont plus performantes et plus productives que les entreprises non internationalisées.

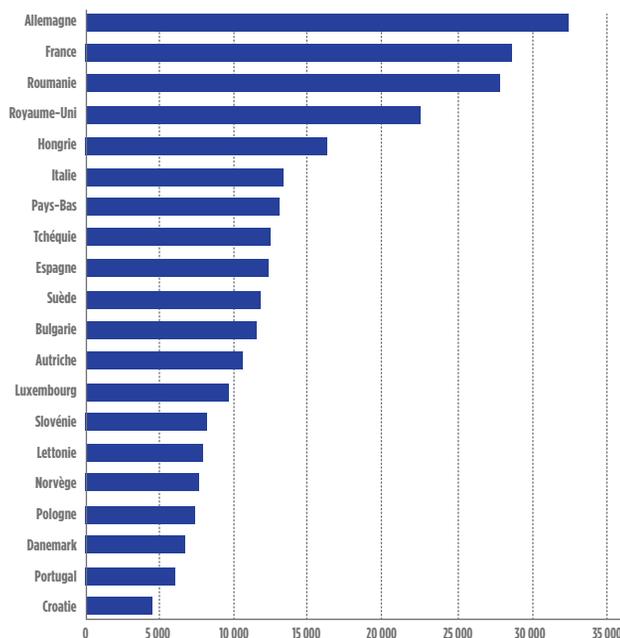
La France est en 2016, le 2^e pays d'accueil des filiales de groupes étrangers en Europe avec plus de 28 500 filiales recensées, après l'Allemagne qui en comptabilise 32 531.

PRINCIPALES CARACTÉRISTIQUES DES ENTREPRISES SOUS CONTRÔLE ÉTRANGER

Les entreprises multinationales d'origine étrangère sont présentes sur l'ensemble du territoire et contribuent à la croissance économique des régions d'implantation.

Selon l'Insee¹, le nombre d'unités légales² sous contrôle de firmes multinationales étrangères s'établit à 28 600. Ces entreprises se répartissent sur l'ensemble du territoire, on observe néanmoins une forte concentration autour des métropoles : ainsi, l'Île-de-France et Rhône-Alpes accueillent plus de la moitié de ces entreprises.

Fig. 36 FILIALES ÉTRANGÈRES EN EUROPE TOP 20 DES PAYS D'ACCUEIL



Source : Eurostat

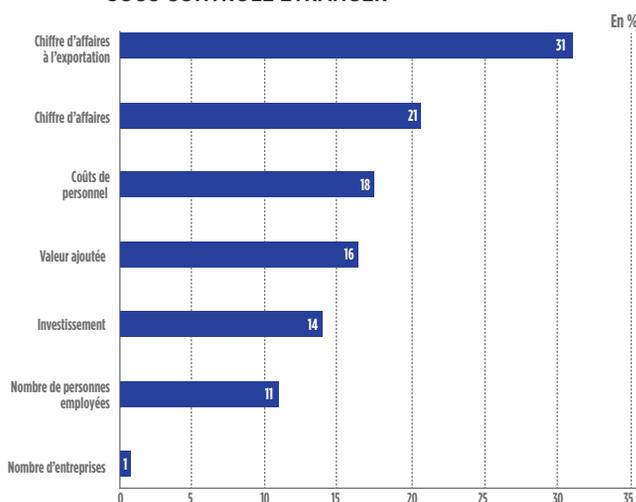
¹ cf. Insee Focus n° 137.

² L'unité légale est une entité juridique de droit public ou privé. Cette entité juridique peut être :

- une personne morale, dont l'existence est reconnue par la loi indépendamment des personnes ou des institutions qui la possèdent ou qui en sont membres;
- une personne physique qui, en tant qu'indépendant, peut exercer une activité économique. Elle est obligatoirement déclarée aux administrations compétentes (greffes des tribunaux, Sécurité sociale, DGI,...) pour exister. L'existence d'une telle unité dépend du choix des propriétaires ou de ses créateurs (pour des raisons organisationnelles, juridiques ou fiscales). L'unité légale est l'unité principale enregistrée dans Sirene.

En France, fin 2016, les entreprises étrangères qui ne représentent qu'1 % de l'ensemble des entreprises françaises contribuent à hauteur de 21 % du chiffre d'affaires³ réalisé par l'ensemble de l'économie française, emploient 11 % de l'ensemble des salariés et réalisent 31 % du chiffre d'affaires à l'exportation de la France.

Fig. 37 CONTRIBUTION DES ENTREPRISES SOUS CONTRÔLE ÉTRANGER



Source : Insee

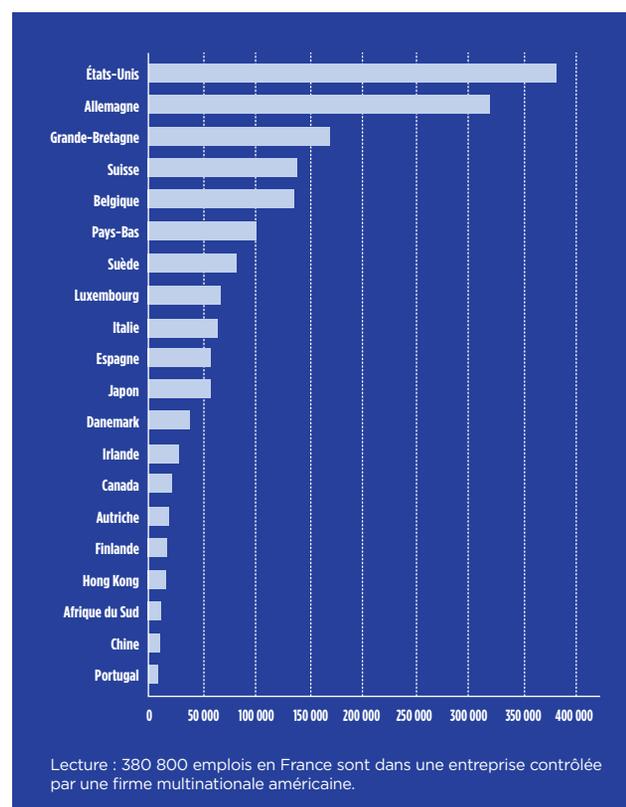
L'implantation en France des multinationales sous contrôle étranger correspond le plus souvent à des entreprises de taille intermédiaire (ETI). L'industrie manufacturière concentre le plus d'emplois sous contrôle étranger en France avec 37 %, devant le commerce 30 %.

En 2016, les firmes multinationales étrangères emploient 1,8 million de salariés. Les entreprises sous contrôle étranger sont majoritairement européennes, elles réalisent 62 % des emplois. Les principaux pays contributeurs sont les États-Unis avec 380 800 emplois, l'Allemagne avec 318 000 emplois, le Royaume-Uni avec 168 500 emplois, la Suisse avec 138 600 emplois, la Belgique avec 136 300 emplois, ainsi que le Luxembourg avec 107 184 emplois.

Les emplois salariés dans les entreprises contrôlées par des multinationales étrangères génèrent 109 Md€ de **coûts salariaux** en France, hors intérim. À 61 900 €, les coûts salariaux moyens par tête sont plus élevés dans ces entreprises que dans les multinationales sous contrôle français (56 000 €).

La présence industrielle des firmes multinationales étrangères est significative. 36,8 % des emplois réalisés par les entreprises sous contrôle étranger se concentrent dans l'industrie. Avec 30 % des emplois, le commerce est le 2^e secteur le plus important.

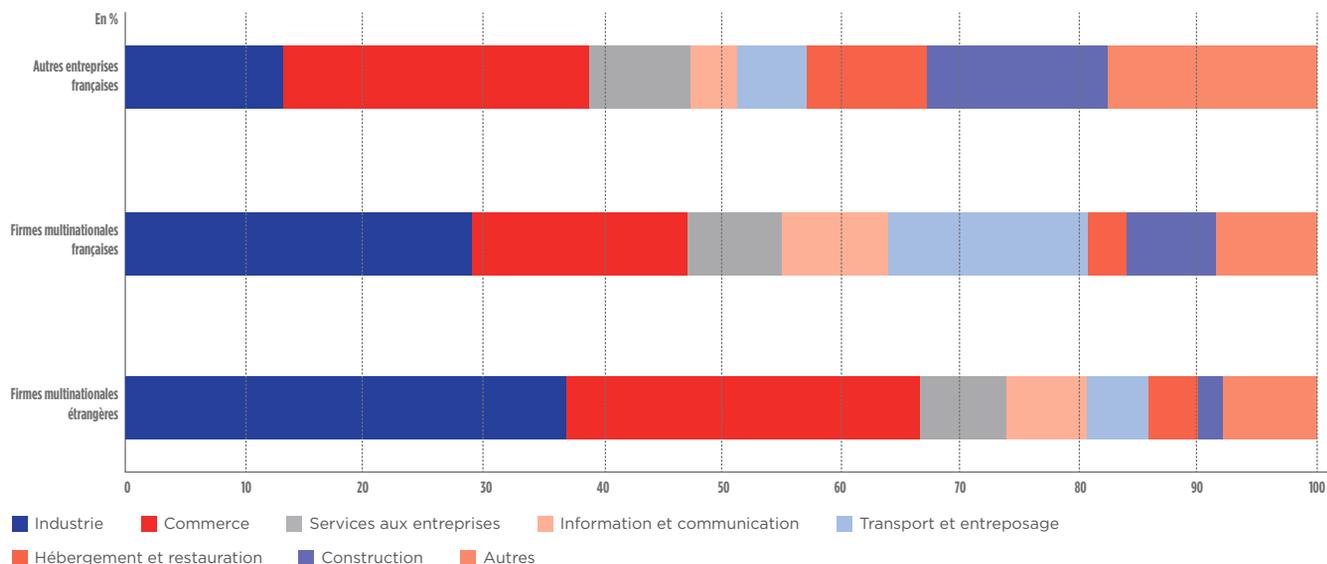
Fig. 38 RÉPARTITION DES ENTREPRISES SOUS CONTRÔLE ÉTRANGER PAR PAYS D'ORIGINE



Source : Insee

³ Le chiffre d'affaires représente le montant des affaires (hors taxes) réalisées par l'entreprise avec des tiers dans l'exercice de son activité professionnelle normale et courante. Il correspond à la somme des ventes de marchandises, de produits fabriqués, des prestations de service et des produits des activités annexes.

Fig. 39 RÉPARTITION DE L'EMPLOI SECTORIEL PAR TYPE DE CONTRÔLE DES ENTREPRISES



Source : Insee

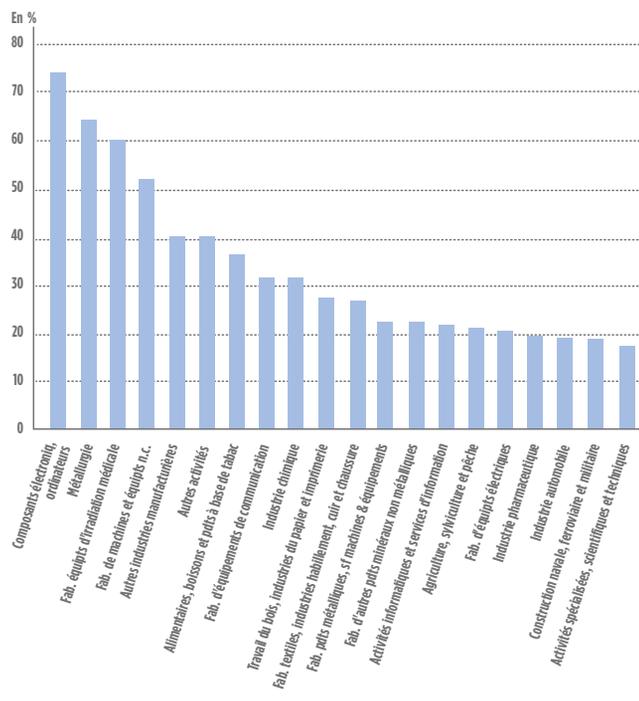
LES FILIALES DE GROUPES ÉTRANGERS SONT TRÈS PRÉSENTES DANS LA R&D

En 2016, les dépenses de recherche et développement (R&D) des entreprises contrôlées par des multinationales étrangères ont progressé de 7 % et s'élèvent à 7 Md€, soit 22 % des dépenses totales de R&D des entreprises en France.

Trois branches sont à l'origine de plus du tiers de l'ensemble des dépenses. Il s'agit des secteurs des composants électroniques, de l'industrie automobile et des machines et équipements mécaniques. Les entreprises des secteurs des composants électroniques réalisent 16 % de la dépense intérieure de R&D des entreprises (DIRDE) des entreprises étrangères avec 1,1 Md€, celles de l'industrie automobile 7 % de la DIRDE des filiales étrangères avec 784 M€, et celles des machines et équipements 9 % de la DIRDE avec 620 M€.

La contribution des filiales sous contrôle étranger dans les dépenses totales de R&D des entreprises est prédominante dans les branches composants et cartes électroniques (74 % des dépenses totales de la DIRDE), équipements d'irradiation médicales (60 %), métallurgie (64 %), fabrication de machines et équipements (52 %).

Fig. 40 CONTRIBUTION DES FILIALES ÉTRANGÈRES AUX DÉPENSES DE R&D PAR SECTEUR (TOP 20)



Source : MESRI-SIES

Plus des deux tiers des investissements étrangers de R&D sont le fait d'entreprises européennes

Les entreprises européennes ont réalisé 70 % des investissements étrangers de R&D en France. La Suisse (1,2 Md€) et l'Allemagne (1 Md€) sont les principaux pays européens contributeurs aux dépenses de R&D des entreprises étrangères en France. Les dépenses de R&D des entreprises américaines ont progressé de 23 % pour atteindre 1,6 Md€. En 2016, les États-Unis sont à l'origine de près du quart de l'ensemble des dépenses de R&D réalisées par les entreprises étrangères en France.

RÉPARTITION PAR PAYS D'ORIGINE DES DÉPENSES DE R&D ET DES CHERCHEURS

	DIRDE (M€)	CHERCHEURS (ETP)
Union européenne (28) dont :	3 684	19 799
Allemagne	1 001	5 060
Autriche	48	292
Belgique	355	1 623
Danemark	74	334
Espagne	96	537
Finlande	323	2 553
Italie	111	618
Luxembourg	267	1 203
Pays-Bas	507	2 880
Royaume-Uni	440	2 426
Suède	362	1 647
Norvège	9	21
Suisse	1 245	5 889
Total Europe	4 944	25 735
États-Unis	1 587	8 229
Canada	43	235
Japon	232	1 278
Reste du monde	230	1 273
TOTAL FILIALES ÉTRANGÈRES	7 035	36 749

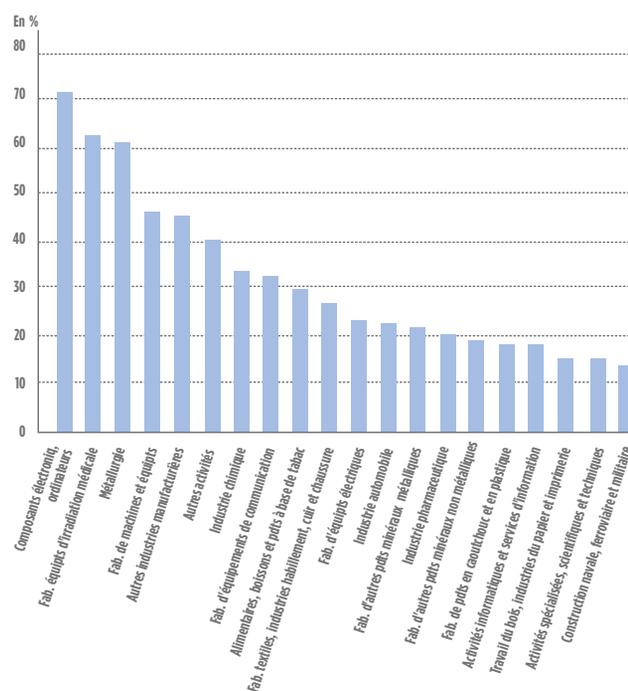
Source : MESRI-SIES

Les entreprises étrangères implantées en France emploient près du quart des chercheurs

Dans les entreprises contrôlées par des multinationales étrangères, les chercheurs (en équivalent temps plein) représentent 36 749 personnes, soit 22 % de l'ensemble des chercheurs présents dans l'ensemble des entreprises présentes en France. Le nombre de chercheurs présents dans les filiales de groupes étrangers a progressé de 10 %.

Le poids des chercheurs employés par les filiales sous contrôle étranger reflète la distribution économique des activités de R&D. La répartition est la suivante : 71 % du nombre de chercheurs dans les entreprises en France exercent pour la branche composants et cartes électroniques dans des filiales étrangères (6 172 chercheurs), 62 % pour l'industrie des équipements d'irradiation médicale, 61 % pour l'industrie métallurgique, 46 % pour la fabrication de machines et équipements.

Fig. 41 PART DES CHERCHEURS SALARIÉS DE FILIALES ÉTRANGÈRES PAR BRANCHE D'ACTIVITÉ ÉCONOMIQUE (TOP 20)



Source : MESRI-SIES

UNE CONTRIBUTION À LA RICHESSE DES TERRITOIRES

Les multinationales sous contrôle étranger réalisent 35 % du chiffre d'affaires de la région Alsace, 25 % pour l'Île-de-France, 24 % pour la Picardie, 21 % pour la Haute-Normandie et 20 % pour le Rhône-Alpes et la Lorraine. La contribution des entreprises varie selon les secteurs d'activité. Dans l'industrie manufacturière, la présence des filiales sous contrôle étranger est prédominante pour la région Alsace (54 %). À noter également que, dans l'industrie manufacturière, plus du tiers du chiffre d'affaires est réalisé par les firmes multinationales sous contrôle étranger dans la région Lorraine (45 %), en Haute-Normandie (39 %), Nord-Pas-de-Calais (40 %) et Rhône-Alpes (34 %).

Fig. 42 CONTRIBUTION DES ENTREPRISES SOUS CONTRÔLE ÉTRANGER AU CHIFFRE D'AFFAIRES RÉGIONAL POUR L'ENSEMBLE DE L'ÉCONOMIE



Fig. 43 CONTRIBUTION DES ENTREPRISES SOUS CONTRÔLE ÉTRANGER AU CHIFFRE D'AFFAIRES RÉGIONAL POUR L'INDUSTRIE MANUFACTURIÈRE



Fig. 44 CONTRIBUTION DES ENTREPRISES SOUS CONTRÔLE ÉTRANGER À L'EMPLOI RÉGIONAL

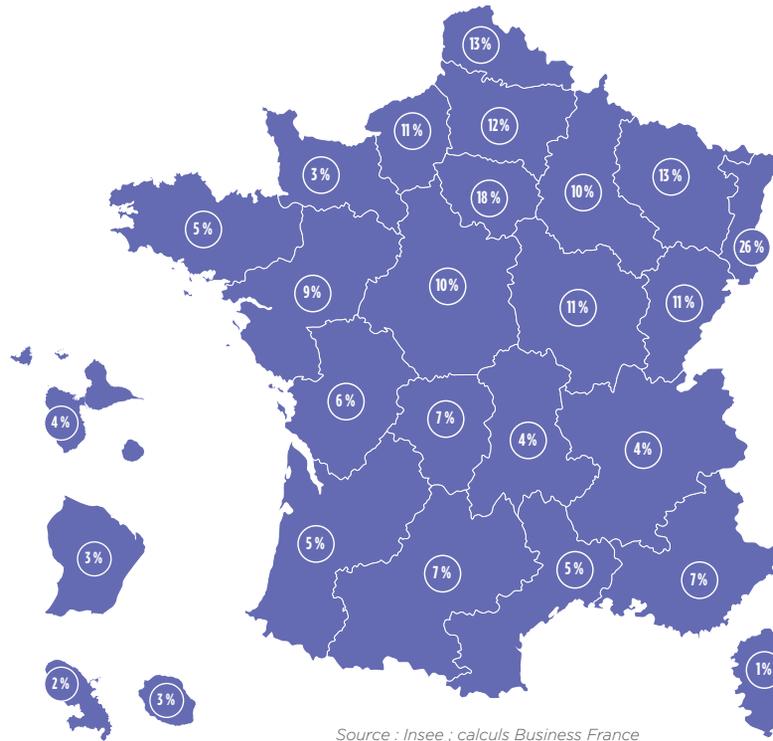
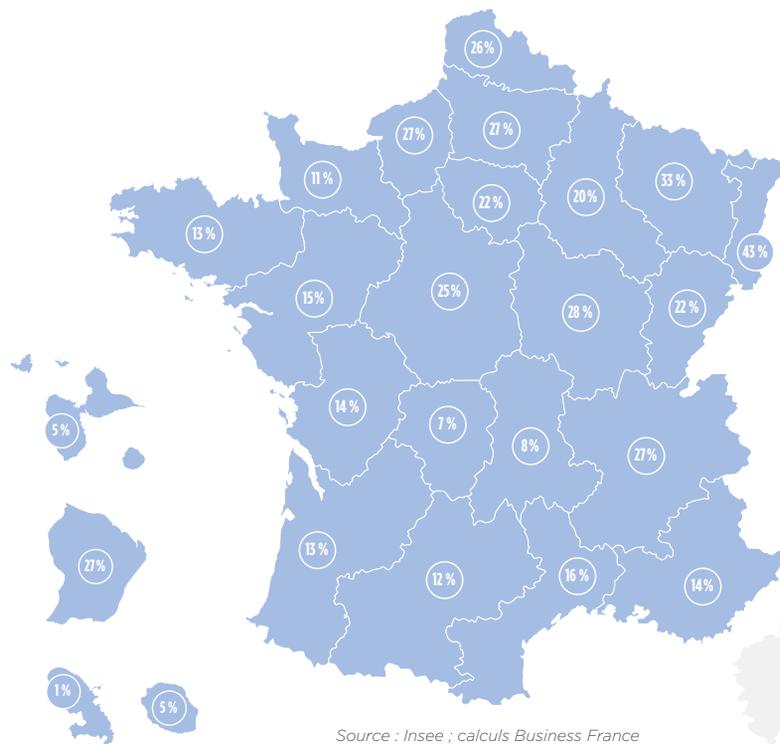


Fig. 45 CONTRIBUTION À L'EMPLOI RÉGIONAL DES ENTREPRISES SOUS CONTRÔLE ÉTRANGER POUR L'INDUSTRIE MANUFACTURIÈRE



MÉTHODOLOGIE

Les résultats sont issus des données « Inward » au règlement européen Foreign Affiliates Statistics (FATS). Les estimations proviennent de deux sources : le dispositif d'**élaboration des statistiques annuelles d'entreprises (Ésane)**, qui produit des statistiques structurelles d'entreprises à partir de données administratives et d'enquêtes ; le **répertoire des groupes (Lifi)**, qui identifie les groupes de sociétés opérant en France et détermine leur contour et leur nationalité.

Pour la contribution régionale des filiales étrangères à l'économie française, nous utilisons les données fournies par l'Insee relatives à l'emploi et au chiffre d'affaires des entreprises résidentes sous contrôle étranger pour l'année 2014 (dernière année disponible).

UNE CONTRIBUTION MAJEURE EN TERMES D'EMPLOIS

Les entreprises étrangères, qui ne représentent qu'un pour cent du nombre des entreprises opérant en France, apportent une contribution importante au développement territorial français. Elles assurent, par exemple, le quart de l'emploi dans la région Alsace, 18 % en Île-de-France, 14 % en Rhône-Alpes, 13% en Lorraine et dans le Nord-Pas-de-Calais.

La contribution des entreprises sous contrôle étranger est significative dans l'industrie manufacturière : elles emploient 21% des personnes mobilisées dans l'industrie manufacturière. Cette contribution est supérieure à la moyenne nationale pour l'Alsace (43%), la Lorraine (33%), en Bourgogne (28%), Haute-Normandie (27%) Rhône-Alpes (27%) et la Picardie (27%) et Nord-Pas-de-Calais (26%).

L'ouverture de l'économie française

- Plus de 40 000 entreprises françaises ont une implantation à l'étranger et 28 600 sociétés étrangères sont présentes en France et ont investi dans des activités créatrices d'emploi.
- La France est une terre d'accueil privilégiée des investissements étrangers. La France est au 9^e rang mondial pour le flux IDE (CNUCED 2018), derrière les Etats-Unis, la Chine (inclus Hong Kong), les Pays-Bas, l'Irlande, l'Australie, le Brésil et Singapour.
- **L'économie française est très ouverte aux capitaux étrangers.**

Selon l'Insee, les filiales sous contrôle de groupes étrangers :

- / emploient 11 % de l'effectif salarié dans l'ensemble de l'économie française ;
- / contribuent à hauteur de 21 % au chiffre d'affaires de l'économie française ;
- / réalisent 13 % de l'investissement des entreprises ;
- / réalisent 31 % des exportations.

Cette ouverture est plus marquée dans le secteur industriel.

Selon l'Insee, les filiales industrielles de groupes étrangers :

- / emploient 21% de l'effectif salarié du secteur de l'industrie en France ;
- / contribuent à hauteur de 29 % au chiffre d'affaires de l'industrie française ;
- / réalisent 35 % des exportations.

- **Les investisseurs étrangers détiennent 42,7 % du capital des entreprises du CAC 40** (Banque de France, septembre 2018).
- **Les filiales françaises d'entreprises étrangères assurent 22 % des dépenses intérieures de R&D réalisées par les entreprises en France** (MENESR, 2018).
- Parmi les 500 premières entreprises mondiales, 28 entreprises sont françaises, 32 allemandes et 21 britanniques (Global Fortune 500, 2018).

4

Fiches pays

86 REGARDS SUR INVESTISSEMENTS

REGARDS SUR INVESTISSEMENTS

Afrique du Sud, Allemagne, Amérique Latine,
Afrique occidentale et centrale, Asean et Océanie,
Australie, Autriche, Belgique, Canada, Chine, Corée
du Sud, Danemark, Espagne, États-Unis, Finlande, Inde,
Irlande, Israël, Italie, Japon, Luxembourg, Maghreb,
Norvège, Pays-Pas, Pays Europe centrale et orientale,
Proche et Moyen-Orient, Portugal, Royaume-Uni,
Russie, Suède, Suisse, Taïwan, Turquie.

INVEST



**AFRIQUE
DU SUD**

EN FLUX



6
projets
(Business France)



140
emplois
(Business France)

EN STOCK



**+ de
20**
entreprises
en France
(Orbis)



**+ de
10 000**
salariés
(INSEE)



213
M€
stock d'IDE¹
48^e rang
(Banque de France)



1,6
Md€
exportations
françaises
44^e rang
(Douanes françaises)



11
entreprises
présentes dans
Forbes 2000

Les investissements sud-africains en France connaissent une forte progression en 2018, avec 6 projets et 140 emplois créés.

— PRÉSENCE DES ENTREPRISES SUD-AFRICAINES EN FRANCE

Une vingtaine d'entreprises françaises sont contrôlées par un investisseur sud-africain, employant plus de 10 000 salariés en France. En 2018, six projets d'investissement originaires d'Afrique du Sud ont été recensés en France, créant 140 emplois.

Les entreprises sud-africaines ont privilégié les centres de décision (deux projets) et les sites de production (deux projets et 115 emplois). Ces six projets sont sectoriellement diversifiés, avec notamment un projet fortement créateur d'emploi dans le secteur du médicament.

Les projets sud-africains sont principalement localisés en Île-de-France (3 projets), mais également en Normandie, en Provence-Alpes-Côte d'Azur et dans la région Grand Est.

— INVESTISSEMENTS SUD-AFRICAINS EN EUROPE

En 2018, les investissements sud-africains en Europe se concentrent principalement

en Allemagne (31 % des projets), en France (19 %) et au Royaume-Uni (13 %)².

— EXEMPLES DE PROJETS D'INVESTISSEMENT EN 2018

Naspers Limited : IRDETO France, spécialiste de la sécurité des plateformes numériques, a décidé de faire grandir son bureau français en 2018. Filiale du groupe sud-africain **Naspers**, **IRDETO France** déménage dans de nouveaux locaux en Île-de-France, ce qui permet à la société d'embaucher une quinzaine de nouvelles personnes.

Aspen Holdings : le groupe pharmaceutique **Aspen Holdings**, déjà présent en France, développe son site normand de Notre-Dame-de-Bondeville. L'entreprise sud-africaine a investi 100 millions d'euros afin de développer de nouvelles lignes de production de produits stériles injectables. Le projet permettra la création d'une centaine d'emplois sur ce site au cours des trois prochaines années.

Hall & Sons Group : le sud-africain **HL Hall**, du groupe **Hall & Sons Group**, agrandit son centre logistique de Marseille (Provence-Alpes-Côte d'Azur). Importateur de fruits tropicaux, **HL Hall** recrute une dizaine de personnes dans le cadre de cette extension.

TOP 5 DES ENTREPRISES SUD-AFRICAINES EN TERMES D'EMPLOI EN FRANCE

Entreprise mère	Secteur d'activité principal	Effectif France
STEINHOFF INTERNATIONAL HOLDINGS (CONFORAMA)	Commerce et distribution Ameublement et équipement du foyer	9 000 - 10 000
ASPEN HOLDINGS	Médicaments et biotechnologies appliquées	800 - 900
HANS MERENSKY HOLDING	Agroalimentaire, agriculture et pêche	20 - 100
BELL EQUIPMENT	Machines et équipements mécaniques	20 - 50
SASOL	Chimie, plasturgie	10 - 20

¹ Stock d'investissements directs en France par pays d'origine immédiate au 31/12/2017.

Le stock d'investissements directs par pays d'origine ultime au 31/12/2016 pour l'Afrique du Sud était de 2,5 Md€.

² Observatoire Europe, Business France.

RÉPARTITION PAR FONCTION DES PROJETS D'INVESTISSEMENT

Nature du projet	NOMBRE		PART (%)		PART DE CETTE ORIGINE* (%)	
	Projets	Emplois	Projets	Emplois	Projets	Emplois
Centre de décision	2	8	33 %	6 %	1 %	0,2 %
<i>dont primo-implantation</i>	2	8	33 %	6 %	1 %	0,2 %
Logistique	1	10	17 %	7 %	2 %	0,4 %
Point de vente	1	7	17 %	5 %	1 %	0,4 %
Production / Réalisation	2	115	33 %	82 %	1 %	1 %
Total général	6	140	100 %	100 %	0,5 %	0,5 %

* Part des investissements sud-africains dans le total des investissements de chaque fonction.

Grille de lecture : en 2018, 33 % des investissements sud-africains en France sont des activités de centres de décision, et 1 % des investissements étrangers dans cette fonction relèvent d'entreprises sud-africaines.

RÉPARTITION SECTORIELLE DES PROJETS D'INVESTISSEMENT

Secteur d'activité	NOMBRE		PART (%)		PART DE CETTE ORIGINE* (%)	
	Projets	Emplois	Projets	Emplois	Projets	Emplois
Médicaments et biotechnologies appliquées	1	100	17 %	71 %	2 %	7 %
Logiciels et prestations informatiques	1	15	17 %	11 %	1 %	0,5 %
Agroalimentaire, agriculture et pêche	1	10	17 %	7 %	2 %	1 %
Ameublement et équipement du foyer	1	7	17 %	5 %	3 %	2 %
Activités sportives, récréatives et de loisir	1	5	17 %	4 %	1 %	1 %
Services financiers, bancaires et assurances	1	3	17 %	2 %	3 %	1 %
Total général	6	140	100 %	100 %	0,5 %	0,5 %

* Part des investissements sud-africains dans le total des investissements de chaque secteur.

Grille de lecture : en 2018, 17 % des investissements sud-africains en France relèvent du secteur des médicaments ; 2 % des investissements étrangers dans ce secteur relèvent d'entreprises sud-africaines.

INVEST



ALLEMAGNE

EN FLUX

180

projets
(Business France)

3 618

emplois
(Business France)

EN STOCK

4 600

entreprises
en France
(Eurostat)
 + de
310 000
salariés
(Eurostat)
 68,4
Md€
stock d'IDE¹
5^e rang
(Banque de France)
 70,4
Md€
exportations
françaises
1^{er} rang
(Douanes françaises)
 54
entreprises
présentes dans
Forbes 2000

En 2018, l'Allemagne représente 14 % des projets d'investissement étrangers en France, en 2^e place des pays investisseurs étrangers. Cela a permis la création ou le maintien de plus de 3 600 emplois.

— PRÉSENCE DES ENTREPRISES ALLEMANDES EN FRANCE

Environ 4 600 entreprises françaises sont contrôlées par un investisseur allemand, employant plus de 310 000 personnes en France. En 2018, 180 projets d'investissement étrangers ont été recensés en France, ce qui a permis la création ou le maintien de 3 618 emplois.

La principale fonction des investissements allemands en France est la fonction de production (27 % des projets), qui représente près de la moitié des emplois créés par les projets allemands cette année (46 %). Ces projets comptent pour 15 % de l'ensemble des projets de production en France en 2018 (et 15 % des emplois associés). Les centres de décision représentent 21 % des projets allemands.

En termes de secteurs d'activité, les projets allemands relèvent principalement du commerce et distribution (14 % des projets), des machines et équipements mécaniques (10 %) et de l'énergie

(9 %). On remarquera que les projets allemands comptent pour 40 % du total des projets dans le secteur de l'énergie (et 37 % des emplois), 31 % des projets dans le secteur du transport (et 24 % des emplois), 30 % des projets dans le secteur du commerce, et 26 % des secteurs des machines et équipements mécaniques et des constructeurs automobiles.

Les principales régions d'accueil des projets allemands sont l'Île-de-France (18 % des projets), Auvergne-Rhône-Alpes (15 % des projets et 17 % des emplois) et la région Grand Est (14 % des projets et 18 % des emplois). Bénéficiant de l'effet frontalier, 23 % des projets d'investissement et 27 % des emplois à destination de la région Grand Est proviennent d'Allemagne.

— INVESTISSEMENTS ALLEMANDS EN EUROPE

En 2018, la France se maintient comme 1^{er} pays d'accueil des investissements créateurs d'emploi en provenance d'Allemagne. Elle accueille 32 % des projets de ce pays dirigés vers l'Europe, devant le Royaume-Uni (9 %), l'Autriche (8 %), l'Espagne (7 %) et la Pologne (6 %)².

— EXEMPLES DE PROJETS D'INVESTISSEMENT EN 2018

Continental AG : avec 244 000 salariés et un chiffre d'affaires annuel de 44 milliards d'euros, **Continental AG** est l'un des premiers équipementiers automobiles mondiaux. Le groupe a procédé en 2018 à une série d'embauches sur ses sites stratégiques, dont l'un se situe à Toulouse (Occitanie). Au total, 161 postes nouveaux ont été créés sur ce site dont plus de la majorité dans les départements production et R&D.

TOP 5 DES ENTREPRISES ALLEMANDES EN TERMES D'EMPLOI EN FRANCE

Entreprise mère	Secteur d'activité principal	Effectif France
LIDL	Commerce et distribution	25 000
BERTELSMANN STIFTUNG	Conseil, ingénierie et services opérationnels aux entreprises Médias, édition	13 000 - 15 000
ALLIANZ SE	Services financiers, bancaires et assurances	10 000
METRO AG	Commerce et distribution	9 000
ROBERT BOSCH GMBH	Constructeurs automobiles et équipementiers Équipements électriques, électroniques et informatiques	7 500

¹ Stock d'investissements directs en France par pays d'origine immédiate au 31/12/2017.

² Le stock d'investissements directs par pays d'origine ultime au 31/12/2016 pour l'Allemagne était de 83,1 Md€.

³ Observatoire Europe, Business France.

Sauels frische Wurst GmbH : entreprise familiale spécialisée dans l'élevage de porcs sans antibiotiques, **Sauels** a connu un fort développement en France et a créé une joint-venture en 2018 avec une entreprise spécialisée dans la transformation de la viande de porc. Les deux entreprises vont construire une usine de production à Brive-la-Gaillarde (Nouvelle-Aquitaine) sur une superficie totale de 6 000 m² et créer 120 emplois.

SAP : géant emblématique du logiciel, **SAP** a annoncé un projet d'investissement de plus de deux milliards d'euros sur cinq ans en faveur de l'innovation en France : un incubateur – le 2^e en Europe – a ainsi ouvert ses portes en 2018 à Paris (Île-de-France). Quelque 150 millions d'euros par an seront aussi dédiés à la R&D sur les cinq prochaines années.

Knauf Gips KG : **Knauf** a investi 110 M€ à Illange, en Moselle (Grand Est), pour bâtir une usine de production de laine de roche. Ce site sera opérationnel en automne 2019 et contribuera à la création de 120 emplois.

RÉPARTITION PAR FONCTION DES PROJETS D'INVESTISSEMENT

Nature du projet	NOMBRE		PART (%)		PART DE CETTE ORIGINE* (%)	
	Projets	Emplois	Projets	Emplois	Projets	Emplois
Centre de décision	37	315	21 %	9 %	10 %	8 %
<i>dont primo-implantation</i>	31	250	17 %	7 %	10 %	8 %
<i>dont QG France</i>	6	65	3 %	2 %	18 %	11 %
Logistique	12	363	7 %	10 %	29 %	14 %
Point de vente	23	306	13 %	8 %	19 %	19 %
Production / Réalisation	48	1 678	27 %	46 %	15 %	15 %
R&D, Ingénierie, Design	10	406	6 %	11 %	8 %	15 %
<i>dont R&D</i>	5	229	3 %	6 %	5 %	10 %
Services aux entreprises	42	473	23 %	13 %	19 %	9 %
Services aux particuliers	8	77	4 %	2 %	7 %	3 %
Total général	180	3 618	100 %	100 %	14 %	12 %

* Part des investissements allemands dans le total des investissements de chaque fonction.
Grille de lecture : en 2018, 27 % des investissements allemands en France sont des activités de production, et 15 % des investissements étrangers dans cette fonction relèvent d'entreprises allemandes.

RÉPARTITION SECTORIELLE DES PROJETS D'INVESTISSEMENT

Secteur d'activité	NOMBRE		PART (%)		PART DE CETTE ORIGINE* (%)	
	Projets	Emplois	Projets	Emplois	Projets	Emplois
Commerce et distribution	26	349	14 %	10 %	30 %	13 %
Machines et équipements mécaniques	18	173	10 %	5 %	26 %	14 %
Énergie, recyclage, autres services concédés	17	256	9 %	7 %	40 %	37 %
Conseil, ingénierie et services opérationnels aux entreprises	15	222	8 %	6 %	10 %	6 %
Logiciels et prestations informatiques	13	91	7 %	3 %	7 %	3 %
Constructeurs automobiles et équipementiers	11	506	6 %	14 %	26 %	27 %
Transport, stockage	11	243	6 %	7 %	31 %	24 %
Équipements électriques, électroniques, informatiques	10	131	6 %	4 %	16 %	19 %
Agroalimentaire, agriculture et pêche	7	223	4 %	6 %	13 %	18 %
Matériels aéronautiques, navals et ferroviaires	7	101	4 %	3 %	18 %	5 %
Médicaments et biotechnologies appliquées	6	518	3 %	14 %	13 %	37 %
Équipements médico-chirurgicaux, diagnostics et dispositifs médicaux	6	300	3 %	8 %	20 %	43 %
Métaux, travail des métaux	4	104	2 %	3 %	14 %	8 %
Chimie, plasturgie	4	11	2 %	0,3 %	9 %	1 %
BTP, matériaux de construction	3	155	2 %	4 %	8 %	18 %
Textile, textile industriel, habillement et accessoires	3	45	2 %	1 %	4 %	4 %
Hôtellerie, tourisme et restaurant	3	28	2 %	1 %	6 %	2 %
Autres activités de services	3	23	2 %	1 %	15 %	5 %
Médias, édition	3	18	2 %	0,5 %	23 %	13 %
Ameublement et équipement du foyer	2	20	1 %	1 %	6 %	5 %
Électronique grand public	2	15	1 %	0,4 %	18 %	10 %
Services financiers, bancaires et assurances	2	13	1 %	0,4 %	7 %	4 %
Composants électroniques	1	58	1 %	2 %	8 %	9 %
Immobilier et bureaux d'affaires	1	10	1 %	0,3 %	10 %	8 %
Verre, céramique, minéraux, bois, papier	1	4	1 %	0,1 %	3 %	1 %
Parfums, cosmétiques	1	1	1 %	0,03 %	6 %	0,4 %
Total général	180	3 618	100 %	100 %	14 %	12 %

* Part des investissements allemands dans le total des investissements de chaque secteur.
Grille de lecture : en 2018, 14 % des investissements allemands en France proviennent du secteur du commerce et distribution ; 30 % des investissements étrangers dans ce secteur relèvent d'entreprises allemandes.

INVEST

AMÉRIQUE
LATINE

EN FLUX

15
projets
(Business France)

198
emplois
(Business France)

EN STOCK

+ de 100
entreprises
en France
(Orbis)

7 000
salariés
(INSEE)

2,1
Md€
stock d'IDE¹
(Banque de France)

11,4
Md€
exportations
françaises
(Douanes françaises)

52
entreprises
présentes dans
Forbes 2000

Les investissements originaires d'Amérique latine² ont été très dynamiques en 2018 : 15 projets ont été recensés en France, permettant de créer ou de sauvegarder 198 emplois (+46 %).

— PRÉSENCE DES ENTREPRISES D'AMÉRIQUE LATINE EN FRANCE

Plus d'une centaine d'entreprises françaises sont contrôlées par un investisseur d'Amérique latine, employant environ 7 000 personnes en France. En 2018, 15 nouveaux investissements créateurs d'emploi en provenance d'Amérique latine ont été recensés, permettant la création ou la sauvegarde de 198 emplois.

En 2018, les projets de la région proviennent majoritairement du Brésil (8 projets), d'Argentine (2 projets) et du Mexique (2 projets).

Il s'agit principalement de centres de décision (73 % des projets et 63 % de l'emploi) et de sites de production (13 % des projets et 30 % des emplois).

En termes de secteurs d'activité, ces investissements relèvent principalement des secteurs du conseil et ingénierie (27 % des projets et 35 % des emplois),

des logiciels et prestations informatiques (20 % des projets et 14 % des emplois) et des parfums et cosmétiques (13 % des projets).

Ces projets sont principalement localisés en Île-de-France (47 % des projets et 48 % des emplois) et en Auvergne-Rhône-Alpes (27 % des projets et 15 % des emplois).

— INVESTISSEMENTS D'AMÉRIQUE LATINE EN EUROPE

En 2018, l'Espagne accueille la moitié des investissements étrangers originaires d'Amérique latine. L'Allemagne et le Portugal sont chacun destinataires de 15 % des projets latino-américains³.

— EXEMPLES DE PROJETS D'INVESTISSEMENT EN 2018

Globant : licorne argentine, l'entreprise de services informatiques (pure player du digital) a l'ambition de s'imposer comme leader du marché en stratégie digitale. Ayant des projets avec de nombreux groupes en France, elle va créer 50 emplois en Île-de-France.

Sigdo Koppers : le groupe chilien a décidé d'augmenter de 50 % la capacité de production de sa filiale française **Davey Bickford Enaex**, ce qui créera une soixantaine d'emplois. Basée à Héry (Bourgogne-Franche-Comté), cette entreprise de 600 personnes est le spécialiste mondial des détonateurs et dispositifs d'amorçage utilisés dans l'exploitation minière, la défense, l'aéronautique, le spatial et la pyrotechnie.

TOP 5 DES ENTREPRISES D'AMÉRIQUE LATINE EN TERMES D'EMPLOI EN FRANCE

Entreprise mère	Secteur d'activité principal	Effectif France
CEMEX (Mexique)	BTP, matériaux de construction	2 000
VALE S.A. (Brésil)	Métaux, travail des métaux	1 300 - 1 500
JBS S.A. (MOY PARK) (Brésil)	Agroalimentaire, agriculture et pêche	600 - 700
SIGDO KOPPERS (Chili)	BTP, matériaux de construction Métaux, travail des métaux Transport, stockage	500 - 600
MEXICHEM (WAVIN) (Mexique)	Chimie, plasturgie	400 - 500

¹ Stock d'investissements directs en France par pays d'origine immédiate au 31/12/2017. Le stock d'investissements directs par pays d'origine ultime au 31/12/2016 pour l'Amérique latine était de 2,4 Md€.

² Argentine, Belize, Bolivie, Brésil, Chili, Colombie, Costa Rica, Cuba, Equateur, Guatemala, Guyana, Honduras, Mexique, Nicaragua, Panama, Paraguay, Pérou, Salvador, Suriname, Uruguay, Venezuela.

³ Observatoire Europe, Business France.

Marq Consultoria : cette PME brésilienne de conseil en gestion d'entreprises et en système d'information a ouvert son siège européen à Lyon (Auvergne-Rhône-Alpes), avec 10 emplois à la clé. **CSMARQ** sera chargé de l'expansion sur le marché de l'industrie hôtelière en Europe, un marché en pleine révolution numérique.

RiskNow : l'entreprise brésilienne de FinTech, proposant une plateforme d'analyse et de gestion des risques liés aux crédits destinés au secteur immobilier pour faciliter les prises de décision des acteurs, ouvre un bureau européen à Paris (activités commerciales et de R&D dans l'intelligence artificielle). En tout, 15 emplois sont créés.

Go Gaba : la startup mexicaine, ayant développé une boisson stimulante qui facilite la concentration grâce à un produit naturel, a ouvert une filiale en Île de-France. Ce bureau comptera une dizaine de personnes.

RÉPARTITION PAR PAYS D'ORIGINE

Pays d'origine	NOMBRE	
	Projets	Emplois
Brésil	8	63
Argentine	2	54
Mexique	2	11
Chili	1	57
Uruguay	1	8
Pérou	1	5
Total général	15	198

RÉPARTITION PAR FONCTION DES PROJETS D'INVESTISSEMENT

Nature du projet	NOMBRE		PART (%)		PART DE CETTE ORIGINE* (%)	
	Projets	Emplois	Projets	Emplois	Projets	Emplois
Centre de décision	11	125	73 %	63 %	3 %	3 %
<i>dont primo-implantation</i>	11	125	73 %	63 %	3 %	4 %
Production / Réalisation	2	60	13 %	30 %	1 %	1 %
R&D, Ingénierie, Design	1	8	7 %	4 %	1 %	0,3 %
<i>dont R&D</i>	1	8	7 %	4 %	1 %	0,4 %
Services aux particuliers	1	5	7 %	3 %	1 %	0,2 %
Total général	15	198	100 %	100 %	1 %	1 %

* Part des investissements d'Amérique latine dans le total des investissements de chaque fonction.

Grille de lecture : en 2018, 73 % des investissements d'Amérique latine en France sont des activités de centres de décision ; et 3 % des investissements étrangers dans cette fonction relèvent d'entreprises d'Amérique latine.

RÉPARTITION SECTORIELLE DES PROJETS D'INVESTISSEMENT

Secteur d'activité	NOMBRE		PART (%)		PART DE CETTE ORIGINE* (%)	
	Projets	Emplois	Projets	Emplois	Projets	Emplois
Conseil, ingénierie et services opérationnels aux entreprises	4	69	27 %	35 %	3 %	2 %
Logiciels et prestations informatiques	3	28	20 %	14 %	2 %	1 %
Parfums, cosmétiques	2	13	13 %	7 %	13 %	5 %
Chimie, plasturgie	1	57	7 %	29 %	2 %	7 %
Équipements électriques, électroniques, informatiques	1	10	7 %	5 %	2 %	1 %
Agroalimentaire, agriculture et pêche	1	8	7 %	4 %	2 %	1 %
Textile, textile industriel, habillement et accessoires	1	5	7 %	3 %	1 %	0,4 %
Commerce et distribution	1	5	7 %	3 %	1 %	0,2 %
BTP, matériaux de construction	1	3	7 %	2 %	3 %	0,4 %
Total général	15	198	100 %	100 %	1 %	1 %

* Part des investissements d'Amérique latine dans le total des investissements de chaque secteur.

Grille de lecture : en 2018, 27 % des investissements d'Amérique latine en France s'orientent vers le secteur du conseil et ingénierie ; 3 % des investissements étrangers dans ce secteur relèvent d'entreprises d'Amérique latine.

INVEST



**AFRIQUE
OCCIDENTALE
ET CENTRALE**

EN FLUX

6

projets
(Business France)

49

emplois
(Business France)

EN STOCK

100

entreprises
en France
(Orbis)

500

salariés
(Orbis)

312
M€

stock d'IDE¹
(Banque de France)

5,1
Md€

exportations
françaises
(Douanes françaises)

2

entreprises
présentes dans
Forbes 2000

En 2018, 6 décisions d'investissement en provenance des pays d'AOC² ont été recensées en France. Ces projets ont permis la création ou la sauvegarde de 49 emplois.

— PRÉSENCE DES ENTREPRISES D'AOC EN FRANCE

Une centaine d'entreprises françaises sont contrôlées par un investisseur originaire d'AOC, employant environ 500 personnes en France. En 2018, six nouvelles décisions d'investissement en provenance des pays d'AOC ont été recensées permettant la création ou la sauvegarde de 49 emplois en France.

Ces investissements des pays d'AOC recensés en France proviennent de Côte d'Ivoire (5 projets) et du Gabon (1 projet).

Les investisseurs des pays d'AOC privilégient les centres de décision (5 projets et 34 emplois) et les activités de R&D (1 projet et 15 emplois).

En termes de secteurs d'activité, ces investissements relèvent principalement du secteur du conseil et ingénierie (3 projets et 25 emplois).

TOP 5 DES ENTREPRISES D'AOC EN TERMES D'EMPLOI EN FRANCE

Entreprise mère	Secteur d'activité principal	Effectif France
ECOBANK INTERNATIONAL (Togo)	Services financiers, bancaires et assurances	80 - 100
SIFCA (SIPH) (Côte d'Ivoire)	Agroalimentaire, agriculture	20 - 50
BGFIBank Group SA (Gabon)	Services financiers, bancaires et assurances	20 - 50
SIECMI (Côte d'Ivoire)	Équipements électriques, électroniques et informatiques	10 - 50
BANQUE MALIENNE DE SOLIDARITÉ (BMS) (Mali)	Services financiers, bancaires et assurances	5 - 10

¹ Stock d'investissements directs en France par pays d'origine immédiate au 31/12/2017. Le stock d'investissements directs par pays d'origine ultime au 31/12/2016 pour les pays d'AOC était de 544 M€.

² Bénin, Burkina Faso, Cap-Vert, Côte d'Ivoire, Gambie, Ghana, Guinée, Guinée-Bissau, Liberia, Mali, Niger, Nigeria, Sénégal, Sierra Leone, Togo, Cameroun, Congo, Gabon, Guinée équatoriale, République centrafricaine, République démocratique du Congo, Sao Tomé-et-Principe, Tchad.

³ Observatoire Europe, Business France.

Les investissements sont localisés en premier lieu en Île-de-France (4 projets et 30 emplois).

— INVESTISSEMENTS D'AOC EN EUROPE

Les investissements créateurs d'emplois originaires des pays d'AOC sont restés limités en 2018 en Europe. En 2018, les trois pays européens d'accueil sont la France, le Royaume-Uni et l'Espagne³.

— EXEMPLES DE PROJETS D'INVESTISSEMENT EN 2018

Lifi-Led : la startup ivoirienne **Lifi-Led**, spécialisée dans l'intégration de solutions LiFi et d'éclairage intelligent (smart lighting), a décidé d'ouvrir son bureau européen à Aix-en-Provence en créant une quinzaine d'emplois sur trois ans.

3D Développement : l'entreprise gabonaise **3D Développement** proposant des solutions de contrôle dimensionnel (« barémage ») a choisi d'implanter son siège international à Laval (Pays de la Loire) pour gérer ses différentes entités africaines (elle a également une structure au Sénégal).

RÉPARTITION PAR PAYS D'ORIGINE

Pays d'origine	NOMBRE	
	Projets	Emplois
Côte d'Ivoire	5	45
Gabon	1	4
Total général	6	49

RÉPARTITION PAR FONCTION DES PROJETS D'INVESTISSEMENT

Nature du projet	NOMBRE		PART (%)		PART DE CETTE ORIGINE* (%)	
	Projets	Emplois	Projets	Emplois	Projets	Emplois
Centre de décision	5	34	83 %	69 %	1 %	1 %
<i>dont primo-implantation</i>	5	34	83 %	69 %	2 %	1 %
R&D, Ingénierie, Design	1	15	17 %	31 %	1 %	1 %
<i>dont R&D</i>	1	15	17 %	31 %	1 %	1 %
Total général	6	49	100 %	100 %	0,5 %	0,2 %

* Part des investissements des pays d'AOC dans le total des investissements de chaque fonction.

Grille de lecture : en 2018, 83 % des investissements des pays d'AOC en France sont des activités de centres de décision, et 1 % des investissements étrangers dans cette fonction relève d'entreprises des pays d'AOC.

RÉPARTITION SECTORIELLE DES PROJETS D'INVESTISSEMENT

Secteur d'activité	NOMBRE		PART (%)		PART DE CETTE ORIGINE* (%)	
	Projets	Emplois	Projets	Emplois	Projets	Emplois
Conseil, ingénierie et services opérationnels aux entreprises	3	25	50 %	51 %	2 %	1 %
Équipements électriques, électroniques, informatiques	1	15	17 %	31 %	2 %	2 %
Commerce et distribution	1	5	17 %	10 %	1 %	0,2 %
Logiciels et prestations informatiques	1	4	17 %	8 %	1 %	0,1 %
Total général	6	49	100 %	100 %	0,5 %	0,2 %

* Part des investissements des pays d'AOC dans le total des investissements de chaque secteur.

Grille de lecture : en 2018, 50 % des investissements des pays d'AOC en France relèvent du secteur du conseil et ingénierie ; 2 % des investissements étrangers dans ce secteur relèvent d'entreprises des pays d'AOC.

INVEST

ASEAN ET
OCÉANIE

EN FLUX

11

projets
(Business France)

165

emplois
(Business France)

EN STOCK

200

entreprises
en France
(Orbis)
 + de
6 000
salariés
(Orbis)
 4,2
Md€
stock d'IDE¹
(Banque de France)
 16,5
Md€
exportations
françaises
(Douanes françaises)

57

entreprises
présentes dans
Forbes 2000

En 2018, 11 nouvelles décisions d'investissement en provenance de l'ASEANO² ont été recensées en France. Ces projets ont permis la création ou la sauvegarde de 165 emplois.

— PRÉSENCE DES ENTREPRISES
DE L'ASEANO EN FRANCE

Environ 200 entreprises françaises sont contrôlées par un investisseur originaire des pays de l'ASEANO et emploient plus de 6 000 personnes en France. En 2018, 11 nouvelles décisions d'investissement en provenance de Singapour, de Thaïlande, du Vietnam et de Nouvelle-Zélande ont été recensées en France, créant ou sauvegardant 165 emplois.

En 2018, les investissements en provenance de l'ASEANO s'orientent principalement vers les centres de décision (5 projets et 104 emplois) et les activités de R&D (5 projets et 51 emplois).

En termes de secteurs d'activité, les entreprises de l'ASEANO investissent en premier lieu dans les secteurs de l'énergie (2 projets et 68 emplois), de l'hôtellerie et tourisme (2 projets et 39 emplois) et des logiciels et prestations informatiques (2 projets et 30 emplois).

TOP 5 DES ENTREPRISES DE L'ASEANO
EN TERMES D'EMPLOI EN FRANCE

Entreprise mère	Secteur d'activité principal	Effectif France
DORCHESTER COLLECTION (BIA) (PLAZA ATHENEE) (Brunei)	Hôtellerie, tourisme et restaurant	900 - 1 000
THAI UNION GROUP (Thaïlande)	Agroalimentaire, agriculture et pêche	700 - 800
CAPITALAND LIMITED (CITADINES) (Singapour)	Autres activités de services	600 - 700
SINAR MAS GROUP (Indonésie)	Verre, céramique, minéraux, bois, papier Agroalimentaire, agriculture et pêche	600 - 700
PTT GLOBAL CHEMICAL (VENCOREX) (Thaïlande)	Chimie plasturgie	400 - 500

¹ Stock d'investissements directs en France par pays d'origine immédiate au 31/12/2017. Le stock d'investissements directs par pays d'origine ultime au 31/12/2016 pour les pays de l'ASEANO était de 6,1 Md€.

² ASEAN (Birmanie, Brunei, Cambodge, Indonésie, Laos, Malaisie, Philippines, Singapour, Thaïlande, Vietnam) et Océanie (à l'exclusion de l'Australie, qui fait l'objet d'une fiche spécifique).

³ Observatoire Europe, Business France.

La répartition géographique montre une concentration des projets dans les régions Île-de-France (5 projets) et Occitanie (3 projets).

— INVESTISSEMENTS
DE L'ASEANO EN EUROPE

En 2018, le Royaume-Uni et l'Allemagne sont les principaux pays d'accueil des investissements issus de l'ASEANO en Europe, avec 23 % des projets. La France est le 3^e pays d'accueil avec 18 % des projets³.

— EXEMPLES DE PROJETS
D'INVESTISSEMENT EN 2018

Mudman PCL : le leader de la restauration en franchise en Thaïlande poursuit son développement en France en créant un bureau commercial à Paris (Île-de-France) avec une vingtaine d'emplois à la clé. Le groupe ambitionne de se développer fortement à l'international à travers sa propre enseigne (**Greyhound Cafe**) mais également en acquérant des établissements de grande renommée.

Double A : principal papetier thaïlandais, **Double A** vient de confirmer la construction d'une centrale biomasse afin d'améliorer la rentabilité et les performances de son usine de papier en Normandie. Cet investissement, estimé à 20 millions d'euros, entraînera le transfert d'une quarantaine d'emplois existants.

Dathena : startup singapourienne innovante, spécialisée dans le domaine du Big Data et de la gouvernance des données, **Dathena Science** se développe rapidement à l'international et a décidé d'ouvrir un centre de R&D dans le domaine de l'intelligence artificielle à Paris (Île-de-France). Une vingtaine d'emplois sera créée.

Indorama (IVL) : le groupe thaïlandais **Indorama Ventures (IVL)** consolide son ancrage dans l'Hexagone en reprenant le français **Sorepla**, un important recycleur européen. La totalité des 58 emplois a été maintenue dans la région Grand Est.

Green Spot Technologies : la startup innovante néo-zélandaise, qui conçoit et fournit des produits alimentaires en fermentant des ressources naturelles, a installé sa structure française à Toulouse (Occitanie), composée d'une dizaine de commerciaux et de chercheurs.

RÉPARTITION PAR PAYS D'ORIGINE

Pays d'origine	NOMBRE	
	Projets	Emplois
Singapour	4	55
Thaïlande	3	88
Vietnam	2	11
Nouvelle-Zélande	2	11
Total général	11	165

RÉPARTITION PAR FONCTION DES PROJETS D'INVESTISSEMENT

Nature du projet	NOMBRE		PART (%)		PART DE CETTE ORIGINE* (%)	
	Projets	Emplois	Projets	Emplois	Projets	Emplois
Centre de décision	5	104	45 %	63 %	1 %	2 %
<i>dont primo-implantation</i>	4	46	36 %	28 %	1 %	1 %
<i>dont QG France</i>	1	58	9 %	35 %	3 %	10 %
Logistique	1	10	9 %	6 %	2 %	0,4 %
R&D, Ingénierie, Design	5	51	45 %	31 %	4 %	2 %
<i>dont R&D</i>	5	51	45 %	31 %	5 %	2 %
Total général	11	165	100 %	100 %	1 %	1 %

* Part des investissements de l'ASEANO dans le total des investissements de chaque fonction.

Grille de lecture : en 2018, 45 % des investissements de l'ASEANO en France sont des activités de centre de décision ; et 1 % des investissements étrangers dans cette fonction relèvent d'entreprises de l'ASEANO.

RÉPARTITION SECTORIELLE DES PROJETS D'INVESTISSEMENT

Secteur d'activité	NOMBRE		PART (%)		PART DE CETTE ORIGINE* (%)	
	Projets	Emplois	Projets	Emplois	Projets	Emplois
Énergie, recyclage, autres services concédés	2	68	18 %	41 %	5 %	10 %
Hôtellerie, tourisme et restaurant	2	39	18 %	24 %	4 %	2 %
Logiciels et prestations informatiques	2	30	18 %	18 %	1 %	1 %
Services financiers, bancaires et assurances	1	10	9 %	6 %	3 %	3 %
Médicaments et biotechnologies appliquées	1	10	9 %	6 %	2 %	1 %
Composants électroniques	1	6	9 %	4 %	8 %	1 %
Commerce et distribution	1	1	9 %	1 %	1 %	0,04 %
Équipements électriques, électroniques, informatiques	1	1	9 %	1 %	2 %	0,1 %
Total général	11	165	100 %	100 %	1 %	1 %

* Part des investissements de l'ASEANO dans le total des investissements de chaque secteur.

Grille de lecture : en 2018, 18 % des investissements de l'ASEANO en France relèvent du secteur de l'énergie ; 5 % des investissements étrangers dans ce secteur relèvent d'entreprises de l'ASEANO.

INVEST



AUSTRALIE

EN FLUX

7
projets
(Business France)85
emplois
(Business France)

EN STOCK

+ de
300
entreprises
en France
(Orbis)+ de
27 000
salariés
(Orbis)902
M€
stock d'IDE¹
27^e rang
(Banque de France)2,6
Md€
exportations
françaises
36^e rang
(Douanes françaises)39
entreprises
présentes dans
Forbes 2000

En 2018, 7 projets d'investissement australiens ont été recensés en France. Ces projets ont permis la création ou la sauvegarde de 85 emplois.

— PRÉSENCE DES ENTREPRISES AUSTRALIENNES EN FRANCE

Plus de 300 entreprises françaises sont contrôlées par un investisseur australien, employant plus de 27 000 personnes en France. En 2018, sept projets d'investissement ont été recensés en France, créant ou sauvegardant 85 emplois.

Ces investissements concernent principalement des centres de décision (2 projets) et des activités de R&D (2 projets). De plus, les investissements australiens sont sectoriellement diversifiés, avec notamment 2 projets dans le secteur du textile.

Enfin, les régions Île-de-France (2 projets) et Occitanie (2 projets) ont été privilégiées par les investisseurs australiens en 2018.

TOP 5 DES ENTREPRISES AUSTRALIENNES EN TERMES D'EMPLOI EN FRANCE

Entreprise mère	Secteur d'activité principal	Effectif France
RAMSAY HEALTH CARE LIMITED	Santé, cliniques et hôpitaux Autres activités de services	21 000
AMCOR LIMITED	Verre, céramique, minéraux, bois, papier Chimie, plasturgie	500 - 600
COMMONWEALTH BANK OF AUSTRALIA (CORIANCE)	Énergie, recyclage, autres services concedés	300 - 500
DOMINO'S PIZZA ENTERPRISES	Hôtellerie, tourisme et restaurant	200 - 500
BRAMBLES LIMITED	Transport, stockage	200 - 300

¹ Stock d'investissements directs en France par pays d'origine immédiate au 31/12/2017.

Le stock d'investissements directs par pays d'origine ultime au 31/12/2016 pour l'Australie était de 3,1 Md€.

² Observatoire Europe, Business France.

RÉPARTITION PAR FONCTION DES PROJETS D'INVESTISSEMENT

Nature du projet	NOMBRE		PART (%)		PART DE CETTE ORIGINE* (%)	
	Projets	Emplois	Projets	Emplois	Projets	Emplois
Centre de décision	2	20	29 %	24 %	1 %	0,5 %
<i>dont primo-implantation</i>	2	20	29 %	24 %	1 %	1 %
Point de vente	1	3	14 %	4 %	1 %	0,2 %
Production / Réalisation	1	30	14 %	35 %	0,3 %	0,3 %
R&D, Ingénierie, Design	2	12	29 %	14 %	2 %	0,4 %
<i>dont R&D</i>	2	12	29 %	14 %	2 %	1 %
Services aux particuliers	1	20	14 %	24 %	1 %	1 %
Total général	7	85	100 %	100 %	1 %	0,3 %

* Part des investissements australiens dans le total des investissements de chaque fonction.

Grille de lecture : en 2018, 29 % des investissements australiens en France concernent des activités de centre de décision ; et 1 % des investissements étrangers dans cette fonction relève d'entreprises australiennes.

RÉPARTITION SECTORIELLE DES PROJETS D'INVESTISSEMENT

Secteur d'activité	NOMBRE		PART (%)		PART DE CETTE ORIGINE* (%)	
	Projets	Emplois	Projets	Emplois	Projets	Emplois
Textile, textile industriel, habillement et accessoires	2	13	29 %	15 %	3 %	1 %
Chimie, plasturgie	1	30	14 %	35 %	2 %	4 %
Hôtellerie, tourisme et restaurant	1	20	14 %	24 %	2 %	1 %
Conseil, ingénierie et services opérationnels aux entreprises	1	10	14 %	12 %	1 %	0,3 %
Matériels aéronautiques, navals et ferroviaires	1	10	14 %	12 %	3 %	1 %
Logiciels et prestations informatiques	1	2	14 %	2 %	1 %	0,1 %
Total général	7	85	100 %	100 %	1 %	0,3 %

* Part des investissements australiens dans le total des investissements de chaque secteur.

Grille de lecture : en 2018, 29 % des investissements australiens en France proviennent du secteur du textile ; 3 % des investissements étrangers dans ce secteur relèvent d'entreprises australiennes.

INVEST



AUTRICHE

EN FLUX

 **16**
projets
(Business France)

 **295**
emplois
(Business France)

EN STOCK

 **250**
entreprises
en France
(Eurostat)

 **+ de 17 000**
salariés
(Eurostat)

 **3,4**
Md€
stock d'IDE¹
17^e rang
(Banque de France)

 **4**
Md€
exportations
françaises
24^e rang
(Douanes françaises)

 **8**
entreprises
présentes dans
Forbes 2000

En 2018, 16 projets d'investissement autrichiens ont été recensés en France, permettant la création ou la sauvegarde de 295 emplois.

— PRÉSENCE DES ENTREPRISES AUTRICHIENNES EN FRANCE

Environ 250 entreprises françaises sont contrôlées par un investisseur autrichien, employant plus de 17 000 personnes. En 2018, 16 nouvelles décisions d'investissement ont été recensées, permettant la création ou la sauvegarde de 295 emplois.

Les entreprises autrichiennes investissent principalement dans des activités de production (50 % des projets et 32 % des emplois). Les activités de services aux particuliers concentrent 50 % des emplois créés.

Les principaux secteurs d'activité sont l'énergie (19 % des projets), l'hôtellerie et tourisme (13 % des projets et 50 % des emplois), la chimie et plasturgie (13 % des projets), et le BTP (13 % des projets).

Les investissements autrichiens sont localisés en premier lieu dans la région Grand Est (31 % des projets et 56 % des emplois) et en Île-de-France (25 % des projets et 15 % des emplois).

— INVESTISSEMENTS AUTRICHIENS EN EUROPE

En 2018, les investissements autrichiens à destination de l'Europe se dirigent principalement vers l'Allemagne (29 % des projets), la France (12 %) et la Pologne (12 %)².

— EXEMPLES DE PROJETS D'INVESTISSEMENT EN 2018

Windkraft Simonsfled : entreprise spécialisée dans la conception et la fabrication d'éoliennes et de parcs photovoltaïques en Europe, **Windkraft Simonsfled** souhaitait ouvrir une filiale en propre en France, afin de pouvoir satisfaire au mieux les demandes de ses clients et de répondre aux appels d'offres. La filiale française est installée à Châlons-en-Champagne (Grand Est), et sera en charge de développer et d'exploiter des parcs éoliens de petite et de moyenne taille.

Frauscher Sensor Technologies : l'entreprise autrichienne offre aux intégrateurs de système et aux exploitants ferroviaires un accès simplifié aux informations nécessaires à l'exploitation, la surveillance et la protection de leur infrastructure. À la suite du développement de ses activités internationales, le groupe a décidé d'ouvrir une filiale en Alsace (Grand Est), afin de développer ses ventes sur le marché français et de se rapprocher des grands donneurs d'ordre du secteur ferroviaire. La filiale emploiera 10 salariés.

TOP 5 DES ENTREPRISES AUTRICHIENNES EN TERMES D'EMPLOI EN FRANCE

Entreprise mère	Secteur d'activité principal	Effectif France
MAGNA EUROPE AG	Constructeurs automobiles et équipementiers	1 000
VOESTALPINE AG	Métaux, travail des métaux	1 000
MAYR-MELNHOF KARTON AG	Verre, céramique, minéraux, bois, papier	1 000
BOREALIS AG	Chimie, plasturgie	900 - 1 000
WIENERBERGER AG	BTP, matériaux de construction	900

¹ Stock d'investissements directs en France par pays d'origine immédiate au 31/12/2017.

Le stock d'investissements directs par pays d'origine ultime au 31/12/2016 pour l'Autriche était de 1,7 Md€.

² Observatoire Europe, Business France.

Hartl Connect Transport GmbH : entreprise de transport logistique bénéficiant de plus de 50 ans d'expérience, assurant des transports de marchandises dans l'ensemble de l'Union européenne, **Hartl** souhaitait se rapprocher de ses clients et profiter des avantages qu'offre la région Hauts-de-France en tant que hub logistique pour la France et les pays limitrophes. La filiale française va créer 10 emplois dans la région.

RÉPARTITION PAR FONCTION DES PROJETS D'INVESTISSEMENT

Nature du projet	NOMBRE		PART (%)		PART DE CETTE ORIGINE* (%)	
	Projets	Emplois	Projets	Emplois	Projets	Emplois
Centre de décision	3	25	19 %	8 %	1 %	1 %
<i>dont primo-implantation</i>	3	25	19 %	8 %	1 %	1 %
Production / Réalisation	8	93	50 %	32 %	3 %	1 %
Services aux entreprises	3	30	19 %	10 %	1 %	1 %
Services aux particuliers	2	147	13 %	50 %	2 %	5 %
Total général	16	295	100 %	100 %	1 %	1 %

* Part des investissements autrichiens dans le total des investissements de chaque fonction.
Grille de lecture : en 2018, 50 % des investissements autrichiens en France sont des activités de production ; 3 % des investissements étrangers dans cette fonction relèvent d'entreprises autrichiennes.

RÉPARTITION SECTORIELLE DES PROJETS D'INVESTISSEMENT

Secteur d'activité	NOMBRE		PART (%)		PART DE CETTE ORIGINE* (%)	
	Projets	Emplois	Projets	Emplois	Projets	Emplois
Énergie, recyclage, autres services concédés	3	25	19 %	8 %	7 %	4 %
Hôtellerie, tourisme et restaurant	2	147	13 %	50 %	4 %	9 %
Chimie, plasturgie	2	30	13 %	10 %	4 %	4 %
BTP, matériaux de construction	2	12	13 %	4 %	5 %	1 %
Constructeurs automobiles et équipementiers	1	21	6 %	7 %	2 %	1 %
Équipements électriques, électroniques, informatiques	1	10	6 %	3 %	2 %	1 %
Logiciels et prestations informatiques	1	10	6 %	3 %	1 %	0,3 %
Machines et équipements mécaniques	1	10	6 %	3 %	1 %	1 %
Matériels aéronautiques, navals et ferroviaires	1	10	6 %	3 %	3 %	1 %
Transport, stockage	1	10	6 %	3 %	3 %	1 %
Verre, céramique, minéraux, bois, papier	1	10	6 %	3 %	3 %	2 %
Total général	16	295	100 %	100 %	1 %	1 %

* Part des investissements autrichiens dans le total des investissements de chaque secteur.
Grille de lecture : en 2018, 19 % des investissements autrichiens en France relèvent du secteur de l'énergie ; 7 % des investissements étrangers dans ce secteur relèvent d'entreprises autrichiennes.

INVEST



BELGIQUE

EN FLUX

65

projets
(Business France)

1 090

emplois
(Business France)

EN STOCK

+ de
3 500entreprises
en France
(Eurostat)+ de
136 000salariés
(Eurostat)54,3
Md€stock d'IDE¹
7^e rang
(Banque de France)34,2
Md€exportations
françaises
5^e rang
(Douanes françaises)10
entreprises
présentes dans
Forbes 2000

La Belgique est à l'origine de 65 projets d'investissement en France en 2018. Ces projets ont permis la création ou la sauvegarde de 1 090 emplois.

— PRÉSENCE DES ENTREPRISES BELGES EN FRANCE

Plus de 3 500 entreprises françaises sont contrôlées par un investisseur belge, employant plus de 136 000 personnes en France. En 2018, 65 nouveaux investissements belges ont créé ou sauvegardé 1 090 emplois en France.

En 2018, les investissements belges s'orientent principalement vers les activités de production (38 % des projets et 57 % des emplois) et les centres de décision (31 % des projets et 24 % des emplois).

Les principaux secteurs d'activité sont les secteurs de l'agroalimentaire (15 % des projets et 22 % des emplois), des logiciels (15 % des projets) et du commerce (15 % des projets). Les projets belges représentent 18 % des projets dans l'agroalimentaire en France en 2018 (et 20 % des emplois associés), et 12 % des projets dans le commerce.

Enfin, les entreprises belges s'implantent majoritairement en Île-de-France (22 % des projets et 25 % des emplois), dans les Hauts-

de-France (22 % des projets et 24 % des emplois), en Bourgogne-Franche-Comté (12 % des projets) et dans la région Grand Est (11 % des projets).

— INVESTISSEMENTS BELGES EN EUROPE

En 2018, la France est le 1^{er} pays d'accueil des investissements créateurs d'emploi réalisés en Europe par des entreprises belges. Elle accueille 48 % des investissements de ce pays. L'Allemagne accueille 13 % de ces projets, et le Royaume-Uni 11 %².

— EXEMPLES DE PROJETS D'INVESTISSEMENT EN 2018

Urban Farm Company / Peas & Love : après un an de tests et une première expérience réussie à Bruxelles, un nouveau concept de jardin partagé a fait son apparition à Paris. L'entrepreneur Jean-Patrick Sheepers a ouvert en mai 2018 le premier potager collaboratif sur le toit de l'hôtel Yooma dans le XV^e arrondissement. En plus de rendre Paris plus verte, la ferme permet aux riverains de s'investir dans le projet via un abonnement mensuel. Ce potager est entretenu par des « community farmers » référents embauchés sur place. **Peas & Love** ne compte pas s'arrêter là : six à sept fermes devraient pousser d'ici l'an prochain à Paris, avec une soixantaine d'emplois à la clé. La jeune startup prévoit également de nouvelles fermes à Lyon et Lille en 2019.

TOP 5 DES ENTREPRISES BELGES EN TERMES D'EMPLOI EN FRANCE

Entreprise mère	Secteur d'activité principal	Effectif France
GRUPE LOUIS DELHAIZE (CORR)	Commerce et distribution Agroalimentaire	18 000
ECONOCOM	Logiciels et prestations informatiques	6 000 - 7 000
SOLVAY SA	Commerce et distribution	5 000
D'IETEREN NV/SA (CARGLASS)	Constructeurs automobiles et équipementiers	3 000
SAFINCO (VANDEMOORTELE)	Agroalimentaire	1 500 - 2 000

¹ Stock d'investissements directs en France par pays d'origine immédiate au 31/12/2017.

Le stock d'investissements directs par pays d'origine ultime au 31/12/2016 pour la Belgique était de 41,3 Md€.

² Observatoire Europe, Business France.

Gluecom : afin de poursuivre son développement à l'international, le groupe brugeois a repris la société francilienne familiale de colles industrielles **Labord**, située en Essonne (Île-de-France) et ainsi permis le maintien d'une trentaine de salariés. Cette acquisition permet à cette PME de 90 salariés de renforcer sa gamme commerciale et de s'attaquer à de nouveaux marchés à plus forte valeur ajoutée comme l'industrie Agroalimentaire et l'emballage de luxe.

Bopro : le développeur immobilier a remporté un appel à projet lancé dans le cadre de l'aménagement du « Grand Paris ». Au sein du Triangle de Gonesse, le projet « Triango » développera sur 15 ha un véritable démonstrateur de l'économie circulaire. **Bopro** a également créé un siège social France à Paris pour accompagner son développement.

RÉPARTITION PAR FONCTION DES PROJETS D'INVESTISSEMENT

Nature du projet	NOMBRE		PART (%)		PART DE CETTE ORIGINE* (%)	
	Projets	Emplois	Projets	Emplois	Projets	Emplois
Centre de décision	20	262	31 %	24 %	5 %	6 %
<i>dont primo-implantation</i>	17	208	26 %	19 %	5 %	6 %
<i>dont QG France</i>	3	54	5 %	5 %	9 %	9 %
Logistique	1	35	2 %	3 %	2 %	1 %
Point de vente	11	115	17 %	11 %	9 %	7 %
Production / Réalisation	25	616	38 %	57 %	8 %	5 %
R&D, Ingénierie, Design	1	20	2 %	2 %	1 %	1 %
<i>dont R&D</i>	1	20	2 %	2 %	1 %	1 %
Services aux entreprises	7	42	11 %	4 %	3 %	1 %
Total général	65	1 090	100 %	100 %	5 %	4 %

* Part des investissements belges dans le total des investissements de chaque fonction.
Grille de lecture : en 2018, 38 % des investissements belges en France sont des activités de production et 8 % des investissements étrangers dans cette fonction relèvent d'entreprises belges.

RÉPARTITION SECTORIELLE DES PROJETS D'INVESTISSEMENT

Secteur d'activité	NOMBRE		PART (%)		PART DE CETTE ORIGINE* (%)	
	Projets	Emplois	Projets	Emplois	Projets	Emplois
Agroalimentaire, agriculture et pêche	10	239	15 %	22 %	18 %	20 %
Logiciels et prestations informatiques	10	111	15 %	10 %	5 %	4 %
Commerce et distribution	10	80	15 %	7 %	12 %	3 %
Conseil, ingénierie et services opérationnels aux entreprises	9	149	14 %	14 %	6 %	4 %
BTP, matériaux de construction	5	71	8 %	7 %	13 %	8 %
Chimie, plasturgie	4	68	6 %	6 %	9 %	8 %
Métaux, travail des métaux	3	70	5 %	6 %	10 %	5 %
Composants électroniques	2	80	3 %	7 %	15 %	12 %
Énergie, recyclage, autres services concédés	2	78	3 %	7 %	5 %	11 %
Hôtellerie, tourisme et restaurant	2	38	3 %	3 %	4 %	2 %
Verre, céramique, minéraux, bois, papier	2	12	3 %	1 %	7 %	2 %
Machines et équipements mécaniques	1	69	2 %	6 %	1 %	6 %
Immobilier et bureaux d'affaires	1	10	2 %	1 %	10 %	8 %
Activités sportives, récréatives et de loisirs	1	9	2 %	1 %	1 %	1 %
Transport, stockage	1	4	2 %	0,4 %	3 %	0,4 %
Services financiers, bancaires et assurances	1	1	2 %	0,1 %	3 %	0,3 %
Équipements électriques, électroniques, informatiques	1	1	2 %	0,1 %	2 %	0,1 %
Total général	65	1 090	100 %	100 %	5 %	4 %

* Part des investissements belges dans le total des investissements de chaque secteur.
Grille de lecture : en 2018, 15 % des investissements belges en France relèvent du secteur de l'agroalimentaire ; 18 % des investissements étrangers dans ce secteur relèvent d'entreprises belges.

INVEST



CANADA

EN FLUX

48

projets
(Business France)

1 544

emplois
(Business France)

EN STOCK

200

entreprises
en France
(Eurostat)+ de
25 000salariés
(Eurostat)
 3,2
Md€
stock d'IDE¹
18^e rang
(Banque de France)
 3,4
Md€
exportations
françaises
27^e rang
(Douanes françaises)

51

entreprises
présentes dans
Forbes 2000

En 2018, 48 projets d'investissement canadiens ont été recensés en France. Ces projets sont majoritairement dans les secteurs conseil et ingénierie, logiciels et prestations informatiques, et énergie.

— PRÉSENCE DES ENTREPRISES CANADIENNES EN FRANCE

200 entreprises françaises sont contrôlées par un investisseur canadien employant plus de 25 000 personnes.

En 2018, 48 nouvelles décisions d'investissement du Canada ont été recensées en France. Elles ont permis la création ou le maintien de 1 544 emplois. Après une croissance très forte en 2017 (+30 %), le nombre de projets canadiens en France se stabilise à un niveau significativement supérieur à celui de 2016. Le nombre d'emplois aussi se maintient à un niveau élevé en 2018.

Ces investissements concernent avant tout des centres de décision et des services aux entreprises, qui représentent chacun 31 % des projets canadiens en France. Les projets de R&D correspondent à 19 % des projets canadiens et les activités de production à 17 %. Le Canada se distingue dans les activités de services aux entreprises puisqu'il est à l'origine de 17 % des emplois générés dans cette fonction.

La majorité des projets provenant d'entreprises canadiennes se répartit entre trois secteurs : conseil et ingénierie (38 %), logiciels et prestations informatiques (15 %) et énergie (8 %). Les investissements canadiens sont notamment à l'origine de 12 % de l'ensemble des projets (et de 25 % des emplois) dans le secteur conseil et ingénierie.

Les régions françaises accueillant le plus de projets d'investissement canadiens sont Auvergne-Rhône-Alpes (23 %), Île-de-France (19 %) et Occitanie (15 %). Elles sont suivies des Hauts-de-France (13 %).

— INVESTISSEMENTS CANADIENS EN EUROPE

En 2018, la France est la 2^e destination européenne des investissements canadiens créateurs d'emploi (22 % du total des projets), derrière le Royaume-Uni (27 %) et devant l'Allemagne (12 %)².

— EXEMPLES DE PROJETS D'INVESTISSEMENT EN 2018

Empowered Startups : Empowered Startups (Ontario) est un accélérateur dédié aux entrepreneurs souhaitant développer leur concept innovant dans un spectre sectoriel large (biotech, medtech, cleantech, etc.). L'entreprise canadienne a choisi Grenoble en Auvergne-Rhône-Alpes pour sa première implantation européenne et s'est associée à l'Inria et Savoie-Technolac pour accueillir ses incubés en France. La création d'une dizaine d'emplois est envisagée à terme.

TOP 6 DES ENTREPRISES CANADIENNES EN TERMES D'EMPLOI EN FRANCE

Entreprise mère	Secteur d'activité principal	Effectif France
CGI	Logiciels et prestations informatiques	11 500
ONTARIO TEACHERS PENSION PLAN*	Services financiers	5 500 - 6 000
POWER CORP - DESMARAIS (Sagard)*	Services financiers	4 500 - 5 000
BOMBARDIER INC	Matériels aéronautiques, navals et ferroviaires	2 000
LINAMAR CORPORATION	Métaux, travail des métaux	1 400
MCCAIN FOODS GROUP INC	Agroalimentaire, agriculture et pêche	1 100

* Fonds d'investissement

¹ Stock d'investissements directs en France par pays d'origine immédiate au 31/12/2017.

Les stocks d'investissements directs d'origine ultime au 31/12/2016 pour le Canada sont de 4,7 Md€.

² Observatoire Europe, Business France.

Robotiq : spécialisée dans la conception et la fabrication de composants pour robots collaboratifs, **Robotiq** (Québec) s'implante à Lyon en Auvergne-Rhône-Alpes avec pour objectif de rayonner en Europe. Le site de Lyon s'occupera de la distribution, de l'assistance auprès des partenaires et fera office de centre de formation technique pour l'équipe et ses clients européens. L'entreprise a déjà prévu le recrutement d'une quinzaine de personnes.

Nanowave Technologies : l'entreprise canadienne **Nanowave Technologies** (Ontario) conçoit et fabrique des composants et sous-systèmes dans le domaine des ondes ultra-courtes et millimétriques destinés aux entreprises de l'aérospatial, de la défense et des communications. L'entreprise a décidé d'ouvrir un bureau d'ingénierie à Toulouse en Occitanie qui emploiera 10 personnes d'ici deux ans et aura pour but de servir la clientèle européenne.

Camden : l'agence de publicité montréalaise **Camden** (Québec) a choisi d'implanter sa première filiale européenne à Lyon en Auvergne-Rhône-Alpes. Cette ouverture a permis la création de 12 emplois et l'entreprise a pour objectif de renforcer l'activité de son agence lyonnaise dans les prochaines années.

RÉPARTITION PAR FONCTION DES PROJETS D'INVESTISSEMENT

Nature du projet	NOMBRE		PART (%)		PART DE CETTE ORIGINE* (%)	
	Projets	Emplois	Projets	Emplois	Projets	Emplois
Centre de décision	15	118	31 %	8 %	4 %	3 %
<i>dont primo-implantation</i>	14	108	29 %	7 %	4 %	3 %
<i>dont QG France</i>	1	10	2 %	1 %	3 %	2 %
Point de vente	1	2	2 %	0,1 %	1 %	0,1 %
Production / Réalisation	8	378	17 %	24 %	3 %	3 %
R&D, Ingénierie, Design	9	190	19 %	12 %	7 %	7 %
<i>dont R&D</i>	3	44	6 %	3 %	3 %	2 %
Services aux entreprises	15	856	31 %	55 %	7 %	17 %
Total général	48	1 544	100 %	100 %	4 %	5 %

* Part des investissements canadiens dans le total des investissements de chaque fonction.
Grille de lecture : en 2018, 31 % des investissements canadiens destinés à la France sont des centres de décision. 4 % des investissements étrangers dans cette fonction relèvent d'entreprises canadiennes.

RÉPARTITION SECTORIELLE DES PROJETS D'INVESTISSEMENT

Secteur d'activité	NOMBRE		PART (%)		PART DE CETTE ORIGINE* (%)	
	Projets	Emplois	Projets	Emplois	Projets	Emplois
Conseil, ingénierie et services opérationnels aux entreprises	18	930	38 %	60 %	12 %	25 %
Logiciels et prestations informatiques	7	66	15 %	4 %	4 %	2 %
Énergie, recyclage, autres services concédés	4	58	8 %	4 %	10 %	8 %
Constructeurs automobiles et équipementiers	2	75	4 %	5 %	5 %	4 %
Médicaments et biotechnologies appliquées	2	60	4 %	4 %	4 %	4 %
Ameublement et équipement du foyer	2	45	4 %	3 %	6 %	11 %
BTP, matériaux de construction	2	10	4 %	1 %	5 %	1 %
Commerce et distribution	2	6	4 %	0,4 %	2 %	0,2 %
Matériels aéronautiques, navals et ferroviaires	1	200	2 %	13 %	3 %	10 %
Verre, céramique, minéraux, bois, papier	1	18	2 %	1 %	3 %	4 %
Machines et équipements mécaniques	1	15	2 %	1 %	1 %	1 %
Équipements électriques, électroniques, informatiques	1	15	2 %	1 %	2 %	2 %
Équipements médico-chirurgicaux, diagnostics et dispositifs médicaux	1	11	2 %	1 %	3 %	2 %
Agroalimentaire, agriculture et pêche	1	10	2 %	1 %	2 %	1 %
Services financiers, bancaires et assurances	1	10	2 %	1 %	3 %	3 %
Composants électroniques	1	10	2 %	1 %	8 %	2 %
Médias, édition	1	5	2 %	0,3 %	8 %	4 %
Total général	48	1544	100 %	100 %	4 %	5 %

* Part des investissements canadiens dans le total des investissements de chaque secteur.
Grille de lecture : en 2018, 38 % des investissements canadiens destinés à la France s'orientent dans le secteur Conseil, ingénierie et services opérationnels aux entreprises. 12 % des investissements étrangers dans ce secteur relèvent d'entreprises canadiennes.

INVEST



CHINE

EN FLUX

57 (6)¹
projets
(Business France)

1 078 (68)
emplois
(Business France)

EN STOCK

+ de 800
entreprises
en France
(Orbis)

+ de 30 000
salariés
(Orbis)

6,9 (5,4)
Md€
stock d'IDE²
12^e rang
(Banque de France)

27,1 (6,2)
Md€
exportations
françaises
7^e rang
(Douanes françaises)

291 (58)
entreprises
présentes dans
Forbes 2000

La Chine est le 1^{er} pays asiatique investisseur en France en 2018, avec 57 projets recensés, permettant la création ou le maintien de plus de 1 000 emplois.

— PRÉSENCE DES ENTREPRISES CHINOISES EN FRANCE

Plus de 800 entreprises françaises sont contrôlées par un investisseur de Chine continentale et de Hong Kong, employant plus de 30 000 personnes en France. En 2018, 57 nouvelles décisions d'investissement en provenance de Chine et de Hong Kong ont permis la création ou le maintien de 1 078 emplois en France. Parmi ces projets, six sont originaires de Hong Kong.

Les entreprises chinoises et hongkongaises privilégient les investissements dans des centres de décision (42 % des projets et 33 % des emplois), dont cinq quartiers généraux Monde / Europe, et dans des unités de production (26 % des projets et 37 % des emplois). La Chine représente 22 % des projets de quartiers généraux Monde / Europe recensés en France en 2018.

TOP 5 DES ENTREPRISES CHINOISES EN TERMES D'EMPLOI EN FRANCE

Entreprise mère	Secteur d'activité principal	Effectif France
JINJIANG INTERNATIONAL (LOUVRE HOTELS GROUP) (Chine)	Hôtellerie, tourisme	5 000 - 10 000
CK HUTCHISON HOLDINGS (MARIONNAUD) (Hong Kong)	Commerce et distribution	3 500 - 4 000
CHINA NATIONAL CHEMICAL CORP. (CHEMCHINA ; SYNGENTA) (Chine)	Chimie, plasturgie	2 000 - 2 500
JINING RUYI FASHION DEVELOPMENT CO (SMCP) (Chine)	Textile, habillement et accessoires	1 500 - 2 000
YANTAI TAIHAI (MANOIR INDUSTRIES, CTI) (Chine)	Métaux, travail des métaux	1 000 - 2 000

¹ Les données concernant les investissements en provenance de Hong Kong figurent entre parenthèses. 57 projets d'investissement proviennent de Chine, dont 6 sont originaires de Hong Kong.

² Stock d'investissements directs en France par pays d'origine immédiate au 31/12/2017. Le stock d'investissements directs par pays d'origine ultime au 31/12/2016 pour la Chine et Hong Kong était de 10,0 Md€.

³ Observatoire Europe, Business France.

Les deux principaux secteurs d'investissement sont le textile (12 % des projets et 32 % des emplois) et l'électronique grand public (12 % des projets et 10 % des emplois). Dans ce dernier secteur, les projets chinois représentent 64 % des projets et 70 % des emplois recensés en France.

Enfin, près de la moitié des investissements provenant de Chine sont localisés en Île-de-France (47 % des projets et 57 % des emplois), suivie par Auvergne-Rhône-Alpes (25 % des projets et 26 % des emplois).

— INVESTISSEMENTS CHINOIS EN EUROPE

En 2018, les principaux pays d'accueil des investissements chinois et hongkongais en Europe sont l'Allemagne (23 % des projets), le Royaume-Uni (21 %) et la France (16 %)³.

— EXEMPLES DE PROJETS D'INVESTISSEMENT EN 2018

Xiaomi : le 4^e fabricant mondial de smartphones a fait son entrée sur le marché français en 2018 via l'ouverture d'un bureau commercial. Fort de 3 boutiques à Paris, l'enseigne a récemment inauguré son « flagship » store sur les Champs-Élysées et compte poursuivre sa politique d'ouverture de magasins en France. Une trentaine d'emplois a été créée dans un premier temps.

Hanshow : jeune PME innovante, spécialisée dans la conception, la production et la commercialisation d'étiquettes électroniques de gondoles, Hanshow a choisi l'Île de France pour installer son siège européen, dans le but de développer les partenariats noués avec les acteurs de la grande distribution. Une quinzaine d'emplois est créée.

Shanghai Icicle Fashion : l'investisseur chinois a repris la maison de couture française Carven en 2018. Le groupe chinois, via sa filiale parisienne, a repris la marque et ses quatre boutiques en France. Il a ainsi sauvé la quasi-totalité des salariés, soit environ 80 personnes.

H&H Group : le groupe H&H a annoncé la construction d'une troisième ligne de fabrication de poudre de lait infantile sur le site de la coopérative laitière Isigny Sainte-Mère (Normandie). Celle-ci sera opérationnelle dès 2020 et générera 120 emplois supplémentaires.

RÉPARTITION PAR FONCTION DES PROJETS D'INVESTISSEMENT

Nature du projet	NOMBRE		PART (%)		PART DE CETTE ORIGINE* (%)	
	Projets	Emplois	Projets	Emplois	Projets	Emplois
Centre de décision	24 (1)	361 (15)	42 %	33 %	6 %	9 %
<i>dont primo-implantation</i>	18 (1)	231 (15)	32 %	21 %	6 %	7 %
<i>dont QG Monde / Europe</i>	5	50	9 %	5 %	22 %	18 %
<i>dont QG France</i>	1	80	2 %	7 %	3 %	14 %
Point de vente	2 (1)	20 (5)	4 %	2 %	2 %	1 %
Production / Réalisation	15 (3)	403 (40)	26 %	37 %	5 %	4 %
R&D, Ingénierie, Design	7 (1)	154 (8)	12 %	14 %	5 %	6 %
<i>dont R&D</i>	6 (1)	149 (8)	11 %	14 %	6 %	7 %
Services aux entreprises	6	51	11 %	5 %	3 %	1 %
Services aux particuliers	3	89	5 %	8 %	2 %	3 %
Total général	57 (6)	1 078 (68)	100 %	100 %	4 %	4 %

* Part des investissements chinois dans le total des investissements de chaque fonction.
Grille de lecture : en 2018, 42 % des investissements chinois en France sont des activités de centres de décision, et 6 % des investissements étrangers dans cette fonction relèvent d'entreprises chinoises.

RÉPARTITION SECTORIELLE DES PROJETS D'INVESTISSEMENT

Secteur d'activité	NOMBRE		PART (%)		PART DE CETTE ORIGINE* (%)	
	Projets	Emplois	Projets	Emplois	Projets	Emplois
Textile, textile industriel, habillement et accessoires	7 (1)	350 (10)	12 %	32 %	10 %	31 %
Électronique grand public	7	109	12 %	10 %	64 %	70 %
Transport, stockage	5	51	9 %	5 %	14 %	5 %
Constructeurs automobiles et équipementiers	4	116	7 %	11 %	9 %	6 %
Commerce et distribution	4 (2)	41 (20)	7 %	4 %	5 %	2 %
Chimie, plasturgie	4 (1)	37 (8)	7 %	3 %	9 %	4 %
Logiciels et prestations informatiques	3 (1)	53 (10)	5 %	5 %	2 %	2 %
Équipements électriques, électroniques, informatiques	3	50	5 %	5 %	5 %	7 %
Matériels aéronautiques, navals et ferroviaires	3	38	5 %	4 %	8 %	2 %
Energie, recyclage, autres services concédés	3	9	5 %	1 %	7 %	1 %
Hôtellerie, tourisme et restaurant	2	84	4 %	8 %	4 %	5 %
Opérateurs télécoms et fournisseurs d'accès internet	2	25	4 %	2 %	40 %	6 %
Autres activités de services	2	15	4 %	1 %	10 %	3 %
Activités sportives, récréatives et de loisirs	1	25	2 %	2 %	1 %	3 %
Agroalimentaire, agriculture et pêche	1 (1)	20 (20)	2 %	2 %	2 %	2 %
Équipements médico-chirurgicaux, diagnostics et dispositifs médicaux	1	10	2 %	1 %	3 %	1 %
Parfums, cosmétiques	1	10	2 %	1 %	6 %	4 %
Conseil, ingénierie et services opérationnels aux entreprises	1	10	2 %	1 %	1 %	0,3 %
Verre, céramique, minéraux, bois, papier	1	10	2 %	1 %	3 %	2 %
Médicaments et biotechnologies appliquées	1	10	2 %	1 %	2 %	1 %
Composants électroniques	1	5	2 %	0,5 %	8 %	1 %
Total général	57 (6)	1 078 (68)	100 %	100 %	4 %	4 %

* Part des investissements chinois dans le total des investissements de chaque secteur.
Grille de lecture : en 2018, 12 % des investissements chinois en France s'orientent vers le secteur du textile ; 10 % des investissements étrangers dans ce secteur relèvent d'entreprises chinoises.

INVEST



**CORÉE
DU SUD**

EN FLUX

13

projets
(Business France)

163

emplois
(Business France)

EN STOCK

50

entreprises
en France
(Eurostat)

**+ de
5 300**

salariés
(Eurostat)

**1,1
Mde**

stock d'IDE¹
25^e rang
(Banque de France)

**4,3
Mde**

exportations
françaises
22^e rang
(Douanes françaises)

67

entreprises
présentes dans
Forbes 2000

13 décisions d'investissement d'entreprises sud-coréennes en 2018 ont permis la création de plus de 160 emplois.

— PRÉSENCE DES ENTREPRISES SUD-CORÉENNES EN FRANCE

50 entreprises françaises sont contrôlées par un investisseur sud-coréen, employant plus de 5 300 personnes. En 2018, les entreprises coréennes ont réalisé 13 projets d'investissement permettant la création de 163 emplois en France.

Les projets sud-coréens s'orientent principalement vers des centres de décision (54 %), avec notamment l'implantation d'un quartier général Monde/Europe. Les activités de production quant à elles regroupent plus de la moitié des emplois créés par les investissements sud-coréens.

Les secteurs les plus représentés parmi les projets d'investissement originaires de Corée du Sud sont : Logiciels et prestations informatiques (3 projets), et services financiers (2 projets).

Ces investissements se localisent principalement en Île-de-France (10 projets) mais aussi en Pays de la Loire, Normandie et Grand Est qui accueillent chacune un projet.

— INVESTISSEMENTS SUD-CORÉENS EN EUROPE

L'Allemagne a été le 1^{er} pays d'accueil européen des investissements créateurs d'emplois en provenance de Corée du Sud, avec 19 % du nombre total de projets réalisés ces deux dernières années. Viennent ensuite la Pologne et la Hongrie (12 % chacun) et le Royaume-Uni et la France (10 % chacun)².

— EXEMPLES DE PROJETS D'INVESTISSEMENT EN 2018

SPC Group : le groupe SPC, numéro un de la boulangerie-pâtisserie en Corée du Sud, a choisi la France pour établir sa première usine de production de viennoiseries surgelées en Europe. Déjà présent en France avec un bureau d'achat à Villeneuve-d'Ascq et deux boutiques sous l'enseigne « PB », le groupe sud-coréen a fait le choix de créer son unité de production en Normandie à Saint-James. Le groupe bénéficiera de la filière laitière/beurre (AOC Isigny) et de l'avantage logistique (Port du Havre) de cette région. Le montant de cet investissement est estimé à 20 millions d'euros et la création de 40 emplois est prévue d'ici 2020.

TOP 5 DES ENTREPRISES SUD-CORÉENNES EN TERMES D'EMPLOI EN FRANCE

Entreprise mère	Secteur d'activité principal	Effectif France
HAHN & CO. AUTO HOLDINGS CO., LTD (HANON SYSTEMS)	Constructeurs automobiles et équipementiers	400 - 500
SAMSUNG ELECTRONICS CO., LTD	Électronique grand public Équipements électriques, électroniques, informatiques	400 - 500
KC GREEN HOLDINGS CO., LTD	BTP, matériaux de construction Énergie, recyclage, autres services concédés	300 - 500
DOOSAN CORP	Machines et équipements mécaniques BTP, matériaux de construction	200 - 300
LG ELECTRONICS INC.	Électronique grand public Équipements électriques, électroniques, informatiques	200 - 300

¹ Stock d'investissements directs en France par pays d'origine immédiate au 31/12/2017.

Les stocks d'investissements directs d'origine ultime au 31/12/2016 pour la Corée du Sud sont de 533 M€.

² Observatoire Europe, Business France.

Bodyfriend : la société **Bodyfriend**, spécialisée dans le secteur du bien-être, est un des leaders mondiaux dans la vente et la location de fauteuils massants. Le groupe a décidé d'établir son siège européen à Paris. Le bureau pilotera toute l'activité commerciale des marchés européens et l'adaptation marketing et technique de leur gamme. Cette implantation génère la création de 5 emplois. Bodyfriend prévoit en plus de poursuivre son développement en France par l'ouverture d'un « flagship » de 600 m² dans le centre de Paris dès 2019.

RÉPARTITION PAR FONCTION DES PROJETS D'INVESTISSEMENT

Nature du projet	NOMBRE		PART (%)		PART DE CETTE ORIGINE* (%)	
	Projets	Emplois	Projets	Emplois	Projets	Emplois
Centre de décision	7	53	54 %	33 %	2 %	1 %
<i>dont primo-implantation</i>	6	43	46 %	26 %	2 %	1 %
<i>dont QG Monde / Europe</i>	1	10	7,7 %	6 %	4 %	4 %
Logistique	1	2	8 %	1 %	2 %	0,1 %
Production / Réalisation	2	90	15 %	55 %	1 %	1 %
R&D, Ingénierie, Design	2	15	15 %	9 %	2 %	1 %
<i>dont R&D</i>	2	15	15 %	9 %	2 %	1 %
Services aux entreprises	1	3	8 %	2 %	0,5 %	0,1 %
Total général	13	163	100 %	100 %	1 %	1 %

* Part des investissements sud-coréens dans le total des investissements de chaque fonction.
Grille de lecture : en 2018, 54 % des investissements sud-coréens en France sont des centres de décision, 2 % des projets d'investissement étrangers dans cette fonction relèvent d'entreprises sud-coréennes.

RÉPARTITION SECTORIELLE DES PROJETS D'INVESTISSEMENT

Secteur d'activité	NOMBRE		PART (%)		PART DE CETTE ORIGINE* (%)	
	Projets	Emplois	Projets	Emplois	Projets	Emplois
Logiciels et prestations informatiques	3	18	23 %	11 %	2 %	1 %
Services financiers, bancaires et assurances	2	23	15 %	14 %	7 %	8 %
Machines et équipements mécaniques	1	50	8 %	31 %	1 %	4 %
Agroalimentaire, agriculture et pêche	1	40	8 %	25 %	2 %	3 %
Constructeurs automobiles et équipementiers	1	10	8 %	6 %	2 %	1 %
Conseil, ingénierie et services opérationnels aux entreprises	1	5	8 %	3 %	1 %	0,1 %
Équipements électriques, électroniques, informatiques	1	5	8 %	3 %	2 %	1 %
Médicaments et biotechnologies appliquées	1	5	8 %	3 %	2 %	0,4 %
Ameublement et équipement du foyer	1	5	8 %	3 %	3 %	1 %
Textile, textile industriel, habillement et accessoires	1	2	8 %	1 %	1 %	0,2 %
Total général	13	163	100 %	100 %	1 %	1 %

* Part des investissements sud-coréens dans le total des investissements de chaque secteur.
Grille de lecture : en 2018, 23 % des investissements sud-coréens en France s'orientent vers le secteur logiciels et prestations informatiques. 2 % des projets d'investissement étrangers dans ce secteur relèvent d'entreprises sud-coréennes.

INVEST



DANEMARK

EN FLUX

16

projets
(Business France)

214

emplois
(Business France)

EN STOCK

 + de
350
entreprises
en France
(Eurostat)

40 000

salariés
(Eurostat)
 6,1
Md€
stock d'IDE¹
14^e rang
(Banque de France)
 3
Md€
exportations
françaises
33^e rang
(Douanes françaises)

14

entreprises
présentes dans
Forbes 2000

16 décisions d'investissement d'entreprises danoises en 2018 ont permis la création de plus de 200 emplois.

— PRÉSENCE DES ENTREPRISES DANOISES EN FRANCE

Plus de 350 entreprises françaises sont contrôlées par un investisseur danois, employant près de 40 000 salariés. Les entreprises danoises sont à l'origine de 16 projets d'investissement en France en 2018, permettant la création ou le maintien de plus de 200 emplois.

Les investissements des entreprises danoises privilégient les points de vente (38 %), les centres de décision (31 %) et les services aux entreprises (19 %).

En 2018, la moitié des projets d'investissement danois sont réalisés dans deux secteurs, logiciels et prestations informatiques ainsi qu'ameublement et équipement du foyer, qui comptent chacun quatre projets. On notera plus particulièrement que le

Danemark est à l'origine de 13 % des projets (11 % des emplois) dans le secteur ameublement et équipement du foyer.

L'Île-de-France et la Nouvelle-Aquitaine accueillent chacune près du tiers des projets danois en France.

— INVESTISSEMENTS DANOIS EN EUROPE

En 2018, le Royaume-Uni est le premier pays d'accueil en Europe des investissements créateurs d'emploi en provenance du Danemark avec 29 % du total des projets danois. Viennent ensuite la France (19 %) et l'Allemagne (14 %)².

— EXEMPLES DE PROJETS D'INVESTISSEMENT EN 2018

Velux : l'entreprise danoise **Velux**, un des leaders mondiaux du marché de la fenêtre de toit, a décidé d'investir 4 millions d'euros pour agrandir son centre logistique de Feuquières-en-Vimeu en Picardie. L'entrepôt passera d'une surface de 9 000 m² à 15 000 m² et permettra à la société de gérer toutes les opérations logistiques de l'entreprise à destination de ses clients français. La création de 25 postes supplémentaires est prévue.

TOP 5 DES ENTREPRISES DANOISES EN TERMES D'EMPLOI EN FRANCE

Entreprise mère	Secteur d'activité principal	Effectif France
ISS WORLD SERVICES	Autres activités de services	24 500
NOVO NORDISK	Médicaments et biotechnologies appliquées	1 500
CARLSBERG	Agroalimentaire, agriculture et pêche	1 200
WILLIAM DEMANT	Équipements médico-chirurgicaux, diagnostics et dispositifs médicaux	1 200
DFDS	Transport, stockage	900

¹ Stock d'investissements directs en France par pays d'origine immédiate au 31/12/2017.

Les stocks d'investissements directs d'origine ultime au 31/12/2016 pour le Danemark sont de 5 Md€.

² Observatoire Europe, Business France.

SitelImprove : fondée en 2003, **SitelImprove** est un éditeur de logiciels et de solutions cloud dont la mission est de simplifier et d'améliorer la gestion des sites Web. L'entreprise a décidé de renforcer sa présence en France en établissant à Paris sa filiale française. Une équipe d'une dizaine de personnes est attendue d'ici trois ans.

Tonsser : la jeune entreprise danoise **Tonsser** a développé une application permettant aux joueurs de football de gérer leur carrière et de présenter leurs performances. Elle a choisi la France pour sa seconde implantation à l'étranger. La startup a rejoint Le Tremplin, l'incubateur parisien spécialisé dans le sport, où elle a pu obtenir le soutien nécessaire et prévoit d'engager 10 personnes dans les trois prochaines années.

RÉPARTITION PAR FONCTION DES PROJETS D'INVESTISSEMENT

Nature du projet	NOMBRE		PART (%)		PART DE CETTE ORIGINE* (%)	
	Projets	Emplois	Projets	Emplois	Projets	Emplois
Centre de décision	5	75	31 %	35 %	1 %	2 %
<i>dont primo-implantation</i>	4	45	25 %	21 %	1 %	1 %
<i>dont QG France</i>	1	30	6 %	14 %	3 %	5 %
Logistique	1	25	6 %	12 %	2 %	1 %
Point de vente	6	59	38 %	28 %	5 %	4 %
Production / Réalisation	1	25	6 %	12 %	0,3 %	0,2 %
Services aux entreprises	3	30	19 %	14 %	1 %	1 %
Total général	16	214	100 %	100 %	1 %	1 %

* Part des investissements danois dans le total des investissements de chaque fonction.
Grille de lecture : en 2018, 31 % des projets d'investissement danois en France sont des centres de décision. 1 % des projets d'investissement étrangers dans cette fonction relève d'entreprises danoises.

RÉPARTITION SECTORIELLE DES PROJETS D'INVESTISSEMENT

Secteur d'activité	NOMBRE		PART (%)		PART DE CETTE ORIGINE* (%)	
	Projets	Emplois	Projets	Emplois	Projets	Emplois
Logiciels et prestations informatiques	4	60	25 %	28 %	2 %	2 %
Ameublement et équipement du foyer	4	48	25 %	22 %	13 %	11 %
Commerce et distribution	2	17	13 %	8 %	2 %	1 %
Textile, textile industriel, habillement et accessoires	2	14	13 %	7 %	3 %	1 %
Médicaments et biotechnologies appliquées	1	25	6 %	12 %	2 %	2 %
BTP, matériaux de construction	1	25	6 %	12 %	3 %	3 %
Autres activités de services	1	15	6 %	7 %	5 %	3 %
Conseil, ingénierie et services opérationnels aux entreprises	1	10	6 %	5 %	1 %	0,3 %
Total général	16	214	100 %	100 %	1 %	1 %

* Part des investissements danois dans le total des investissements de chaque secteur.
Grille de lecture : en 2018, 25 % des investissements danois destinés à la France s'orientent vers le secteur de l'ameublement et équipement du foyer. 13 % des projets d'investissement étrangers dans ce secteur relèvent d'entreprises danoises.

INVEST



ESPAGNE

EN FLUX

45

projets
(Business France)

1 052

emplois
(Business France)

EN STOCK

 + de
1 200
entreprises
en France
(Eurostat)
 + de
55 000
salariés
(Eurostat)
 18,4
Md€
stock d'IDE¹
9^e rang
(Banque de France)
 37,5
Md€
exportations
françaises
3^e rang
(Douanes françaises)
 25
entreprises
présentes dans
Forbes 2000

Comme en 2017,
45 décisions
d'investissement
d'entreprises
espagnoles ont été
recensées en France.
Ces projets ont
permis la création
ou le maintien de
1 052 emplois, soit
une hausse de 30 %.

— PRÉSENCE DES ENTREPRISES ESPAGNOLES EN FRANCE

Plus de 1 200 entreprises françaises sont contrôlées par un investisseur espagnol, employant environ 55 000 personnes. En 2018, le nombre de projets créateurs d'emploi d'entreprises espagnoles en France se stabilise à 45. Ces décisions entraînent la création ou le maintien de plus de 1 000 emplois, soit une hausse de 30 % par rapport à l'année précédente.

Les investisseurs espagnols privilégient les activités de production (27 % des projets), les centres de décision (22 %), dont la grande majorité correspond à des primo-implantations, et les services aux entreprises (20 %).

En 2018, les secteurs logiciels et prestations informatiques, transport et stockage, et conseil et ingénierie représentent le tiers des projets espagnols. L'Espagne occupe une place prépondérante dans le

secteur transport et stockage puisque les entreprises espagnoles sont à l'origine de 14 % des projets (pour 20 % des emplois) dans ce secteur.

L'Île-de-France et la Nouvelle-Aquitaine sont les premières destinations des investissements espagnols en 2018. Ces deux régions accueillent respectivement 29 % et 20 % des projets.

— INVESTISSEMENTS ESPAGNOLS EN EUROPE

En 2018, la France est le 2^e pays d'accueil des investissements espagnols créateurs d'emploi en Europe. Elle accueille 25 % des projets espagnols vers l'Europe. Elle est devancée par le Royaume-Uni (31 %) et se place devant le Portugal (12 %)².

— EXEMPLES DE PROJETS D'INVESTISSEMENT EN 2018

Garnica : l'entreprise espagnole **Garnica**, spécialisée dans la fabrication de panneaux de contreplaqué, investit plus de 40 millions d'euros dans la construction d'une nouvelle usine de 40 000 m² à Troyes, en région Grand Est. Sur trois ans, cette implantation devrait générer la création d'une centaine d'emplois.

Ontruck : cette jeune entreprise a développé une place de marché permettant la mise en relation d'expéditeurs et de transporteurs routiers avec pour objectif d'optimiser le fret, notamment sur courte et moyenne distance. **Ontruck** a installé en 2018, à Paris, son premier bureau français et ambitionne de créer 45 postes dans les trois prochaines années.

TOP 5 DES ENTREPRISES ESPAGNOLES EN TERMES D'EMPLOI EN FRANCE

Entreprise mère	Secteur d'activité principal	Effectif France
INDITEX	Textile, textile industriel, habillement et accessoires	8 500
PROSEGUR COMPANIA DE SEGURIDAD S.A.	Autres activités de services	5 500 - 6 000
GRUPO AMADEUS.	Logiciels et prestations informatiques	4 000 - 5 000
SAICA (SOCIEDAD ANONIMA INDUSTRIAS CELULOSA ARAGONESA)	Verre, céramique, minéraux, bois, papier	2 000 - 2 500
PUNTA NA HOLDING (MANGO)	Textile, textile industriel, habillement et accessoires	2 000

¹ Stock d'investissements directs en France par pays d'origine immédiate au 31/12/2017.

Les stocks d'investissements directs d'origine ultime au 31/12/2016 pour l'Espagne sont de 11,3 Md€.

² Observatoire Europe, Business France.

Grupo Lacasa : l'entreprise familiale Grupo Lacasa est un des principaux groupes chocolatiers espagnols. Elle a repris la Chocolaterie de Bourgogne à Dijon qui était placée en redressement judiciaire. L'acquisition de cette unité de production permettra la diversification de sa gamme de produits et de renforcer sa présence à l'international. Ce projet a entraîné la sauvegarde de 65 emplois.

CaixaBank : le groupe financier espagnol CaixaBank renforce sa présence en France et prévoit le recrutement d'une vingtaine de salariés à haut niveau de qualification à horizon trois ans pour consolider l'activité de son bureau parisien.

Grupo Sifu : l'entreprise espagnole Grupo Sifu est spécialisée dans l'externalisation multiservice et promeut l'intégration socioprofessionnelle de ses salariés, qui sont exclusivement des personnes en situation de handicap. Pour sa première implantation en dehors du territoire espagnol, Grupo Sifo a choisi Guéret en Nouvelle-Aquitaine. La création de 30 emplois est prévue sur trois ans.

RÉPARTITION PAR FONCTION DES PROJETS D'INVESTISSEMENT

Nature du projet	NOMBRE		PART (%)		PART DE CETTE ORIGINE* (%)	
	Projets	Emplois	Projets	Emplois	Projets	Emplois
Centre de décision	10	150	22 %	14 %	3 %	4 %
<i>dont primo-implantation</i>	8	120	18 %	11 %	3 %	4 %
<i>dont QG France</i>	2	30	4 %	3 %	6 %	5 %
Logistique	5	167	11 %	16 %	12 %	6 %
Point de vente	4	23	9 %	2 %	3 %	1 %
Production / Réalisation	12	312	27 %	30 %	4 %	3 %
R&D, Ingénierie, Design	2	270	4 %	26 %	2 %	10 %
<i>dont R&D</i>	1	250	2 %	24 %	1 %	11 %
Services aux entreprises	9	62	20 %	6 %	4 %	1 %
Services aux particuliers	3	68	7 %	6 %	2 %	2 %
Total général	45	1 052	100 %	100 %	3 %	3 %

* Part des investissements espagnols dans le total des investissements de chaque fonction.
Grille de lecture : en 2018, 27 % des investissements espagnols destinés à la France sont des activités de production. 4 % des projets d'investissement étrangers dans cette fonction relèvent d'entreprises espagnoles.

RÉPARTITION SECTORIELLE DES PROJETS D'INVESTISSEMENT

Secteur d'activité	NOMBRE		PART (%)		PART DE CETTE ORIGINE* (%)	
	Projets	Emplois	Projets	Emplois	Projets	Emplois
Logiciels et prestations informatiques	5	312	11 %	30 %	3 %	10 %
Transport, stockage	5	205	11 %	19 %	14 %	20 %
Conseil, ingénierie et services opérationnels aux entreprises	5	72	11 %	7 %	3 %	2 %
BTP, matériaux de construction	4	31	9 %	3 %	11 %	4 %
Équipements électriques, électroniques, informatiques	3	23	7 %	2 %	5 %	3 %
Parfums, cosmétiques	3	21	7 %	2 %	19 %	9 %
Textile, textile industriel, habillement et accessoires	3	13	7 %	1 %	4 %	1 %
Verre, céramique, minéraux, bois, papier	2	130	4 %	12 %	7 %	25 %
Agroalimentaire, agriculture et pêche	2	90	4 %	9 %	4 %	7 %
Commerce et distribution	2	50	4 %	5 %	2 %	2 %
Autres activités de services	2	35	4 %	3 %	10 %	8 %
Médicaments et biotechnologies appliquées	2	12	4 %	1 %	4 %	1 %
Chimie, plasturgie	2	11	4 %	1 %	4 %	1 %
Services financiers, bancaires et assurances	1	20	2 %	2 %	3 %	7 %
Ameublement et équipement du foyer	1	10	2 %	1 %	3 %	2 %
Constructeurs automobiles et équipementiers	1	9	2 %	1 %	2 %	0,5 %
Énergie, recyclage, autres services concédés	1	5	2 %	0,5 %	2 %	1 %
Hôtellerie, tourisme et restaurant	1	3	2 %	0,3 %	2 %	0,2 %
Total général	45	1 052	100 %	100 %	3 %	3 %

* Part des investissements espagnols dans le total des investissements de chaque secteur.
Grille de lecture : en 2018, 11 % des investissements espagnols destinés à la France s'orientent vers le secteur des logiciels et prestations informatiques. 3 % des projets d'investissement étrangers dans ce secteur relèvent d'entreprises espagnoles.

INVEST



ÉTATS-UNIS

EN FLUX

232
projets
(Business France)

6 274
emplois
(Business France)

EN STOCK

+ de 4 500
entreprises
en France
(Orbis)

+ de 450 000
salariés
(Orbis)

68,3
Md€
stock d'IDE¹
6^e rang
(Banque de France)

38,4
Md€
exportations
françaises
2^e rang
(Douanes françaises)

559
entreprises
présentes dans
Forbes 2000

Avec 232 projets comptabilisés en 2018, les États-Unis sont le premier pays étranger créateur d'emploi en France. Un projet d'investissement étranger sur cinq en France provient des États-Unis.

— PRÉSENCE DES ENTREPRISES AMÉRICAINES EN FRANCE

Plus de 4 500 entreprises françaises sont contrôlées par un investisseur américain, employant plus de 450 000 personnes. En 2018, 232 décisions d'investissement en provenance des États-Unis ont été recensées, une valeur stable par rapport à 2017. Elles ont permis la création ou le maintien de 6 274 emplois, représentant 21 % de l'ensemble des emplois induits par les investisseurs étrangers.

Les investissements des entreprises américaines correspondent en premier lieu à des centres de décision (27 %), avec notamment 13 créations de QG Monde/Europe cette année. Les fonctions de production (22 %), de services aux entreprises (22 %) et de R&D, ingénierie, design (15 %) sont aussi très présentes parmi les décisions d'investissement de ce pays en France. On notera la prépondérance des entreprises américaines dans le secteur logistique, à l'origine de 24 % des projets et de 58 % des emplois pour cette fonction.

25 % des projets américains sont réalisés dans le secteur des logiciels et prestations informatiques et 32 % des investissements étrangers de ce secteur en 2018 provenaient des États-Unis. On notera la place centrale des entreprises américaines dans le secteur de la chimie/plasturgie : elles représentent 46 % des projets étrangers pour ce secteur.

Les décisions d'investissement américaines se localisent en priorité en Île-de-France, qui accueille 41 % des investissements en provenance des États-Unis, suivie par Auvergne-Rhône-Alpes (11 % des projets) et Pays de la Loire (8 %).

— INVESTISSEMENTS AMÉRICAINS EN EUROPE

En 2018, la France est le 2^e pays d'accueil européen des investissements créateurs d'emploi en provenance des États-Unis. Elle est destinataire de 17 % des projets. Elle est devancée par le Royaume-Uni (21 %) et se place devant l'Allemagne (15 %)².

— EXEMPLES DE PROJETS D'INVESTISSEMENT EN 2018

WeWork : l'entreprise new-yorkaise, **WeWork**, spécialiste de la location de bureaux et d'espaces de coworking, poursuit son développement en France. Implantée dans l'Hexagone depuis 2016, **WeWork** a ouvert 5 espaces supplémentaires à Paris. Ces espaces permettront la création de 85 emplois dont 25 sur le site de Paris Rive Gauche. L'entreprise envisage à terme l'ouverture d'une douzaine d'espaces à Paris.

Plasma Therm : spécialisée dans la fabrication de systèmes de gravure et de déposition par plasma et d'encapsulation pour le secteur du semi-conducteur, **Plasma Therm** (Floride) renforce sa présence en France. Elle implante son centre européen de R&D à Bernin en Auvergne-Rhône-Alpes et crée 30 emplois.

TOP 6 DES ENTREPRISES AMÉRICAINES EN TERMES D'EMPLOI EN FRANCE

Entreprise mère*	Secteur d'activité principal	Effectif France
UNITED TECHNOLOGIES CORPORATION (UTC)	Matériels aéronautiques, navals et ferroviaires Machines et équipements mécaniques	+ de 16 000
GENERAL ELECTRIC COMPANY	Conglomérat industriel et dans les services	16 000
WALT DISNEY CO	Autres activités de services	15 000
XPO LOGISTICS LLC	Transport, stockage	14 000
MCDONALD'S CORPORATION	Hôtellerie, tourisme et restaurant	10 000 - 15 000
INTERNATIONAL BUSINESS MACHINES (IBM)	Logiciels et prestations informatiques	7 500

* Ne sont pas pris en compte les fonds d'investissement

¹ Stock d'investissements directs en France par pays d'origine immédiate au 31/12/2017.

Les stocks d'investissements directs d'origine ultime au 31/12/2016 pour les États-Unis sont de 118 Md€.

² Observatoire Europe, Business France.

Flex-N-Gate : après son rachat en 2016 des sites de **Plastic Omnium**, l'équipementier automobile **Flex-N-Gate** (Illinois) renforce l'usine d'Audincourt en Bourgogne-Franche-Comté en recrutant 20 personnes en 2018. Shad Khan, PDG de **Flex-N-Gate**, a annoncé au sommet Choose France de janvier 2019 son souhait de poursuivre ce développement.

Google : en 2018, **Google** consolide sa présence en France. L'entreprise californienne a annoncé l'extension de son siège parisien afin de mieux répondre aux demandes du marché local et d'accueillir 200 ingénieurs et commerciaux supplémentaires dans les prochaines années. De plus, **Google** a ouvert un nouveau centre de recherche dédié à l'intelligence artificielle à Paris générant le recrutement de 20 personnes. Enfin, la société a aussi choisi d'être plus présente en région avec l'ouverture de plusieurs « ateliers numériques », notamment à Rennes en Bretagne et à Nancy en Grand Est, destinés aux personnes désireuses de se former aux outils numériques.

RÉPARTITION PAR FONCTION DES PROJETS D'INVESTISSEMENT

Nature du projet	NOMBRE		PART (%)		PART DE CETTE ORIGINE* (%)	
	Projets	Emplois	Projets	Emplois	Projets	Emplois
Centre de décision	63	714	27 %	11 %	17 %	17 %
<i>dont primo-implantation</i>	46	462	20 %	7 %	15 %	14 %
<i>dont QG Monde / Europe</i>	13	185	6 %	3 %	57 %	68 %
<i>dont QG France</i>	4	67	2 %	1 %	12 %	11 %
Logistique	10	1503	4 %	24 %	24 %	58 %
Point de vente	9	59	4 %	1 %	8 %	4 %
Production / Réalisation	51	1357	22 %	22 %	16 %	12 %
R&D, Ingénierie, Design	34	581	15 %	9 %	26 %	21 %
<i>dont R&D</i>	28	468	12 %	7 %	28 %	21 %
Services aux entreprises	52	1413	22 %	23 %	24 %	28 %
Services aux particuliers	13	647	6 %	10 %	11 %	23 %
Total général	232	6274	100 %	100 %	18 %	21 %

* Part des investissements américains dans le total des investissements de chaque fonction
Grille de lecture : en 2018, 22 % des investissements américains en France relèvent d'activités de production. 16 % des projets d'investissement étrangers dans cette fonction relèvent d'entreprises américaines.

RÉPARTITION SECTORIELLE DES PROJETS D'INVESTISSEMENT

Secteur d'activité	NOMBRE		PART (%)		PART DE CETTE ORIGINE* (%)	
	Projets	Emplois	Projets	Emplois	Projets	Emplois
Logiciels et prestations informatiques	58	1155	25 %	18 %	32 %	38 %
Conseil, ingénierie et services opérationnels aux entreprises	25	620	11 %	10 %	17 %	16 %
Chimie, plasturgie	13	382	6 %	6 %	28 %	46 %
Hôtellerie, tourisme et restaurant	12	661	5 %	11 %	23 %	41 %
Équipements médico-chirurgicaux, diagnostics et dispositifs médicaux	11	213	5 %	3 %	37 %	30 %
Médicaments et biotechnologies appliquées	11	198	5 %	3 %	24 %	14 %
Commerce et distribution	8	1259	3 %	20 %	9 %	47 %
Matériels aéronautiques, navals et ferroviaires	8	286	3 %	5 %	21 %	15 %
Métaux, travail des métaux	8	137	3 %	2 %	28 %	10 %
Ameublement et équipement du foyer	7	140	3 %	2 %	23 %	33 %
Agroalimentaire, agriculture et pêche	7	117	3 %	2 %	13 %	10 %
Textile, textile industriel, habillement et accessoires	7	41	3 %	1 %	10 %	4 %
Machines et équipements mécaniques	6	155	3 %	2 %	9 %	13 %
Constructeurs automobiles et équipementiers	6	126	3 %	2 %	14 %	7 %
Immobilier et bureaux d'affaires	6	93	3 %	1 %	60 %	72 %
Verre, céramique, minéraux, bois, papier	6	88	3 %	1 %	20 %	17 %
Équipements électriques, électroniques, informatiques	5	76	2 %	1 %	8 %	11 %
Médias, édition	5	56	2 %	1 %	38 %	41 %
Services financiers, bancaires et assurances	5	40	2 %	1 %	17 %	13 %
Composants électroniques	4	49	2 %	1 %	31 %	8 %
Transport, stockage	3	172	1 %	3 %	9 %	17 %
Éducation et formation	3	17	1 %	0,3 %	60 %	49 %
Parfums, cosmétiques	2	112	1 %	2 %	13 %	46 %
Autres activités de services	2	45	1 %	1 %	10 %	10 %
Énergie, recyclage, autres services concédés	1	15	0,4 %	0,2 %	2 %	2 %
Activités sportives, récréatives et de loisirs	1	10	0,4 %	0,2 %	1 %	1 %
Opérateurs télécoms et fournisseurs d'accès internet	1	10	0,4 %	0,2 %	20 %	2 %
Électronique grand public	1	1	0,4 %	0,02 %	9 %	1 %
Total général	232	6274	100 %	100 %	18 %	21 %

* Part des investissements américains dans le total des investissements de chaque secteur
Grille de lecture : en 2018, 25 % des investissements américains en France s'orientent vers le secteur des logiciels et prestations informatiques. 32 % des projets d'investissement étrangers dans ce secteur relèvent d'entreprises américaines

INVEST



FINLANDE

EN FLUX

6

projets
(Business France)

560

emplois
(Business France)

EN STOCK

 + de
130
entreprises
en France
(Orbis)
 + de
15 000
salariés
(Orbis)
 17,9
Md€
stock d'IDE¹
10^e rang
(Banque de France)
 1,8
Md€
exportations
françaises
42^e rang
(Douanes françaises)

9

entreprises
présentes dans
Forbes 2000

En 2018,
6 projets finlandais
ont été recensés
en France, ils ont
permis la création
de 560 emplois.

— PRÉSENCE DES ENTREPRISES FINLANDAISES EN FRANCE

Plus de 130 entreprises françaises sont contrôlées par un investisseur finlandais, employant plus de 15 000 personnes.

En 2018, 6 projets de sociétés finlandaises ont permis de créer 560 emplois en France.

Ces investissements sont principalement des centres de décision (4 projets sur 6). L'extension du site de R&D de Nokia en Île-de-France est à l'origine de la création de 400 emplois, soit 71 % des emplois générés par les investissements finlandais. Un projet dans le secteur de l'énergie a permis la création de 100 emplois.

Les six projets finlandais se répartissent dans deux régions : l'Île-de-France (4 projets) et la Normandie.

— INVESTISSEMENTS FINLANDAIS EN EUROPE

En 2018, la France est le 1^{er} pays de destination des investissements finlandais créateurs d'emploi en Europe, à égalité

avec la Suède. Ces deux pays accueillent chacun 16 % du total des projets et se placent devant l'Allemagne, la Pologne et le Royaume-Uni (11 % chacun)².

— EXEMPLES DE PROJETS D'INVESTISSEMENT EN 2018

Enersense International : l'entreprise finlandaise **Enersense** est une société internationale spécialisée en recrutement et en gestion des ressources pour les projets industriels exigeants et de grande envergure, notamment dans le domaine nucléaire. Le groupe a décidé d'implanter sa filiale française à Cherbourg en Normandie, générant la création d'une centaine d'emplois d'ici fin 2020.

Nosto Solutions : fondé en 2011, **Nosto Solutions** a développé une plateforme personnalisable pour le secteur de l'e-commerce et de la vente en détail utilisant l'intelligence artificielle pour proposer des recommandations et du contenu personnalisés aux clients. Nosto, qui souhaite simplifier l'expérience du shopping en ligne, a choisi la France pour créer une filiale et un hub marketing ventes comprenant également une fonction de support technique local. Cette implantation entraînera le recrutement d'une vingtaine de personnes.

TOP 5 DES ENTREPRISES FINLANDAISES EN TERMES D'EMPLOI EN FRANCE

Entreprise mère	Secteur d'activité principal	Effectif France
NOKIA	Électronique grand public	5 300
KONE OYJ	Machines et équipements mécaniques	3 000
AHLSTROM-MUNKSJÖ	Verre, céramique, minéraux, bois, papier	1 700
AMER SPORTS OYJ (Wilson, Salomon, Mavic)	Ameublement et équipement du foyer Textile, textile industriel, habillement et accessoires	1 200
KONECRANES - MACHINES	Machines et équipements mécaniques	700

¹ Stock d'investissements directs en France par pays d'origine immédiate au 31/12/2017.

² Les stocks d'investissements directs d'origine ultime au 31/12/2016 pour la Finlande sont de 14,5 Md€.

² Observatoire Europe, Business France.

RÉPARTITION PAR FONCTION DES PROJETS D'INVESTISSEMENT

Nature du projet	NOMBRE		PART (%)		PART DE CETTE ORIGINE* (%)	
	Projets	Emplois	Projets	Emplois	Projets	Emplois
Centre de décision	4	150	67 %	27 %	1 %	4 %
<i>dont primo-implantation</i>	3	130	50 %	23 %	1 %	4 %
<i>dont QG France</i>	1	20	17 %	4 %	3 %	3 %
Production / Réalisation	1	10	17 %	2 %	0,3 %	0,1 %
R&D, Ingénierie, Design	1	400	17 %	71 %	1 %	14 %
<i>dont R&D</i>	1	400	17 %	71 %	1 %	18 %
Total général	6	560	100 %	100 %	0,5 %	2 %

Grille de lecture : en 2018, 67 % des investissements finlandais en France sont des centres de décision. 1 % des projets d'investissement étrangers dans cette fonction relèvent d'entreprises finlandaises.

RÉPARTITION SECTORIELLE DES PROJETS D'INVESTISSEMENT

Secteur d'activité	NOMBRE		PART (%)		PART DE CETTE ORIGINE* (%)	
	Projets	Emplois	Projets	Emplois	Projets	Emplois
Opérateurs télécoms et fournisseurs d'accès internet	1	400	17 %	71 %	20 %	91 %
Énergie, recyclage, autres services concédés	1	100	17 %	18 %	2 %	15 %
Commerce et distribution	1	20	17 %	4 %	1 %	1 %
Équipements électriques, électroniques, informatiques	1	20	17 %	4 %	2 %	3 %
Logiciels et prestations informatiques	1	10	17 %	2 %	1 %	0,3 %
Verre, céramique, minéraux, bois, papier	1	10	17 %	2 %	3 %	2 %
Total général	6	560	100 %	100 %	0,5 %	2 %

* Part des investissements finlandais dans le total des investissements de chaque secteur

Grille de lecture : en 2018, 17 % des investissements finlandais en France s'orientent vers le secteur Opérateurs télécoms et fournisseurs d'accès internet. 20 % des projets d'investissement étrangers dans ce secteur relèvent d'entreprises finlandaises.

INVEST



INDE

EN FLUX

17

projets
(Business France)

141

emplois
(Business France)

EN STOCK

 + de
150
entreprises
en France
(Orbis)
 + de
7 000
salariés
(Orbis)
 279
M€
stock d'IDE¹
(Banque de France)
 5,5
Md€
exportations
françaises
14^e rang
(Douanes françaises)
 58
entreprises
présentes dans
Forbes 2000

En 2018,
les investissements
indiens ont été
dynamiques :
17 projets
d'investissement
indiens ont été
recensés en France,
permettant la création
ou la sauvegarde
de 141 emplois.

— PRÉSENCE DES ENTREPRISES INDIENNES EN FRANCE

Plus de 150 entreprises françaises sont contrôlées par un investisseur indien, employant plus de 7 000 salariés. En 2018, 17 décisions d'investissements indiens ont été recensées, permettant la création ou la sauvegarde de 141 emplois.

En 2018, les investissements indiens en France privilégient les activités de centres de décision (59 % des projets et 53 % des emplois), et les activités de production (18 % des projets et 34 % des emplois).

Les investissements indiens se font principalement dans les secteurs des logiciels et prestations informatiques (24 % des projets et 30 % des emplois), et des machines et équipements mécaniques (12 % des projets et 21 % des emplois).

TOP 5 DES ENTREPRISES INDIENNES EN TERMES D'EMPLOI EN FRANCE

Entreprise mère	Secteur d'activité principal	Effectif France
SAMVARDHANA MOTHERSON GROUP (SMR, SMRC)	Constructeurs automobiles et équipementiers	2 300
TATA GROUP (TATA SONS, TATA CONSULTANCY SERVICES)	Logiciels et prestations informatiques Métaux, travail des métaux	1 600
SINTEX INDUSTRIES LIMITED	Chimie, plasturgie	1 000 - 1 500
CENTUM INDIA (ADETEL GROUP)	Équipements électriques, électroniques et informatiques	400 - 500
MAHINDRA & MAHINDRA LTD	Constructeurs automobiles et équipementiers	400 - 500

¹ Stock d'investissements directs en France par pays d'origine ultime au 31/12/2016.

² Observatoire Europe, Business France.

La répartition géographique montre que les entreprises indiennes ont investi majoritairement en Île-de-France (59 % des projets et 50 % des emplois), en Auvergne-Rhône-Alpes (18 % des projets) et dans la région Grand Est (12 % des projets).

— INVESTISSEMENTS INDIENS EN EUROPE

En 2018, les investissements indiens en Europe ont privilégié le Royaume-Uni (26 % des projets) et les Pays-Bas (11 %). La France est destinataire de 5 % des projets indiens².

— EXEMPLES DE PROJETS D'INVESTISSEMENT EN 2018

Samvardhana Motherson Group : le géant de l'équipement automobile indien poursuit son développement en France via l'acquisition de la société **Reydel Automotive**, dont le siège se trouve en région Hauts-de-France. Le montant de la transaction financière s'élève à 201 millions d'euros, permettant ainsi au groupe de renforcer sa présence en France et à l'international ainsi que de monter en compétences technologiques.

Rahman Group : en 2018, le groupe indien a décidé de poursuivre ses investissements en France via la construction de sa première usine 4.0 sur le territoire du Grand Est. Cet investissement a permis la création d'une dizaine d'emplois sur le territoire. Après avoir acquis le français Lemaître Sécurité en 2007, le groupe avait annoncé en 2015 l'extension de ses activités en France par la création d'un entrepôt (à Val-de-Moder en Grand Est).

Frehindi Ltd : Frehindi est une PME indienne spécialisée dans le développement de partenariats et d'échanges académiques entre écoles indiennes et françaises ainsi que dans la mise à disposition d'enseignants dans des écoles. La société a créé une structure à Paris en 2017, puis à Lyon en 2018.

Jyoti CNC Automation Ltd : un des leaders mondiaux de la fabrication de machines-outils de précision, l'entreprise indienne a décidé de déménager l'activité d'une usine alsacienne sur un autre site régional. Dans le cadre de cette extension, l'entreprise va injecter 10 millions d'euros en plus des 35 millions d'euros déjà investis par le passé et va monter en puissance avec la création d'une vingtaine d'emplois supplémentaires.

RÉPARTITION PAR FONCTION DES PROJETS D'INVESTISSEMENT

Nature du projet	NOMBRE		PART (%)		PART DE CETTE ORIGINE* (%)	
	Projets	Emplois	Projets	Emplois	Projets	Emplois
Centre de décision	10	75	59 %	53 %	3 %	2 %
<i>dont primo-implantation</i>	10	75	59 %	53 %	3 %	2 %
Logistique	1	7	6 %	5 %	2 %	0,3 %
Production / Réalisation	3	48	18 %	34 %	1 %	0,4 %
R&D, Ingénierie, Design	1	5	6 %	4 %	1 %	0,2 %
<i>dont R&D</i>	1	5	6 %	4 %	1 %	0,2 %
Services aux entreprises	2	6	12 %	4 %	1 %	0,1 %
Total général	17	141	100 %	100 %	1%	0,5 %

* Part des investissements indiens dans le total des investissements de chaque fonction.
Grille de lecture : en 2018, 59 % des investissements indiens en France sont des centres de décision.
3 % des investissements étrangers dans cette fonction relèvent d'entreprises indiennes.

RÉPARTITION SECTORIELLE DES PROJETS D'INVESTISSEMENT

Secteur d'activité	NOMBRE		PART (%)		PART DE CETTE ORIGINE* (%)	
	Projets	Emplois	Projets	Emplois	Projets	Emplois
Logiciels et prestations informatiques	4	43	24 %	30 %	2 %	1 %
Machines et équipements mécaniques	2	30	12 %	21 %	3 %	2 %
Autres activités de services	2	9	12 %	6 %	10 %	2 %
Ameublement et équipement du foyer	2	3	12 %	2 %	6 %	1 %
Conseil, ingénierie et services opérationnels aux entreprises	1	20	6 %	14 %	1 %	1 %
Activités sportives, récréatives et de loisirs	1	10	6 %	7 %	1 %	1 %
Constructeurs automobiles et équipementiers	1	8	6 %	6 %	2 %	0,4 %
Textile, textile industriel, habillement et accessoires	1	7	6 %	5 %	1 %	1 %
Opérateurs télécoms et fournisseurs d'accès internet	1	5	6 %	4 %	20 %	1 %
Éducation et formation	1	3	6 %	2 %	20 %	9 %
Équipements électriques, électroniques, informatiques	1	3	6 %	2 %	2 %	0,4 %
Total général	17	141	100 %	100 %	1 %	0,5 %

*Part des investissements indiens dans le total des investissements de chaque secteur.
Grille de lecture : en 2018, 24 % des investissements indiens en France relèvent du secteur des logiciels et prestations informatiques ; 2 % des investissements étrangers dans ce secteur relèvent d'entreprises indiennes.

INVEST



IRLANDE

EN FLUX

13

projets
(Business France)

188

emplois
(Business France)

EN STOCK

300

entreprises
en France
(Eurostat)
 + de
20 000
salariés
(Eurostat)
 4,9
Md€
stock d'IDE¹
15^e rang
(Banque de France)
 3,2
Md€
exportations
françaises
30^e rang
(Douanes françaises)

18

entreprises
présentes dans
Forbes 2000

En 2018,
13 décisions
d'investissement
issues d'entreprises
irlandaises ont
permis la création
ou le maintien
de 188 emplois.

— PRÉSENCE DES ENTREPRISES IRLANDAISES EN FRANCE

300 entreprises irlandaises sont présentes en France, où elles emploient plus de 20 000 personnes. En 2018, 13 décisions d'investissement issues d'entreprises irlandaises ont permis la création ou le maintien de 188 emplois.

Les projets d'investissement irlandais concernent avant tout les activités de production (4 projets) et les centres de décision (3 projets), qui correspondent tous à des primo-implantations.

Le secteur des logiciels et prestations informatiques est le premier secteur d'investissement des entreprises irlandaises en France en nombre de projets (31 %). En termes d'emploi, le secteur transport et stockage réalise près de la moitié des emplois générés par les investissements irlandais.

La région Nouvelle-Aquitaine est la région privilégiée par les investisseurs irlandais, elle accueille 3 projets et 44 % des emplois créés.

TOP 5 DES ENTREPRISES IRLANDAISES EN TERMES D'EMPLOI EN FRANCE

Entreprise mère	Secteur d'activité principal	Effectif France
ACCENTURE PLC	Conseil, ingénierie et services opérationnels aux entreprises	7 000
SMURFIT KAPPA GROUP	Verre, céramique, minéraux, bois, papier	7 000
CRH PLC	BTP, matériaux de construction	3 000 - 3 500
INGERSOLL-RAND PLC	Machines et équipements mécaniques	2 000
WILLIS TOWERS WATSON PLC (GRAS SAVOYE)	Services financiers, bancaires et assurances	1 500 - 2 000

¹ Stock d'investissements directs en France par pays d'origine immédiate au 31/12/2017.

Les stocks d'investissements directs d'origine ultime au 31/12/2016 pour l'Irlande sont de 6,3 Md€.

² Observatoire Europe, Business France.

— INVESTISSEMENTS IRLANDAIS EN EUROPE

En 2018, la France est le deuxième pays d'accueil des investissements irlandais en Europe (23 % des projets). Elle est devancée par le Royaume-Uni (43 %) mais se place devant l'Allemagne (10 %)².

— EXEMPLES DE PROJETS D'INVESTISSEMENT EN 2018

Smurfit Kappa : l'entreprise irlandaise **Smurfit Kappa**, leader de la fabrication d'emballages à base de papier, renforce sa position en France avec l'acquisition de plusieurs sites spécialisés dans la fabrication d'emballage, notamment pour les marchés du luxe et des vins et spiritueux, à Gétigné en Pays de la Loire et Jarnac en Nouvelle-Aquitaine ainsi que le rachat de deux sites bretons au groupe Europac, la Cartonnerie de Caradec, située à Guégon, et le site de la Cartonnerie de Rouen localisé à Saint-Pol-de-Léon. Il s'agit de la plus importante opération de croissance externe pour le groupe en France ces dernières années.

Ryanair : le leader du transport aérien low-cost, **Ryanair**, poursuit son développement en France et annonce l'ouverture en avril 2019 de deux bases à Bordeaux en Nouvelle-Aquitaine et Marseille en Provence-Alpes-Côte d'Azur, dotées chacune de deux avions. Ces nouvelles ouvertures représentent un investissement total de 400 M\$ et la création de près de 100 emplois en France.

Skylads : spécialisée dans les technologies d'intelligence artificielle, l'entreprise **Skylads** a ouvert un centre de recherche fondamentale en machine learning à Paris. La création d'une quinzaine d'emplois est envisagée dans les trois prochaines années.

RÉPARTITION PAR FONCTION DES PROJETS D'INVESTISSEMENT

Nature du projet	NOMBRE		PART (%)		PART DE CETTE ORIGINE* (%)	
	Projets	Emplois	Projets	Emplois	Projets	Emplois
Centre de décision	3	28	23 %	15 %	1 %	1 %
<i>dont primo-implantation</i>	3	28	23 %	15 %	1 %	1 %
Production / Réalisation	4	44	31 %	23 %	1 %	0,4 %
R&D, Ingénierie, Design	2	20	15 %	11 %	2 %	1 %
<i>dont R&D</i>	2	20	15 %	11 %	2 %	1 %
Services aux entreprises	2	6	15 %	3 %	1 %	0,1 %
Services aux particuliers	2	90	15 %	48 %	2 %	3 %
Total général	13	188	100 %	100 %	1 %	1 %

* Part des investissements irlandais dans le total des investissements de chaque fonction.
Grille de lecture : en 2018, 23 % des investissements irlandais en France sont des centres de décision, et 1 % des projets d'investissement étrangers dans cette fonction relève d'entreprises irlandaises.

RÉPARTITION SECTORIELLE DES PROJETS D'INVESTISSEMENT

Secteur d'activité	NOMBRE		PART (%)		PART DE CETTE ORIGINE* (%)	
	Projets	Emplois	Projets	Emplois	Projets	Emplois
Logiciels et prestations informatiques	4	28	31 %	15 %	2 %	1 %
Transport, stockage	2	90	15 %	48 %	6 %	9 %
Conseil, ingénierie et services opérationnels aux entreprises	2	21	15 %	11 %	1 %	1 %
BTP, matériaux de construction	2	15	15 %	8 %	5 %	2 %
Matériels aéronautiques, navals et ferroviaires	1	20	8 %	11 %	3 %	1 %
Équipements électriques, électroniques, informatiques	1	9	8 %	5 %	2 %	1 %
Médicaments et biotechnologies appliquées	1	5	8 %	3 %	2 %	0,4 %
Total général	13	188	100 %	100 %	1 %	1 %

* Part des investissements irlandais dans le total des investissements de chaque secteur.
Grille de lecture : en 2018, 31 % des investissements irlandais en France s'orientent vers le secteur logiciels et prestations informatiques, et 2 % des projets d'investissement étrangers dans ce secteur relèvent d'entreprises irlandaises.

INVEST



ISRAËL

EN FLUX

11

projets
(Business France)

174

emplois
(Business France)

EN STOCK

58

entreprises
en France
(Eurostat)

3 000

salariés
(Eurostat)263
M€stock d'IDE¹
45^e rang
(Banque de France)1,4
Md€exportations
françaises
45^e rang
(Douanes françaises)

10

entreprises
présentes dans
Forbes 2000

En 2018, le nombre de projets d'investissement israélien est en forte progression.

— PRÉSENCE DES ENTREPRISES ISRAËLIENNES EN FRANCE

Près de 60 entreprises françaises sont contrôlées par un investisseur israélien, employant 3 000 personnes.

En 2018, 11 décisions d'investissement d'origine israélienne ont été recensées, permettant la création de 174 emplois en France.

Ces projets d'investissement sont avant tout des implantations de centres de décision (4 projets pour 58 emplois). Les projets de R&D, ingénierie et design (3 projets) sont aussi très présents parmi les investissements israéliens. Sur les 11 décisions d'investissement issues d'entreprises israéliennes comptabilisées en 2018, l'entreprise Maabarot est à l'origine de 3 projets, dont notamment un en R&D localisé en Normandie.

Les entreprises israéliennes investissent en majorité dans les secteurs logiciels et prestations informatiques et équipements électriques, électroniques, informatiques, qui comptent chacun trois projets.

Avec 5 projets en 2018, l'Île-de-France est la première région de localisation des investissements israéliens en France.

— INVESTISSEMENTS ISRAËLIENS EN EUROPE

En 2018, La France est le quatrième pays d'accueil des projets d'investissement israéliens créateurs d'emploi en Europe (11 % des projets). Elle se place derrière le Royaume-Uni (21 %), l'Allemagne (19 %) et l'Espagne (13 %)².

— EXEMPLES DE PROJETS D'INVESTISSEMENT EN 2018

Taboola : la société **Taboola** a développé une plateforme de découverte de contenu en ligne. Avec un siège à New York et une importante partie de sa direction et la majorité de sa R&D en Israël, elle emploie 800 personnes. Elle poursuit son développement avec l'implantation à Paris d'une première filiale en France qui devrait générer la création de 15 emplois dans les trois prochaines années.

Alrov : le groupe immobilier israélien **Alrov** s'est spécialisé ces dernières années dans la rénovation et l'aménagement de bâtiments historiques classés. Après plusieurs années de travaux, correspondant à un investissement de plusieurs dizaines de millions d'euros, l'hôtel Lutetia à Paris a réouvert au printemps 2018 et donné lieu au recrutement de plus de 80 personnes.

TOP 5 DES ENTREPRISES ISRAËLIENNES EN TERMES D'EMPLOI EN FRANCE

Entreprise mère	Secteur d'activité principal	Effectif France
TEVA PHARMACEUTICAL INDUSTRIES LTD.	Médicaments et biotechnologies appliquées	500 - 1000
SASA HOLDINGS (BERARD ; AMEFO)	Chimie, plasturgie Machines et équipements mécaniques	150 - 200
ALROV PROPERTIES & LODGINGS LTD.	Hôtellerie, tourisme et restaurant	100 - 150
CHECK POINT SOFTWARE TECHNOLOGIES	Logiciels et prestations informatiques	100 - 150
VARONIS	Logiciels et prestations informatiques	100 - 150

¹ Stock d'investissements directs en France par pays d'origine immédiate au 31/12/2017.

Les stocks d'investissements directs d'origine ultime au 31/12/2016 pour Israël sont de 563 M€.

² Observatoire Europe, Business France.

Insight Acoustics : l'entreprise **Insight Acoustics** développe une technologie de capture de son et de parole pour des applications de vidéo-surveillance. Après avoir identifié un chercheur français spécialisé en ingénierie électronique, elle a décidé d'installer un centre de R&D à Nantes en Pays de la Loire permettant la création de 3 emplois.

RÉPARTITION PAR FONCTION DES PROJETS D'INVESTISSEMENT

Nature du projet	NOMBRE		PART (%)		PART DE CETTE ORIGINE* (%)	
	Projets	Emplois	Projets	Emplois	Projets	Emplois
Centre de décision	4	58	36 %	33 %	1 %	1 %
<i>dont primo-implantation</i>	4	58	36 %	33 %	1 %	2 %
Production / Réalisation	1	6	9 %	3 %	0,3 %	0,1 %
R&D, Ingénierie, Design	3	13	27 %	7 %	2 %	0,5 %
<i>dont R&D</i>	2	8	18 %	5 %	2 %	0,4 %
Services aux entreprises	1	3	9 %	2 %	0,5 %	0,1 %
Services aux particuliers	2	94	18 %	54 %	2 %	3 %
Total général	11	174	100 %	100 %	1 %	1 %

* Part des investissements israéliens dans le total des investissements de chaque fonction.
Grille de lecture : en 2018, 36 % des investissements israéliens en France sont des centres de décision et 1 % des projets d'investissement étrangers dans cette fonction relève d'entreprises israéliennes.

RÉPARTITION SECTORIELLE DES PROJETS D'INVESTISSEMENT

Secteur d'activité	NOMBRE		PART (%)		PART DE CETTE ORIGINE* (%)	
	Projets	Emplois	Projets	Emplois	Projets	Emplois
Logiciels et prestations informatiques	3	55	27 %	32 %	2 %	2 %
Équipements électriques, électroniques, informatiques	3	22	27 %	13 %	5 %	3 %
Agroalimentaire, agriculture et pêche	3	14	27 %	8 %	5 %	1 %
Hôtellerie, tourisme et restaurant	1	80	9 %	46 %	2 %	5 %
Chimie, plasturgie	1	3	9 %	2 %	2 %	0,4 %
Total général	11	174	100 %	100 %	1 %	1 %

* Part des investissements israéliens dans le total des investissements de chaque secteur.
Grille de lecture : en 2018, 27 % des investissements israéliens en France s'orientent vers le secteur logiciels et prestations informatiques, et 2 % des projets d'investissement étrangers dans ce secteur relèvent d'entreprises israéliennes.

INVEST



ITALIE

EN FLUX

94

projets
(Business France)

1 502

emplois
(Business France)

EN STOCK

 + de
1 700
entreprises
en France
(Eurostat)

63 000

salariés
(Eurostat)
 18,7
Md€
stock d'IDE¹
8^e rang
(Banque de France)36,2
Md€exportations
françaises
4^e rang
(Douanes françaises)

26

entreprises
présentes dans
Forbes 2000

En 2018, l'Italie est le 5^e pays investisseur en France, avec près de 100 projets d'investissement et plus de 1 500 emplois créés ou sauvegardés.

— PRÉSENCE DES ENTREPRISES ITALIENNES EN FRANCE

Plus de 1 700 entreprises françaises sont contrôlées par un investisseur italien, employant 63 000 personnes en France. En 2018, les 94 projets d'investissement en provenance d'Italie ont créé ou maintenu 1 502 emplois en France.

Les investisseurs italiens en France privilégient les centres de décision (26 % des projets et 17 % des emplois) et les activités de production (24 % des projets et 40 % des emplois). Dans la catégorie des QG France, l'Italie représente 15 % des projets et 10 % des emplois recensés en 2018.

Les investisseurs italiens investissent en premier lieu dans les secteurs des machines et équipements mécaniques (15 % des projets et 18 % des emplois), du textile (15 % des projets et 8 % des emplois) et de l'hôtellerie et tourisme (12 % des projets et 20 % des emplois). Il est à noter que les projets italiens

représentent 21 % des projets du secteur des machines et équipements mécaniques (et 22 % des emplois), 21 % des projets de l'hôtellerie et tourisme (et 19 % des emplois) et 20 % des projets dans le textile (et 11 % des emplois).

La répartition géographique des investissements italiens fait ressortir une prédominance des projets en Île-de-France (34 % des projets), en Auvergne-Rhône-Alpes (15 %) et en Nouvelle-Aquitaine (10 %).

— INVESTISSEMENTS ITALIENS EN EUROPE

En 2018, la France est le 1^{er} pays d'accueil européen des investissements créateurs d'emplois en provenance d'Italie. Elle accueille 37 % des projets de ce pays en Europe, suivie de l'Espagne (14 %) et de l'Allemagne (14 %)².

— EXEMPLES DE PROJETS D'INVESTISSEMENT EN 2018

AFV Acciaierie Beltrame : le groupe italien spécialisé dans les laminés marchands et la production de profils spéciaux a décidé d'investir environ 8 millions d'euros en 2018 pour améliorer l'efficacité de sa filiale française à Trith-Saint-Léger (Hauts-de-France). Cet investissement va permettre la création de 17 emplois supplémentaires dans la fabrication de billettes et de poutrelles.

TOP 5 DES ENTREPRISES ITALIENNES EN TERMES D'EMPLOI EN FRANCE

Entreprise mère	Secteur d'activité principal	Effectif France
GENERALI ASSICURAZIONI SPA	Services financiers, bancaires et assurances	7 000
FCA GROUP (FIAT CHRYSLER AUTOMOBILES ; CNH INDUSTRIAL)*	Constructeurs automobiles et équipementiers Machines et équipements mécaniques	7 000
EDIZIONE HOLDING (AUTOGRILL)	Services aux particuliers	2 500 - 3 000
PRYSMIAN SPA	Équipements électriques, électroniques, informatiques	2 000 - 2 500
SAIPEM SPA	Génie civil Activités d'architecture et d'ingénierie	2 000 - 2 500

* Groupe italo-américain suite à la fusion de l'italien Fiat Spa et l'américain Chrysler Corporation, avec un holding financier néerlandais et un siège social au Royaume-Uni.

¹ Stock d'investissements directs en France par pays d'origine immédiate au 31/12/2017. Le stock d'investissements directs par pays d'origine ultime au 31/12/2016 pour l'Italie était de 21,5 Md€.

² Observatoire Europe, Business France.

Chiesi Farmaceutici : le laboratoire pharmaceutique italien a acquis en 2018 le laboratoire **NH.CO Nutrition**, PME française de Nice (Provence-Alpes-Côte d'Azur) spécialisée dans la R&D, la production et la distribution de compléments alimentaires innovants. De plus, **Chiesi Farmaceutici Spa** compte engager un plan de développement pluriannuel au bénéfice de sa nouvelle filiale française.

Impresa Pizzarotti & Cie (Mipien S.p.A.) : le groupe italien du secteur de la construction a renforcé sa présence en France ces dernières années. Dans le cadre de la construction du nouvel hôpital des Abymes en Guadeloupe, le groupe y a créé un bureau d'études et d'ingénierie. À horizon trois ans, le projet devrait créer une dizaine d'emplois qualifiés.

Lavazza : le groupe italien, l'un des torréfacteurs les plus importants au monde, a réalisé fin 2018 l'acquisition de Mars Drinks, une filiale du groupe Mars spécialisée dans la distribution de boissons. Dans le cadre de cette opération, **Lavazza** conserve les activités et les emplois en France (Île-de-France).

RÉPARTITION PAR FONCTION DES PROJETS D'INVESTISSEMENT

Nature du projet	NOMBRE		PART (%)		PART DE CETTE ORIGINE* (%)	
	Projets	Emplois	Projets	Emplois	Projets	Emplois
Centre de décision	24	261	26 %	17 %	6 %	6 %
<i>dont primo-implantation</i>	19	199	20 %	13 %	6 %	6 %
<i>dont QG France</i>	5	62	5 %	4 %	15%	10 %
Logistique	1	10	1 %	1 %	2 %	0,4 %
Point de vente	14	113	15 %	8 %	12 %	7 %
Production / Réalisation	23	608	24 %	40 %	7 %	5 %
R&D, Ingénierie, Design	10	68	11 %	5 %	8 %	2 %
<i>dont R&D</i>	8	46	9 %	3 %	8 %	2 %
Services aux entreprises	13	161	14 %	11 %	6 %	3 %
Services aux particuliers	9	281	10 %	19 %	7 %	10 %
Total général	94	1 502	100 %	100 %	7 %	5 %

* Part des investissements italiens dans le total des investissements de chaque fonction.
Grille de lecture : en 2018, 26 % des investissements italiens en France sont des centres de décision et 6 % des investissements étrangers dans cette fonction relèvent d'entreprises italiennes.

RÉPARTITION SECTORIELLE DES PROJETS D'INVESTISSEMENT

Secteur d'activité	NOMBRE		PART (%)		PART DE CETTE ORIGINE* (%)	
	Projets	Emplois	Projets	Emplois	Projets	Emplois
Machines et équipements mécaniques	14	272	15 %	18 %	21 %	22 %
Textile, textile industriel, habillement et accessoires	14	127	15 %	8 %	20 %	11 %
Hôtellerie, tourisme et restaurant	11	301	12 %	20 %	21 %	19 %
Chimie, plasturgie	7	80	7 %	5 %	15 %	10 %
Logiciels et prestations informatiques	6	93	6 %	6 %	3 %	3 %
Verre, céramique, minéraux, bois, papier	6	76	6 %	5 %	20 %	15 %
Équipements électriques, électroniques, informatiques	4	70	4 %	5 %	6 %	10 %
Ameublement et équipement du foyer	4	43	4 %	3 %	13 %	10 %
BTP, matériaux de construction	4	42	4 %	3 %	11 %	5 %
Conseil, ingénierie et services opérationnels aux entreprises	4	14	4 %	1 %	3 %	0,4 %
Énergie, recyclage, autres services concédés	3	32	3 %	2 %	7 %	5 %
Médicaments et biotechnologies appliquées	3	31	3 %	2 %	7 %	2 %
Agroalimentaire, agriculture et pêche	3	22	3 %	1 %	5 %	2 %
Matériels aéronautiques, navals et ferroviaires	2	190	2 %	13 %	5 %	10 %
Métaux, travail des métaux	2	29	2 %	2 %	7 %	2 %
Équipements médico-chirurgicaux, diagnostics et dispositifs médicaux	2	25	2 %	2 %	7 %	4 %
Constructeurs automobiles et équipementiers	2	15	2 %	1 %	5 %	1 %
Éducation et formation	1	15	1 %	1 %	20 %	43 %
Services financiers, bancaires et assurances	1	15	1 %	1 %	3 %	5 %
Parfums, cosmétiques	1	10	1 %	1 %	6 %	4 %
Total général	94	1 502	100 %	100 %	7 %	5 %

* Part des investissements italiens dans le total des investissements de chaque secteur.
Grille de lecture : en 2018, 15 % des investissements italiens en France s'orientent vers le secteur des machines et équipements mécaniques ; 21 % des investissements étrangers dans ce secteur relèvent d'entreprises italiennes.

INVEST



JAPON

EN FLUX

53

projets
(Business France)

1 195

emplois
(Business France)

EN STOCK

510

entreprises
en France
(Business France, Tokyo)
 + de
82 000
salariés
(Business France, Tokyo)
 13,7
Md€
stock d'IDE¹
11^e rang
(Banque de France)
 6,6
Md€
exportations
françaises
12^e rang
(Douanes françaises)
 228
entreprises
présentes dans
Forbes 2000

Le Japon est à l'origine de 53 projets d'investissement en France en 2018. Ces projets ont permis la création ou le maintien de 1 195 emplois.

— PRÉSENCE DES ENTREPRISES JAPONAISES EN FRANCE

510 entreprises françaises sont contrôlées par un investisseur japonais, employant plus de 82 000 personnes.

En 2018, les entreprises japonaises ont réalisé 53 nouvelles décisions d'investissement en France, permettant la création ou le maintien de près de 1 200 emplois.

Les investissements japonais s'orientent principalement vers les activités de production (43 % des projets et 72 % des emplois). L'établissement de centres de décision représente 21 % des projets et on note en particulier l'implantation de 2 QG Monde / Europe.

La moitié des projets d'investissement japonais en France sont réalisés dans quatre secteurs. Le premier, logiciels et prestations informatiques, représente près d'un projet sur cinq en provenance d'entreprises japonaises. Les suivants, agroalimentaire, agriculture et pêche, machines et équipements mécaniques et

équipements électriques, électroniques, informatiques, correspondent chacun à 11 % des projets. Le Japon occupe une place prépondérante parmi les investisseurs étrangers dans le secteur constructeurs automobiles et équipementiers. Ce pays compte en effet pour 12 % des projets et 25 % des emplois dans ce secteur.

Les investissements japonais se localisent majoritairement en Île-de-France (26 % des projets), en Auvergne-Rhône-Alpes et en Grand Est (15 % des projets chacune).

— INVESTISSEMENTS JAPONAIS EN EUROPE

En 2018, la France est le 1^{er} pays d'accueil des investissements japonais créateurs d'emploi en Europe, elle est destinataire de 22 % des projets. Elle devance l'Allemagne (21 % des projets) et le Royaume-Uni (12 %)².

— EXEMPLES DE PROJETS D'INVESTISSEMENT EN 2018

Nidec : spécialisé dans la fabrication de moteurs électriques, le groupe japonais **Nidec** renforce sa présence en France et s'associe au groupe PSA pour créer la joint-venture **Nidec-PSA emotors**. Cette coentreprise est dédiée à la conception, au développement, à la fabrication et à la commercialisation de moteurs électriques. Les deux groupes prévoient un investissement de 220 millions d'euros. Les moteurs électriques seront produits à l'usine de Trémery, en Grand Est. Environ 400 salariés seront concernés par la production.

TOP 5 DES ENTREPRISES JAPONAISES EN TERMES D'EMPLOI EN FRANCE

Entreprise mère	Secteur d'activité principal	Effectif France
TOYOTA MOTOR CORPORATION	Constructeurs automobiles et équipementiers	4 500 - 5 000
NTN CORPORATION	Constructeurs automobiles et équipementiers Machines et équipements mécaniques	4 000 - 4 500
RICOH CO LTD	Équipements électriques, électroniques, informatiques	3 500 - 4 000
FAST RETAILING CO., LTD	Textile, textile industriel, habillement et accessoires	3 500 - 4 000
BRIDGESTONE	Constructeurs automobiles et équipementiers	3 500 - 4 000

¹ Stock d'investissements directs en France par pays d'origine immédiate au 31/12/2017.

Les stocks d'investissements directs d'origine ultime au 31/12/2016 pour le Japon sont de 16,3 Md€.

² Observatoire Europe, Business France.

Sumitomo Corporation : société de négoce et d'investissement, **Sumitomo Corporation** renforce ses activités dans l'environnement et les infrastructures. Elle vient d'officialiser sa participation, à hauteur de 29,5%, au consortium créé avec ENGIE et l'opérateur portugais EDPR pour développer les projets d'éoliennes en mer de Dieppe-Le Tréport en Normandie et des îles d'Yeu et de Noirmoutier en Pays de la Loire. Ces deux projets représenteront chacun une capacité de 496 MW.

Sakata Seed : 1^{er} producteur japonais de semences de légumes et de fleurs, **Sakata Seed**, investit dans en Pays de la Loire. Ayant racheté un ancien site de Syngenta, l'entreprise prévoit une extension à Angers, pour un investissement de 5,9 millions d'euros, permettant la création de 20 emplois d'ici 2020. Les mesures favorables à la R&D, en particulier le crédit d'impôt recherche, ainsi que les partenariats avec des centres d'excellence français tels que l'INRA sont à l'origine de cette nouvelle implantation du groupe japonais en France.

RÉPARTITION PAR FONCTION DES PROJETS D'INVESTISSEMENT

Nature du projet	NOMBRE		PART (%)		PART DE CETTE ORIGINE* (%)	
	Projets	Emplois	Projets	Emplois	Projets	Emplois
Centre de décision	11	54	21 %	5 %	3 %	1 %
<i>dont primo-implantation</i>	8	38	15 %	3 %	3 %	1 %
<i>dont QG Monde / Europe</i>	2	11	4 %	1 %	9 %	4 %
<i>dont QG France</i>	1	5	2 %	0 %	3 %	1 %
Logistique	1	20	2 %	2 %	2 %	1 %
Point de vente	2	26	4 %	2 %	2 %	2 %
Production / Réalisation	23	860	43 %	72 %	7 %	8 %
R&D, Ingénierie, Design	5	134	9 %	11 %	4 %	5 %
<i>dont R&D</i>	4	114	8 %	10 %	4 %	5 %
Services aux entreprises	9	94	17 %	8 %	4 %	2 %
Services aux particuliers	2	7	4 %	1 %	2 %	0,3 %
Total général	53	1195	100 %	100 %	4 %	4 %

* Part des investissements japonais dans le total des investissements de chaque fonction.
Grille de lecture : en 2018, 21 % des investissements japonais en France sont des centres de décision et 3 % des projets d'investissement étrangers dans cette fonction relèvent d'entreprises japonaises.

RÉPARTITION SECTORIELLE DES PROJETS D'INVESTISSEMENT

Secteur d'activité	NOMBRE		PART (%)		PART DE CETTE ORIGINE* (%)	
	Projets	Emplois	Projets	Emplois	Projets	Emplois
Logiciels et prestations informatiques	10	128	19 %	11 %	5 %	4 %
Agroalimentaire, agriculture et pêche	6	183	11 %	15 %	11 %	15 %
Machines et équipements mécaniques	6	151	11 %	13 %	9 %	12 %
Équipements électriques, électroniques, informatiques	6	44	11 %	4 %	10 %	6 %
Constructeurs automobiles et équipementiers	5	461	9 %	39 %	12 %	25 %
Hôtellerie, tourisme et restaurant	3	13	6 %	1 %	6 %	1 %
Ameublement et équipement du foyer	3	11	6 %	1 %	10 %	3 %
Médicaments et biotechnologies appliquées	2	75	4 %	6 %	4 %	5 %
Verre, céramique, minéraux, bois, papier	2	21	4 %	2 %	7 %	4 %
Chimie, plasturgie	2	17	4 %	1 %	4 %	2 %
Conseil, ingénierie et services opérationnels aux entreprises	2	13	4 %	1 %	1 %	0,3 %
Textile, textile industriel, habillement et accessoires	1	25	2 %	2 %	1 %	2 %
Transport, stockage	1	20	2 %	2 %	3 %	2 %
Matériels aéronautiques, navals et ferroviaires	1	10	2 %	1 %	3 %	1 %
Équipements médico-chirurgicaux, diagnostics et dispositifs médicaux	1	9	2 %	1 %	3 %	1 %
Parfums, cosmétiques	1	9	2 %	1 %	6 %	4 %
Métaux, travail des métaux	1	5	2 %	0,4 %	3 %	0,4 %
Total général	53	1 195	100 %	100 %	4 %	4 %

* Part des investissements japonais dans le total des investissements de chaque secteur.
Grille de lecture : en 2018, 19 % des investissements japonais en France s'orientent dans le secteur logiciels et prestations informatiques, et 5 % des projets d'investissement étrangers dans ce secteur relèvent d'entreprises japonaises.

INVEST



LUXEMBOURG

EN FLUX

15
projets
(Business France)

354
emplois
(Business France)

EN STOCK

+ de 3 000
entreprises
en France
(Eurostat)

+ de 65 000
salariés
(Eurostat)

148,4
Md€
stock d'IDE¹
1^{er} rang
(Banque de France)

2,7
Md€
exportations
françaises
35^e rang
(Douanes françaises)

8
entreprises
présentes dans
Forbes 2000

En 2018, 15 projets d'investissement luxembourgeois ont été recensés en France. Ces projets ont permis la création ou la sauvegarde de 354 emplois.

— PRÉSENCE DES ENTREPRISES LUXEMBOURGEUSES EN FRANCE

Plus de 3 000 entreprises françaises sont contrôlées par un investisseur luxembourgeois, employant plus de 65 000 personnes en France. En 2018, 15 investissements luxembourgeois ont créé ou sauvegardé 354 emplois en France.

En 2018, les investissements luxembourgeois privilégient les activités de production (40 % des projets et 73 % des emplois), les activités de centres de décision (27 % des projets) et les activités de R&D, ingénierie et design (20 % des projets).

En termes de secteurs d'activité, le principal secteur est celui des métaux (33 % des projets et 73 % des emplois), suivi des logiciels (20 % des projets) et du conseil et ingénierie (20 % des projets). Les projets luxembourgeois représentent 17 % du secteur des métaux en France en 2018 (et 19 % des emplois associés).

La principale région d'implantation est la région Grand Est avec 40 % des projets et 21 % des emplois, suivie des Hauts-de-France (13 % des projets et 54 % des emplois), d'Auvergne-Rhône-Alpes (13 % des projets) et de l'Île-de-France (13 % des projets).

— INVESTISSEMENTS LUXEMBOURGEAIS EN EUROPE

En 2018, la France est le 1^{er} pays d'accueil des investissements créateurs d'emploi réalisés en Europe par des entreprises luxembourgeoises. Elle accueille 52 % des investissements de ce pays, devant l'Allemagne (16 %) l'Italie (12 %) et le Royaume-Uni (8 %)².

— EXEMPLES DE PROJETS D'INVESTISSEMENT EN 2018

Tetrao : après le Luxembourg et l'Espagne, la fintech, créée en 2014 au Luxembourg et spécialisée dans l'intelligence artificielle, s'est installée en France en 2018 pour répondre à la demande exponentielle de ses clients. Cette nouvelle filiale vient renforcer les équipes déjà existantes et s'inscrit dans une logique de gestion efficace et optimale de sa croissance. **Tetrao** avait déjà remporté en 2017 le Hackathon international de BNP Paribas, devançant 160 autres fintechs à l'échelle mondiale. Cette nouvelle filiale, installée dans le Grand Est à Bras-sur-Meuse, verra une équipe de 20 collaborateurs embauchée en 2019 dont la mission sera l'analyse et la compréhension de tous types de documents dans le domaine des fonds d'investissement ou des statuts d'entreprise.

TOP 5 DES ENTREPRISES LUXEMBOURGEUSES EN TERMES D'EMPLOI EN FRANCE

Entreprise mère	Secteur d'activité principal	Effectif France
ARCELORMITTAL	Métaux, travail des métaux	17 000
ALTICE (SFR, NEXTRADIOTV, INTELICIA)	Opérateurs télécoms et fournisseurs d'accès internet Médias, édition	10 000
SOLUTION 30 SE	Opérateurs télécoms et fournisseurs d'accès internet Logiciels et prestations informatiques	3 000
ARDAGH GROUP S.A.	Verre, céramique, minéraux, bois, papier Métaux, travail des métaux	1 000 - 1 500
INTERNATIONAL TECHNOLOGY SOLUTIONS (ITS) (FRANCE LOISIRS)	Commerce et distribution	1 000 - 1 500

¹ Stock d'investissements directs en France par pays d'origine immédiate au 31/12/2017. Le stock d'investissements directs par pays d'origine ultime au 31/12/2016 pour le Luxembourg était de 33,5 Md€.

² Observatoire Europe, Business France.

Arcelormittal : dans le cadre d'un plan d'embauche de 700 personnes sur toute la France, l'aciériste s'est étendu sur son site de Dunkerque où 170 emplois ont été créés.

Solutions 30 : spécialisé dans l'assistance numérique, les compteurs intelligents, le déploiement de fibre optique, le groupe **Solutions 30** a acquis 100 % du groupe de travaux publics **Sotranasa**, basé à Perpignan (Occitanie). **Sotranasa** emploie 450 personnes. Cette opération permet à Solutions 30 de se positionner dans le Sud-Ouest de la France.

RÉPARTITION PAR FONCTION DES PROJETS D'INVESTISSEMENT

Nature du projet	NOMBRE		PART (%)		PART DE CETTE ORIGINE* (%)	
	Projets	Emplois	Projets	Emplois	Projets	Emplois
Centre de décision	4	41	27 %	12 %	1 %	1 %
<i>dont primo-implantation</i>	4	41	27 %	12 %	1 %	1 %
Logistique	1	10	7 %	3 %	2 %	0,4 %
Production / Réalisation	6	258	40 %	73 %	2 %	2 %
R&D, Ingénierie, Design	3	35	20 %	10 %	2 %	1 %
<i>dont R&D</i>	2	30	13 %	8 %	2 %	1 %
Services aux entreprises	1	10	7 %	3 %	0,5 %	0,2 %
Total général	15	354	100 %	100 %	1 %	1 %

* Part des investissements luxembourgeois dans le total des investissements de chaque fonction.
Grille de lecture : en 2018, 40 % des investissements luxembourgeois en France sont des activités de production, et 2 % des investissements étrangers dans cette fonction relèvent d'entreprises luxembourgeoises.

RÉPARTITION SECTORIELLE DES PROJETS D'INVESTISSEMENT

Secteur d'activité	NOMBRE		PART (%)		PART DE CETTE ORIGINE* (%)	
	Projets	Emplois	Projets	Emplois	Projets	Emplois
Métaux, travail des métaux	5	258	33 %	73 %	17 %	19 %
Logiciels et prestations informatiques	3	35	20 %	10 %	2 %	1 %
Conseil, ingénierie et services opérationnels aux entreprises	3	21	20 %	6 %	2 %	1 %
Chimie, plasturgie	1	15	7 %	4 %	2 %	2 %
Parfums, cosmétiques	1	10	7 %	3 %	6 %	4 %
Transport, stockage	1	10	7 %	3 %	3 %	1 %
Machines et équipements mécaniques	1	5	7 %	1 %	1 %	0,4 %
Total général	15	354	100 %	100 %	1 %	1 %

* Part des investissements luxembourgeois dans le total des investissements de chaque secteur.
Grille de lecture : en 2018, 33 % des investissements luxembourgeois en France relèvent du secteur des métaux, travail des métaux ; 17 % des investissements étrangers dans ce secteur relèvent d'entreprises luxembourgeoises.

INVEST



MAGHREB

EN FLUX

18

projets
(Business France)

298

emplois
(Business France)

EN STOCK

500

entreprises
en France
(Orbis)+ de
5 700salariés
(Orbis)1,2
Md€stock d'IDE¹
(Banque de France)13,3
Md€exportations
françaises
(Douanes françaises)

4

entreprises
présentes dans
Forbes 2000

En 2018,
18 décisions
d'investissement en
provenance des pays
du Maghreb² ont été
recensées en France.
Ces projets ont
permis la création
ou la sauvegarde de
298 emplois (+ 61 %).

— PRÉSENCE DES ENTREPRISES DU MAGHREB EN FRANCE

Environ 500 entreprises françaises sont contrôlées par un investisseur originaire du Maghreb, employant plus de 5 700 personnes en France. En 2018, 18 nouvelles décisions d'investissement ont permis la création ou le maintien de 298 emplois en France.

En 2018, les investissements des pays du Maghreb proviennent du Maroc (8 projets), de Tunisie (8 projets) et d'Algérie (2 projets).

Ces investisseurs privilégient les centres de décision (50 % des projets et 39 % des emplois), les activités de R&D (28 % des projets et 19 % des emplois), et les activités de services aux entreprises (17 % des projets et 40 % des emplois).

Les investissements des pays du Maghreb relèvent principalement des secteurs des logiciels et prestations informatiques (33 % des projets et 32 % des emplois), du conseil, ingénierie (22 % des projets et 34 % des emplois) et des équipements électriques, informatiques et électroniques (11 % des projets et 12 % des emplois).

Ces investissements sont localisés en premier lieu en Île-de-France (50 % des projets et 38 % des emplois), suivie de la région Occitanie (17 % des projets et 30 % des emplois).

— INVESTISSEMENTS DU MAGHREB EN EUROPE

Les investissements créateurs d'emploi originaires des pays du Maghreb sont restés limités en 2018 en Europe. En 2018, la France est le 1^{er} pays d'accueil de ces investissements³.

— EXEMPLES DE PROJETS D'INVESTISSEMENT EN 2018

Condor : le groupe algérien **Condor**, leader dans l'équipement électronique et télécom, a repris l'entreprise **Evodial**, son grossiste spécialisé en téléphonie qui se trouvait en difficulté financière, afin de développer la distribution de smartphones de marque **Condor** sur plusieurs marchés européens ; ce projet a permis le maintien de 9 emplois et la création de 21 emplois supplémentaires sur trois ans.

TOP 5 DES ENTREPRISES DU MAGHREB EN TERMES D'EMPLOI EN FRANCE

Entreprise mère	Secteur d'activité principal	Effectif France
CEVITAL (BRANDT, OXXO) (Algérie)	Agroalimentaire Machines et équipements mécaniques Constructeurs automobiles et équipementiers Transport et stockage	2 000
ATTIJARIWAFABANK (Maroc)	Services financiers, bancaires et assurances	300
GRUPE OUTSOURCIA (Maroc)	Conseil, ingénierie et services opérationnels aux entreprises	200 - 300
BMCE BANK (BMCE EUROSERVICES, BBI, BOA) (Maroc)	Services financiers, bancaires et assurances	200 - 300
HIGHTECH PAYMENT SYSTEMS (HPS, ACPQUALIFE) (Maroc)	Logiciels et prestations informatiques Services financiers, bancaires et assurances	100 - 150

¹ Stock d'investissements directs en France par pays d'origine immédiate au 31/12/2017. Le stock d'investissements directs par pays d'origine ultime au 31/12/2016 pour les pays du Maghreb était de 1,5 Md€.

² Algérie, Maroc, Libye, Tunisie, Mauritanie.

³ Observatoire Europe, Business France.

Dabchy : la startup tunisienne **Dabchy** a rejoint l'incubateur Look Forward by Showroomprivé.com, dédié aux industries de la mode, de la beauté et du retail, dans le cadre de son développement international. Ce projet va s'accompagner de la création de 18 emplois dont 7 en R&D.

Share Your Diary : le dirigeant d'origine marocaine a souhaité lancer une nouvelle application / réseau social dédiée aux voyageurs (touristes, étudiants, expatriés, professionnels) pour qu'ils puissent partager leurs expériences de voyage : **Meetdworld** va être incubé à Creative Valley à Paris et devrait contribuer à créer 13 emplois sur trois ans.

Mirage Holograms : la startup tunisienne **Mirage Holograms**, créée en 2015 et spécialisée dans les solutions d'affichage holographique et interactif, a choisi d'implanter à Laval sa filiale à vocation européenne ; ce projet devrait créer une quinzaine d'emplois sur trois ans.

RÉPARTITION PAR PAYS D'ORIGINE

Pays d'origine	NOMBRE	
	Projets	Emplois
Maroc	8	145
Tunisie	8	113
Algérie	2	40
Total général	18	298

RÉPARTITION PAR FONCTION DES PROJETS D'INVESTISSEMENT

Nature du projet	NOMBRE		PART (%)		PART DE CETTE ORIGINE* (%)	
	Projets	Emplois	Projets	Emplois	Projets	Emplois
Centre de décision	9	116	50 %	39 %	2 %	3 %
<i>dont primo-implantation</i>	8	105	44 %	35 %	3 %	3 %
<i>dont QG Monde / Europe</i>	1	11	6 %	4 %	4 %	4 %
Production / Réalisation	1	5	6 %	2 %	0,3 %	0,04 %
R&D, Ingénierie, Design	5	57	28 %	19 %	4 %	2 %
<i>dont R&D</i>	5	57	28 %	19 %	5 %	3 %
Services aux entreprises	3	120	17 %	40 %	1 %	2 %
Total général	18	298	100 %	100 %	1 %	1 %

* Part des investissements des pays du Maghreb dans le total des investissements de chaque fonction.

Grille de lecture : en 2018, 50 % des investissements des pays du Maghreb en France sont des activités de centres de décision, et 2 % des investissements étrangers dans cette fonction relèvent d'entreprises des pays du Maghreb.

RÉPARTITION SECTORIELLE DES PROJETS D'INVESTISSEMENT

Secteur d'activité	NOMBRE		PART (%)		PART DE CETTE ORIGINE* (%)	
	Projets	Emplois	Projets	Emplois	Projets	Emplois
Logiciels et prestations informatiques	6	96	33 %	32 %	3 %	3 %
Conseil, ingénierie et services opérationnels aux entreprises	4	102	22 %	34 %	3 %	3 %
Équipements électriques, électroniques, informatiques	2	35	11 %	12 %	3 %	5 %
Électronique grand public	1	30	6 %	10 %	9 %	19 %
Commerce et distribution	1	10	6 %	3 %	1 %	0,4 %
Machines et équipements mécaniques	1	10	6 %	3 %	1 %	1 %
Agroalimentaire, agriculture et pêche	1	5	6 %	2 %	2 %	0,4 %
Énergie, recyclage, autres services concédés	1	5	6 %	2 %	2 %	1 %
Verre, céramique, minéraux, bois, papier	1	5	6 %	2 %	3 %	1 %
Total général	18	298	100 %	100 %	1 %	1 %

* Part des investissements des pays du Maghreb dans le total des investissements de chaque secteur.

Grille de lecture : en 2018, 33 % des investissements des pays du Maghreb en France relèvent du secteur des logiciels et prestations informatiques ; 3 % des investissements étrangers dans ce secteur relèvent d'entreprises des pays du Maghreb.

INVEST



NORVÈGE

EN FLUX

6

projets
(Business France)

180

emplois
(Business France)

EN STOCK

+ de 100

entreprises
en France
(Orbis)

+ de 5 400

salariés
(Orbis)

2,5 Mde

stock d'IDE¹
20^e rang
(Banque de France)

1,9 Mde

exportations
françaises
40^e rang
(Douanes françaises)

9

entreprises
présentes dans
Forbes 2000

En 2018,
6 décisions
d'investissement
provenant d'entreprises
norvégiennes ont
permis la création
ou le maintien de
180 emplois (+94 %).

— PRÉSENCE DES ENTREPRISES NORVÉGIENNES EN FRANCE

Plus de 100 entreprises norvégiennes sont présentes en France, où elles emploient plus de 5 400 personnes. En 2018, les entreprises norvégiennes ont réalisé six projets d'investissement en France. Le nombre d'emplois créés grâce à ces investissements (180) est en forte progression par rapport à l'année dernière (+94 %).

Ces investissements regroupent l'implantation de trois centres de décision, qui sont tous des primo-implantations, deux projets en R&D et un en services aux entreprises.

La grande majorité des emplois créés par les investissements norvégiens concerne le secteur logiciels et prestations informatiques (83 % des emplois).

Ces projets se localisent dans trois régions : Île-de-France (3 projets), Provence-Alpes-Côte d'Azur (2 projets) et Bourgogne-Franche-Comté (1 projet).

— INVESTISSEMENTS NORVÉGIENS EN EUROPE

La France est le 3^e pays d'Europe qui a reçu le plus grand nombre de projets d'investissement norvégiens ces deux dernières années (10 % des projets). Elle se place derrière le Royaume-Uni (24 %) et l'Allemagne (17 %)².

— EXEMPLES DE PROJETS D'INVESTISSEMENT EN 2018

Schibsted : le plus grand groupe de médias de Scandinavie, **Schibsted**, qui possède en France le site Web LeBonCoin.fr, spécialisé dans les petites annonces, continue son développement en France. LeBonCoin a ouvert à Mâcon en Bourgogne-Franche-Comté un nouveau site de télévente. Le site devrait accueillir à terme une centaine de salariés. Par ailleurs, l'entreprise a procédé en 2018 à l'extension de ses activités de R&D à Paris générant la création de 50 postes.

TOP 5 DES ENTREPRISES NORVÉGIENNES EN TERMES D'EMPLOI EN FRANCE

Entreprise mère	Secteur d'activité principal	Effectif France
NORSK HYDRO ASA	Métaux, travail des métaux	2 000
MARINE HARVEST ASA	Agroalimentaire, agriculture et pêche	1 000
SCHIBSTED ASA (LEBONCOIN.FR)	Autres activités de services	800
YARA INTERNATIONAL ASA	Chimie, plasturgie	700
NORSKE SKOGINDUSTRIER ASA	Verre, céramique, bois, papier	350

¹ Stock d'investissements directs en France par pays d'origine immédiate au 31/12/2017.

Les stocks d'investissements directs d'origine ultime au 31/12/2016 pour la Norvège sont de 2,6 Md€.

² Observatoire Europe, Business France.

RÉPARTITION PAR FONCTION DES PROJETS D'INVESTISSEMENT

Nature du projet	NOMBRE		PART (%)		PART DE CETTE ORIGINE* (%)	
	Projets	Emplois	Projets	Emplois	Projets	Emplois
Centre de décision	3	25	50 %	14 %	1 %	1 %
<i>dont primo-implantation</i>	3	25	50 %	14 %	1 %	1 %
R&D, Ingénierie, Design	2	55	33 %	31 %	2 %	2 %
<i>dont R&D</i>	2	55	33 %	31 %	2 %	2 %
Services aux entreprises	1	100	17 %	56 %	0,5 %	2 %
Total général	6	180	100 %	100 %	0,5 %	1 %

* Part des investissements norvégiens dans le total des investissements de chaque fonction.

Grille de lecture : en 2018, 50 % des investissements norvégiens en France sont des centres de décision. 1 % des projets d'investissement étrangers dans cette fonction relève d'entreprises norvégiennes.

RÉPARTITION SECTORIELLE DES PROJETS D'INVESTISSEMENT

Secteur d'activité	NOMBRE		PART (%)		PART DE CETTE ORIGINE* (%)	
	Projets	Emplois	Projets	Emplois	Projets	Emplois
Logiciels et prestations informatiques	2	150	33 %	83 %	1 %	5 %
Conseil, ingénierie et services opérationnels aux entreprises	1	10	17 %	6 %	1 %	0,3 %
Médias, édition	1	10	17 %	6 %	8 %	7 %
Textile, textile industriel, habillement et accessoires	1	5	17 %	3 %	1 %	0,4 %
Médicaments et biotechnologies appliquées	1	5	17 %	3 %	2 %	0,4 %
Total général	6	180	100 %	100 %	0,5 %	1 %

* Part des investissements norvégiens dans le total des investissements de chaque secteur.

Grille de lecture : en 2018, 33 % des investissements norvégiens en France s'orientent vers le secteur logiciels et prestations informatiques, et 1 % des projets d'investissement étrangers dans ce secteur relèvent d'entreprises norvégiennes.

INVEST



PAYS-BAS

EN FLUX

104

projets
(Business France)

1 431

emplois
(Business France)

EN STOCK

 + de
1 800
entreprises
en France
(Orbis)
 + de
160 000
salariés
(Orbis)
 92,7
Md€
stock d'IDE¹
2^e rang
(Banque de France)
 17,7
Md€
exportations
françaises
8^e rang
(Douanes françaises)
 22
entreprises
présentes dans
Forbes 2000

Les Pays-Bas sont à l'origine de plus de 100 projets d'investissement étrangers en France en 2018. Ces projets ont créé ou maintenu plus de 1 400 emplois.

— PRÉSENCE DES ENTREPRISES NÉERLANDAISES EN FRANCE

Plus de 1 800 entreprises françaises sont contrôlées par un investisseur néerlandais, employant plus de 160 000 salariés. En 2018, 104 décisions d'investissement provenant des Pays-Bas ont été recensées en France, créant ou sauvegardant 1 431 emplois.

En 2018, les investissements néerlandais en France sont principalement des activités de services aux particuliers (63 % des projets et 61 % des emplois). Ces projets correspondent majoritairement au plan d'expansion du néerlandais Basic-Fit, avec l'implantation de nombreuses salles de sport et fitness dans toute la France. Viennent ensuite les projets de production (13 % des projets et 20 % des emplois) et de points de vente (17 % des projets).

Les principaux secteurs d'activité des investissements néerlandais sont les activités sportives et récréatives (60 % des projets et 56 % des emplois), le textile (14 % des projets) et l'agroalimentaire (8 % des projets). Les projets néerlandais représentent 93 % des projets du secteur des activités sportives et récréatives, 21 % des projets dans le textile et 15 % des projets dans l'agroalimentaire.

La répartition géographique montre une implantation importante en Auvergne-Rhône-Alpes (13 % des projets et 15 % des emplois), en Nouvelle-Aquitaine (13 % des projets), en Île-de-France (12 % des projets et 16 % des emplois) et dans les Hauts-de-France (11 % des projets).

— INVESTISSEMENTS NÉERLANDAIS EN EUROPE

En 2018, la France est le 1^{er} pays d'accueil des investissements étrangers créateurs d'emploi en provenance des Pays-Bas en Europe (31 % des projets), devant le Royaume-Uni (16 %), l'Allemagne (14 %) et l'Espagne (8 %)².

— EXEMPLES DE PROJETS D'INVESTISSEMENT EN 2018

Action : en pleine croissance depuis le début des années 2000, le groupe néerlandais **Action** s'impose petit à petit en tant que leader européen de la distribution non alimentaire. Grâce à ses produits à petits prix et la variété de son assortiment, Action est aujourd'hui présent aux Pays-Bas, en Belgique, en Allemagne, au Luxembourg, en Autriche, en Pologne et depuis 2012 en France. Pour son réseau de près de 300 magasins sur le territoire français, cet acteur n'a pas hésité à faire construire trois sites logistiques dont un à Belleville-sur-Saône, près de Lyon (Auvergne-Rhône-Alpes). Cette plateforme logistique s'étend sur 70 000 m² dont 2 000 m² sont dédiés au département administratif. Ce site embauche déjà 250 personnes via l'opérateur Kühne + Nagel. Le discounter ne compte pas s'arrêter là et ambitionne de doubler le nombre d'employés pour ce site.

TOP 5 DES ENTREPRISES NÉERLANDAISES EN TERMES D'EMPLOI EN FRANCE

Entreprise mère	Secteur d'activité principal	Effectif France
RANDSTAD	Conseil, ingénierie et services opérationnels aux entreprises	13 000
HEINEKEN	Agroalimentaire	4 000
UNILEVER	Agroalimentaire Parfums, cosmétiques	2 000 - 2 500
AKZO NOBEL	Chimie, plasturgie	1 000 - 2 000
HENDRIX GENETICS	Agroalimentaire	1 000

¹ Stock d'investissements directs en France par pays d'origine immédiate au 31/12/2017.

Le stock d'investissements directs par pays d'origine ultime au 31/12/2016 pour les Pays-Bas était de 39,8 Md€.

² Observatoire Europe, Business France.

Basic-Fit : la chaîne de salles de sport low cost s'est développée en France à un rythme très élevé avec une centaine de nouvelles salles ouvertes pour plus de 800 emplois créés.

Refresco Gerber : le groupe spécialisé dans l'embouteillage de boissons non alcoolisées a choisi son site du Queroy (Hauts-de-France) pour son investissement de 80 millions d'euros sur cinq ans pour la création de 5 lignes PET (polyéthylène téréphtalate) aseptiques et de 7 lignes de conditionnement en briques carton. Pour l'accueil de cet investissement, qui crée une cinquantaine d'emplois nouveaux, la France était en concurrence avec la Belgique et l'Allemagne.

RÉPARTITION PAR FONCTION DES PROJETS D'INVESTISSEMENT

Nature du projet	NOMBRE		PART (%)		PART DE CETTE ORIGINE* (%)	
	Projets	Emplois	Projets	Emplois	Projets	Emplois
Centre de décision	3	23	3 %	2 %	1 %	1 %
<i>dont primo-implantation</i>	3	23	3 %	2 %	1 %	1 %
Logistique	1	10	1 %	1 %	2 %	0,4 %
Point de vente	18	158	17 %	11 %	15 %	10 %
Production / Réalisation	13	291	13 %	20 %	4 %	3 %
Services aux entreprises	4	77	4 %	5 %	2 %	2 %
Services aux particuliers	65	872	63 %	61 %	53 %	31 %
Total général	104	1 431	100 %	100 %	8 %	5 %

* Part des investissements néerlandais dans le total des investissements de chaque fonction.
Grille de lecture : en 2018, 63 % des investissements néerlandais en France sont des activités de services aux particuliers, et 53 % des investissements étrangers dans cette fonction relèvent d'entreprises néerlandaises.

RÉPARTITION SECTORIELLE DES PROJETS D'INVESTISSEMENT

Secteur d'activité	NOMBRE		PART (%)		PART DE CETTE ORIGINE* (%)	
	Projets	Emplois	Projets	Emplois	Projets	Emplois
Activités sportives, récréatives et de loisirs	62	806	60 %	56 %	93 %	93 %
Textile, textile industriel, habillement et accessoires	15	128	14 %	9 %	21 %	11 %
Agroalimentaire, agriculture et pêche	8	176	8 %	12 %	15 %	15 %
Conseil, ingénierie et services opérationnels aux entreprises	4	80	4 %	6 %	3 %	2 %
Hôtellerie, tourisme et restaurant	3	66	3 %	5 %	6 %	4 %
Commerce et distribution	3	30	3 %	2 %	3 %	1 %
Logiciels et prestations informatiques	2	18	2 %	1 %	1 %	1 %
Chimie, plasturgie	1	30	1 %	2 %	2 %	4 %
Verre, céramique, minéraux, bois, papier	1	30	1 %	2 %	3 %	6 %
Matériels aéronautiques, navals et ferroviaires	1	20	1 %	1 %	3 %	1 %
Équipements médico-chirurgicaux, diagnostics et dispositifs médicaux	1	18	1 %	1 %	3 %	3 %
Constructeurs automobiles et équipementiers	1	17	1 %	1 %	2 %	1 %
Machines et équipements mécaniques	1	10	1 %	1 %	1 %	1 %
Autres activités de services	1	2	1 %	0,1 %	5 %	0,5 %
Total général	104	1 431	100 %	100 %	8 %	5 %

* Part des investissements néerlandais dans le total des investissements de chaque secteur.
Grille de lecture : en 2018, 60 % des investissements néerlandais en France relèvent du secteur des activités sportives et récréatives ; 93 % des investissements étrangers dans ce secteur relèvent d'entreprises néerlandaises.

INVEST


**PAYS EUROPE
CENTRALE ET
ORIENTALE**

EN FLUX


7
projets
(Business France)

94
emplois
(Business France)

EN STOCK


**+ de
70**
entreprises
en France
(Eurostat)

**+ de
2 100**
salariés
(Eurostat)

891
M€
stock d'IDE¹
(Banque de France)

29
Md€
exportations
françaises
(Douanes françaises)

8
entreprises
présentes dans
Forbes 2000

En 2018, 7 projets d'investissement des pays de l'Europe centrale et orientale² ont permis la création de 94 emplois en France.

— PRÉSENCE DES ENTREPRISES DES PAYS D'EUROPE CENTRALE ET ORIENTALE EN FRANCE

Plus de 70 entreprises des pays d'Europe centrale et orientale (PECO) sont présents en France, où elles emploient plus de 2100 personnes. En 2018, 7 projets issus de ces pays ont permis la création de 94 emplois.

Parmi ces projets, trois projets relèvent de projets de R&D. Ceux-ci correspondent à 51 % des emplois générés par les investissements des PECO en France.

Le secteur logiciels et prestations informatiques fait l'objet de quatre projets. Il est à l'origine de 62 % des emplois.

Les projets des entreprises polonaises sont répartis sur l'ensemble du territoire français et concernent six régions. L'Île-de-France se distingue en accueillant 2 projets.

— INVESTISSEMENTS DES PAYS D'EUROPE CENTRALE ET ORIENTALE EN EUROPE

En 2018, Le Royaume-Uni est le 1^{er} pays d'accueil des investissements des PECO créateurs d'emploi en Europe (17 % des projets), devant l'Allemagne, la Lettonie, la Lituanie et la Suisse qui accueillent chacune 7 % des projets. La France est pour sa part destinataire de 2 % des projets³.

— EXEMPLES DE PROJETS D'INVESTISSEMENT EN 2018

Wielton : après être devenu l'actionnaire majoritaire du français **Fruehauf** en 2015, le fabricant polonais de remorques et semi-remorques **Wielton** prévoit de moderniser et de robotiser les lignes de mécano soudure sur son site d'Auxerre en Bourgogne-Franche-Comté. La consolidation de son activité sur ce site a généré la création d'une vingtaine d'emplois en 2018.

CEZ : l'entreprise **CEZ**, acteur majeur de la production d'électricité en République tchèque, s'implante pour la première fois sur le territoire français. Elle a acheté neuf fermes éoliennes en phase de développement avancé réparties sur l'ensemble du territoire français. La mise en service de la première ferme devrait être réalisée en 2019, à Aschères-le-Marché en Centre-Val de Loire. L'entreprise prévoit de plus de renforcer sa position en France dans le domaine des énergies dans les années à venir.

TOP 5 DES ENTREPRISES DES PAYS D'EUROPE CENTRALE ET ORIENTALE EN TERMES D'EMPLOI EN FRANCE

Entreprise mère	Secteur d'activité principal	Effectif France
WIELTON (Pologne)	Équipements médico-chirurgicaux, diagnostics et dispositifs médicaux	400 - 450
PLASTIWELL (Pologne)	Chimie, plasturgie	350 - 400
MR R. K. KARKOSIK - BORYSZEW (Pologne)	Chimie, plasturgie	150 - 200
SYNTHOS SA (Pologne)	Chimie, plasturgie	100
TESCAN (République tchèque)	Équipements médico-chirurgicaux, diagnostics et dispositifs médicaux	50 - 100

¹ Stock d'investissements directs en France par pays d'origine immédiate au 31/12/2016, hors Pologne et Roumanie.

² Bulgarie, Croatie, Hongrie, Lettonie, Lituanie, Pologne, République tchèque, Roumanie, Slovaquie et Slovaquie.

³ Observatoire Europe, Business France.

Damix : le groupe polonais **Damix**, spécialisé dans la fabrication d'équipements pour les supermarchés, devient l'actionnaire majoritaire de l'entreprise **Les ateliers réunis - Caddie** localisée à Drusenheim en Grand Est en rachetant 70 % de son capital pour un montant annoncé de 10 millions d'euros.

RÉPARTITION PAR PAYS D'ORIGINE

Pays d'origine	NOMBRE	
	Projets	Emplois
Pologne	3	54
Lettonie	1	10
République tchèque	1	10
Roumanie	1	10
Slovénie	1	10
Total général	7	94

RÉPARTITION PAR FONCTION DES PROJETS D'INVESTISSEMENT

Nature du projet	NOMBRE		PART (%)		PART DE CETTE ORIGINE* (%)	
	Projets	Emplois	Projets	Emplois	Projets	Emplois
Centre de décision	2	20	29 %	21 %	1 %	0,5 %
<i>dont primo-implantation</i>	2	20	29 %	21 %	1 %	1 %
Production / Réalisation	1	21	14 %	22 %	0,3 %	0,2 %
R&D, Ingénierie, Design	3	48	43 %	51 %	2 %	2 %
<i>dont R&D</i>	3	48	43 %	51 %	3 %	2 %
Services aux entreprises	1	5	14 %	5 %	0,5 %	0,1 %
Total général	7	94	100 %	100 %	1 %	0,3 %

* Part des investissements de la zone PECO dans le total des investissements de chaque fonction.

Grille de lecture : en 2018, 43 % des investissements des PECO destinés à la France relèvent d'activités R&D. 2 % des projets d'investissement étrangers dans cette fonction relèvent d'entreprises des PECO.

RÉPARTITION SECTORIELLE DES PROJETS D'INVESTISSEMENT

Secteur d'activité	NOMBRE		PART (%)		PART DE CETTE ORIGINE* (%)	
	Projets	Emplois	Projets	Emplois	Projets	Emplois
Logiciels et prestations informatiques	4	58	57 %	62 %	2 %	2 %
Constructeurs automobiles et équipementiers	1	21	14 %	22 %	2 %	1%
Énergie, recyclage, autres services concédés	1	10	14 %	11 %	2 %	1 %
Verre, céramique, minéraux, bois, papier	1	5	14 %	5 %	3 %	1 %
Total général	7	94	100 %	100 %	1 %	0,3 %

* Part des investissements de la zone PECO dans le total des investissements de chaque secteur.

Grille de lecture : en 2018, 57 % des investissements des PECO destinés à la France s'orientent dans le secteur logiciels et prestations informatiques. 2 % des projets d'investissement étrangers dans ce secteur relèvent d'entreprises des PECO.

INVEST


**PROCHE ET
MOYEN-ORIENT**

EN FLUX

10
projets
(Business France)

314
emplois
(Business France)

EN STOCK

**+ de
300**
entreprises
en France
(Orbis)

**+ de
20 000**
salariés
(Orbis)

**8
Md€**
stock d'IDE¹
(Banque de France)

**14,7
Md€**
exportations
françaises
(Douanes françaises)

39
entreprises
présentes dans
Forbes 2000

En 2018, 10 nouvelles décisions d'investissement créateur d'emploi des pays du Proche et Moyen-Orient² ont été recensées en France. Ces projets ont créé ou sauvé 314 emplois, soit trois fois plus qu'en 2017.

**— PRÉSENCE DES ENTREPRISES
DU PROCHE ET MOYEN-
ORIENT EN FRANCE**

Plus de 300 entreprises françaises sont contrôlées par un investisseur originaire des pays du PMO, employant plus de 20 000 salariés en France. En 2018, dix nouvelles décisions d'investissement en provenance des pays du PMO ont créé ou maintenu plus de 300 emplois en France.

En 2018, les investissements des pays du PMO proviennent des Émirats arabes unis (4 projets), du Qatar (2 projets), d'Iran (1 projet), d'Arabie saoudite (1 projet), du Liban (1 projet) et du Koweït (1 projet).

Ces projets prennent la forme de sites de production (5 projets et 252 emplois), de centres de décision (2 projets), d'activités de services aux entreprises (2 projets) et d'activités de R&D (1 projet).

Les projets d'investissement des pays du PMO sont diversifiés en termes de secteurs d'activité, avec notamment deux projets

dans les secteurs du conseil et ingénierie, et des logiciels.

Les entreprises des pays du PMO ont principalement investi en Île-de-France (3 projets), dans la région Grand Est (2 projets) et en Nouvelle-Aquitaine (2 projets).

**— INVESTISSEMENTS
DU PROCHE ET MOYEN-
ORIENT EN EUROPE**

En 2018, le Royaume-Uni accueille 38 % des investissements créateurs d'emploi en provenance des pays du Proche et Moyen-Orient en Europe, devant la Suède (13 %) et l'Allemagne (13 %). La France accueille 8 % des projets de cette région en Europe³.

**— EXEMPLES DE PROJETS
D'INVESTISSEMENT EN 2018**

Emirates Defence Industries Company (EDIC) : EDIC a repris en août 2018 la PME française **Manurhin**, fabricante de machines de cartoucherie de petit calibre, en difficulté financière. La reprise comprend 45 millions d'euros d'apports et le maintien de 104 emplois sur 150 dans la région Grand Est.

Mubadala : Mubadala a investi environ 30 millions d'euros pour une prise de participation dans l'assureur **SFAM**. Selon les dirigeants de **SFAM**, l'augmentation capacitaire qu'apporte cet investissement générera plusieurs centaines d'emplois en France.

QDesign : cette ETI spécialisée dans le développement immobilier résidentiel, industriel et commercial souhaite renforcer son développement international par une implantation en Europe. Souhaitant profiter de la dynamique du Grand Paris, **QDesign** va créer une vingtaine d'emplois à Paris.

**TOP 5 DES ENTREPRISES DU PROCHE ET MOYEN-ORIENT
EN TERMES D'EMPLOI EN FRANCE**

Entreprise mère	Secteur d'activité principal	Effectif France
AL MANNAI CORPORATION (GFI INFORMATIQUE) (Qatar)	Services financiers, bancaires et assurances Logiciels et prestations informatiques	10 000
MERIT CORPORATION (J. SAADE) (CMA CGM) (Liban)	Transport, stockage	4 000 - 5 000
DIVINE INVESTMENTS (PRINTEMPS) (Qatar)	Services financiers, bancaires et assurances Commerce et distribution	3 000
CONSTELLATION HOTELS (Qatar)	Hôtellerie	1 000 - 1 500
KATARA HOSPITALITY (PENINSULA) (Qatar)	Hôtellerie	1 000 - 1 500

¹ Stock d'investissements directs en France par pays d'origine immédiate au 31/12/2017. Le stock d'investissements directs par pays d'origine ultime au 31/12/2016 pour les pays du PMO était de 10,7 Md€.

² Arabie saoudite, Bahreïn, Égypte, Émirats arabes unis, Irak, Iran, Jordanie, Koweït, Liban, Oman, Qatar, Syrie.

³ Observatoire Europe, Business France.

Mumtalakat : le fonds souverain bahreïni a co-investi 250 millions d'euros dans le cadre d'un projet de développement du verrier Arc International en France et en Russie. Pour la France, il relance le site d'Arques dans les Hauts-de-France : renforcement des capacités de production, R&D et design, création de nouveaux emplois en plus du maintien des emplois existants.

Raqam Consultancy : cette société de conseil en réglementation, basée à Dubaï, a décidé d'implanter une filiale à Lyon (Auvergne-Rhône-Alpes) pour accroître son positionnement dans les échanges commerciaux entre l'Europe et la zone MENA. L'investissement générera la création d'une quinzaine d'emplois.

RÉPARTITION PAR PAYS D'ORIGINE

Pays d'origine	NOMBRE	
	Projets	Emplois
Émirats Arabes Unis	4	156
Qatar	2	80
Iran	1	44
Arabie Saoudite	1	15
Liban	1	15
Koweït	1	4
Total général	10	314

RÉPARTITION PAR FONCTION DES PROJETS D'INVESTISSEMENT

Nature du projet	NOMBRE		PART (%)		PART DE CETTE ORIGINE* (%)	
	Projets	Emplois	Projets	Emplois	Projets	Emplois
Centre de décision	2	25	20 %	8 %	1 %	1 %
<i>dont primo-implantation</i>	2	25	20 %	8 %	1 %	1 %
Production / Réalisation	5	252	50 %	80 %	2 %	2 %
R&D, Ingénierie, Design	1	15	10 %	5 %	1 %	1 %
Services aux entreprises	2	22	20 %	7 %	1 %	0,4 %
Total général	10	314	100 %	100 %	1 %	1 %

* Part des investissements des pays du PMO dans le total des investissements de chaque fonction.

Grille de lecture : en 2018, 50 % des investissements des pays du PMO en France sont des activités de production et 2 % des investissements étrangers dans cette fonction relèvent d'entreprises des pays du PMO.

RÉPARTITION SECTORIELLE DES PROJETS D'INVESTISSEMENT

Secteur d'activité	NOMBRE		PART (%)		PART DE CETTE ORIGINE* (%)	
	Projets	Emplois	Projets	Emplois	Projets	Emplois
Conseil, ingénierie et services opérationnels aux entreprises	2	27	20 %	9 %	1 %	1 %
Logiciels et prestations informatiques	2	20	20 %	6 %	1 %	1 %
Machines et équipements mécaniques	1	104	10 %	33 %	1 %	8 %
Textile, textile industriel, habillement et accessoires	1	70	10 %	22 %	1 %	6 %
Équipements médico-chirurgicaux, diagnostics et dispositifs médicaux	1	44	10 %	14 %	3 %	6 %
Matériels aéronautiques, navals et ferroviaires	1	30	10 %	10 %	3 %	2 %
Hôtellerie, tourisme et restaurant	1	15	10 %	5 %	2 %	1 %
Constructeurs automobiles et équipementiers	1	4	10 %	1 %	2 %	0,2 %
Total général	10	314	100 %	100 %	1 %	1 %

* Part des investissements des pays du PMO dans le total des investissements de chaque secteur.

Grille de lecture : en 2018, 20 % des investissements des pays du PMO en France s'orientent vers le secteur du conseil et ingénierie ; 1 % des investissements étrangers dans ce secteur relèvent d'entreprises des pays du PMO.

INVEST



PORTUGAL

EN FLUX

8

projets
(Business France)

266

emplois
(Business France)

EN STOCK

 + de
200
entreprises
en France
(Orbis)
 + de
5 600
salariés
(Orbis)
 1,3
Md€
stock d'IDE¹
23^e rang
(Banque de France)
 5,3
Md€
exportations
françaises
16^e rang
(Douanes françaises)

5

entreprises
présentes dans
Forbes 2000

En 2018, 8 projets d'investissement issus d'entreprises portugaises en France ont permis la création ou le maintien de 266 emplois (+125 %).

— PRÉSENCE DES ENTREPRISES PORTUGAISES EN FRANCE

Plus de 200 entreprises portugaises sont présentes en France, où elles emploient environ 5 600 personnes. En 2018, les entreprises portugaises sont à l'origine de huit projets d'investissement en France. Le nombre d'emplois créés ou maintenus, 266, est en forte progression par rapport à l'année précédente (+125 %).

Le secteur du BTP et matériaux de construction est celui qui est le plus représenté parmi les projets portugais, il fait l'objet de trois projets et correspond à 38 % des emplois. Ce pays occupe par ailleurs une place prépondérante dans ce secteur, puisque 26 % des emplois générés par des investissements étrangers dans le BTP et les matériaux de construction sont issus d'investissements portugais.

Les projets portugais se localisent dans trois régions : Auvergne-Rhône-Alpes (4 projets), Hauts-de-France (3 projets) et Provence-Alpes-Côte d'Azur (1 projet).

TOP 5 DES ENTREPRISES PORTUGAISES EN TERMES D'EMPLOI EN FRANCE

Entreprise mère	Secteur d'activité principal	Effectif France
GRUPO VISABEIRA (CONSTRUCTEL)	Opérateurs télécoms et fournisseurs d'accès internet	1 000 - 1 500
PUREVER - NEGÓCIOS E GESTÃO, SGPS, S.A.	BTP, matériaux de construction	300 - 400
INAPA - INVESTIMENTOS, PARTICIPAÇÕES E GESTÃO, S.A.	Commerce et distribution	300 - 400
SIMOLDES PLASTICOS	Chimie, plasturgie	200 - 250
AMORIM GROUP	Agroalimentaire, agriculture et pêche Verre, bois, papier	100 - 200

¹ Stock d'investissements directs en France par pays d'origine immédiate au 31/12/2017.

Les stocks d'investissements directs d'origine ultime au 31/12/2016 pour le Portugal sont de 1,2 Md€.

² Observatoire Europe, Business France.

— INVESTISSEMENTS PORTUGAIS EN EUROPE

L'Allemagne est le 1^{er} pays d'accueil des investissements portugais créateurs d'emploi en Europe avec 36 % du total des projets réalisés au cours des deux dernières années².

— EXEMPLES DE PROJETS D'INVESTISSEMENT EN 2018

Grupo Visabeira : au travers de sa filiale française **Constructel**, le groupe portugais **Visabeira**, dont les activités s'orientent vers les domaines des télécommunications et de l'énergie, a repris l'entreprise française **Escot** localisée à Aurillac en Auvergne-Rhône-Alpes. Cet investissement a permis la sauvegarde de plus de 200 emplois. En parallèle, le groupe renforce son implantation en France en ouvrant un bureau **Constructel** à Amiens en Hauts-de-France générant la création de 10 emplois.

Purever : l'entreprise portugaise **Purever**, spécialiste des parois modulaires pour chambres froides, rachète le français **Dagard** implanté à Boussac en Nouvelle-Aquitaine. Cette acquisition permet à **Purever** de devenir un des principaux employeurs portugais en France.

RÉPARTITION PAR FONCTION DES PROJETS D'INVESTISSEMENT

Nature du projet	NOMBRE		PART (%)		PART DE CETTE ORIGINE* (%)	
	Projets	Emplois	Projets	Emplois	Projets	Emplois
Point de vente	2	14	25 %	5 %	2 %	1 %
Production / Réalisation	3	220	38 %	83 %	1 %	2 %
Services aux entreprises	3	32	38 %	12 %	1 %	1 %
Total général	8	266	100 %	100 %	1 %	1 %

* Part des investissements portugais dans le total des investissements de chaque fonction.

Grille de lecture : en 2018, 38 % des investissements portugais destinés à la France sont des activités de production. 1 % des projets d'investissement étrangers dans cette fonction relève d'entreprises portugaises.

RÉPARTITION SECTORIELLE DES PROJETS D'INVESTISSEMENT

Secteur d'activité	NOMBRE		PART (%)		PART DE CETTE ORIGINE* (%)	
	Projets	Emplois	Projets	Emplois	Projets	Emplois
BTP, matériaux de construction	3	220	38 %	83 %	8 %	26 %
Équipements électriques, électroniques, informatiques	1	20	13 %	8 %	2 %	3 %
Commerce et distribution	1	11	13 %	4 %	1 %	0,4 %
Conseil, ingénierie et services opérationnels aux entreprises	1	10	13 %	4 %	1 %	0,3 %
Textile, textile industriel, habillement et accessoires	1	3	13 %	1 %	1 %	0,3 %
Ameublement et équipement du foyer	1	2	13 %	1 %	3 %	0,5 %
Total général	8	266	100 %	100 %	1 %	1 %

* Part des investissements portugais dans le total des investissements de chaque secteur.

Grille de lecture : en 2018, 38 % des investissements portugais destinés à la France s'orientent dans le secteur du BTP et des matériaux de construction. 8 % des projets d'investissement étrangers dans ce secteur relèvent d'entreprises portugaises.

INVEST



ROYAUME-UNI

EN FLUX

118
projets
(Business France)

2 448
emplois
(Business France)

EN STOCK

3 000
entreprises
en France
(Eurostat)

170 000
salariés
(Eurostat)

90
Mde
stock d'IDE¹
3^e rang
(Banque de France)

32,5
Mde
exportations
françaises
6^e rang
(Douanes françaises)

88
entreprises
présentes dans
Forbes 2000

Du fait d'une forte hausse du nombre de projets (+33%), le Royaume-Uni est en 2018 le 3^e investisseur étranger en France. Il est à l'origine de 9% des projets et 8% des emplois créés ou maintenus.

— PRÉSENCE DES ENTREPRISES BRITANNIQUES EN FRANCE

3 000 entreprises britanniques sont présentes en France, où elles emploient 170 000 salariés. En 2018, les entreprises britanniques sont à l'origine de 118 décisions d'investissement en France, une valeur en forte hausse par rapport à 2017 (+33%). Ces projets ont permis la création ou le maintien de 2 448 emplois en France.

Les investissements provenant du Royaume-Uni concernent principalement des centres de décision (45% des projets), avec l'établissement notamment d'un QG Monde / Europe. Les points de vente et les activités de production représentent respectivement 17% et 12% des projets britanniques. Ces trois fonctions représentent 75% des emplois créés ou maintenus. On notera en particulier que le Royaume-Uni est à l'origine de 17% des projets étrangers de points de vente en France, pour 41% des emplois.

Les investissements des entreprises britanniques en France se spécialisent très majoritairement dans les services. En effet, les quatre secteurs les plus représentés sont : commerce et distribution, conseil, ingénierie et services opérationnels aux entreprises (17% des projets chacun), services financiers, bancaires et assurances (9%) et logiciels et prestations informatiques (8%). Avec 38% des projets et 31% des emplois, le Royaume-Uni occupe une place prépondérante dans les investissements concernant le secteur services financiers, bancaires et assurances.

Les projets en provenance du Royaume-Uni se concentrent en Île-de-France (43% des projets), en Nouvelle-Aquitaine (11%) et en Hauts-de-France (8%).

— INVESTISSEMENTS BRITANNIQUES EN EUROPE

En 2018, la France est la 2^e destination des investissements britanniques créateurs d'emploi en Europe. Elle accueille 16% des projets, derrière l'Allemagne (21%) et devant l'Espagne et l'Irlande (9% chacune)².

— EXEMPLES DE PROJETS D'INVESTISSEMENT EN 2018

GFG Alliance : après avoir repris la plus grande usine d'électrolyse d'aluminium d'Europe, localisée en Hauts-de-France (**Liberty Aluminium Dunkerque**) en 2018, **GFG Alliance** a complété la reprise du dernier fabricant français de jantes en aluminium, rebaptisé **Liberty Wheels France**, à Châteaurox en Centre-Val de Loire. L'opération permettra de sauvegarder 300 emplois. La société a également ouvert son nouveau centre français en plein cœur de Paris, générant la création de 20 emplois.

TOP 5 DES ENTREPRISES BRITANNIQUES EN TERMES D'EMPLOI EN FRANCE

Entreprise mère*	Secteur d'activité principal	Effectif France
KINGFISHER PLC (CASTORAMA)	Commerce et distribution Ameublement et équipement du foyer	19 000
COMPASS GROUP PLC	Hôtellerie, tourisme et restaurant Conseil, ingénierie et services opérationnels aux entreprises	15 000 - 16 000
HSBC HOLDINGS PLC	Services financiers, bancaires et assurances Autres activités de services	8 000 - 9 000
ASSOCIATED BRITISH FOODS PLC (PRIMARK)	Textile, textile industriel, habillement et accessoires	5 000 - 6 000
RENTOKIL INITIAL	Conseil, ingénierie et services opérationnels aux entreprises	3 000 - 4 000

* Ne sont pas pris en compte les fonds d'investissement

¹ Stock d'investissements directs en France par pays d'origine immédiate au 31/12/2017.

Les stocks d'investissements directs d'origine ultime au 31/12/2016 pour le Royaume-Uni sont de 71 Mde.

² Observatoire Europe, Business France.

EasyJet : la compagnie aérienne **EasyJet** a investi en France de manière conséquente en 2018 avec l'ouverture de sa 6^e base à Bordeaux en Nouvelle-Aquitaine, qui est dotée de 3 avions, et l'arrivée d'un 5^e avion sur sa base de Nice en Provence-Alpes-Côte d'Azur. Ces projets ont permis la création de plus de 60 emplois en 2018, marquant ainsi l'engagement dans la durée de l'entreprise dans l'Hexagone.

Entrepreneur First : l'accélérateur **Entrepreneur First** aide les talents ayant une expertise dans les technologies de pointe à trouver un cofondateur, générer une idée et lancer leur startup. L'entreprise a ouvert en 2018 son premier bureau français à Paris et va investir 25 millions d'euros dans des startups françaises, et prévoit l'embauche de 30 personnes au cours des trois prochaines années.

GoCardless : spécialisée dans la simplification et la dématérialisation des paiements récurrents par prélèvement automatique, la jeune entreprise **GoCardLess** a implanté à Paris son premier bureau en France. La création de 20 emplois à trois ans est envisagée.

RÉPARTITION PAR FONCTION DES PROJETS D'INVESTISSEMENT

Nature du projet	NOMBRE		PART (%)		PART DE CETTE ORIGINE* (%)	
	Projets	Emplois	Projets	Emplois	Projets	Emplois
Centre de décision	53	609	45 %	25 %	14 %	15 %
<i>dont primo-implantation</i>	47	530	40 %	22 %	15 %	16 %
<i>dont QG Monde / Europe</i>	1	4	0,8 %	0,2 %	4 %	1 %
<i>dont QG France</i>	5	75	4 %	3 %	15 %	13 %
Logistique	2	54	2 %	2 %	5 %	2 %
Point de vente	20	672	17 %	27 %	17 %	41 %
Production / Réalisation	14	564	12 %	23 %	4 %	5 %
R&D, Ingénierie, Design	6	71	5 %	3 %	5 %	3 %
<i>dont R&D</i>	4	59	3 %	2 %	4 %	3 %
Services aux entreprises	17	222	14 %	9 %	8 %	4 %
Services aux particuliers	6	256	5 %	10 %	5 %	9 %
Total général	118	2 448	100 %	100 %	9 %	8 %

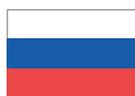
* Part des investissements britanniques dans le total des investissements de chaque fonction.
Grille de lecture : en 2018, 45 % des investissements britanniques en France sont des centres de décision, et 14 % des projets d'investissement étrangers dans cette fonction relèvent d'entreprises britanniques.

RÉPARTITION SECTORIELLE DES PROJETS D'INVESTISSEMENT

Secteur d'activité	NOMBRE		PART (%)		PART DE CETTE ORIGINE* (%)	
	Projets	Emplois	Projets	Emplois	Projets	Emplois
Commerce et distribution	20	521	17 %	21 %	23 %	19 %
Conseil, ingénierie et services opérationnels aux entreprises	20	434	17 %	18 %	14 %	11 %
Services financiers, bancaires et assurances	11	93	9 %	4 %	38 %	31 %
Logiciels et prestations informatiques	9	146	8 %	6 %	5 %	5 %
Équipements électriques, électroniques, informatiques	8	49	7 %	2 %	13 %	7 %
Hôtellerie, tourisme et restaurant	7	79	6 %	3 %	13 %	5 %
Matériels aéronautiques, navals et ferroviaires	6	53	5 %	2 %	16 %	3 %
BTP, matériaux de construction	4	96	3 %	4 %	11 %	11 %
Textile, textile industriel, habillement et accessoires	3	205	3 %	8 %	4 %	18 %
Transport, stockage	3	71	3 %	3 %	9 %	7 %
Autres activités de services	3	45	3 %	2 %	15 %	10 %
Énergie, recyclage, autres services concédés	3	24	3 %	1 %	7 %	4 %
Machines et équipements mécaniques	3	11	3 %	0,4 %	4 %	1 %
Verre, céramique, minéraux, bois, papier	2	60	2 %	2 %	7 %	12 %
Agroalimentaire, agriculture et pêche	2	54	2 %	2 %	4 %	4 %
Ameublement et équipement du foyer	2	49	2 %	2 %	6 %	12 %
Médicaments et biotechnologies appliquées	2	22	2 %	1 %	4 %	2 %
Équipements médico-chirurgicaux, diagnostics et dispositifs médicaux	2	21	2 %	1 %	7 %	3 %
Immobilier et bureaux d'affaires	2	17	2 %	1 %	20 %	13 %
Chimie, plasturgie	2	13	2 %	1 %	4 %	2 %
Constructeurs automobiles et équipementiers	1	330	1 %	13 %	2 %	18 %
Métaux, travail des métaux	1	20	1 %	1 %	3 %	1 %
Parfums, cosmétiques	1	20	1 %	1 %	6 %	8 %
Médias, édition	1	15	1 %	1 %	8 %	11 %
Total général	118	2 448	100 %	100 %	9 %	8 %

* Part des investissements britanniques dans le total des investissements de chaque secteur.
Grille de lecture : en 2018, 17 % des investissements britanniques en France s'orientent vers le secteur Conseil, ingénierie et services opérationnels aux entreprises, et 14 % des projets d'investissement étrangers dans ce secteur relèvent d'entreprises britanniques.

INVEST



RUSSIE

EN FLUX

3
projets
(Business France)19
emplois
(Business France)

EN STOCK

30
entreprises
en France
(Orbis)+ de
3 500
salariés
(Orbis)2
Md€
stock d'IDE¹
21^e rang
(Banque de France)5,3
Md€
exportations
françaises
15^e rang
(Douanes françaises)25
entreprises
présentes dans
Forbes 2000

En 2018, 3 projets d'investissement russes ont été recensés. Ils ont permis la création de 19 emplois.

— PRÉSENCE DES ENTREPRISES RUSSES EN FRANCE

30 entreprises russes sont présentes en France, où elles emploient plus de 3 500 personnes.

En 2018, trois projets d'investissement russes ont permis la création de 19 emplois en France.

Parmi ces projets, deux sont des primo implantations d'entreprises russes sur le territoire français, l'autre concerne des activités de production.

Ces investissements portent sur les secteurs équipements électriques, électroniques, informatiques, logiciels et prestations informatiques, et commerce et distribution.

Les investissements d'origine russe se localisent dans deux régions, Île-de-France (2 projets) et Provence-Alpes-Côte d'Azur (1 projet).

— INVESTISSEMENTS RUSSES EN EUROPE

La France est le 2^e pays d'accueil des projets russes créateurs d'emplois en Europe. Elle est destinataire de 13 % des projets d'investissement russes de ces deux dernières années. La France est devancée par l'Allemagne (17 %)².

— EXEMPLES DE PROJETS D'INVESTISSEMENT EN 2018

Radico Technologies : l'entreprise russe **Radico Technologies**, concevant des systèmes de surveillance et de mesure des radiations nucléaires, implante à Aix-en-Provence en Provence-Alpes-Côte d'Azur son premier bureau en France. Cette ouverture a pour objectif de rapprocher l'entreprise de ses principaux partenaires au sein de l'Union européenne. La création d'une dizaine d'emplois est envisagée.

TOP 5 DES ENTREPRISES RUSSES EN TERMES D'EMPLOI EN FRANCE

Entreprise mère	Secteur d'activité principal	Effectif France
RZHD - CHEMINS DE FER RUSSE (GEFCO)	Transport, stockage	3 500 - 4 000
NLMK	Métaux, travail des métaux	100 - 200
CANTATA	Agroalimentaire, agriculture et pêche	100 - 200
KASPERSKY LAB	Logiciels et prestations informatiques	50 - 100
MR T. GORYAYEV (SPIRIT FRANCE)	Agroalimentaire	50

¹ Stock d'investissements directs en France par pays d'origine immédiate au 31/12/2017.

Le stock d'investissements directs par pays d'origine ultime au 31/12/2016 pour la Russie était de 2,2 Md€.

² Observatoire Europe, Business France.

RÉPARTITION PAR FONCTION DES PROJETS D'INVESTISSEMENT

Nature du projet	NOMBRE		PART (%)		PART DE CETTE ORIGINE* (%)	
	Projets	Emplois	Projets	Emplois	Projets	Emplois
Centre de décision	2	14	67 %	74 %	1 %	0,3 %
<i>dont primo-implantation</i>	2	14	67 %	74 %	1 %	0,04 %
Production / Réalisation	1	5	33 %	26 %	0,3 %	0,0 %
Total général	3	19	100 %	100 %	0,2 %	0,1 %

* Part des investissements russes dans le total des investissements de chaque fonction.
Grille de lecture : en 2018, 67 % des investissements russes en France sont des centres de décision, 1 % des projets d'investissement étrangers dans cette fonction relève d'entreprises russes.

RÉPARTITION SECTORIELLE DES PROJETS D'INVESTISSEMENT

Secteur d'activité	NOMBRE		PART (%)		PART DE CETTE ORIGINE* (%)	
	Projets	Emplois	Projets	Emplois	Projets	Emplois
Équipements électriques, électroniques, informatiques	1	10	33 %	53 %	2 %	1 %
Logiciels et prestations informatiques	1	5	33 %	26 %	1 %	0,2 %
Commerce et distribution	1	4	33 %	21 %	1 %	0,1 %
Total général	3	19	100 %	100 %	0,2 %	0,1 %

* Part des investissements russes dans le total des investissements de chaque secteur.
Grille de lecture : en 2018, 33 % des investissements russes en France s'orientent vers le secteur logiciels et prestations informatiques. 1 % des projets d'investissement étrangers dans ce secteur relève d'entreprises russes.

INVEST



SUÈDE

EN FLUX

31
projets
(Business France)

678
emplois
(Business France)

EN STOCK

+ de 470
entreprises
en France
(Eurostat)

+ de 95 000
salariés
(Bureau Business France)

6,3
Md€
stock d'IDE¹
13^e rang
(Banque de France)

5,1
Md€
exportations
françaises
18^e rang
(Douanes françaises)

27
entreprises
présentes dans
Forbes 2000

En 2018, 31 décisions d'investissement d'entreprises suédoises ont permis la création de 678 emplois.

— PRÉSENCE DES ENTREPRISES SUÉDOISES EN FRANCE

Plus de 470 entreprises suédoises sont présentes en France où elles emploient plus de 95 000 personnes. En 2018, 31 projets d'investissement en provenance de Suède ont permis la création de 678 emplois.

Les décisions d'investissement suédois concernent principalement des centres de décision (35 %), dont la plupart correspondent à des primo-implantations, et des activités de production (26 %).

Près de la moitié des investissements suédois sont répartis dans trois secteurs : logiciels et prestations informatiques (19 % des projets), machines et équipements mécaniques (16 %) et médicaments et biotechnologies appliquées (10 %). Les investissements suédois se distinguent dans les services financiers, bancaires et assurances, puisqu'ils sont à l'origine des 20 % des emplois créés par des investissements étrangers dans ce secteur.

Plus de 60 % des projets suédois se localisent dans trois régions françaises : l'Île-de-France (26 % des projets), Auvergne-Rhône-Alpes (23 %) et Centre-Val de Loire (13 %).

— INVESTISSEMENTS SUÉDOIS EN EUROPE

En 2018, la France est le 1^{er} pays d'accueil des investissements suédois créateurs d'emploi en Europe avec 24 % du total des projets, devant l'Allemagne (15 %) et le Royaume-Uni (14 %)².

— EXEMPLES DE PROJETS D'INVESTISSEMENT EN 2018

Trelleborg : spécialisé dans la production de matériel industriel en caoutchouc et polymère, **Trelleborg** est un des principaux fabricants mondiaux de solutions d'étanchéité, d'amortissement et de protection pour des applications dans des environnements difficiles. Le groupe renforce son site de Clermont-Ferrand en Auvergne-Rhône-Alpes et recrute une quarantaine de collaborateurs supplémentaires en 2018.

Ikea : le groupe suédois **Ikea**, un des leaders mondiaux de l'ameublement et de la décoration, a décidé de créer un nouveau centre logistique à Gennevilliers en Île-de-France pour soutenir le développement de ses activités e-commerce. Ce centre desservira Paris et l'ouest de l'Île-de-France et permettra de livrer plus rapidement les commandes en ligne de ses clients. Son ouverture est prévue en 2019 et devrait générer la création de 200 emplois.

TOP 5 DES ENTREPRISES SUÉDOISES EN TERMES D'EMPLOI EN FRANCE

Entreprise mère	Secteur d'activité principal	Effectif France
SECURITAS AB	Conseil, ingénierie et services opérationnels aux entreprises	20 000
AB VOLVO	Constructeurs automobiles et équipementiers	11 500
IKEA	Ameublement et équipement du foyer	10 000
HENNES & MAURITZ AB	Textile, textile industriel, habillement et accessoires Commerce et distribution	7 500
NORDIC CAPITAL (CAPIO)	Autres activités de services	5 400

¹ Stock d'investissements directs en France par pays d'origine immédiate au 31/12/2017.

Les stocks d'investissements directs d'origine ultime au 31/12/2016 pour la Suède sont de 7,2 Md€.

² Observatoire Europe, Business France.

Volvo : le groupe suédois Volvo a présenté en 2018 son premier modèle de camion entièrement électrique. Celui-ci sera produit sur le site Renault Trucks du groupe localisé à Blainville-sur-Orne en Normandie. Des investissements ont été réalisés sur le site, notamment dans un atelier tout électrique. Les premières livraisons et commercialisations des véhicules sont attendues en 2019. Une centaine d'emplois a été créée dans l'usine normande en 2018.

RÉPARTITION PAR FONCTION DES PROJETS D'INVESTISSEMENT

Nature du projet	NOMBRE		PART (%)		PART DE CETTE ORIGINE* (%)	
	Projets	Emplois	Projets	Emplois	Projets	Emplois
Centre de décision	11	141	35 %	21 %	3 %	3 %
<i>dont primo-implantation</i>	9	116	29 %	17 %	3 %	3 %
<i>dont QG France</i>	2	25	6 %	4 %	6 %	4 %
Point de vente	2	50	6 %	7 %	2 %	3 %
Production / Réalisation	8	253	26 %	37 %	3 %	2 %
R&D, Ingénierie, Design	1	20	3 %	3 %	1 %	1 %
<i>dont R&D</i>	1	20	3 %	3 %	1 %	1 %
Services aux entreprises	5	82	16 %	12 %	2 %	2 %
Services aux particuliers	4	132	13 %	19 %	3 %	5 %
Total général	31	678	100 %	100 %	2 %	2 %

* Part des investissements suédois dans le total des investissements de chaque fonction.
Grille de lecture : en 2018, 35 % des investissements suédois en France sont des centres de décision, et 3 % des projets d'investissement étrangers dans cette fonction relèvent d'entreprises suédoises.

RÉPARTITION SECTORIELLE DES PROJETS D'INVESTISSEMENT

Secteur d'activité	NOMBRE		PART (%)		PART DE CETTE ORIGINE* (%)	
	Projets	Emplois	Projets	Emplois	Projets	Emplois
Logiciels et prestations informatiques	6	85	19 %	13 %	3 %	3 %
Machines et équipements mécaniques	5	53	16 %	8 %	7 %	4 %
Médicaments et biotechnologies appliquées	3	98	10 %	14 %	7 %	7 %
Constructeurs automobiles et équipementiers	2	120	6 %	18 %	5 %	6 %
Services financiers, bancaires et assurances	2	60	6 %	9 %	7 %	20 %
Autres activités de services	3	80	10 %	12 %	15 %	18 %
Textile, textile industriel, habillement et accessoires	2	23	6 %	3 %	3 %	2 %
Ameublement et équipement du foyer	1	40	3 %	6 %	3 %	9 %
Chimie, plasturgie	1	38	3 %	6 %	2 %	5 %
Transport, stockage	1	32	3 %	5 %	3 %	3 %
Verre, céramique, minéraux, bois, papier	1	25	3 %	4 %	3 %	5 %
Métaux, travail des métaux	1	10	3 %	1 %	3 %	1 %
Médias, édition	1	10	3 %	1 %	8 %	7 %
Conseil, ingénierie et services opérationnels aux entreprises	1	2	3 %	0,3 %	1 %	0,1 %
Équipements électriques, électroniques, informatiques	1	2	3 %	0,3 %	2 %	0,3 %
Total général	31	678	100 %	100 %	2 %	2 %

* Part des investissements suédois dans le total des investissements de chaque secteur.
Grille de lecture : en 2018, 19 % des investissements suédois en France s'orientent vers le secteur logiciels et prestations informatiques, et 3 % des projets d'investissement étrangers dans ce secteur relèvent d'entreprises suédoises.

INVEST



SUISSE

EN FLUX

72

projets
(Business France)

3 359

emplois
(Business France)

EN STOCK



1 900

entreprises
en France
(Eurostat)

140 000

salariés
(Eurostat)74,1
Md€stock d'IDE¹
4^e rang
(Banque de France)16
Md€exportations
françaises
9^e rang
(Douanes françaises)

41

entreprises
présentes dans
Forbes 2000

En 2018, 72 projets d'investissement suisses ont été recensés en France, en progression de 22 %. Ces projets ont permis de créer ou de maintenir 3 359 emplois, deux fois plus qu'en 2017 !

— PRÉSENCE DES ENTREPRISES SUISES EN FRANCE

Environ 1 900 entreprises françaises sont contrôlées par un investisseur suisse, employant près de 140 000 personnes en France. En 2018, 72 nouvelles décisions d'investissement suisses ont permis la création ou le maintien de 3 359 emplois en France.

En 2018, les investissements suisses privilégient les activités de production (46 % des projets et 50 % des emplois) et les activités de services aux entreprises (24 % des projets et 32 % des emplois). Viennent ensuite les activités de centres de décision (14 % des projets) et de R&D, ingénierie et design (11 % des projets). La Suisse représente 10 % des projets de production (et 15 % des emplois) en France en 2018.

Les investisseurs suisses privilégient le secteur du conseil, ingénierie (22 % des projets et 27 % des emplois), des médicaments (10 % des projets) et du BTP (10 % des projets). Il est à noter que les projets suisses représentent 18 % des projets du BTP en 2018 (et 20 %

des emplois), 16 % des projets dans le secteur des médicaments (et 16 % des emplois) et 11 % des projets dans le conseil (et 24 % des emplois).

Les projets d'investissement suisses sont principalement localisés en Auvergne-Rhône-Alpes (21 % des projets et 33 % des emplois), en Bourgogne-Franche-Comté (13 % des projets), en Île-de-France (11 % des projets) et en Occitanie (11 % des projets).

— INVESTISSEMENTS SUISES EN EUROPE

En 2018, la France est le 1^{er} pays d'accueil des investissements suisses créateurs d'emploi en Europe (35 % des projets), devant l'Allemagne (23 %), et le Royaume-Uni (7 %)².

— EXEMPLES DE PROJETS D'INVESTISSEMENT EN 2018

Multiwave Technologies SA : startup créée en mars 2015, **Multiwave Technologies** développe et commercialise des technologies de pointe en utilisant des métamatériaux. La société est présente en France depuis 2016 à Marseille (Provence-Alpes-Côte d'Azur). Elle atteint aujourd'hui un effectif total de 25 personnes en France.

Givaudan : fabricant de parfums, d'arômes et d'ingrédients actifs cosmétiques, fondé en 1895. **Givaudan** est très actif sur le marché français, où il a procédé à de nombreuses acquisitions. La firme a racheté en 2018 la société de parfumerie française **Albert Vieille**, producteur de matières premières aromatiques. L'entreprise française emploie 50 personnes. Une dizaine d'emplois additionnels sera créée.

TOP 5 DES ENTREPRISES SUISES EN TERMES D'EMPLOI EN FRANCE

Entreprise mère	Secteur d'activité principal	Effectif France
NESTLÉ S.A.	Agroalimentaire, agriculture et pêche	13 000
KÜHNE HOLDING AG	Transport, stockage	11 000
STMICROELECTRONICS	Composants électroniques	10 000
ADECCO S.A.	Conseil, ingénierie et services opérationnels aux entreprises	9 000
LAFARGEHOLCIM LTD	BTP, matériaux de construction	4 500

¹ Stock d'investissements directs en France par pays d'origine immédiate au 31/12/2017.

² Le stock d'investissements directs par pays d'origine ultime au 31/12/2016 pour la Suisse était de 81,0 Md€. ² Observatoire Europe, Business France.

Schmolz + Bickenbach AG : ce groupe, un des principaux fournisseurs mondiaux de solutions personnalisées en aciers spéciaux, a repris le français en mutation économique **Ascometal**. Grâce à ses capacités et compétences, les sites en France ont été pérennisés et les emplois sauvegardés : l'usine de Fos-sur-Mer (350 salariés), près de Marseille (Provence-Alpes-Côte d'Azur) ; le site Les Dunes (290 emplois, Hauts-de-France) ; et le site du Marais (45 emplois), près de Saint-Étienne (Auvergne-Rhône-Alpes).

Loanbox : cette fintech startup s'est implantée dans le cœur de la place financière européenne, à Paris (Île-de-France). La fintech zurichoise propose une plateforme du marché de crédit pour les cantons, municipalités et communes. Elle va créer une quinzaine d'emplois.

RÉPARTITION PAR FONCTION DES PROJETS D'INVESTISSEMENT

Nature du projet	NOMBRE		PART (%)		PART DE CETTE ORIGINE* (%)	
	Projets	Emplois	Projets	Emplois	Projets	Emplois
Centre de décision	10	123	14 %	4 %	3 %	3 %
<i>dont primo-implantation</i>	9	113	13 %	3 %	3 %	3 %
<i>dont QG France</i>	1	10	1 %	0,3 %	3 %	2 %
Logistique	2	370	3 %	11 %	5 %	14 %
Point de vente	1	14	1 %	0,4 %	1 %	1 %
Production / Réalisation	33	1 671	46 %	50 %	10 %	15 %
R&D, Ingénierie, Design	8	86	11 %	3 %	6 %	3 %
<i>dont R&D</i>	7	76	10 %	2 %	7 %	3 %
Services aux entreprises	17	1 091	24 %	32 %	8 %	22 %
Services aux particuliers	1	4	1 %	0,1 %	1 %	0,1 %
Total général	72	3 359	100 %	100 %	5 %	11 %

* Part des investissements suisses dans le total des investissements de chaque fonction.
Grille de lecture : en 2018, 46 % des investissements suisses en France sont des activités de production, et 10 % des investissements étrangers dans cette fonction relèvent d'entreprises suisses.

RÉPARTITION SECTORIELLE DES PROJETS D'INVESTISSEMENT

Secteur d'activité	NOMBRE		PART (%)		PART DE CETTE ORIGINE* (%)	
	Projets	Emplois	Projets	Emplois	Projets	Emplois
Conseil, ingénierie et services opérationnels aux entreprises	16	903	22 %	27 %	11 %	24 %
Médicaments et biotechnologies appliquées	7	220	10 %	7 %	16 %	16 %
BTP, matériaux de construction	7	165	10 %	5 %	18 %	20 %
Logiciels et prestations informatiques	6	73	8 %	2 %	3 %	2 %
Machines et équipements mécaniques	5	96	7 %	3 %	7 %	8 %
Équipements électriques, électroniques, informatiques	5	52	7 %	2 %	8 %	8 %
Textile, textile industriel, habillement et accessoires	5	45	7 %	1 %	7 %	4 %
Métaux, travail des métaux	4	730	6 %	22 %	14 %	54 %
Composants électroniques	2	430	3 %	13 %	15 %	67 %
Commerce et distribution	2	264	3 %	8 %	2 %	10 %
Équipements médico-chirurgicaux, diagnostics et dispositifs médicaux	2	25	3 %	1 %	7 %	4 %
Parfums, cosmétiques	2	20	3 %	1 %	13 %	8 %
Matériels aéronautiques, navals et ferroviaires	2	8	3 %	0,2 %	5 %	0,4 %
Autres activités de services	1	167	1 %	5 %	5 %	38 %
Transport, stockage	1	120	1 %	4 %	3 %	12 %
Hôtellerie, tourisme et restaurant	1	20	1 %	1 %	2 %	1 %
Verre, céramique, minéraux, bois, papier	1	10	1 %	0,3 %	3 %	2 %
Constructeurs automobiles et équipementiers	1	8	1 %	0,2 %	2 %	0,4 %
Chimie, plasturgie	1	2	1 %	0,1 %	2 %	0,2 %
Agroalimentaire, agriculture et pêche	1	1	1 %	0,03 %	2 %	0,1 %
Total général	72	3 359	100 %	100 %	5 %	11 %

* Part des investissements suisses dans le total des investissements de chaque secteur.
Grille de lecture : en 2018, 22 % des investissements suisses en France relèvent du secteur du conseil et ingénierie ; 11 % des investissements étrangers dans ce secteur relèvent d'entreprises suisses.

INVEST



TAÏWAN

EN FLUX

7

projets
(Business France)

64

emplois
(Business France)

EN STOCK

40

entreprises
en France
(Orbis)+ de
1 600salariés
(Orbis)168
M€stock d'IDE¹
50^e rang
(Banque de France)2,2
Md€exportations
françaises
38^e rang
(Douanes françaises)

47

entreprises
présentes dans
Forbes 2000

Le nombre de projets d'investissement taiwanais a doublé en 2018, il passe de 3 à 7. Ces projets ont permis la création de 64 emplois.

— PRÉSENCE DES ENTREPRISES TAÏWANAISES EN FRANCE

40 entreprises françaises sont contrôlées par un investisseur taiwanais, employant plus de 1 600 salariés. Sept décisions d'investissement taiwanaises en France ont été recensées en 2018, elles ont généré la création de 64 emplois.

Ces investissements concernent principalement des activités de centre de décision (3 projets), qui correspondent tous à des primo-implantations en Europe.

Les entreprises taiwanaises réalisent des investissements à la fois dans les secteurs des services (logiciels et prestations informatiques ou services financiers, bancaires et assurances, par exemple) et dans les activités de production (parfums, cosmétiques, et machines et équipements mécaniques)

Ces investissements sont localisés en grande majorité en Île-de-France (5 projets). Les régions Centre-Val de Loire et Auvergne-Rhône-Alpes ont accueilli chacune un projet d'origine taiwanaise.

TOP 5 DES ENTREPRISES TAÏWANAISES EN TERMES D'EMPLOI EN FRANCE

Entreprise mère	Secteur d'activité principal	Effectif France
MEI TA INDUSTRIAL CO., LTD.	Machines et équipements mécaniques	1 000
TONGTAI MACHINE & TOOL CO., LTD.	Machines et équipements mécaniques	100 - 150
ACER INC.	Electronique grand public	100 - 150
ASUSTEK COMPUTER INC. (ASUS)	Electronique grand public	100
DELTA ELECTRONICS	Equipements électriques, électroniques, informatiques	50 - 100

¹ Stock d'investissements directs en France par pays d'origine immédiate au 31/12/2017.

Les stocks d'investissements directs d'origine ultime au 31/12/2016 pour Taiwan sont de 125 M€.

² Observatoire Europe, Business France.

— INVESTISSEMENTS TAÏWANAISES EN EUROPE

Les Pays-Bas sont le 1^{er} pays d'accueil des investissements créateurs d'emploi taiwanais ayant été réalisés en Europe ces deux dernières années (26 % du total des projets), ils sont suivis de l'Allemagne (22 %) et de la France (13 %)².

— EXEMPLES DE PROJETS D'INVESTISSEMENT EN 2018

Diabnext : fondée en 2015 et basée à Taïwan, la startup **Diabnext** propose des outils connectés (stylos à insuline et glucomètre...) ainsi qu'une plateforme d'intelligence artificielle facilitant la gestion des données des patients diabétiques. Après avoir remporté le concours pour la meilleure innovation « Mieux vivre avec son diabète », elle a décidé de s'implanter en Île-de-France pour mieux prospecter le marché européen, et plus particulièrement le marché français. Cette implantation a permis la création de cinq emplois.

Insto : l'entreprise taiwanaise **Insto** est spécialisée dans les solutions de paiement de particulier à particulier sur les applications mobiles. Persuadé de l'intérêt de la place financière parisienne, **Insto** vient de créer un bureau de vente et de R&D en Île-de-France afin de coordonner le déploiement commercial direct du groupe sur le territoire français. **Insto** prévoit la création de dix emplois.

JPP Holding Company Limited (Jinpao) : basée à Louey en Occitanie, l'entreprise **Agiliteam**, spécialisé dans la mécanique de précision, qui regroupe les sous-traitants **ADB** (Atelier de décolletage de Bigorre), à Louey et Lutech, à Cestas (Nouvelle-Aquitaine), a été rachetée par le groupe taïwanais **Jinpao**. Le montant de cette acquisition s'élève à 5,8 M€. L'investisseur envisage de développer l'activité de ces sites dans les cinq ans à venir.

Tongtai Machine & Tool (TTGroup) : spécialisée dans le secteur de la machine-outil, l'entreprise taïwanaise **TTGroup**, emploie actuellement 140 salariés à Saint-Étienne en Auvergne-Rhône-Alpes. Elle a décidé de renforcer son équipe locale avec le recrutement d'une dizaine de nouveaux salariés.

RÉPARTITION PAR FONCTION DES PROJETS D'INVESTISSEMENT

Nature du projet	NOMBRE		PART (%)		PART DE CETTE ORIGINE* (%)	
	Projets	Emplois	Projets	Emplois	Projets	Emplois
Centre de décision	3	20	43 %	31 %	1 %	0,5 %
<i>dont primo-implantation</i>	3	20	43 %	31 %	1 %	1 %
Point de vente	1	4	14 %	6 %	1 %	0,2 %
Production / Réalisation	1	20	14 %	31 %	0,3 %	0,2 %
R&D, Ingénierie, Design	1	10	14 %	16 %	1 %	0,4 %
<i>dont R&D</i>	1	10	14 %	16 %	1 %	0,4 %
Services aux entreprises	1	10	14 %	16 %	0,5 %	0,2 %
Total général	7	64	100 %	100 %	1 %	0,2 %

* Part des investissements taïwanais dans le total des investissements de chaque fonction
Grille de lecture : en 2018, 43 % des investissements taïwanais destinés à la France sont des activités de centre de décision. 1 % des projets d'investissement étrangers dans cette fonction relève d'entreprises taïwanaises.

RÉPARTITION SECTORIELLE DES PROJETS D'INVESTISSEMENT

Secteur d'activité	NOMBRE		PART (%)		PART DE CETTE ORIGINE* (%)	
	Projets	Emplois	Projets	Emplois	Projets	Emplois
Parfums, cosmétiques	1	20	14 %	31 %	6 %	8 %
Logiciels et prestations informatiques	1	10	14 %	16 %	1 %	0,3 %
Machines et équipements mécaniques	1	10	14 %	16 %	1 %	1 %
Services financiers, bancaires et assurances	1	10	14 %	16 %	3 %	3 %
Conseil, ingénierie et services opérationnels aux entreprises	1	5	14 %	8 %	1 %	0,1 %
Équipements médico-chirurgicaux, diagnostics et dispositifs médicaux	1	5	14 %	8 %	3 %	1 %
Textile, textile industriel, habillement et accessoires	1	4	14 %	6 %	1 %	0,4 %
Total général	7	64	100 %	100 %	1 %	0,2 %

* Part des investissements taïwanais dans le total des investissements de chaque secteur.
Grille de lecture : en 2018, 14 % des investissements taïwanais destinés à la France s'orientent vers le secteur des logiciels et prestations informatiques. 1 % des projets d'investissement étrangers dans ce secteur relèvent d'entreprises taïwanaises.

INVEST



TURQUIE

EN FLUX

6

projets
(Business France)

47

emplois
(Business France)

EN STOCK

80

entreprises
en France
(Orbis)+ de
1 300salariés
(Orbis)133
M€stock d'IDE¹
(Banque de France)6
Md€exportations
françaises
13^e rang
(Douanes françaises)

10

entreprises
présentes dans
Forbes 2000

En 2018,
6 investissements
turcs ont été
recensés en France,
ce qui a permis
la création
de 47 emplois.

— PRÉSENCE DES ENTREPRISES TURQUES EN FRANCE

Environ 80 entreprises françaises sont contrôlées par un investisseur turc, employant plus de 1300 personnes. En 2018, six nouvelles décisions d'investissement turques ont été recensées, permettant la création de 47 emplois.

Ces investissements prennent la forme de centres de décision (3 projets), et d'activité de R&D (3 projets et 34 emplois).

Les investissements turcs sont sectoriellement diversifiés, notamment avec deux projets dans le secteur des constructeurs automobiles.

La répartition géographique montre une implantation plus importante en Occitanie et en Île-de-France (2 projets chacune).

— INVESTISSEMENTS TURCS EN EUROPE

En 2018, les investissements turcs créateurs d'emploi en Europe sont en premier lieu à destination de la Hongrie (18 % des projets), puis de la France (12 %), de l'Allemagne (12 %), du Royaume-Uni (12 %), de la Roumanie (12 %) et des Pays-Bas (12 %)².

TOP 5 DES ENTREPRISES TURQUES EN TERMES D'EMPLOI EN FRANCE

Entreprise mère	Secteur d'activité principal	Effectif France
KÖKLER YATIRIM HOLDING (UNITED BISCUITS)	Agroalimentaire	400 - 600
DOGUS HOLDING (MB 92)	Chantier naval	200
ORHAN HOLDING A S (NOBEL PLASTIQUES)	Constructeurs automobiles et équipementiers	100 - 200
ECZACIBASI (VILLEROY & BOCH)	Céramique	100 - 150
ÖZLER PLASTIK	Constructeurs automobiles et équipementiers	100 - 150

¹ Stock d'investissements directs en France par pays d'origine ultime au 31/12/2016.

² Observatoire Europe, Business France.

RÉPARTITION PAR FONCTION DES PROJETS D'INVESTISSEMENT

Nature du projet	NOMBRE		PART (%)		PART DE CETTE ORIGINE* (%)	
	Projets	Emplois	Projets	Emplois	Projets	Emplois
Centre de décision	3	13	50 %	28 %	1 %	0,3 %
<i>dont primo-implantation</i>	3	13	50 %	28 %	1 %	0,4 %
R&D, Ingénierie, Design	3	34	50 %	72 %	2 %	1 %
<i>dont R&D</i>	2	22	33 %	47 %	2 %	1 %
Total général	6	47	100 %	100 %	0,5 %	0,2 %

* Part des investissements turcs dans le total des investissements de chaque fonction.

Grille de lecture : en 2018, 50 % des investissements turcs en France sont des activités de centres de décision et 1 % des investissements étrangers dans cette fonction relève d'entreprises turques.

RÉPARTITION SECTORIELLE DES PROJETS D'INVESTISSEMENT

Secteur d'activité	NOMBRE		PART (%)		PART DE CETTE ORIGINE* (%)	
	Projets	Emplois	Projets	Emplois	Projets	Emplois
Constructeurs automobiles et équipementiers	2	7	33 %	15 %	5 %	0,4 %
Matériels aéronautiques, navals et ferroviaires	1	15	17 %	32 %	3 %	1 %
Équipements électriques, électroniques, informatiques	1	12	17 %	26 %	2 %	2 %
Composants électroniques	1	7	17 %	15 %	8 %	1 %
Conseil, ingénierie et services opérationnels aux entreprises	1	6	17 %	13 %	1 %	0,2 %
Total général	6	47	100 %	100 %	0,5 %	0,2 %

* Part des investissements turcs dans le total des investissements de chaque secteur.

Grille de lecture : en 2018, 33 % des investissements turcs en France sont concentrés dans le secteur des constructeurs automobiles ; 5 % des investissements étrangers dans ce secteur en France relèvent d'entreprises turques.

5

Annexes

**156 CRITÈRES DE PRISE EN COMPTE DES INVESTISSEMENTS
PHYSIQUES CRÉATEURS D'EMPLOI**

160 BUSINESS FRANCE

CRITÈRES DE PRISE EN COMPTÉ DES INVESTISSEMENTS PHYSIQUES CRÉATEURS D'EMPLOI

Le bilan des investissements étrangers en France se veut un outil d'analyse des projets d'investissement étrangers et de leur contribution à l'économie française

Élaboré depuis 1993, le Bilan France recense les projets d'investissement d'origine étrangère créateurs d'emploi durable. Il repose sur des annonces de projets validés et comptabilise le nombre d'emplois associés. Il fournit des statistiques détaillées par secteur d'activité, type d'opération et de fonction, pays d'origine et région d'accueil. Les montants des investissements n'étant pas divulgués par toutes les entreprises, ces données ne sont pas prises en compte dans l'analyse.

PAYS DE CONTRÔLE D'UNE ENTREPRISE

En première analyse, la nationalité des entreprises est conditionnée par la localisation du siège social, qui détermine le droit applicable. Ce principe est complété par la notion de siège social réel proposée par le droit français, à travers la jurisprudence. Ce concept renvoie

au lieu où se réunissent les organes de direction de l'entreprise, où se prennent les décisions stratégiques, où les principaux contrats sont signés, etc. Ainsi, conformément aux préconisations européennes, l'Insee considère que le pays de contrôle d'un groupe multinational est défini par le pays de localisation de l'unité de contrôle opérationnel du groupe et où les informations financières de l'ensemble des filiales sont généralement consolidées. Pour certains groupes, lorsqu'on dispose d'informations objectives complémentaires, cette unité peut être différente de la tête de groupe, ou maison mère. Dans cette définition, le pays attribué à un groupe est indépendant de la nationalité des principaux actionnaires du groupe.



Ce premier niveau d'analyse est complété par la notion de contrôle des activités des filiales. Le critère statistique choisi pour la collecte des données est celui du contrôle majoritaire (plus de 50 % des actions d'une société donnant droit de vote au conseil d'administration). On suppose que le fait de posséder plus de 50 % des actions d'une société permet d'exercer un réel contrôle sur sa gestion, même si, dans certains cas, ce contrôle peut être exercé avec la possession de moins de 50 % des actions.

COMPTABILISATION DES EMPLOIS

Le nombre d'emplois créés ou maintenus retenu au Bilan est celui annoncé pour les trois années à venir, cette durée correspondant approximativement à l'horizon temporel de programmation des investissements par les entreprises.

RECUEIL ET VALIDATION DES DONNÉES

Les projets inscrits au Bilan France sont identifiés selon trois canaux :

- / l'analyse de l'environnement concurrentiel, qui s'opère au moyen des observatoires des investissements internationalement mobiles, recensant les annonces publiques d'investissements d'origine étrangère créateurs d'emploi en France et en Europe ;
- / la prospection des projets conduite par Business France, mobilisant en particulier le réseau de ses bureaux à l'étranger ;
- / l'information collectée par les correspondants chefs de file en région sur leur territoire, au travers des contacts qu'ils entretiennent avec les acteurs économiques et les investisseurs étrangers.

Sur ces bases, l'établissement du Bilan France donne lieu à un processus de validation croisée de chacun des projets identifiés, qui associe Business France et les correspondants chefs de file en région.

TAUX DE RÉALISATION DES PROJETS

Les bilans ou classements publiés par les agences de promotion de l'investissement comptabilisent des décisions d'investissement (ou des annonces publiques, pour certains consultants). Business France a procédé en 2010 à l'étude ex post des projets enregistrés au Bilan France 2007, pour évaluer le taux de réalisation des projets dans une conjoncture économique difficile. Pour l'échantillon étudié (320 projets), près de 90 % des décisions enregistrées en 2007 ont été mis en œuvre. Le taux de réalisation est de 98 % pour les reprises d'entreprises en difficulté. L'étude montre, dans le même temps, que l'origine étrangère de l'entreprise qui investit en France n'a pas suffi à la prémunir contre les risques entrepreneuriaux ou conjoncturels. Ainsi, un cinquième des investissements sous revue en 2007 a connu des difficultés allant jusqu'à la cessation de l'activité.

DES ÉCARTS ENTRE LES DONNÉES PUBLIÉES PAR BUSINESS FRANCE, FDI MARKETS ET EY

Le mode de recensement des informations du Bilan France en fait une base de données fiable et unique, dont le taux de couverture des investissements recensés est largement supérieur à celui des consultants privés, comme IBM/PLI, fDi Markets ou EY. Les différences de champs et de méthodes de comptabilisation expliquent une partie des écarts importants observés : exclusion des points de vente, secteur de l'hôtellerie, reprises de sites en difficulté et reprises-extensions. Cependant, outre les différences méthodologiques mentionnées, les écarts relèvent majoritairement du fait que de nombreux projets d'investissement n'ont fait l'objet d'aucun article de presse ou de communiqué au moment du recensement. Ces projets ne peuvent donc pas être recensés par les outils de veille des consultants privés. En revanche, Business France dispose de ces informations grâce aux données transmises par ses bureaux à l'étranger ainsi que par ses partenaires territoriaux.



TYPES D'INVESTISSEMENT RETENUS AU BILAN FRANCE

/ **Les créations**¹ correspondent à des emplois créés sur un nouveau site.

/ **Les extensions** correspondent à des emplois créés sur un site déjà occupé par l'entreprise.

/ **Les reprises**² de sites en difficulté correspondent à des emplois maintenus suite à l'acquisition d'une société résidente en France en difficulté par un investisseur étranger. Les difficultés de l'entreprise doivent être avérées :

- procédure de dépôt de bilan ou de redressement judiciaire devant le tribunal de commerce ;
- difficultés financières de l'entreprise devant l'administration fiscale et sociale ;
- perspective de fermeture du site à court terme (absence de succession...).

/ **Les reprises-extensions** correspondent à des emplois créés à la suite de l'acquisition par un investisseur étranger d'une société en difficulté résidente en France.

/ **Les rachats-extensions** correspondent à des emplois créés à la suite de l'acquisition par un investisseur étranger d'une société résidente en France qui n'est pas en difficulté. Les emplois comptabilisés dans le bilan sont ceux relatifs à la seule extension.

/ Les investissements de **modernisation-pérennisation** correspondent à des projets industriels qui améliorent ou confortent les capacités de production d'un site permettant de sauvegarder les emplois qui auraient disparu à terme.

¹ Au niveau régional, pour une firme et une activité données, les créations sont prises en compte dans la mesure où elles ne s'accompagnent pas de destructions nettes d'emplois.

² Les reprises de sites en difficulté peuvent se traduire par des regroupements et des transferts de site. Le Bilan France comptabilise l'emploi maintenu associé à ces transferts.

NOMENCLATURES DU BILAN FRANCE

Des classifications conçues pour refléter les caractéristiques du marché de l'investissement international

La classification par secteur d'activité s'appuie sur une nomenclature à 26 postes, compatible avec celle de l'Insee (NAF 700 rév. 2), adaptée à la réalité du marché des investissements internationaux. Les projets sont classés selon la nature du bien ou du service qu'ils contribuent à concevoir, à produire ou à distribuer. Cette nomenclature évolue progressivement en fonction des nouvelles tendances du marché.

La fonction servie par le projet

Pour mener à bien leurs activités, les entreprises recourent à plusieurs types de fonctions : production de biens et de services, R&D, centres de décision, logistique, commerce et services aux entreprises et aux particuliers, etc.

De la production se distinguent les fonctions tertiaires qui regroupent un ensemble d'activités telles que le commerce et les services aux entreprises, la logistique, les centres de R&D, le conseil, l'ingénierie. Une nomenclature spécifique est prévue dans le Bilan pour classer les projets selon le type de fonction qu'ils contribuent à remplir.

- / Agroalimentaire, agriculture et pêche
- / Ameublement et équipement du foyer
- / Autres activités de services
- / Bâtiment et travaux publics, matériaux de construction
- / Chimie, plasturgie
- / Commerce et distribution
- / Composants électroniques
- / Conseil, ingénierie et services opérationnels aux entreprises
- / Constructeurs automobiles et équipementiers
- / Éducation et formation
- / Électronique grand public
- / Énergie, recyclage et autres services concédés
- / Équipements médico-chirurgicaux, diagnostics et dispositifs médicaux
- / Hôtellerie, tourisme et restaurant
- / Logiciels et prestations informatiques
- / Machines et équipements mécaniques
- / Matériels aéronautiques, navals et ferroviaires
- / Médias, édition
- / Médicaments et biotechnologies appliquées
- / Métaux et travail des métaux
- / Opérateurs télécoms et fournisseurs d'accès à internet
- / Parfums, cosmétiques
- / Textile, textile industriel, habillement et accessoires
- / Transport et stockage
- / Services financiers, bancaires et assurances
- / Verre, céramique, minéraux, bois, papier

FONCTION DU PROJET

1	R&D, INGÉNIERIE, DESIGN	Site ayant pour mission l'avancement des connaissances scientifiques, la mise au point ou l'application de nouvelles technologies ou produits.
2	CENTRE DE DÉCISION	Primo-implantation en France et quartiers généraux français.
3	QUARTIERS GÉNÉRAUX	Quartiers généraux mondiaux ou européens. Site autonome chargé de mener à bien une activité de support administratif interne à l'entreprise (ressources humaines, trésorerie, etc.).
4	PRODUCTION / RÉALISATION	Site qui combine les ressources en main-d'œuvre, capital, biens et services pour fabriquer des biens ou fournir des services.
5	LOGISTIQUE	Site contribuant à l'acheminement et au stockage des produits.
6	SERVICES AUX ENTREPRISES	Site ayant pour mission la fourniture de services marchands aux entreprises (conseil, marketing, services bancaires, data center, etc.).
7	SERVICES AUX PARTICULIERS	Site ayant pour mission principale la vente de produits et de services aux particuliers (hôtellerie, services bancaires).
8	POINT DE VENTE	Ensemble des lieux de commercialisation de biens.

NE SONT PAS PRIS EN COMPTE DANS LE BILAN FRANCE

- / les emplois intérimaires et saisonniers ;
- / les emplois apportés à un site par transfert d'activité d'une entreprise à l'intérieur du territoire français, du fait d'une réorganisation, d'un regroupement ou d'une restructuration des activités de cette entreprise ;
- / les représentations diplomatiques, sauf si elles présentent un caractère internationalement mobile (siège social d'une organisation internationale, par exemple).

RÉALISATION DU BILAN FRANCE

Sources

- / Bureaux Business France
- / Agences régionales de développement
- / Observatoire France

Vérification croisée des données

Traitement de l'information :

- / vérification de la conformité des projets aux critères du Bilan ;
- / compléments d'information sur certains projets.

Bilan

Validation des projets par :

- / les agences régionales de développement ;
- / Business France.

BUSINESS FRANCE

Connecter, accélérer, réussir

Business France, au service de l'internationalisation de l'économie française, valorise et promeut l'attractivité de l'offre de la France, de ses talents, de ses entreprises et de ses territoires.

Véritable levier au service de la compétitivité de la croissance et de l'emploi, Business France rend lisible et efficace la chaîne d'acteurs et de services dédiés au développement et au succès des entreprises, quels que soient leur secteur, leur taille et leur pays.

Qu'il s'agisse d'exportation, d'investissement ou de partenariats internationaux, qu'il s'agisse d'identifier, de mettre en relation ou de sécuriser, Business France accompagne les entreprises françaises et internationales du début jusqu'à l'aboutissement de leurs projets, dans une démarche clairement orientée efficacité et résultats. Grâce à son réseau et à son équipe dynamique de 1 500 professionnels sur le terrain dans 70 pays, Business France intervient du montage opérationnel des actions jusqu'à leur suivi à long terme.

Spécialisées par domaines de compétences et secteurs d'activité, nos équipes sont profondément passionnées et engagées... tant par leur promesse d'efficacité opérationnelle que par leur mission pour la France.

Au service du pays et des entreprises, Business France porte haut et fort un message d'ouverture économique de la France, et agit sur le terrain pour activer tous les leviers nécessaires au développement et à la réussite des entreprises, tant en France qu'à l'étranger.

NOS MISSIONS

- / Développement international des entreprises – en particulier les ETI et PME – implantées en France et de leurs exportations sur les marchés internationaux.
- / Prospection et accueil des investissements étrangers en France.
- / Promotion de l'attractivité et de l'image économique de la France, de ses entreprises et de ses territoires.
- / Gestion, promotion et développement du volontariat international en entreprise (VIE), contribuant ce faisant à la formation de jeunes actifs français ayant acquis une expérience à l'international.



NOTRE PROMESSE

La réussite d'un projet, c'est aussi la qualité des interlocuteurs qui vont vous accompagner et vous guider sur place pour concrétiser votre implantation. C'est le rôle de Business France et de ses équipes, dévolues à vous aider à réussir vos projets.

Business France vous accompagne tout au long de votre démarche et s'investit à vos côtés, étape après étape : assistance juridique et fiscale, démarches administratives, choix du marché / lieu d'installation... Business France mobilise ses ressources ainsi que celles de ses partenaires et met en place une équipe dédiée chargée d'activer et de coordonner l'ensemble des expertises et des solutions pour monter vos projets internationaux et les suivre à long terme dans leurs développements.

À vos côtés et pour mieux comprendre vos besoins et vos attentes, vous pouvez compter sur le réseau de Business France, présent dans 70 pays majeurs. Au sein des équipes qui composent les 92 bureaux de Business France, un professionnel dévoué à votre succès sera votre contact personnel.

NOTRE PRIORITÉ

Simplifier et accélérer la réalisation de vos projets

Business France vous propose une approche globale de votre projet d'internationalisation, depuis la prise de décision jusqu'à la réalisation concrète, en passant par l'analyse du marché. Business France vous informe en fonction des spécificités stratégiques, sectorielles et humaines de votre projet...

Business France est votre partenaire privilégié, l'interface qui se charge de collecter toutes les données dont vous avez besoin pour mener votre projet à bien. Dès la première prise de contact, Business France est donc, si vous le souhaitez, votre interlocuteur unique.

Solliciter Business France, c'est bénéficier

- / de la première plateforme de services personnalisés aux entreprises françaises et étrangères pour l'accompagnement et la réussite de leurs projets internationaux de A à Z ;
- / des analyses de marché objectives et détaillées, analyses macroéconomiques, études comparatives, observatoires et cartes, etc. Nous mettons à votre disposition toute une palette d'outils qui vous aideront à faire les bons choix ;
- / **du soutien et du savoir-faire d'un réseau de partenaires experts en développement international et d'une communauté d'acteurs associés : les chambres de commerce et d'industrie en France et à l'étranger, Bpifrance, Coface, les conseillers du commerce extérieur de la France (CCEF) notamment, mais également des banques, des cabinets d'audit, des consultants experts, des sociétés de transports, des avocats, etc.**

Directeur de publication : Christophe Lecourtier, Directeur Général

Rédactrice en chef : Sylvie Montout, Chef Économiste

Contributeurs : Yasmine Galloul, Romain Guillard, Manuel Marcias, Économistes

Coordination éditoriale : Guillaume du Rivau, Chef de projet édition,

Conception, réalisation : Hopscotch – Mars 2019



Imprimé en France par La Centrale

Business France est l'agence nationale au service de l'internationalisation de l'économie française.

Elle est chargée du développement international des entreprises et de leurs exportations, ainsi que de la prospection et de l'accueil des investissements internationaux en France.

Elle promeut l'attractivité et l'image économique de la France, de ses entreprises et de ses territoires. Elle gère et développe le V.I.E (Volontariat International en Entreprise).

Business France dispose de 1500 collaborateurs situés en France et dans 64 pays. Elle s'appuie sur un réseau de partenaires publics et privés.

Pour plus d'informations : www.businessfrance.fr

Business France

77, boulevard Saint-Jacques

75680 Paris Cedex 14

Tél. : +33 1 40 73 30 00